

صباحنا من الامهل

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15978 - 7 F

MARDI 11 JUIN 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Cahier
Initiatives-Métiers
3 pages d'offres d'emplois

Sécurité sociale : trois fois plus de déficit en 1996 que prévu par Alain Juppé

LE DÉFICIT du régime général de la Sécurité sociale atteindrait 48,6 milliards de francs à la fin de l'année 1996, selon les estimations de la Commission des comptes. Alain Juppé avait prévu, lors de la présentation de son plan de redressement, le 15 novembre 1995, un déficit de 16,6 milliards de francs seulement en 1996. Cependant, le président de la commission, Jean Marnot, estime que sous les mesures inscrites dans les deux ordonnances du 24 janvier (prélèvements nouveaux et gel des dépenses), le déficit aurait atteint 80 milliards de francs.

FO et la CGT ont réagi à ces informations, dimanche 9 juin, en mettant en cause la politique de M. Juppé. Le PS estime qu'il y a « un paradoxe à annoncer des allègements d'impôts alors qu'on se prépare à « alourdir les cotisations sociales ».

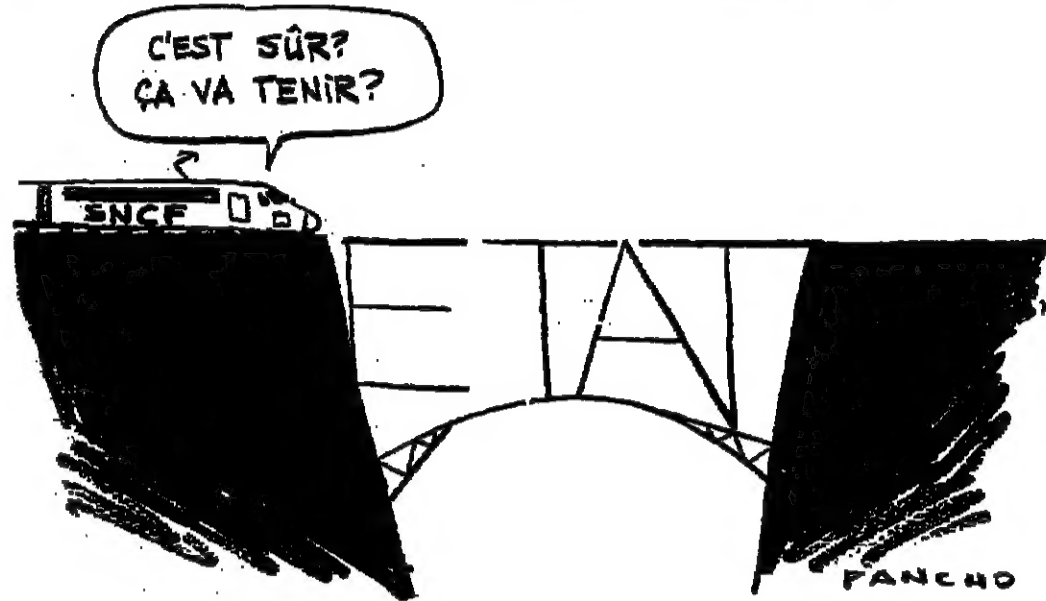
Lire page 6

Le gouvernement s'engage à verser à la SNCF 10 milliards de francs supplémentaires par an

La construction et la gestion des voies ferrées seront confiées à un établissement public

SIX MOIS après les grèves des cheminots, le gouvernement a arrêté un nouveau plan de sauvetage pour la SNCF. Il devait le présenter lundi 10 juin aux partenaires sociaux. Les députés devraient en débattre mardi 11 juin et les sénateurs le 25 juin. Schématiquement, l'Etat va reprendre la propriété des voies ferrées, aujourd'hui déléguée à la SNCF, pour la confier à une nouvelle structure juridique autonome, probablement un établissement public. Allégée de ce poids, la SNCF devra rééquilibrer ses comptes.

L'établissement public bénéficiera d'une subvention de 10 milliards de francs par an environ, qui s'ajoute à ce que les pouvoirs publics versaient déjà au titre des infrastructures à la SNCF (13 milliards). Il héritera d'une grande part de la dette de la société ferroviaire, estimée à plus de 175 milliards de francs fin 1995. Aucun mécanisme d'apurement de cette dette n'est prévu, faute de moyens financiers. L'allongement d'une année des contrats de plan Etat-régions pourrait permettre à l'Etat de décaler les ressources budé-



taires nécessaires pour financer les 10 milliards de subvention supplémentaires.

La nouvelle SNCF devra combler son déficit actuel en réduisant ses frais et en relançant sa politique commerciale, dont Loïc

Le Floch Prigent, président de la société nationale, devrait annoncer les grandes lignes le 18 juin.

Le gouvernement devrait lancer une expérience de régionalisation auprès de six régions tests. Les autorités locales définiront leurs be-

soins (lignes desservies, fréquence, qualité des équipements) et la SNCF leur présentera un devis en fonction de ses coûts d'exploitation.

Lire page 16

L'opposition birmane défie à nouveau la junte militaire

LA TENSION est de nouveau montée, dimanche 9 juin, en Birmanie (rebaptisée Union de Myanmar) où environ dix mille sympathisants de l'opposition se sont rassemblés à Rangoun devant le domicile du Prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi. Les partisans de M^{me} Suu Kyi, figure emblématique de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), défient ainsi ouvertement la junte au pouvoir qui venait précisément de durcir son arsenal de textes répressifs afin de museler toute opposition. La junte pourrait décider de riposter en suscitant des contre-manifestations, comme elle l'a déjà fait ces dernières semaines. Cette poussée de fièvre en Birmanie, dont le régime est l'un des plus impopulaires d'Asie, inquiète les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) et les Etats-Unis.

Lire page 4
et notre éditorial page 15

La présidentielle en Russie

En quatre mois, la machine électorale de Boris Eltsine semble avoir renversé la situation.

Menton contre la mendicité

Le maire (UDF) de Menton veut exclure les marginaux de sa cité pendant la période estivale.

Les ennuis de Bernard Tapie

Une expertise judiciaire donne raison au Crédit lyonnais contre Bernard Tapie dans l'affaire Adidas.

Venise, la dissidente

La Sérénissime affirme vouloir faire sécession de la République italienne.

Un entretien avec le directeur de l'architecture

François Barré souhaite que l'architecture, « généraliste de l'espace », affirme sa présence dans le remodelage de la ville et de ses périphéries.

Armement : 60 000 emplois menacés

Un salarié sur cinq du secteur de l'armement, soit 60 000 personnes, est menacé de perdre son emploi d'ici à 2002.

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 100 ; Espagne, 220 Ptas ; Grèce, 120 Drac ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 000 ; Pays-Bas, 3 FF ; Portugal, 200 Escudos ; Royaume-Uni, 2,20 £ ; Suède, 100 F CFA ; Suisse, 25 Francs ; Thaïlande, 20 Bahts ; Tunisie, 100 Dinars ; USA, 1 Dollar ; USA (Hawaï), 2,20 \$.

M 0147-0611 - 7 00 F
GALLIMARD

La tragique histoire des « commandos perdus » de la CIA

WASHINGTON

de notre correspondant

L'histoire des « commandos perdus » de la CIA n'est pas de celles dont le gouvernement des Etats-Unis peut être fier. C'est même pour cela qu'elle resta secrète pendant près de trente ans. Il aura fallu la conjonction d'un rapport interne du Pentagone, une action en justice des survivants, le témoignage de William Colby, l'ancien directeur de la CIA déclassé le 27 avril, enfin la « déclassification » de documents confidentiels, pour que la vérité éclate enfin.

En 1961, la CIA décide de recruter et d'entraîner plusieurs centaines de commandos sud-vietnamiens afin d'organiser des opérations d'infiltration et de sabotage au Nord-Vietnam. Les commandos seront parachutés de l'autre côté des lignes ennemies. Ils y seront capturés ou exécutés.

Aucun des renseignements qu'ils devaient recueillir n'est jamais parvenu à la CIA, aucun sabotage n'a jamais eu lieu. La CIA ignorait-

elle le sort réservé à ses agents ? Pas du tout : grâce à Radio-Hanoi, les Américains étaient au courant.

Le jour où cent cinquante commandos ont été considérés comme perdus, William Colby, qui fut chef de station de la « compagnie » à Saigon, décide d'arrêter l'opération, et avise en ce sens le secrétaire à la défense. Mais Robert McNamara ne l'écouterait pas. Il convaincra même le président Johnson de retirer à la CIA la direction de l'opération, pour la confier au Pentagone. Celle-ci va se poursuivre pendant sept ans, avec la même absence de résultat. Plusieurs centaines de commandos (leur nombre exact n'est pas connu) périront de leur vie et d'entêtement.

Les Américains avaient promis à leurs alliés qu'en cas de capture leur traitement serait versé à leur famille. Mais cela représentait beaucoup de monde. « Nous avons réduit graduellement le nombre de commandos ayant droit à cette réparation », en les déclarant morts les uns après les autres, jusqu'à ce qu'ils soient

tous rayés du registre des soldes mensuels », précise un rapport interne du Pentagone.

En 1981, le gouvernement américain déclare que « les demandes de renseignements concernant cette affaire doivent être adressées aux autorités compétentes de la République socialiste du Vietnam ». Aujourd'hui, deux cents anciens employés de la CIA exigent d'une même voix du gouvernement américain le paiement de leurs arriérés de traitement, soit 2 000 dollars (environ 10 000 francs) par an, pour toutes leurs années d'incarcération. Coût total : 11 millions de dollars (55 millions de francs). Jusqu'à présent, la CIA et le Pentagone ont fait la sourde oreille : les « commandos perdus » ne peuvent prouver qu'ils ont été employés par le gouvernement des Etats-Unis et leur recours à la justice serait trop tardif. William Colby, lui, estimait que le gouvernement américain a toujours une « obligation morale » à leur égard.

Laurent Zecchini

Lire page 23

Tambours, vaudou et identité caraïbe

LES RYTHMES de la Caraïbe vont résonner quatre soirs durant à la Cité de la musique, à Paris. Venus des Antilles françaises, mais aussi de Haïti et d'autres îles, des groupes et des chanteurs vont déchainer leurs tambours. Chouval bwa et bélé, compas et boléro : cette musique traditionnelle puisée dans la négritude a forgé l'identité des Noirs caribéens. Le groupe guadeloupéen Aktya fera concert commun avec le vaudou, le plus ancien des rituels. Et le groupe de rock haïtien Boukman Eksperyans sera comme un écho du vaudou qui continue d'influencer les musiques de la région.

Un Bulgare à surveiller



Hristo Stoichkov

EURO 96. Deux ans après la Coupe du monde américaine, où son équipe s'était mise en évidence en parvenant en demi-finale, Hristo Stoichkov reste l'élément central de la formation bulgare, futur adversaire de la France qui devait faire son entrée dans la compétition, lundi 10 juin, en affrontant la Roumanie à Newcastle.

Lire notre rubrique Sports
pages 19 et 20

International	2	Agenda	22
France	4	Abonnements	22
Société	9	Météorologie	22
Carnet	11	Mors croisés	22
Horaires	12	Culture	23
Entreprises	16	Guide culturel	27
Finances	18	Communication	28
Aujourd'hui	19	Radio-Télévision	29

POINT DE VUE

Vers une nouvelle alliance

par Charles Millon

BERLIN, le 3 juin, a permis à l'alliance atlantique de sauter le pas d'une profonde rénovation. Bruxelles confirmera cette semaine cette impulsion décisive : les seize ministres de la défense, pour la première fois, et à l'initiative de la France, se réunissent, le 13 juin, à Bruxelles, en formation de Conseil, la plus haute instance décisionnelle prévue par le traité de Washington, qui ne réunissait, jusqu'à présent, que les ministres des affaires étrangères. Ils devront en effet commencer la mise en œuvre des orientations fixées à Berlin. Nous avons six mois devant nous pour passer de la théorie à la pratique.

D'ici quelques années, la France et l'Europe disposeront de tous les instruments nécessaires à une meilleure prise en charge des crises. Plus d'efficacité, plus d'Europe : voici un progrès pour la sécurité européenne. Comment ne pas s'en féliciter ?

A mes yeux, les décisions, volontaires et fortes, prises par la France le 5 décembre 1995, en annonçant sa volonté de participer pleinement

au comité militaire, de permettre au ministre de la défense de se joindre aux réunions de ses collègues et de renforcer les relations avec les commandements de l'OTAN, ont grandement facilité la réalisation d'un consensus entre Européens et Américains.

Chacun reconnaît désormais la nécessité de faire de l'identité européenne de défense un élément central de la rénovation de l'alliance atlantique, celle-ci se trouvant du même coup accélérée. Ce sujet a ainsi été immédiatement placé au centre des délibérations de l'OTAN. L'impulsion donnée par le président de la République et la compréhension active du président Clinton ont permis de surmonter les inerties et les conservatismes. Une véritable réforme de l'alliance atlantique destinée à la consolider et à l'adapter au nouveau contexte européen est désormais possible.

Lire la suite et un point de vue
de Paul Quilès page 14

Charles Millon est ministre
de la défense.

« Vache folle » : M. Santer dénonce le comportement « absurde » de Londres

La politique d'obstruction poursuivie par la Grande-Bretagne empoisonne l'ensemble du calendrier européen avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze à Florence

AU LENDEMAIN d'une mise en cause sévère de la Grande-Bretagne par le président de la commission de Bruxelles, la crise dite de la « vache folle » devait, une fois de plus, dominer lundi 10 juin l'actualité européenne. En principe, les ministres devaient travailler à la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze à Florence les 21 et 22 juin. Mais la « vache folle » ne cesse d'empoisonner le calendrier européen, car la Grande-Bretagne entend maintenir son attitude d'obstruction tant qu'elle n'aura pas obtenu, avant le sommet, un accord sur une levée progressive de l'embargo frappant ses exportations de bœuf. Ses partenaires, eux, ne sont pas disposés à des concessions que si Londres fait les premiers pas, c'est-à-dire abandonne sa politique de blocage des décisions communautaires et adopte un plan crédible de lutte contre la maladie. Cela

avant Florence. La bataille est ainsi, avant tout, politique, la réunion de Luxembourg ne devant pas apporter d'éléments nouveaux sur le dossier même de la « vache folle ». Et pour éviter que le bras de fer entre les Britanniques et leurs partenaires ne se prolonge jusqu'à Florence, les Italiens, qui assurent actuellement la présidence de l'Union, suggèrent de reprendre la question le 17 juin à Rome, lors d'une nouvelle réunion des ministres des affaires étrangères.

« L'HEURE DE VÉRITÉ »

En attendant, la crise a fait perdre patience au placide Jacques Santer. Dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire britannique *The Observer*, le président de la commission s'en prend vivement à la Grande-Bretagne. « Vous avez raison de vous demander si certains sont en train de suggérer que l'Europe se porte mieux sans la Grande-Bretagne », déclare-t-il ; « il y a une réaction très largement partagée

contre l'attitude britannique et contre (...) son arrogance ». Il dénonce « l'absurdité » de la politique d'obstruction menée par Londres et ajoute : « Nous arrivons à l'heure de vérité. (...) nous arrivons à la limite de ce que nous pouvons tolérer. Il ne s'agit pas seulement des gouvernements, mais de l'opinion publique, des organisations de consommateurs, des groupes de pression. »

A Londres, le Foreign Office s'est refusé à tout commentaire sur la philippique de M. Santer. La veille, le Français Yves-Thibault de Silguy, commissaire chargé des affaires monétaires, s'était montré optimiste. Dans un entretien publié par *La Libre Belgique*, M. de Silguy estime que le problème du blocage par le Royaume-Uni du processus de décision au sein de l'UE « devrait être réglé » d'ici au sommet de Florence. Ce qui ne devait pas empêcher les Britanniques de bloquer lundi une série de décisions de « politique étrangère ». (AFP, Reuters.)

Ouverture des pourparlers de paix en Irlande du Nord

Le Sinn Féin, branche politique de l'IRA, ne participe pas aux discussions

Les premiers ministres de Grande-Bretagne et d'Irlande devaient ouvrir, lundi 10 juin dans l'après-midi à Belfast, les pourparlers de paix en Irlande du Nord

sous la présidence de l'ancien sénateur américain George Mitchell. Le Sinn Féin, branche politique de l'IRA, n'a pas été invité à participer aux discussions.

LONDRES

Les négociations sur l'avenir de l'Irlande du Nord devaient débuter, lundi 10 juin, en vue de trouver une solution au conflit, vieux de vingt-cinq ans, opposant la majorité protestante et la minorité catholique. En l'absence d'un rétablissement du cessez-le-feu par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), la branche politique, le Sinn Féin, n'a pas été invitée à ces discussions qui se tiennent dans une annexe du château de Stormont, ancien siège de l'administration locale de la province. Les représentants de neuf des dix partis ayant obtenu des élus lors des élections du 21 mai doivent se retrouver dans une petite salle de Castle Building. Au yeux de Londres et de Dublin, cette première phase de discussions doit permettre de déterminer l'ordre du jour ainsi qu'une procédure pour aborder les questions délicates du désarmement des paramilitaires de l'IRA et des mouvements loyalistes. Les participants doivent également

s'engager à un refus total de la violence, comme le prévoit le rapport présenté en début d'année par la commission de l'ex-sénateur américain George Mitchell. Cette exigence explique l'exclusion du Sinn Féin, chef de file du mouvement républicain, qui n'a pu persuader l'IRA de rétablir sa trêve rompue en février.

UN PARI AUDACE

Cette première phase se déroulera les trois premiers jours de la semaine, le vendredi étant réservé aux réunions du Forum, le cénacle issu du scrutin du 31 mai, dépourvu de pouvoirs législatifs ou délibératifs, où doivent s'exprimer non seulement les représentants politiques des deux communautés mais aussi les Églises, les milieux d'affaires et les mouvements associatifs. Parmi les propositions de Londres et de Dublin figure la création d'organismes transfrontaliers exigés par les nationalistes et par Dublin mais limités à des questions techniques et placés sous le contrôle d'une as-

semblée locale et du Parlement irlandais. En outre, Dublin est prêt à modifier les articles 2 et 3 de sa Constitution promulguant la réunification et Londres a amendé l'Acte sur le gouvernement d'Irlande de 1920 qui affirme la souveraineté du Royaume-Uni sur les six comtés du Nord. En cas d'accord, la formule finale serait soumise à des référendums distincts dans la République et dans le Nord.

Le pari de John Major et de Leon Bratton est audacieux. Mais de l'avis général, c'est une période de grandes incertitudes qui s'ouvre avec le coup d'envoi des conversations de Belfast. Les vieilles haines, les incidents de parcours, les éternelles divisions entre les acteurs du drame et la marge de manœuvre réduite de John Major, doté d'une majorité parlementaire d'une seule voix, peuvent facilement bloquer un mécanisme aux rouages extrêmement fragiles. Mais y a-t-il une autre voie ?

Marc Roche

« Les irresponsables sont au PS », affirme M. Vasseur

RÉAGISSANT aux critiques du PS à l'égard de la gestion gouvernementale de la crise de la « vache folle » (*Le Monde* daté 9-10 juin), le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur, a affirmé samedi 8 juin que « les irresponsables sont au Parti Socialiste » et qu'ils ont « oublié le passé ». « Ils feraient bien de s'en souvenir car l'expérience peut être une excellente leçon », a ajouté M. Vasseur sur France 2, avant de rappeler la position du gouvernement en la matière : « Depuis que je suis ministre, dès qu'un cas de « vache folle » apparaît en France, nous faisons abattre le troupeau et nous le faisons incinérer. Cela n'a pas toujours été le cas. »

« Il n'est pas question d'une levée brutale de l'embargo », a dit M. Vasseur. Ce n'est encore pas demain la veille que nous pourrions lever les barrières, car les problèmes sanitaires existent. Il n'est en question que pour une catégorie de produits, et quand les scientifiques nous don-

neront le « feu vert ». « Le gouvernement a pris toutes les précautions et nous ne sommes attaquables en rien », a affirmé le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, dimanche 9 juin, en qualifiant de « fautes » les critiques du PS qui, selon lui, n'a « aucune leçon à donner ». « Après le scandale du sang contaminé, on se tait », a ajouté M. Mancel.

M. JOSPIN : « CONSCIENCE »

Le porte-parole du PS, Pierre-André Wiltzer, a également apporté son soutien au gouvernement, lundi 10 juin, en affirmant qu'« aucun risque n'a été pris ». « Sur le plan sanitaire, aucun changement n'a été introduit dans les règles en vigueur, qui sont extrêmement strictes », a précisé M. Wiltzer sur RTL. « Il y a des négociations diplomatiques, d'un côté, qui sont sérieuses, et la politique politique de l'autre » a-t-il ajouté.

Intervenant devant plusieurs milliers de militants rassemblés, dimanche, à la fête de la rose à Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré que « la « vache folle », grave problème de santé publique, doit être traitée avec cohérence, sans démagogie envers les éleveurs ni complaisance envers les ultralibéraux anglais ». « Un jour on nous dit qu'on sera d'une fermeté absolue, un autre, après avoir fait un tour dans le carrosse de la reine à Londres on lève tout seul l'embargo », a souligné M. Jospin.

« Nous avons dénoncé les dangers les premiers, en juin 1990 », a affirmé quant à lui Jean-Marie Le Pen, dimanche, à Broué, dans l'Eure-et-Loire. Le président du Front national a expliqué qu'à l'époque le député européen Jean-Claude Martinez (Front national) était intervenu au Parlement de Strasbourg et « s'était fait renvoyer dans ses buts ».

George Mitchell, l'« Américain » pragmatique

WASHINGTON

Les unionistes sont toujours réservés sur le choix de l'ancien sénateur américain George Mitchell comme président des pourparlers sur l'Irlande du Nord. C'est un américain-irlandais catholique « de la même facture que les Kennedy », a lancé Peter Robinson, « numéro deux » du Parti unioniste démocrate (DUP), tandis que David Trimble, chef du Parti unioniste de l'Ulster (UUP), a souhaité recevoir des assurances concernant l'« indépendance » de M. Mitchell à l'égard de la Maison Blanche. C'est « une honte », a même affirmé un parlementaire conservateur, Terry Dicks, que de telles responsabilités soient confiées à « un étranger, un Américain ». Ces

critiques et ces soupçons sont, dans une large mesure, infondés. En novembre 1995, lorsqu'il avait été nommé à la tête d'un organisme international chargé de formuler des solutions sur la question de la neutralisation des armes des paramilitaires, protestants et catholiques s'étaient félicités de ce choix. L'ancien sénateur du Maine arrivait sur la scène irlandaise avec la réputation flatteuse d'un homme à l'écoute et doué d'un talent reconnu pour les compromis, qualités acquises lors de ses fonctions de leader de la majorité démocrate du Sénat, de 1987 à 1994.

SATISFAIT GLOBAL

Le président Clinton l'avait nommé conseiller spécial pour les initiatives économiques en Irlande du Nord, en décembre 1994. Aux États-Unis, les milieux démocrates soutiennent les catholiques nord-irlandais, et Edward Kennedy est leur porte-parole le plus influent. Le sénateur du Massachusetts, dont M. Mitchell est proche, a beaucoup œuvré pour rassembler des capitaux américains au profit de la cause de la reconstruction de l'Ulster.

A Londonderry, la seconde ville de la province, la « filière américaine » dispose d'un avocat très efficace en la personne du chef du SDLP (Parti travailliste social-démocrate), le très américainophile John Hume, qui, lui

aussi, est un ami de George Mitchell. Ces accointances, le fait aussi que l'intéressé avait contribué à convaincre le président Clinton d'accorder un visa pour les États-Unis à Gerry Adams, le chef du Sinn Féin, expliquent les préventions exprimées dans les milieux unionistes.

M. Mitchell, qui aura aussi la charge de présider le sous-comité sur le désarmement, s'est cependant attiré un sésame global pour son rôle dans le processus de paix, y compris de la part des unionistes modérés. Pragmatique, sans illusions mais déterminé, cet ancien magistrat de soixante-deux ans n'a pas caché sa conviction qu'il était vain d'espérer un désarmement unilatéral des paramilitaires avant l'ouverture des pourparlers.

Dans la nouvelle phase du processus de paix qui s'ouvre en Irlande du Nord, George Mitchell va jouer un rôle essentiel. Bien que la Maison Blanche dément la moindre influence sur l'ancien chef de la majorité sénatoriale, il est difficile de ne pas croire que ce dernier sera un peu « les yeux et les oreilles » de Bill Clinton. Faisant fi de l'imitation de Londres, les États-Unis ont déjà montré qu'ils n'entendaient pas se désintéresser de l'avenir des deux Irlandes, où 40 millions d'Américains affirment avoir leurs « racines ».

Laurent Zecchini

Les Suisses ne veulent pas de secrétaires d'Etat

BERNE

En donnant aux citoyens le dernier mot sur à peu près tout ou rien, le système de démocratie semi-directe, en vigueur en Suisse, ne facilite pas toujours la tâche des autorités et encore moins les innovations. Si besoin était, une nouvelle démonstration en a été fournie, dimanche 9 juin, à en juger par le sort réservé à deux projets, pourtant fort distincts, soumis à référendum. Dans l'ensemble du pays d'abord, le corps électoral a refusé, par quelque 60 % des voix, une réforme du gouvernement fédéral dont la principale nouveauté aurait été la création de dix postes de secrétaires d'Etat, pour seconder les sept membres qui le composent. A Genève ensuite, près de 70 % des votants se sont prononcés, aussi bien contre la construction d'un pont enjambant le lac que d'un tunnel sous les eaux, seconde option proposée pour alléger la circulation dans le centre-ville.

Le double désaveu infligé aux autorités de

Berne et de Genève illustre à sa manière un mécontentement diffus au sein de la population, surtout en cette période d'incertitude économique prolongée et de précarité des finances publiques.

UN CONSEIL DE SEPT SAGES

Pour justifier la réforme de l'organisation du gouvernement et de l'administration, la majorité parlementaire avait fait valoir que les tâches du Conseil fédéral étaient devenues de plus en plus complexes. A l'exception des mini-États, la Suisse compte déjà le gouvernement le plus restreint d'Europe. A peine sept personnes, les « sept sages », forment le Conseil fédéral. Certains de ses membres sont chargés de fonctions qui, ailleurs, relèvent de plusieurs ministères. Ainsi, le département de l'intérieur, actuellement confié à Ruth Dreifuss, s'occupe à la fois de l'éducation, de la science, de l'environnement, de la culture, de la santé et des affaires sociales.

Nommés par le gouvernement, les dix secré-

taires d'Etat auraient pu alléger le travail des ministères et en se voyant confier certaines de leurs tâches. Selon les partisans de la réforme, la création de ces nouveaux postes aurait coûté entre 3 et 4 millions de francs suisses par an, mais ces dépenses auraient été largement compensées par des économies, grâce à une meilleure gestion de l'administration.

Toutes les garanties données par le Conseil fédéral n'ont pas suffi à convaincre les adversaires du projet. Emmené par les milieux nationalistes, qui avaient déjà réussi à faire capoter l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen, un « comité contre le gonflement de l'administration fédérale » est parti en guerre contre la loi en mettant l'accent sur des considérations financières. Des arguments qui ont convaincu les électeurs, d'autant que le projet était également combattu par les organisations patronales.

Jean-Claude Bührer

La croissance économique aux Etats-Unis retrouve un rythme de 2,5 % l'an

LES NOMBREUSES créations d'emplois annoncées à la fin de la semaine dernière aux États-Unis durant le mois de mai ont immédiatement fait craindre aux marchés un emballement de l'activité économique et à terme une accélération de l'inflation. D'où une remontée des taux d'intérêt à long terme et une baisse de la valeur des obligations (*Le Monde* daté 9-10 juin).

A y regarder de plus près, il n'est pourtant pas certain que l'économie américaine soit en train d'accélérer son rythme d'expansion, en tout cas pas dans de telles proportions qu'elle soit en train de déborder ses capacités « potentielles » de production qui doivent se situer aux environs de 2,5 à 3 % l'an. S'il est vrai que 348 000 emplois ont été créés

en mai, la révision générale des séries statistiques qui vient d'être faite montre que, depuis l'accession de Bill Clinton à la présidence fin 1992, les créations d'emplois ont été presque constamment très fortes. Les emplois créés depuis quatre ans ont ainsi atteint 9,7 millions, soit 1,2 million de plus que ce que l'on estimait jusqu'à présent. Le forte capacité américaine à créer des emplois n'est donc pas un phénomène récent.

DONNÉES RASSURANTES

Le taux de chômage rapporté à la population active est remonté de 5,2 à 5,4 % en mai, signe d'un gonflement de la population active qui s'explique probablement par le fait que les Américains « découragés » de chercher un

emploi sont de moins en moins nombreux. Il y a bien là, c'est vrai, le signe d'une économie en très bonne santé.

Mais la croissance n'en est pas pour autant inflationniste. L'accélération du premier trimestre, qui a enregistré un rythme de croissance annuel de 2,3 %, ne fait, en définitive, que corriger une année 1995 assez médiocre (+2 %), à l'exception notable du « coup de feu » du troisième trimestre. Il n'est donc pas exagéré de dire que l'accélération de 1996 compense le ralentissement de l'année dernière. Cette interprétation est confortée par l'utilisation des capacités de production qui oscille actuellement entre 82 et 83 %, soit nettement en-dessous du pic de 85 % qui, quand il est atteint, tra-

duit des risques de surchauffe.

Alain Vernholes

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980

IUA
SAN FRANCISCO

114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

DBA Doctorate of Business Administration in International Management

- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco
- Admission : MBA ou équivalent avec expérience professionnelle.

MBA Master of Business Administration in International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Admission : Diplôme d'enseignement supérieur avec expérience professionnelle ou stages validés.

BBA Bachelor of Business Administration in International Management

- Programme undergradué de 18 mois à San Francisco.

Assistance Financière, sélection : BAC + 2.

— European Information Center :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-52-52 - Fax : (1) 45-51-09-08

— San Francisco Admissions Office :
Tél. : U.S.A. (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052

E-Mail : IUA @ IUA.EDU

IUA
SAN FRANCISCO

Les partisans de M^{me} Suu Kyi défient ouvertement la junte birmane

Dix mille personnes se sont à nouveau rassemblées devant le domicile de l'opposante

Les partisans de l'opposition birmane ont, une nouvelle fois, bravé la junte au pouvoir, dimanche 9 juin, en rassemblant près de dix mille

personnes devant le domicile du Prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi. La détérioration de la situation en Birmanie est suivie avec inquiétude

par les Etats-Unis et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (lire aussi notre éditorial page 15).

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Aung San Suu Kyi a relevé le défi lancé par le pouvoir. Mais elle l'a fait avec assez de mesure pour contraindre le régime à reprendre la tactique de harcèlement pour laquelle les militaires au pouvoir semblent avoir opté surtout depuis quelques semaines. Dimanche 9 juin, l'opposante s'est, une nouvelle fois, adressée, sur un ton modéré et brève, à une foule de dix mille personnes réunies devant son domicile - il était quatre heures, la veille - bravant ainsi un interdit décrété par les militaires. Les forces de sécurité ne sont pas intervenues et ses réunions se sont déroulées sans incident.

Vendredi, les généraux avaient décrété des peines allant de cinq à vingt ans de prison pour tout acte qui tend à « miner la stabilité de l'Etat, la paix communautaire et la tranquillité ainsi que la primauté de la loi et de l'ordre ». La violation de la loi, ont-ils aussi décidé, peut faire l'objet d'amendes et de confiscation des biens et, dans le cas d'une organisation, de suspension, de dissolution et même d'interdiction (Le Monde daté 9-10 juin). Cette décision n'a donc

pas empêché quelques milliers de Birmans de se rassembler de nouveau, en dépit des risques croissants encourus, pour écouter M^{me} Suu Kyi. Mais le Prix Nobel de la paix 1991 a évité toute provocation. S'exprimant brièvement, elle s'est gardée de toute attaque directe contre le régime. Dimanche, elle a même félicité, au passage, le gouvernement de Rangoun d'avoir maintenu la quasi-gratuité de l'enseignement. Elle a ensuite demandé à la foule de se disperser après avoir conclu : « Il s'est agi d'un rassemblement de gens qui ont démontré leur ordre et leur discipline. » Elle s'est, enfin, abstenue, contrairement à ses habitudes, de s'adresser à la presse.

La prudence du Prix Nobel de la paix s'explique. Après s'être heurtée, pendant des mois, au mur d'indifférence des militaires, elle a réuni, à la mi-mai, à son domicile, une « conférence » de sa Ligne nationale pour la démocratie (LND). Le pouvoir a réagi en interpellant, au préalable, plus de 250 délégués, en majorité des élus du scrutin de 1990, dont une centaine, selon l'opposition, seraient encore détenus. A la fin de cette réunion, la LND a notamment annoncé qu'elle rédigerait son propre projet de

Constitution, ce que la loi militaire interdit depuis le 7 juin. Seule, une « convention nationale », désignée à cet effet par les généraux, il y a trois ans, est habilitée à y procéder. M^{me} Suu Kyi s'est gardée, dimanche, de réagir sur-le-champ en indiquant qu'il appartenait au comité exécutif de LND de se prononcer, le moment venu.

RÉSERVES DE L'ASEAN

Ayant démontré la popularité de son propos, puisque dix mille personnes s'étaient réunies devant sa demeure lors de la réunion de la LND, le 19 mai, M^{me} Suu Kyi ne jette pas d'huile sur le feu. Pour le moment, la junte réagit en biaisant : les règlements se durcissent, la surveillance se renforce, le ton monte et l'état se resserre. Des dispositions sont prises pour tuer dans l'oeuf un mouvement qui, malgré le silence des médias locaux, est connu de tout le pays grâce aux enregistrements sur cassettes auxquels procèdent, chaque fin de semaine, les admirateurs de M^{me} Suu Kyi. Mais la junte s'en tient au harcèlement et s'abstient, pour l'instant, d'appliquer sa loi à son ancienne prisonnière.

Elle a, en effet, quelques raisons de se retenir. Si les Etats membres

de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) semblent toujours hésiter à prendre des sanctions contre la junte, une nouvelle répression brutale des activités de la LND les gênerait d'autant plus que deux émissaires du président Bill Clinton font, du 10 au 17 juin, une tournée dans la région. La situation en Birmanie devait aussi être évoquée, lundi, à Washington, lors d'un entretien entre le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher et Alexander Downer, le nouveau ministre australien des affaires étrangères. En outre, le cas birman promet d'être au cœur des rencontres annuelles, à la mi-juillet, de l'Asean avec ses partenaires, parmi lesquels les Etats-Unis, le Japon et l'Europe.

La tension n'est pas pourtant près de retomber à Rangoun. Chaque fin de semaine, les autorités organisent déjà des contre-manifestations en s'appuyant sur la fonction publique et l'armée. De son côté, tout en mesurant son action, M^{me} Suu Kyi ne peut abandonner le devant de la scène sans risquer de décourager ses partisans qui ont repris espoir et ont le courage de l'exprimer.

Jean-Claude Pomonti

Une voix en haut d'une grille

BANGKOK
de notre correspondant

Frêle silhouette qui s'adresse chaque fin de semaine, depuis plusieurs mois, par-dessus la grille de sa propriété du centre de Rangoun, à quelques milliers de partisans. Elle ne se contente pas de clamer sa volonté de rétablir les libertés en Birmanie. Elle a su, jusqu'à maintenant, prendre la mesure d'une marge de manœuvre bien limitée en réimposant au pouvoir militaire non pas un dialogue, dont ce dernier ne veut pas, mais un débat sur une dictature. D'une élégance sobre dans son longyi - longue jupe birmane -, déterminée et charmante, apôtre de la non-violence et tout le contraire d'une *pasionaria*, telle apparaît Aung San Suu Kyi à l'aube de son nouveau combat contre l'un des régimes les plus impopulaires d'Asie.

Elle n'avait que deux ans quand son père, Aung San, héros de l'indépendance, fut assassiné en 1947. Fille de très bonne famille, elle fut envoyée, à l'âge de quinze ans, continuer ses études en Grande-Bretagne. En 1972, elle y épouse un universitaire britannique, Michael Aris, dont elle aura deux fils que la junte birmane considère comme des bâtards. Le destin la ramène au pays en 1988, au chevet d'une mère mourante et alors que Ne Win s'efface après vingt-six ans de dictature, face à des manifestations pour la démocratie.

M^{me} Suu Kyi devient alors le porte-parole apparentement le plus naturel et le plus charismatique des manifestants. Une fois Ne Win retiré de l'avant-scène, l'armée met fin aux « cents fleurs » de Birmanie dans un bain de sang, en septembre 1988. Mais en 1990, alors que M^{me} Suu Kyi est assignée à résidence depuis près d'un an, son mouvement, la Ligne nationale pour la démocratie (LND), emporte 85 % des suffrages lors d'élections générales organisées par le pouvoir militaire. Les généraux tirent un trait sur le « malheureux » scrutin, - il n'a jamais existé aux yeux des officiers -, et exerceront, en vain, d'énormes pressions sur

Aung San Suu Kyi pour qu'elle troque l'interdiction contre l'exil. Double échec : l'attribution du prix Nobel de la paix 1991 redonne au combat de M^{me} Suu Kyi une notoriété internationale et six ans de résidence surveillée n'ont apparemment contribué qu'à renforcer les convictions d'une personnalité qui, à la différence d'une Cory Aquino - ne confond pas bonne volonté et politique.

An lendemain de sa libération, l'ancienne prisonnière de Rangoun s'est appuyée sur la légitimité conférée à la LND par le vote de 1990. Elle a pris, cependant, le temps de retrouver ses marques en prêchant la modération, le dialogue avec le pouvoir, le compromis sans compromission et le combat non-violent. C'est ainsi qu'elle a ouvert une brèche qu'elle tente, depuis la mi-mai, d'élargir. La voix qui s'élève à Rangoun, du haut d'une grille, à la fois si fragile et si dense, si populaire et si seule, a quelque chose de prenant. Cela aussi, Aung San Suu Kyi le sait.

J.-C. P.

Les autorités chinoises libèrent deux « vétérans » de la dissidence

UNE SEMAINE après le septième anniversaire de la répression de Tiananmen, les autorités chinoises ont libéré, samedi 8 et dimanche 9 juin, deux vétérans de la dissidence chinoise. Ren Wandong est sorti de prison dimanche, après avoir purgé une peine de sept ans d'internement pour son rôle dans le mouvement démocratique de 1989. La presse n'a toutefois pu entrer en contact avec lui et, selon des sources proches des dissidents, il serait placé en résidence surveillée. Le Centre d'information sur les droits de l'homme et la démocratie, basé à Hongkong, a indiqué que M. Ren avait regagné son domicile dans la nuit de dimanche à lundi, mais des policiers l'ont conduit quelques heures plus tard dans un lieu inconnu. La femme du dissident a affirmé, de son côté, qu'il était parti seul vers un endroit dont elle n'a pas voulu révéler les coordonnées. Elle a précisé qu'il y restera « une dizaine de jours » avant de revenir à leur domicile de Tongxian, dans la banlieue est de Pékin.

Agé de cinquante-deux ans, M. Ren avait été arrêté le 9 juin 1989 et condamné à sept ans de prison en 1991 pour « propagande contre-révolutionnaire et incitation [à la propagande contre-révolutionnaire] ». Il est l'un des rares dissidents chinois à avoir participé aux deux principaux mouvements de contestation populaire de l'histoire de la Chine communiste, celui du « mur de la démocratie », en 1978-1979, et celui du printemps de Pékin, en 1989. Lors du

mouvement étudiant, il prononça plusieurs discours pour réclamer la libération des prisonniers politiques et le respect des libertés individuelles devant une foule enthousiaste qui le considérait comme l'un des pères du mouvement des droits de l'homme en Chine.

La même technique de résidence surveillée avait été appliquée à l'égard de Bao Tong, il y a deux semaines. Bras droit de l'ancien secrétaire général du Parti communiste, Zhao Ziyang, limogé en 1989 pour son attitude libérale à l'égard du mouvement étudiant, M. Bao réside dans un endroit bien gardé au point de ne pouvoir recevoir de visites à l'exception de celles de sa femme et de ses deux enfants.

Après les sorties de prison de Ren Wandong et de Bao Tong, un autre dissident, Zhang Xianliang, a été libéré au milieu de la semaine dernière, à Shanghai, après avoir passé trois ans dans un camp de rééducation. Selon une source dissidente, M. Zhang a été officiellement invité à s'exiler aux Etats-Unis. Le dissident et sa femme ont déjà pris contact avec leur fille, qui vit aux Etats-Unis, et projettent de s'y rendre afin de permettre à M. Zhang de suivre un traitement médical, a précisé cette même source. Ancien directeur d'un magasin d'habillement, Zhang Xianliang, âgé d'une cinquantaine d'années, avait été arrêté, le 5 juin 1993, après des entretiens qu'il avait accordés à des journalistes étrangers.

L'administration Clinton a obtenu les dossiers confidentiels de trois cents républicains

WASHINGTON. Le président Bill Clinton a essayé, dimanche 9 juin, de mettre un terme à la polémique à propos de l'affaire dite des dossiers du FBI utilisée par son rival républicain Bob Dole pour mettre en cause son intégrité. Cet incident, qui porte sur l'obtention injustifiée par la Maison Blanche, en 1993, des dossiers confidentiels établis par le FBI (police fédérale) sur plus de trois cents membres du Parti républicain, est la conséquence d'une « bourde bureaucratique complètement de bonne foi », a affirmé M. Clinton. L'affaire, que la présidence n'a révélée que ce week-end, remonte à la première année du mandat de M. Clinton, en 1993. La Maison Blanche avait obtenu les fiches confidentielles de personnalités républicaines connues, dont l'ancien secrétaire d'Etat James Baker mais aussi l'actuel porte-parole de Newt Gingrich, le « speaker » de la Chambre des représentants. - (AFP)

Echec des pourparlers de paix au Burundi

BOJUMBURA. Les nouveaux pourparlers de paix entre les deux principaux partis burundais ont échoué, a indiqué, dimanche 9 juin, l'un des participants. Les discussions étaient engagées depuis le 4 juin à Mwanza (Tanzanie), sous l'égide de l'ancien président tanzanien Julius Nyerere. De retour à Bojumbura, Charles Ntutuzi, président de l'Unité pour le progrès national (Upnra), représentant essentiellement la minorité tutsie, a rejeté la responsabilité de cet échec sur le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), principalement hutu, qui, selon lui, a refusé de condamner la rébellion hutue. Une première série de discussions, en avril, s'était déjà soldée par un échec. Par la voix du ministre de la défense, le lieutenant-colonel Firmin Sinzoyibeba, l'armée - dominée par les Tutsis - a haussé le ton, samedi, en appelant les dirigeants du pays à « se remettre en cause » et en affirmant que « les choses doivent changer » pour mettre fin à la guerre civile. Le ministre a toutefois écarté l'hypothèse d'un coup d'Etat, malgré des rumeurs persistantes à ce sujet. Ces événements ont coïncidé avec le départ, annoncé précédemment par Paris, des vingt-trois coopérants militaires français encore en poste au Burundi. - (AFP)

AFRIQUE

■ **CÔTE D'IVOIRE** : quatre personnes ont été tuées et quatre autres blessées, vendredi 7 juin, en territoire ivoirien par des rebelles venus du Libéria, a indiqué dimanche la gendarmerie de Guiglo, à 400 kilomètres au nord-ouest d'Abidjan. Près de 300 000 Libériens sont aujourd'hui réfugiés en Côte d'Ivoire. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **CANADA** : Alain Juppé qui effectue une visite officielle de trois jours au Canada, a proposé le 9 juin à son homologue canadien Jean Chrétien, de « faire de l'amitié [entre les deux pays] un véritable partenariat politique » susceptible de renforcer les liens entre l'Europe et le Canada. - (AFP)

EUROPE

■ **ALBANIE** : le président Sali Berisha, dont le formation, le Parti démocratique revendique la victoire aux élections législatives du 26 mai, a décrété la tenue de nouvelles élections dans dix-sept circonscriptions (et non treize, comme il l'avait annoncé précédemment) dont les résultats avaient été contestés. Washington et Bruxelles avaient conseillé au gouvernement de procéder à ces nouvelles élections partielles. - (Reuters)

■ **TURQUIE** : des délégués des ONG présents à la conférence de l'ONU Habitat II ont manifesté, dimanche 9 juin à Istanbul, contre les violations des droits de l'homme en Turquie. La veille, entre 500 et 1 500 personnes auraient été arrêtées dans une rue piétonne au moment où des policiers dispersaient une manifestation en faveur de détenus sur lesquels les autorités ne donnent aucune nouvelle. - (AFP)

MAGHREB

■ **TUNISIE** : le ministre irakien des affaires étrangères, Mohammad Salih El Sahhaf, est arrivé, dimanche 9 juin, à Tunis pour une « visite de travail » de trois jours, au cours de laquelle il rencontrera, notamment, son homologue tunisien, Habib Ben Yahia. - (AFP)

■ **ALGÉRIE** : quelque trois cents personnes, dont des Français, des Belges, des Allemands, des Philippines, employés par Gaz de France sur un chantier à Skikda, à l'est du pays, sont bloqués depuis plusieurs jours en raison d'une décision des autorités d'interdire le survol du territoire par l'hélicoptère faisant la liaison avec la Tunisie, d'où les employés s'envolent ensuite vers l'Europe. - (AFP)

■ Le chef de la quadrilatère région militaire (sud), le général Fodil Salhi, est mort, vendredi 7 juin, dans un accident de la circulation, sur la route nationale entre Zelfana et Ouargla. De source officielle, on indique que le chauffeur du général a également été tué et que trois autres passagers ont été grièvement blessés. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK** : le ministre irakien du pétrole, Amer Rasheed, a affirmé dimanche 9 juin, à Paris, espérer conclure très rapidement des accords avec des sociétés françaises. « Les pays amis qui nous ont soutenus, comme la France et la Russie, seront sûrement prioritaires lorsqu'il s'agira de signer des contrats, soit pour l'achat de brut à l'Irak, soit pour la vente de produits alimentaires », a-t-il précisé. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **CHINE** : une centaine de grandes villes vont établir en 1996 un revenu minimal pour les laissés-pour-compte de la libéralisation économique, selon le *China Daily* du lundi 10 juin. Dans les villes qui ont déjà instauré le système - Shanghai a été la première en 1993 - le montant varie de 96 à 170 yuans (11,5 à 20,5 dollars environ). - (AFP)

■ **VENEZUELA** : le pétrole devrait rapporter à l'Etat 6,17 milliards de dollars en 1996, soit 11,1 % du produit intérieur brut, et 10,42 milliards en 1997, selon le plan prévu pour la société publique Pétroleos de Venezuela (PDVSA) pour les années 1996-2000, a annoncé le ministre de l'énergie, Evaristo Romero. - (AFP)

ESPRIT

Juin 1996

La nature humaine au risque de la science

Dominique Bourg, André Pichot, François Roussel



Portrait du sous-commandant Marcos René Rodriguez

Tchéchénie : l'enlèvement ?

La réduction du temps de travail : une nouvelle approche
Roger Godino

Le bonheur est-il dans le pré ?
Olivier Mongin

Le numéro : 82 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 560 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 48 04 08 33

Institut supérieur de technologie et de management Paris La Défense <small>Collaborateur principal d'entreprises innovantes pour l'Etat</small>		CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS Pôle Universitaire Lorient du Nord 93196 Paris La Défense Cedex
En 1^{re} année ADMISSION BAC + 1 scientifique ou technique Date limite de dépôt de dossiers : 8 juin 1996	En 2^{de} année ADMISSION BAC + 2 scientifique ou technique Date limite de dépôt de dossiers : 22 juin 1996	Téléphone : (1) 41 16 73 55 Diplôme BAC + 4

صباحنا من الامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996 / 5

Les Etats arabes tenteront de refaire leur unité lors du sommet du Caire

M. Nétanyahou a été invité à respecter les engagements d'Israël

Les chefs d'Etat égyptien et syrien ainsi que le prince héritier saoudien ont annoncé, les 7 et 8 juin, à Damas, la convocation d'un sommet

arabe qui se réunira, du 21 au 23 juin, au Caire. Ce sommet rassemblera le nouveau premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, au respect du

processus de paix israélo-arabe, après une campagne électorale au cours de laquelle il avait multiplié les déclarations peu encourageantes.

DAMAS
de notre envoyée spéciale
En moins de deux mois, Israël a réveillé les pays arabes. Après l'opération « Raisons de la colère » contre le Liban sud, qui avait profondément secoué les opinions publiques, l'élection de Benjamin Nétanyahou comme premier ministre a suffisamment inquiété pour permettre la convocation d'un sommet arabe, le premier depuis celui de la division, face à l'invasion irakienne du Koweït, le 10 août 1990. Cette réunion, qui aura lieu, du 21 au 23 juin, au Caire, a été décidée par les responsables des trois pays arabes les plus influents, l'Égypte, la Syrie et l'Arabie saoudite.

Réunis, samedi 8 juin, à Damas, les présidents syrien Hafez El Assad, égyptien Hosni Moubarak et l'héritier du trône saoudien, le prince Abdallah, ont solennellement réaffirmé l'engagement de leurs pays pour la paix avec Israël, mais selon le principe de l'échange de la terre contre la paix. « Une paix juste et globale est considérée comme un objectif stratégique, ce qui signifie qu'Israël doit être sérieux et non évasif au sujet de la paix, ont-ils souligné dans une déclaration finale. Tout manquement de la part d'Israël aux principes du processus de paix, tout renoncement israélien aux engagements pris et toute tergiversation seront considérés comme une réelle menace d'un retour à une spirale de tension et de violence dans la région, dont Israël assumera toute la responsabilité. »

Cet avertissement clair s'adresse sans doute tout autant aux responsables américains, parrains quasi exclusifs, depuis l'effacement des Russes, du processus de

paix, qu'à Benjamin Nétanyahou, le nouveau premier ministre de l'Etat juif. Les trois dirigeants demandent « à la communauté internationale, notamment aux parrains du processus, de le faire avancer conformément aux résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité de l'ONU ». A leur avis, « la seule voie possible pour aboutir à la paix est le retrait d'Israël du plateau du Golan jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, du Liban sud et des territoires palestiniens, notamment Jérusalem ».

Cette réunion sonnera comme un avertissement aux Etats-Unis

Le document final souligne aussi « la nécessité de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits légitimes, notamment son droit à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant sur son sol national ». « Personne dans cette région et au-delà ne peut croire qu'une paix juste, globale et durable est possible, sans que les Palestiniens exercent leur droit à l'autodétermination », avait affirmé, peu avant la conclusion des travaux, le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa.

Répétition du sommet d'Alexandrie en décembre 1994, au cours duquel le roi Fahd d'Arabie saoudite et les présidents Assad et Moubarak avaient déjà appelé

leurs pairs à ne pas se précipiter dans la normalisation avec Israël, le sommet de Damas est un incontestable succès. Nul avant l'ouverture des travaux n'envisageait la convocation d'un sommet des pays arabes tant les divisions qui les minent sont profondes. Or, à l'exception de l'Irak et de la Somalie, en proie à la guerre civile, tous les pays arabes devraient être invités.

Chargé d'inviter les participants, M. Moubarak a expliqué l'exclusion de l'Irak par les « sensibilités existantes » entre Bagdad et les monarchies du Golfe, qui ne sont pas prêtes, six ans après l'invasion du Koweït, à s'asseoir à la même table que les responsables de Bagdad. La présence de l'Irak, qui aurait plaidé pour lui-même la levée de l'embargo international auquel il est soumis depuis six ans, aurait, de toute manière, risqué de détourner le sommet de son véritable but : la réaffirmation des principes suivant lesquels les Arabes sont prêts à faire la paix avec Israël.

Le sommet du Caire devrait en effet reprendre à son compte le document final du sommet de Damas. Intervenant avant la visite de M. Nétanyahou à Washington, cette réunion sonnera comme un avertissement aux Etats-Unis pour qu'ils rappellent fermement au nouveau premier ministre israélien les règles du jeu définies et garanties par l'administration américaine, et acceptées à l'époque par un gouvernement Likoud, celui d'Itzhak Shamir, en novembre 1991, à la conférence de Madrid.

Au-delà de cet objectif prioritaire, le sommet du Caire tentera d'amorcer une certaine détente

dans les relations inter-arabes, notamment entre la Syrie et la Jordanie. En appelant, en compagnie de l'Arabie saoudite et de l'Égypte, à la réunion de ce sommet, Damas a déjà marqué un point et montré que sa fermeté face à Israël ne l'empêche pas de bénéficier de larges soutiens dans le monde arabe.

Cet avantage risque de faire défaut au roi Hussein de Jordanie, qui aura du mal, dans les circonstances présentes, à défendre sa conception d'une « paix chaude » avec Israël. Isolée sur la scène arabe, la Jordanie, seul pays de la région à avoir accueilli favorablement l'élection de M. Nétanyahou, risque de se retrouver en position d'autant plus délicate que ce dernier lui demande de s'impliquer davantage dans la négociation du statut final des territoires palestiniens. Même si leurs relations ne seront jamais confiantes, les difficultés à venir devraient en revanche permettre un certain *modus vivendi* entre Palestiniens et Syriens.

Le sommet du Caire ne résoudra certes pas les divergences arabes, mais en choisissant d'en limiter l'objectif à la réaffirmation des principes, sans lesquels il ne peut y avoir de paix, les dirigeants saoudien, égyptien et syrien se sont assurés du consensus minimum sur lequel tout le monde peut être en accord. Mais cela ne pourra pas constituer une stratégie si M. Nétanyahou reste fidèle aux trois « non » de sa campagne : non à l'Etat palestinien, non à la division de Jérusalem, non à la restitution du plateau du Golan.

Françoise Chipaux

Allègement de la dette des pays les plus pauvres

La somme pourrait porter sur 30 à 40 milliards de francs.

Une vingtaine de pays pourraient être concernés

LE CONSEIL d'administration de la Banque mondiale devait tenir une réunion informelle lundi 10 juin pour traiter de l'allègement de la dette des pays les plus pauvres, qui sera un des sujets importants du sommet des sept pays les plus riches à Lyon du 27 au 29 juin. Cette initiative vise à réduire l'endettement d'un certain nombre de pays - entre 8 et 20, essentiellement africains, - de manière à le rendre « soutenable » à moyen ou à long terme.

La dette des pays les plus pauvres pourrait être allégée d'une somme comprise entre 5,6 et 7,7 milliards de dollars (entre 30 et 40 milliards de francs). Ces sommes figurent dans un document de travail préparé conjointement par le FMI et la Banque mondiale. Selon l'AFP, qui a eu copie du document, le coût de l'opération serait réparti entre les différents créanciers : le Club de Paris (créanciers bilatéraux), les institutions multilatérales (FMI et Banque mondiale), et d'autres créanciers.

Dans une hypothèse basse, fondée sur une bonne croissance des exportations de ces pays surendettés, le montant de l'allègement de leur dette atteindrait 5,6 milliards de dollars. Quelque 3,6 milliards viendraient des créanciers commerciaux et bilatéraux, notamment du Club de Paris pour 2,9 milliards. La part des institutions multilatérales dans cet effort de réduction de la dette se monterait à 2 milliards de dollars, dont 700 millions pour la Banque mondiale et 500 millions pour le FMI.

Dans l'hypothèse la plus haute, prenant en compte une croissance

lente des exportations des pays pauvres, le plan d'allègement de la dette se monterait à 7,7 milliards de dollars : 3,8 milliards de dollars seraient apportés par les créanciers bilatéraux, dont 3,1 milliards par le Club de Paris, et 3,9 milliards par les créanciers multilatéraux, dont 1,5 milliard par la Banque mondiale et 900 millions par le FMI.

Dans un autre document de travail, la Banque mondiale indique qu'elle peut financer sa part au travers de crédits et de dons de l'Association internationale de développement (AID), son agence qui prête pratiquement sans intérêts aux pays les plus pauvres, en prélevant sur les bénéfices de l'année précédente. La Banque mondiale détient 25 % de la dette totale des pays les plus lourdement touchés, précise l'institution dans le document cité par l'AFP.

La Banque reconnaît que les pays qui seront aidés ne doivent pas seulement être choisis à l'aune de certains critères chiffrés (ratio dette sur exportations par exemple), mais aussi « en prenant en compte différentes mesures de vulnérabilité » de ces pays.

La vingtaine de pays qui pourraient être concernés sont : le Burundi, la Guinée-Bissau, le Mozambique, le Nicaragua, Sao-Tomé-et-Principe, le Soudan, le Zaïre, la Zambie, la Bolivie, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Congo, la Guyane, la Tanzanie, l'Éthiopie, Madagascar, la Birmanie, le Niger, le Rwanda et l'Ouganda. L'endettement de la seule Afrique sub-saharienne se chiffre à 145 milliards de dollars, et le service annuel de cette dette à 10 milliards de dollars. - (AFP)

ENQUÊTE
SOFRES
10 000 clients-experts



31% d'entre vous
n'ont pas aimé notre Tonic.



PRODUITS

Casino

Aucun doute
Casino m'écoute.

Enquête SOFRES réalisée entre le 30-10-95 et le 01-05-96 auprès d'un panel de 10 000 clients réguliers des magasins du Groupe Casino. Le pourcentage ci-dessus est établi sur la base de 997 acheteurs de ce type de produit pris parmi un échantillon représentatif de 2 000 clients réguliers.

FRANCE

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996

COMPTES PUBLICS Le déficit de la Sécurité sociale, évalué par la Commission des comptes, devrait atteindre 48,6 milliards de francs en 1996, alors qu'Alain Juppé avait an-

noncé 16,6 milliards lors de la présentation de son plan de redressement. **LA BAISSE DES RECETTES**, due à un fléchissement de la croissance, explique, pour l'essentiel, ce dérapage

des comptes sociaux, même si la dérive des dépenses de santé y a également contribué. **POUR MARC BLONDEL**, secrétaire général de FO, M. Juppé « nous a leurrés », le déficit

ne venant « pas des salariés », mais « des orientations économiques ». Le secrétaire général de la CGT, Louis Viannet, juge que cette aggravation revient « comme un boomerang à

l'encontre de tous ceux et de toutes celles qui se sont faits les défenseurs du plan Juppé ». Le PS souligne que le gouvernement n'a pas su maîtriser les dépenses.

Le déficit 1996 de la Sécurité sociale approcherait 50 milliards de francs

Selon les prévisions de la Commission des comptes, l'objectif de 16,6 milliards de francs annoncé par le gouvernement est hors de portée cette année. Sans les mesures d'urgence, le « trou » serait de 80 milliards de francs. Le retour à l'équilibre est quasiment exclu pour 1997

L'ÉTAT DES COMPTES de la Sécurité sociale est l'un des meilleurs baromètres de la santé de l'économie, puisqu'il reflète assez fidèlement le niveau de l'activité, la situation de l'emploi et le dynamisme de la politique salariale. Les prévisions pour 1996, que la Commission des comptes de la Sécurité sociale doit officiellement présenter le 12 juin, mais qui ont été révélées dimanche 9 juin par l'Agence France-Presse, sont donc sans surprise : l'atonie de l'économie en 1996 (1,3 % de croissance au lieu de 2,8 % prévus en octobre 1995) va creuser le déficit du régime général (salariés du privé), qui pourrait atteindre 48,6 milliards de francs à la fin de l'année. Le secrétaire général de la Commission, Jean Marmot, souligne qu'« il serait imprudent d'es-

compter son retour à l'équilibre dès 1997 ». Depuis plusieurs semaines, les experts savaient que le déficit 1996 sera beaucoup plus important que celui que M. Juppé avait prévu, le 15 novembre 1995, en présentant son plan de réforme de la protection sociale (-16,6 milliards de francs). En dépit des démentis du secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale, Hervé Gaymard, sur le caractère « fantaisiste » de leurs estimations, ils tablèrent sur un déficit supérieur à 40 milliards de francs cette année (Le Monde du 4 avril). Quant à l'excédent de près de 12 milliards de francs en 1997, ils estimaient qu'il relevait de la « pure incantation ». Les comptes arrêtés par les experts du ministère des affaires sociales leur donnent raison.

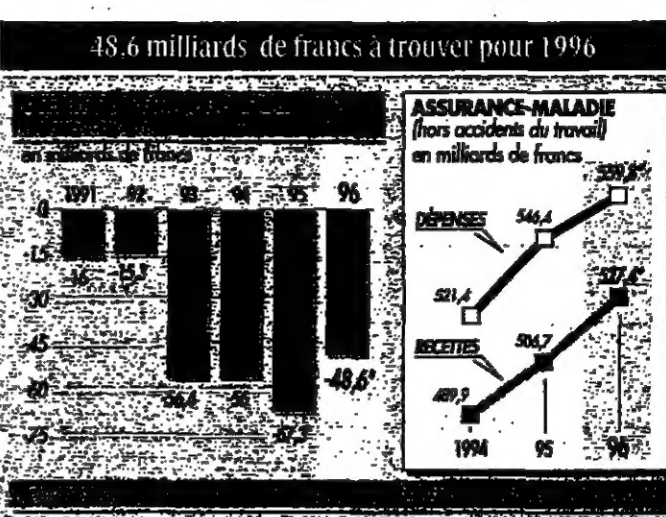
Ces mauvais résultats signifient, pour autant, un échec du plan Juppé ? Si échec il y a, il n'est que partiel. « L'amplitude du redressement du compte 1996 attendu le 15 novembre dernier des mesures d'urgence alors annoncées - quelque 35 milliards de francs - est aujourd'hui, pour l'essentiel (85 %), confirmée », observe M. Marmot. Sans les mesures inscrites dans les deux ordonnances du 24 janvier 1996 (RDS, plan d'urgence), ajoutait-il, le déficit aurait atteint 80 milliards de francs. Quant aux réformes structurelles, elles ne pourront porter leurs fruits que dans les mois, voire les années, à venir.

M. Marmot n'en juge pas moins le déficit 1996 « alarmant ». Ce dernier « s'explique très largement par les lourdes conséquences sur les recettes du sensible ralentissement économique du second semestre 1995 et du début de 1996, que les importants mouvements sociaux de la fin de 1995 n'ont pas contribué à atténuer », analyse-t-il. Il est vrai, rappelle-t-il, que l'année 1996 a commencé sur de mauvaises bases, puisque 1995 a enregistré, après régularisations comptables, un dé-

ficit record de 67,3 milliards de francs (résultat provisoire). Cette année, sur la base d'une progression de seulement 2,4 % de la masse salariale servant d'assiette aux cotisations sociales (contre 5,7 % prévus en octobre 1995), les trois principales branches du régime général seront lourdement déficitaires. L'assurance-maladie aurait un solde négatif de 32,3 milliards de francs. Cette estimation tient compte du respect du taux d'évolution des dépenses, fixé par le gouvernement à 2,1 % pour 1996. Compte tenu de la dérive des dépenses enregistrées sur les dépenses de médecine de ville, il faudrait une stagnation de l'activité médicale d'ici la fin de l'année pour ne pas dépasser ce plafond.

TRANSFERT DE CHARGES Pour sa part, la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés accuserait un déficit de 5,4 milliards de francs, soit un quasi-équilibre pour une branche dont les dépenses atteindraient 357,5 milliards. Encore faut-il rappeler que de nombreuses charges ont été transférées au fond de solidarité-vieillesse (validation de période gratuite pour les chômeurs ou les jeunes au service national), qui dégagera un excédent de 4,3 milliards de francs.

La branche famille resterait



Le redressement des comptes sociaux, annoncé par le gouvernement, est hors de portée cette année. Sans les mesures d'urgence, le « trou » serait de 80 milliards de francs. Le retour à l'équilibre est quasiment exclu pour 1997

« lourdement déficitaire » (-11,5 milliards de francs), estime la Commission des comptes, soit une amélioration par rapport à 1995 (-16,5 milliards). Le gel des prestations familiales, inscrit dans les mesures d'urgence annoncées par M. Juppé, aurait un effet bénéfique, mais il serait en partie annulé par « le coût plus important que prévu de la montée en charge de la loi famille » de juillet 1994, soit un

accroissement des dépenses de la branche de 8,5 milliards de francs. Enfin, la branche des accidents du travail dégagerait un excédent (0,6 milliard).

Le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, veut rester optimiste, notamment sur la progression des dépenses de santé. « Le bon résultat du mois d'avril (-0,6 %) est venu corriger les trois premiers mois de l'année », déclare-t-il au

J.-M. B.

Quand M. Juppé démentait une telle prévision

Début avril, la presse s'était fait l'écho de l'inquiétude des experts des comptes de la Sécurité sociale quant au déficit du régime général des salariés du secteur privé en 1996, estimé alors à plus de 40 milliards de francs (Le Monde du 4 avril). Interrogé sur la teneur et sur le bien-fondé de cette prévision, le premier ministre avait rejeté catégoriquement ce chiffre. Alain Juppé avait répondu que « rien » ne permettait d'avancer une telle estimation, qu'il ne reposait sur « aucune donnée ». Le chef du gouvernement s'en tenait au chiffre qui devait résulter de la mise en œuvre de son plan de maîtrise des dépenses de la protection sociale et du taux de croissance retenu pour 1996 au mois d'octobre 1995, soit 2,8 %, alors que les experts déclaraient déjà, en avril 1996, un ralentissement de l'activité.

M. Viannet : un « boomerang » à l'encontre du premier ministre

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CGT, Louis Viannet a déclaré, dimanche 9 juin, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que l'aggravation du déficit de la Sécurité sociale revient « comme un boomerang à l'encontre de tous ceux et de toutes celles qui se sont faits les défenseurs du plan Juppé ». « La vraie réforme de la Sécurité sociale reste à faire », a-t-il ajouté. « Depuis le début, nous disions : "Il y a avant tout un problème de recettes". Les difficultés de la protection sociale, a-t-il expliqué, sont dues avant tout au chômage, avant tout à des salaires insuffisants, avant tout au développement de la précarité. Voilà une réalité qui revient sur la table. »

Le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, estime de son côté que l'on est « en train de détruire la Sécurité sociale ». « Je suppose, d'ailleurs, que nous irons un petit peu plus loin encore [que les 48,6 milliards de francs de déficit prévus pour le régime général en 1996] et je ne m'en réjouis pas, parce que ça va servir de prétexte pour remettre en cause la Sécurité sociale », a-t-il déclaré, dimanche, sur France-Info. A Nîmes, où il avait assisté au congrès de la fédération FO de la pharmacie, M. Blondel a expliqué que le premier ministre « nous a leurrés en nous disant que ça irait mieux demain ». Pour M. Blondel, les raisons du déficit « ne viennent pas des salariés », mais « des orientations économiques ».

Au nom du Parti socialiste, François Hollande a affirmé, dimanche, qu'on n'avait « pas maîtrisé les dépenses de santé » et que la croissance s'était « affaiblie à cause des prélèvements ». « Il faut éponger les déficits, a-t-il dit sur LCI, et la meil-

leure façon [de le faire], ce n'est pas forcément d'augmenter continuellement les impôts, parce que ça tue la croissance, c'est surtout de maîtriser les dépenses et d'alléger la croissance économique par une relance qui permettrait d'avoir plus de recettes pour la Sécurité sociale. » Estimant que « tout gouvernement qui succéderait à celui-là devra éponger un nouveau déficit de près de 50 milliards de francs », le porte-parole du PS a ajouté qu'il y a « un paradoxe à annoncer des allègements d'impôts », comme l'avait fait M. Juppé le 3 juin, « alors qu'on se prépare, compte tenu de ce déficit, à alourdir les cotisations sociales des Français ».

BAISSE DE LA CROISSANCE Dans un communiqué publié dimanche soir, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a déclaré que, « loin de remettre en cause le plan adopté », les prévisions de déficit pour 1996 « en rendent la mise en œuvre plus nécessaire que jamais ». « La dépense prévue n'est pas en cause » dans l'« aggravation du déficit », a relevé M. Barrot, mais cette dérive est « due à la baisse de la croissance entraînant une chute importante des recettes ».

A quoi bon un plan de redressement ?

DANS LA COURSE permanente à l'équilibre des comptes sociaux, le déficit a toujours eu une bonne longueur d'avance. Sept mois après l'annonce de son plan de réforme de la Sécurité sociale, Alain Juppé se retrouve face à un besoin de financement de l'ordre de 50 milliards de francs, soit un « trou » sensiblement identique à celui qu'il avait trouvé en arrivant à Matignon. Dès lors, la question est sur toutes les lèvres : à quoi bon une telle réforme, notamment

le gel des prestations et les prélèvements nouveaux imposés aux ménages (RDS, cotisation-maladie des retraités) ? N'est-ce pas un nouveau pan de la crédibilité du premier ministre qui s'effondre ?

Il faut au moins reconnaître que, sans ces mesures d'urgence, le déficit aurait atteint 80 milliards de francs en 1996 (sur un total de 119,6 milliards de dépenses). L'argument est faible pour un chef de gouvernement qui s'était imprudemment engagé à rétablir l'équilibre du régime général dès 1997. Il tablait alors sur cet assainissement des comptes sociaux et sur un déficit budgétaire inférieur à 250 milliards de francs en 1997 pour ramener les déficits publics à 3 % du produit intérieur brut (PIB), condition sine qua non pour que la

France puisse participer à la monnaie unique européenne. Le gouvernement est pris au piège d'une baisse de la croissance économique, croissance qu'il n'a pas su stimuler, tandis que les remèdes à sa disposition se sont épuisés au fil des ans. Peut-il inscrire la totalité du déficit 1996 sur le compte de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) ? Cet établissement créé en 1996 doit déjà éponger un passif de 250 milliards de francs sur treize ans. Lui faire supporter une nouvelle charge relèverait, à l'évidence, de la facilité, car il suffirait, par le vote d'une loi, de prolonger d'un an le RDS.

POSSIBLE RECOURS AUX ARTIFICES Le gouvernement peut-il augmenter les cotisations ou la CSG ? Jacques Chirac et M. Juppé ont exclu toute nouvelle hausse des prélèvements obligatoires, même si certains artifices ne sont pas à exclure dans le cadre de la création de la cotisation-maladie universelle (CMU), annoncée récemment par le premier ministre. Une telle mesure serait en totale contradiction avec la volonté affichée par le premier ministre de réduire les impôts des ménages de 10 milliards à 20 milliards de francs en 1997.

La création de cette cotisation-maladie universelle prélevée sur tous les revenus est-elle la solution ? Tous les experts savent qu'il n'y a pas d'assiette miracle, à moins de taxer très

lourdement les revenus du capital, ce que seuls le PCF et la CGT préconisent. Reste la voie de la maîtrise des dépenses. Quand on sait que de bons experts estiment les besoins de financement de la « Sécu » à environ 80 milliards de francs sur la période 1996-1997, cette voie est très périlleuse, surtout à la veille des élections législatives de mars 1998.

D'ordinaire prudent et nuancé, le secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale, Jean Marmot, n'hésite pas à dire que « la principale institution sociale du pays est entrée dans une phase cruciale de son histoire ». C'est bien sa survie qui est actuellement en jeu. Le gouvernement a trois mois pour réfléchir aux solutions susceptibles de pérenniser un système que la majorité des Français, de gauche et de droite, considèrent comme une sorte de patrimoine national.

La prochaine étape sera marquée par la discussion et le vote par le Parlement, à l'automne, de la première loi de financement de la Sécurité sociale. Les députés et les sénateurs devront probablement décider, sur la base des propositions gouvernementales, de coupes drastiques dans les dépenses sociales. Le premier ministre ne sera plus, alors, le seul comptable des déficits, même si les actuelles prévisions de la commission des comptes auront retenti, pour lui, comme un camouflet.

Jean-Michel Bezat

M. Léotard demande à M. Chirac de faire respecter la « pluralité » de la majorité

MARSEILLE de notre envoyée spéciale Les usages politiques ont leurs bons côtés. Celui qui a conduit Alain Juppé à l'arrivée sur les lieux du conseil national du Parti républicain, samedi 8 juin à Marseille, qu'il fût des travaux, en est un exemple : il a permis à François Léotard d'exposer aux cadres de son mouvement sa conception du fonctionnement de la majorité sans froisser le chef du gouvernement, encore dans l'avion, puis d'accueillir par quelques mots flatteurs, à l'heure du déjeuner, le « courageux » premier ministre.

La règle du jeu détaillée quelques instants plus tôt par le président du PR et de l'UDF ne coïncide pourtant pas exactement avec celle que M. Juppé a appelée de ses vœux à plusieurs reprises. Les différentes familles de la majorité, a expliqué M. Léotard, méritent toutes « le même respect ». Elles doivent disposer aussi bien du droit de « juger » que de celui de proposer, tant M. Léotard exclut de considérer que « le gouvernement ne commet aucune faute » et

que « tous les ministres sont égaux ». Ces conditions, que M. Léotard juge nécessaires à une victoire de la majorité aux élections de 1998, ne sont apparemment pas réunies aujourd'hui, puisque le président de l'UDF a jugé utile d'en appeler directement à l'arbitrage de Jacques Chirac : « Il doit nous aider à faire respecter, dans la majorité, la pluralité des initiatives et des propositions. Il doit nous aider à faire de la majorité un organisme vivant, et non pas un arbre mort », a souhaité M. Léotard devant les responsables du PR.

Le rôle de Juge de paix de la majorité, le premier ministre a bien pourtant l'intention de l'exercer lui-même dans les mois à venir. « En tant que chef du gouvernement, et donc de chef de la majorité, je me sens le garant de cette union auprès de tous nos candidats aux législatives, aux cantonales, aux régionales et aux sénatoriales », a-t-il rappelé à ses alliés du Parti républicain. Soucieux de ne pas concéder tout ce terrain, M. Léotard a, de son côté, demandé aux respon-

sables républicains de créer dans chaque circonscription des « comités 98 » rassemblant - au-delà des partis. Il a également souhaité que l'UDF marque de son empreinte le « projet pour la France de l'an 2000 », que M. Juppé propose à la majorité de mettre sur pied. Dans le prochain « contrat de législature » de la majorité, le PR apportera sa contribution en matière de réforme fiscale, de fonds de pension, de décentralisation, de réduction de la dépense publique et de réforme de la formation professionnelle, a-t-il indiqué. « Puisque nous savons que nous aurons à cheminer ensemble, nous devons nous accepter les uns les autres », a fait valoir M. Léotard à M. Juppé.

IMPOSTURE DE LA MORALE Même si le fonctionnement de la majorité a occupé l'essentiel de ses propos, M. Léotard a tenu à dénoncer « l'imposture de l'esprit et de la morale » que représente à ses yeux l'attitude du Parti socialiste à l'égard du Front national. « Depuis que M. Le Pen a déclaré que son véritable adversaire, c'était nous, qu'il

ferait tout pour battre la majorité, depuis qu'il appelle à voter à gauche au second tour, avez-vous entendu une seule belle conscience de gauche, un seul de ces professeurs de vertu nous dire une seule fois qu'il fallait refuser ces voix ? », s'est-il indigné. Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille et président du conseil régional, s'en est également pris aux « donneurs de leçons » d'autrefois qui « préfèrent aujourd'hui engranger honteusement les voix du FN ».

Un peu plus tôt, le conseil national du PR, boudé par Alain Madelin et ses proches, s'était employé à passer ses plumes en réformant ses statuts (de manière à pouvoir faire élire son prochain président directement par les militants) et en amorçant sa réflexion sur la réforme de l'Etat, la décentralisation et l'épargne-retraite. M. Léotard a enfin exhorté les responsables du PR à s'investir davantage dans l'UDF afin de lui permettre de mener à bien la rénovation de la seconde formation de la majorité.

Cécile Chambraud

Le PS de l'autorité

Unitaire et... Hollande... Mlle, samedi...

SOUVERAIN... four des... redresser... remonter... l'effort... débat... monnaie... démentir... admettent... qualité... ne faut... de leur... l'économie... la vie... ments... des ré... nation... Le PS... terme... l'économie... tme... France... que... qui relè... administr... Chirac... en 199... culture... M. Juppé... avec les... pan... l'opinion... rope et... succès... Marmot... liste... ne la pr... texte... adin d'ém... cause... ments... Tant... manuel... plus... comen...

صوتنا من الداخل

LE MONDE / MARSEILLE 11 JUIN 1995 / 7

Le PS ouvre la voie au rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement

Le premier secrétaire fait des concessions à son aile gauche

« Unitaire et à gauche », c'est ainsi que François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, a qualifié, samedi 8 juin, le texte sur la démocratie

que le conseil national, marqué par un absentéisme élevé, a amendé, puis adopté à l'unanimité moins une abstention. Lionel Jospin, a ac-

cepté les amendements de la Gauche socialiste et de Jean Popereau proposant de rétablir l'autorisation administrative de licenciement.

SOUÇIEUX de se situer au carrefour des courants de son parti et de réaliser la synthèse entre les différentes sensibilités du PS, Lionel Jospin a fait bon accueil, dans le débat du conseil national sur la démocratie, samedi 8 juin, aux amendements venus de l'aile gauche. Il a admis tant ceux de la Gauche socialiste (Jean-Luc Mélenchon, Marie-Noëlle Lienemann, Julien Dray, Gérard Filoche) que ceux des amis de Jean Popereau sur le contrôle des licenciements, plutôt que d'ouvrir la voie à une surenchère d'amendements sur le texte soumis au vote des militants avant la convention nationale des 29 et 30 juin.

Le PS a donc substitué au « système de recours suspensif contre les licenciements » imaginé par Martine Aubry, Elisabeth Guigou et François Hollande un « système efficace de contrôle des licenciements » qui rétablirait, de fait, l'autorisation administrative préalable de licenciement introduite par Jacques Chirac en 1974, supprimée par lui en 1986 et non rétablie par les socialistes en 1988.

M. Jospin a jeté les bases d'un compromis lors d'un conciliabule avec les différentes sensibilités du parti. Soucieux de ne pas rééditer l'épisode de la convention sur l'Europe et la mondialisation - avec le succès de l'amendement anti-Maastricht de la Gauche socialiste -, le premier secrétaire a donné la priorité à l'élaboration d'un texte unique, sans amendements, afin d'éviter que le débat ne se focalise sur le contrôle des licenciements.

Tout les fabulistes qu'Henri Emmanuelli - dont on parle de plus en plus pour animer la dernière convention, à l'automne, sur la ré-

distribution - ont donné leur accord à l'intégration des amendements de la Gauche socialiste et de M. Popereau - soigneusement distincts - sur le contrôle des licenciements. Ni Mme Aubry ni les roradiens ne s'y sont formellement opposés, même s'il ne fait guère de doute qu'ils auraient préféré que M. Jospin, personnellement favorable à un tel contrôle, ne fasse pas une telle concession à son aile gauche.

En séance, seul Jean Le Gac, ancien ministre de l'emploi, a

Si le rôle du ministre du travail n'est pas précisé, la décision de l'inspection du travail pourra être contestée par les recours judiciaires prévus par la loi.

La Gauche socialiste a également obtenu que l'inspection du travail, saisie par le comité d'entreprise, puisse demander une nouvelle réunion de celui-ci sur la durée du travail ou les conditions d'hygiène et de sécurité, mais elle n'a pas réussi à lui faire attribuer un droit de veto du CE sur la cession, la fusion ou la restructuration de l'entreprise.

ment l'élection d'une partie des députés à la représentation proportionnelle. Un autre propose le renouvellement en une fois des conseils généraux, avec un mode de scrutin mixte. A l'arrivée, tout le monde crie victoire - M. Dray parlant de « tournant à gauche », et M. Emmanuelli de « signe politique fort » -, et M. Jospin s'est déclaré « très content ».

COMPROMIS SUR LA DÉFENSE

Samedi matin, le PS a aussi bouclé le débat sur le service national, à partir d'un texte de Paul Quilès et Pierre Guizon. Là aussi, M. Jospin a choisi le compromis. Après le rejet d'un amendement de la Gauche socialiste, M. Emmanuelli a obtenu un durcissement du texte, qui marque son opposition au « concept de pilier européen de l'OTAN » et plaide en faveur d'une « défense autonome de l'Europe ».

Adopté par 150 voix pour, 1 contre (M. Dray) et une vingtaine d'abstentions, le texte réaffirme l'attachement du PS à la conscription, mais reconnaît la nécessité d'une évolution vers une professionnalisation de l'armée.

Préconisant « un service d'initiation à la défense de courte durée », sans reprendre la durée de deux mois évoquée par M. Jospin - M. Hollande parle de « quelques semaines » -, ce texte condamne aussi la méthode de M. Chirac qui, « en présentant comme une décision personnelle un ensemble de dispositions qui relèvent en réalité du Parlement, s'arroge des pouvoirs qui, selon la Constitution, ne lui appartiennent pas ».

Michel Noblecourt

M. Jospin s'en prend de nouveau à M. Chirac

Dimanche 9 juin, à la Fête de la rose à Pau (Pyrénées-Atlantiques), Lionel Jospin a réaffirmé, devant un millier de sympathisants, que la plate-forme électorale de M. Chirac était « incohérente ». « Dans les domaines de l'éducation, du chômage, de la Corse et de la préservation du service public notamment, ils font, après des atterroissements, le contraire de ce qu'ils ont annoncé », a-t-il souligné.

« Quant à Chirac, a-t-il dit, c'est un héritier infidèle du gaullisme qui, en faisant revenir la France dans l'OTAN aux conditions des Américains, met en cause le principe même de notre indépendance et nie la construction d'une politique européenne de défense. » Pour M. Jospin, M. Chirac applique une politique « de droite systématique, orthodoxe ». Samedi, devant le conseil national du PS, M. Jospin avait dénoncé les « tentatives d'étouffement des affaires très graves qui concernent partis et personnalités de la majorité au mépris de l'indépendance de la justice ».

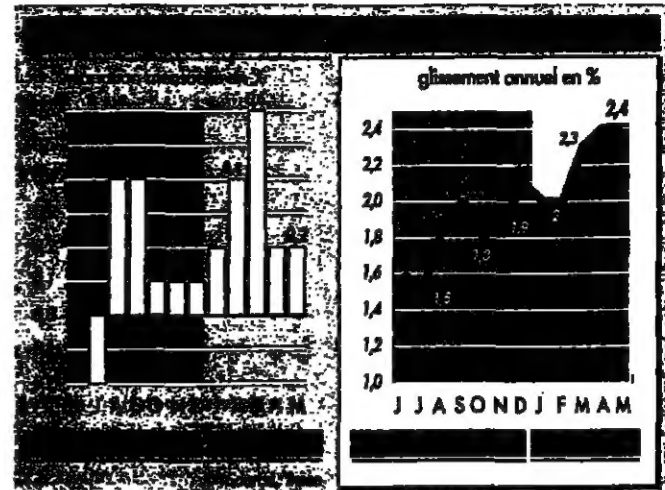
combattu cette nouvelle rédaction due à M. Hollande et conçue pour « mieux rééquilibrer le rapport des forces aujourd'hui encore trop défavorable aux salariés » et « arrêter le chantage à l'emploi ». « L'idée, précise cette version, est d'établir un véritable contrôle des licenciements : aussi, au terme des consultations avec les instances qualifiées du personnel, l'inspection du travail est obligatoirement saisie. Elle a la possibilité de refuser les licenciements. »

D'autres amendements au texte de Jack Lang ont été intégrés, contre la représentation des chômeurs à l'ANPE et aux Assedic ou, encore, pour le « principe d'exemplarité », qui doit conduire le PS à s'appliquer à lui-même ces nouvelles règles de la démocratie.

Gérard Le Gall, chargé de mission auprès du premier secrétaire, a fait adopter plusieurs amendements sur les modes de scrutin. L'un d'entre eux prévoit notam-

Les prix ont augmenté de 0,2 % au mois de mai

LA HAUSSE des prix à la consommation s'est établie à 0,2 % en mai, soit le même taux que le mois précédent et qu'en mai 1995, selon l'indice provisoire publié mardi 10 juin par l'Insee. Sur un an, la progression atteint 2,4 % (contre 1,6 % en mai 1995). Ce sont les prix de l'alimentation, entraînés par la hausse des produits frais (fruits et poissons), qui enregistrent la plus forte progression (0,7 %). En revanche, l'indice des prix des services de santé et celui des produits manufacturés sont marqués par la stabilité, comprenant une baisse sur l'habillement pour ce dernier.

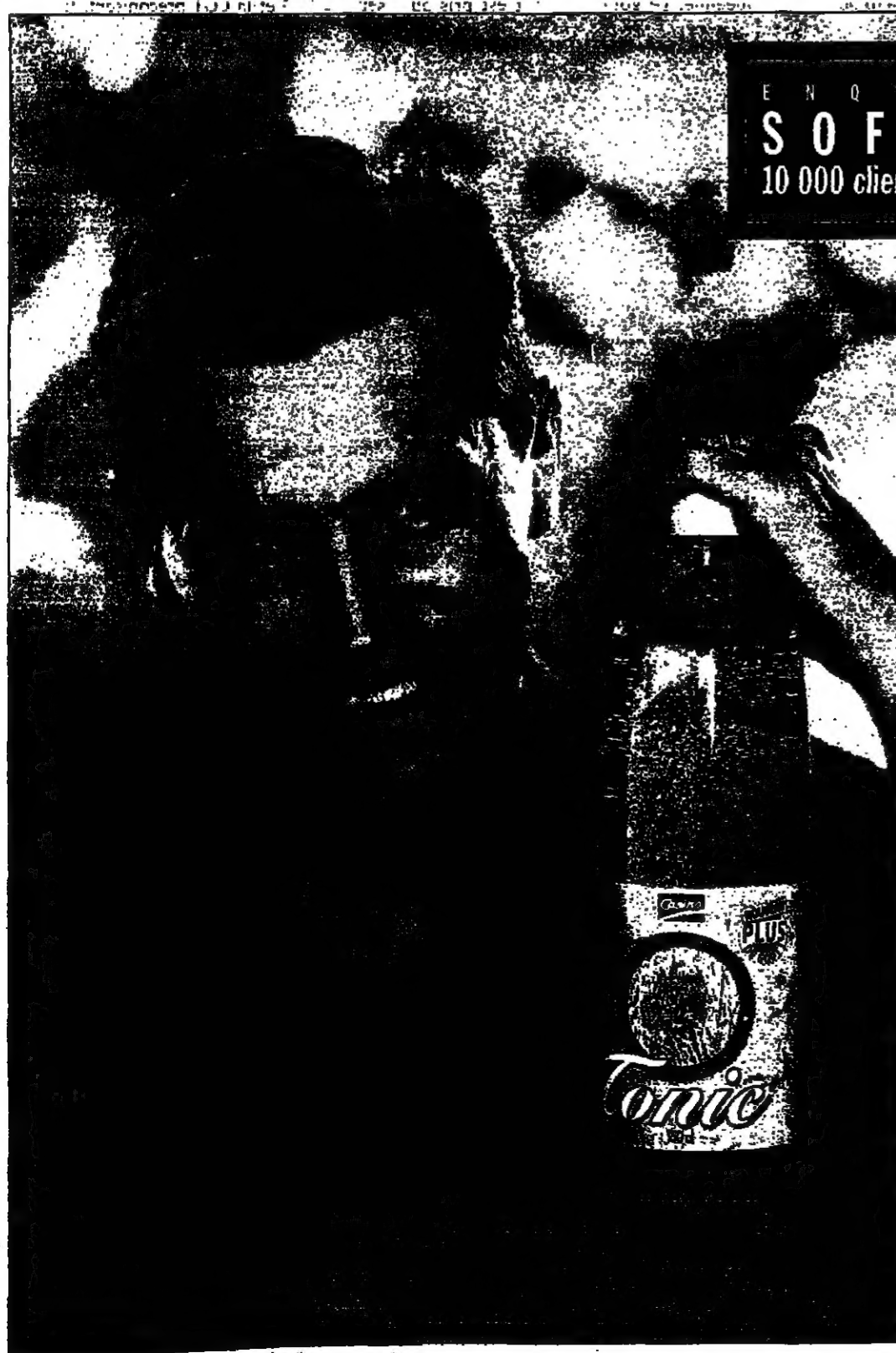


DÉPÊCHES

■ **HLM DE PARIS** : Claude Gossuier, secrétaire général de l'UDF et adjoint au maire de Paris, a qualifié Jean Tiberi, dimanche 9 juin, sur Radio J, de « bon maire », mais il a ajouté, au sujet de l'affaire des HLM : « Je suis très favorable à ce qu'on fasse la transparence, la lumière et je crois qu'effectivement, il faut sortir de l'opacité, sans vouloir faire de jeu de mots. » Georges Pérol, ancien directeur général de l'OPAC (l'Office d'HLM parisiens) a annoncé, par ailleurs, qu'il portait plainte contre son ancien adjoint, François Ciolina, à la suite des déclarations de ce dernier le mettant en cause dans l'attribution des marchés (Le Monde du 6 juin).

■ **CORSE** : plus de deux mille femmes ont défilé, samedi 8 juin, dans les rues d'Ajaccio pour protester contre la violence dans l'île de beauté. Les manifestantes devaient remettre au préfet de Corse, Claude Erignac, un manifeste qui a réuni cinq mille signatures et dans lequel elles exigent « l'application de la loi pour tous dans tous les domaines, l'autodissolution des bandes armées, l'exercice serein de la justice, la transparence dans les choix politiques et la gestion des affaires publiques ».

■ **ROUGE** : Alain Krivine, porte-parole de la Ligne communiste révolutionnaire (LCR), s'est à nouveau prononcé, samedi 8 juin, lors de la fête de Rouge, qui réunissait environ trois mille personnes, pour la construction d'une « nouvelle entente de l'esport » avec les forces politiques, syndicales et associatives résolues à « rompre résolument avec les politiques qui ont mené la gauche dans l'impasse » (Le Monde du 4 avril).



ENQUÊTE
SOFRES
10 000 clients-experts

Voici le nouveau
Tonic Casino.
Il a bien meilleur goût
et vous y êtes
pour beaucoup.

Vous aussi, donnez-nous votre avis au 36 68 42 68,
24H/24H (2,23 F TTC la minute).

PRODUITS
Casino

Aucun doute
Casino m'écoute.

Des élus « verts » et écologistes attaquent en justice les marchés des lycées d'Ile-de-France

Michel Giraud veut réformer la commission d'appel d'offres

Alors que Michel Giraud, président (RPR) de la région Ile-de-France, devait exposer, lundi 10 juin, le contenu d'un projet de règlement in-

terieur de la commission d'appel d'offres, afin d'en finir avec le climat de suspicion qui règne sur la région, le groupe des Verts, auquel se sont

jointes d'autres élus écologistes annonce son intention d'attaquer en justice les marchés des lycées passés depuis 1988.

LE PRÉSIDENT du conseil régional d'Ile-de-France, Michel Giraud (RPR), n'en a pas terminé avec « l'affaire » de la commission d'appel d'offres de la région Ile-de-France, dont la présidente, Claude-Annick Tissot (RPR), a été contrainte de démissionner, le 11 mai, après avoir dénoncé « de graves irrégularités » dans certains dossiers de candidature et « des pressions » exercées sur elle par le président (*Le Monde* du 14 mai).

Lundi 10 juin, M. Giraud devait rendre public le contenu d'un règlement intérieur de cette commission, qu'il compte soumettre au vote, le 20 juin, lors d'une séance publique de l'assemblée régionale.

Lundi également, Jean-Jacques Porchez (Verts), qui avait fait part, le 15 mars, au juge Eric Halphen, de certaines pratiques suspectes détectées par M^{me} Tissot, et Loïc Le Guénédal (écologiste), membre de la commission, devaient annoncer qu'ils attaquent en justice les marchés d'entreprises de travaux publics (METP) passés par la région, depuis que celle-ci a en charge la rénovation et la construction des lycées.

Une centaine de marchés, intégrant 121 lycées, pour un montant de 15 milliards de francs, ont été attribués par cette procédure. Jusqu'en 1993, le bureau d'études Patrimoine-Ingenierie a « piloté » une cinquantaine de ces marchés, pour un total de près de

10 milliards de francs. « Nous ne savons pas encore exactement par quelle procédure et devant quelle juridiction, pénale ou administrative, nous allons attaquer ces marchés », nous a précisé lundi M. Porchez, qui, aidé de plusieurs avocats, étudie « les failles » de chacun des marchés en cause.

Politiquement, cette démarche vise bien évidemment à couper l'herbe sous le pied de M. Gi-

ralloir qu'un jour où l'autre, on sorte de ce climat de suspicion généralisée (des élus), qui constitue un danger pour la démocratie », affirme M. Giraud : président de 1983 à 1992 de l'Association des maires de France, il n'a pas eu, fait-il observer, le sentiment de « fréquenter des voyous ».

La principale orientation du règlement proposé consiste à redéfinir le rôle des prestataires ex-

trer dans la commission, au titre des personnalités nommées par lui, les présidents des deux groupes (les Verts et le PC) qui n'y sont pas représentés.

« MINORITÉ RELATIVE »

Toutes ces dispositions vont dans le sens souhaité par M^{me} Tissot avant qu'elle ne démissionne. Mais elles ne suffisent pas à convaincre l'opposition. « Nous ne voterons pas le règlement intérieur le 20 juin », annonce M. Porchez, qui met comme condition à la fin des hostilités le retour de M^{me} Tissot à la présidence de la commission. Celle-ci n'y serait, selon lui, pas opposée. Vu du côté du RPR et de l'UDF, ce retour est politiquement impossible.

Les Verts, qui le savent bien, affirment que sur ce dossier, ils seront rejoints par une grande partie des Écologistes d'Ile-de-France (ex-GE), appoint traditionnel de M. Giraud pour constituer une majorité. « M. Giraud, qui dispose habituellement d'une majorité relative, va être le président d'une minorité relative », prédit M. Porchez.

« Le contexte médiatique impose évidemment un débat. Celui-ci aura lieu à la région, il doit aussi être mené au niveau national », soutient M. Giraud, contrarié dans sa volonté d'apaisement de la crise par les derniers rebondissements des affaires parisiennes, dont plusieurs protagonistes — élus aussi bien qu'entreprises ou intermédiaires — sont intervenus dans les attributions de marchés des lycées d'Ile-de-France.

Pascal Sauvage

Une commission toujours présidée par un élu parisien

Depuis sa création en 1986, la commission d'appel d'offres du conseil régional d'Ile-de-France a toujours été présidée par un élu parisien. Selon Jean-Pierre Fourcade, premier vice-président (UDF) jusqu'à fin 1995, il s'agissait d'une exigence de Jacques Chirac, alors maire de la capitale. Quant à Michel Giraud, l'actuel président (RPR) de la région, il affirme qu'il s'agit du résultat d'une répartition des délégations en fonction de critères politiques (entre le RPR et l'UDF) et géographiques (entre la capitale et les autres départements).

De mai 1986 à mars 1992, la commission a été présidée par Michel Elbel (UDF), élu parisien du 20^e arrondissement jusqu'aux municipales de 1995, aujourd'hui président d'Alparif après avoir présidé le syndicat de traitement des ordures ménagères (Syctom). Marie-Thérèse Hermange (RPR), premier adjoint au maire du 8^e arrondissement et adjoint au maire de Paris, lui a succédé jusqu'à novembre 1994, date à laquelle Claude-Annick Tissot (RPR), conseillère du 11^e arrondissement puis adjointe au maire de Paris l'a remplacée jusqu'au 11 mai. Depuis, M. Giraud préside lui-même cette commission.

raud : en consacrant à cette affaire une séance publique où il se déclare « prêt à répondre à toutes les questions », le président de la région espère apaiser la crise qui, depuis près de trois mois, secoue l'exécutif régional. « Il va bien

térieurs (assistants à la maîtrise d'ouvrage, architectes de maintenance, mandataires) dans le sens d'un renforcement de l'instruction et du suivi des opérations par les services de la région. Les bureaux d'études n'interviendraient plus dans la phase d'attribution des chantiers. Les marchés de chauffage, qui doivent être renouvelés en 1999, devront être d'une durée plus courte.

M. Giraud propose de faire en-

Environ 10 000 personnes ont manifesté à Besançon contre le canal Rhin-Rhône

BESANCON

de notre envoyé spécial

Avec tous ces poissons colorés sous les arbres de la promenade Chateaux à Besançon, le départ de la manifestation a un petit air de festival d'arts plastiques. D'autant qu'en ce dimanche 9 juin, les opposants au projet de canal Rhin-Rhône n'ont pas lésiné sur l'illustration pédagogique. Sur des panneaux peints à la main, le boursier de Clerval s'affiche, avant et après : « défiguré ». Selon le même principe, Ougney-Douvot (14 habitants) présente son martyre sous forme de maquettes. Aujourd'hui : quatre hameaux de part et d'autre du Doubs. Après : un barrage, près de la moitié des habitants en moins, la plupart des constructions restantes regroupées sur une île... sous la surface du futur canal. Les manifestants scandent leur refus du « bétonnage » de la vallée du Doubs, qui devrait emprunter la future voie navigable à grand gabarit, reliant la Saône au Rhin. Les 10 000 participants espèrent des organisateurs sont à peu près là : eux en comptent 12 000, la police la moitié. A l'appel d'une centaine d'organisations — beaucoup d'associations de protection de l'environnement, des fédérations de pêcheurs, des partis de gauche, mais aussi la CGT et la CFDT locales protestant contre ce « gâchis économique » —, la foule est massivement issue de la région.

« AU DIABLE »

Derrière un groupe de curieux pénitents vouant « au diable » la Compagnie nationale du Rhône (concessionnaire de la liaison fluviale), suivi du dinosaure « Sorel-fosaure » (du nom de la société qui finance le projet, la Sorel), le cortège défile, bon enfant. Mais les discours prennent aisément des accents violents, notamment envers Raymond Barre, principal défenseur du canal Rhin-Rhône. Environ deux cents rubans tricolores ouvrent la marche. Les élus des petites communes touchées sont venus en nombre. Il y a en outre les incontournables,

comme Antoine Waschter, ancien chef de file des Verts ; les attendus, comme le député socialiste Pierre Moscovici ; le PS avait en effet appelé à manifester. Le maire socialiste de Besançon, Robert Schwint, est également là. En période de basses eaux, explique-t-il, compte tenu des besoins de la liaison fluviale à grand gabarit, la boucle du Doubs qui enserrme le centre-ville pourrait être asséchée et ses bateaux-mouches fort dépités.

A droite, deux adjoints au maire de Montbéliard ont fait le déplacement. L'un d'eux, Alain Chaneux (RPR), ancien conseiller de Jacques Toubon au ministère de la culture, s'enflamme, peste contre les ingénieurs de la CNR : « Il va falloir pomper l'eau en quantité incroyable, ils sont en train de réhabilitent les Shadocks ! » et contre « l'inévitable Edouard [Balladur], qui a réveillé un vieux projet en passe de s'enterrer doucement de lui-même ». Même le Front national y est allé de ses affiches anti-canal. Du côté de la tribune s'essaiment un début d'international des défenseurs de rivière. Deux Allemands invitent l'assistance à venir manifester sur les rives de l'Elbe. Les Autrichiens des bords du Danube se sont contentés d'envoyer un message. La représentante suisse de WWF a fait mieux, apportant un chèque de soutien pour sauver le Doubs, qui court aussi chez elle.

Le dirigeant d'une organisation anti-canal harangue la foule au sujet de la consultation officielle, lancée depuis le 30 mai, sur la réalisation — mais non sur l'opportunité — de la liaison Saône-Rhin. « Participez aux réunions publiques. Noyez les préfetures et les mairies de demandes de documents d'information, ils sont incapables de répondre à une vraie demande démocratique ! Mais ne renvoyez pas les questionnaires, ce serait cautionner cette concertation bidon. » Le « débat public » que promet le préfet de la région, François Lépine, ne fait que commencer.

Martine Valo

M. Le Pen « probablement » candidat aux législatives de 1998

LE PRÉSIDENT DU FRONT NATIONAL a déclaré, dimanche 9 juin, à Broué (Eure-et-Loir), que pour « beaucoup des deux cents députés [de la majorité] qui ont été élus à quelques dizaines ou quelques centaines de voix [en 1993], l'échec sera cruel » aux élections législatives de 1998. Il a annoncé qu'il sera « probablement » candidat à ces élections, et « peut-être » dans le Var. M. Le Pen a ajouté qu'il n'exclut pas que « le mode de scrutin, qui a été conçu pour nous éliminer de la vie politique, soit pour nous l'occasion d'une belle revanche ».

Cinq élections cantonales partielles

DORDOGNE Canton de Mareuil (2^e tour). L. 2 994 ; V. 2 273 ; A. 22,52 % ; E. 2 140. Frédéric de Saint-Sernin, RPR, d. 1 193 (55,74 %) — ECU. Gérard Tura, PS, 947 (44,25 %).

[Frédéric de Saint-Sernin, député et délégué général du RPR chargé des élections, conserve à la droite le canton de Mareuil (Dordogne), en emportant, dimanche 9 juin, le second tour de l'élection partielle organisée à la suite du décès de Raymond Rolland (UDF).

Ce succès était attendu au regard des résultats du premier tour et après la décision du candidat divers droite, Serge Biche, de ne pas se maintenir. Il est cependant moins confortable que prévu. Le socialiste Gérard Tura a sans doute bénéficié, à la fois, de la plus forte participation, et de voix venues de l'électorat de M. Biche.

2^e juin 1996 : L. 2 994 ; V. 2 199 ; A. 26,41 % ; E. 2 063. Frédéric de Saint-Sernin, 526 (40,00 %) ; Gérard Tura, 497 (24,06 %) ; Serge Biche, div. d., 426 (20,63 %) ; Francis Izam, PC, 244 (11,81 %) ; Michel Courtois, FN, 61 (2,95 %) ; Claude Garonne, MRP, 11 (0,53 %). 27 mars 1994 : L. 3 047 ; V. 2 508 ; A. 17,66 % ; E. 2 429 ; Raymond Rolland, div. d., 572 (33,89 %) ; Jean-Marc Brejonnou, PS, 781 (32,15 %) ; Yves Bernard, CNR, 776 (31,94 %).

LOIRE-ATLANTIQUE Canton de Nantes-X (1^{er} tour). L. 23 821 ; V. 3 342 ; A. 64,97 % ; E. 8 222. Joël Guérin, UDF, m. de Saint-Sébastien-sur-Loire, 3 893 (47,34 %) ; Dominique Raimbourg, PS, adj. m. de Nantes, 2 847 (34,62 %) ; Pierre Champeau, PC, 649 (7,89 %) ; Michel Duret, FN, 271 (3,29 %) ; Joël Garreau, écol., 256 (3,11 %) ; Jacques Mérot, écol., 227 (2,76 %) ; Gérard Callet, UDB, 79 (0,96 %).

[Arrivé en tête, l'UDF Joël Guérin a des chances d'emporter la gauche et le centre du sud de l'agglomération nantaise, qui était détenue par Maurice Laurent (PS), invalidé après son élection en mars 1994. En mars 1995, M. Guérin avait remporté de justesse la mairie de Saint-Sébastien-sur-Loire, avec 80 voix d'avance sur sa rivale Christine Laurent.

20 mars 1994 : L. 23 011 ; V. 12 489 ; A. 45,72 % ; E. 11 830 ; Alain Sallant, RPR, 4 819 (40,73 %) ; Maurice Laurent, PS, 4 648 (39,28 %) ; Christine Chevalier, PC, 988 (8,33 %) ; Marjory Piongenot, écol., 763 (6,44 %) ; Robert Charbonneau, FN, 612 (5,17 %).

LOZÈRE Canton de Nasbinals (1^{er} tour). L. 1 086 ; V. 728 ; A. 32,96 % ; E. 634. Pierre Aldebert, div. d., m. de Nasbinals, 634 — ECU. Pierre Aldebert (div. d.), médecin, était le seul candidat pour succéder à son père André Aldebert, décédé, qui fut conseiller général pendant vingt-neuf ans, et à son grand-père, qui fut lui aussi médecin, élu de ce canton et président du conseil général de Lozère au début du siècle.

22 mai 1992 : L. 1 126 ; V. 732 ; A. 17,44 % ; E. 699 ; André Aldebert, UDF-FR, 501 (35,22 %) ; Bernard Baskide, div. d., 331 (26,81 %) ; Elodie Aichet, div. g., 41 (4,56 %) ; Miquel, RPR, FN, 21 (1,63 %) ; Francis Estevenson, PC, 3 (0,25 %).

HAUT-RHIN Canton de Neuf-Brisach (1^{er} tour). L. 9 107 ; V. 4 251 ; A. 33,29 % ; E. 4 100. André Sieber, div. d. sout. UDF, m. d'Algersheim, 1 645 (40,12 %) ; Fernand Spatz, PS, 954 (23,26 %) ; Charles Thomas, RPR, 877 (21,39 %) ; René Engasser, div. d., 403 (9,82 %) ; René Becker, FN, 170 (4,14 %) ; Gil Michel, PC, 51 (1,24 %).

[Une erreur portant sur le nombre des inscrits avait, en octobre 1995, empêché le candidat socialiste Fernand Spatz de participer au second tour. Lui donnant raison, le tribunal administratif de Strasbourg a annulé l'élection du divers droite André Sieber, qui avait alors battu le RPR Georges Truchard. M. Sieber arrive en tête, devant M. Spatz, qui participait cette fois au second tour, mais sans grand espoir.

1^{er} octobre 1995 : L. 9 110 ; V. 4 488 ; A. 45,64 % ; E. 4 473 ; Georges Truchard, RPR, 1 456 (32,35 %) ; André Sieber, div. d., 1 026 (22,53 %) ; Fernand Spatz, PS, 913 (20,41 %) ; René Engasser, div. d., 795 (17,77 %) ; Roger Spieser, FN, 289 (6,32 %).

HAUTE-SAÛNE Canton de Fresnoy-Saint-Mamès (1^{er} tour). L. 3 258 ; V. 2 494 ; A. 23,44 % ; E. 2 460. André Huguin, RPR, 1 217 (49,47 %) ; Jean-Pierre Chausse, div. g., 1 035 (42,07 %) ; Jean-Marc Brissaud, FN, 120 (4,87 %) ; Pierre Marie, div. 88 (3,57 %).

[Une première élection partielle, après le décès du RPR Philippe Ouzal, avait été remportée en décembre 1995 par André Huguin, RPR, avec seulement six voix d'avance sur celle de son concurrent Jacques Saint-Etienne, soutenu par la droite et une partie des communistes locaux. En juin 1995, André Rouvière avait été élu en distanciant le même candidat de vingt-trois voix, mais cette élection avait été annulée par le Conseil d'Etat en raison de la candidature, lors de ce scrutin, de l'ancien maire Roland Anquet, déclaré indigne par décision de justice.]

10 décembre 1995 : L. 3 244 ; V. 2 296 ; A. 29,22 % ; E. 2 225 ; André Huguin, app. RPR, 1 042 (46,83 %) ; Jean-Pierre Chausse, div. g. sout. PS, 1 011 (45,46 %) ; Jean-Marc Brissaud, FN, 172 (7,73 %).

Une élection municipale partielle

GARD Besseges (2^e tour). L. 2 634 ; V. 2 393 ; A. 9,14 % ; E. 2 302. Liste André Rouvière, PS, 1 159 (50,34 %).

Liste Jacques Saint-Etienne, div., 1 143 (49,65 %).

[La liste conduite par le sénateur socialiste André Rouvière remporte le second tour de l'élection municipale partielle de Besseges avec seulement seize voix d'avance sur celle de son concurrent Jacques Saint-Etienne, soutenu par la droite et une partie des communistes locaux. En juin 1995, André Rouvière avait été élu en distanciant le même candidat de vingt-trois voix, mais cette élection avait été annulée par le Conseil d'Etat en raison de la candidature, lors de ce scrutin, de l'ancien maire Roland Anquet, déclaré indigne par décision de justice.]

Dans une grande Université
CALIFORNIE FLORIDE
Stages linguistiques ou Études.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS
(1) 45 50 28 28

Les Méthodes de la Culture
et de l'Audiovisuel
Formation d'Assistant en 2 ans
Recrutement BAC + 2
ISMC - 6, rue de Brague
75003 PARIS - Tél. 44.54.52.82 ou
44.54.52.93 - Télécopie 44.54.52.81
ISMC - Enseignement d'Enseignement
Supérieur Technique privé

PRÉFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE
DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT
BUREAU URBANISME, AMÉNAGEMENT ET CADRE DE VIE
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
DEUXIÈME INSERTION
Enquête ouverte
du 10 juin au 12 juillet 1996 inclus

Par arrêtés préfectoraux n° 96 DAEEXP 080 du 14 mai 1996 et 96 DAEEXP 081 du 24 mai 1996 ont été prescrites l'ouverture d'une enquête publique portant à la fois :

- sur l'utilité publique des travaux de reconstruction des lignes 400 et 225 kV MORBAS-VILLEVAUDE, de la ligne 225 kV VAIRES-VILLEVAUDE 2 et de réaménagement des lignes 225 kV au sud du poste de VILLEVAUDE ;
- et sur la mise en compatibilité des POS des communes de BOUSSY-SAINT-MARTIN, POMPONNE, ROISSY-EN-BRIE, SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES, TORCY et VILLEVAUDE.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier et le registre d'enquête seront déposés en préfecture de Seine-et-Marne, en sous-préfecture de Meaux et dans les mairies des communes de BOUSSY-SAINT-MARTIN, COLLÈGIEN, CROISSY-BEAUBOURG, POMPONNE, ROISSY-EN-BRIE, SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES, TORCY, VILLEVAUDE ainsi qu'à CLAYE-SOUILLY et LAGNY, chefs-lieux de canton, pour être tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture à savoir :

- Préfecture de Seine-et-Marne : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.
- Sous-préfecture de MEAUX : du lundi au vendredi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 16h.
- BOUSSY-SAINT-MARTIN : les mardi et vendredi de 18h à 19h ; le mercredi de 11h à 12h.
- COLLÈGIEN : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le jeudi de 13h30 à 19h.
- CROISSY-BEAUBOURG : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h à 18h ; le samedi de 9h à 12h.
- POMPONNE : du lundi au samedi de 9h30 à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi et samedi après-midi.
- ROISSY-EN-BRIE : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h ; le samedi de 8h30 à 11h30.
- SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES : le lundi de 15h à 18h ; les mardi et vendredi de 9h à 17h ; le mercredi de 9h à 12h et de 14h à 17h ; le jeudi de 15h à 17h ; le samedi de 9h à 12h.
- TORCY : du lundi au vendredi de 8h45 à 12h et de 13h30 à 17h45, sauf le mardi après-midi.
- VILLEVAUDE : du lundi au vendredi de 15h à 18h ; le samedi de 9h à 12h.
- CLAYE-SOUILLY : du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h30, sauf le vendredi de 13h30 à 17h ; le samedi de 8h30 à 11h45.
- LAGNY : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h45 ; le samedi de 9h à 12h.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur, Monsieur Thierry FLIPO, ingénieur ESTP-architecte.

Le siège de l'enquête est fixé à la préfecture de Seine-et-Marne.

Toute personne pourra faire connaître ses observations :

- soit en les consignnant sur les registres tenus à sa disposition.
- soit en les adressant au commissaire-enquêteur à la Préfecture (Direction des Actions de l'Etat - 1^{er} Bureau - rue des Saints Pères - 77010 MELUN cedex).

Le commissaire enquêteur agira en personne pour y recevoir le public en :

- Mairie de VILLEVAUDE : mercredi 26 juin 1996 de 15h à 18h.
- Mairie de TORCY : mercredi 3 juillet 1996 de 13h30 à 16h30.
- Mairie de BOUSSY-EN-BRIE : vendredi 12 juillet 1996 de 14h à 17h.

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront transmis au commissaire-enquêteur dans les 24 heures par le préfet, le sous-préfet et le maire des communes concernées.

Copie des conclusions du commissaire-enquêteur sera déposée dans les mairies intéressées, à la sous-préfecture de Meaux et à la préfecture de Seine-et-Marne. Il en sera donné connaissance à toute personne concernée qui devra en faire la demande écrite au préfet.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996

EXCLUSION Le congrès de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (Fnars), dont les services prennent en charge environ

500 000 personnes par an, s'est ouvert à Paris le 10 juin. Leurs responsables ont souhaité une meilleure organisation des accueils d'urgence. ● LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT à

l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, souhaite instituer « une véritable obligation d'accueil dans notre dispositif social et médico-social ». Elle « ne se discute

pas et s'applique à toute personne en détresse, quel que soit son statut », a-t-il ajouté. ● PLUSIEURS MAIRES ont, comme l'an dernier, pris des arrêtés municipaux inter-

disant la mendicité durant l'été. Menton est venue s'ajouter ce week-end à une liste déjà longue, malgré les vives critiques émises l'été dernier contre ces mesures.

M. Emmanuelli plaide pour « une chaîne » de solidarité plus cohérente

A l'occasion du congrès des responsables des centres d'hébergement, la multiplication, la redondance, parfois, des dispositifs de lutte contre l'exclusion ont été mises en cause. En insistant sur l'« obligation d'accueil », le secrétaire d'Etat a souhaité une meilleure coordination

« BERCY VOUS RÉSISTE, monsieur le ministre ! », a lancé, avec regret, Jean-Jacques Delarbare, président de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (Fnars), lors de l'ouverture du congrès biennuel de cette organisation, réuni les 10 et 11 juin à la Cité de la Ville, à Paris. La remarque s'adressait à Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, et M. Delarbare évoquait en l'occurrence les 220 millions de francs (soit 10 % de la dotation globale) qui, selon lui, manquent au budget de fonctionnement des centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS). En raison de cette insuffisance, « des dizaines de milliers de personnes sont en danger dans la rue », exagérât-il à peine le président de la Fnars.

Sans répondre précisément sur le budget de fonctionnement des CHRS, M. Emmanuelli devait cependant indiquer : « Je m'emploie à assurer aux structures de l'urgence sociale un financement plus sûr, et j'ai bon espoir que nous pourrions réaliser cet effort budgétaire en 1997, malgré le contexte économique difficile. » Les congressistes n'ont alors pas manqué de relever que le secrétaire d'Etat avait désigné les « structures de l'urgence sociale », qui, dans l'ensemble, n'ont pas le statut de CHRS, alors que ces derniers, spécialisés dans l'hébergement à moyen terme et dans la réinsertion, n'ont pas pour mission l'accueil d'urgence.

LES DROITS FONDAMENTAUX Xavier Emmanuelli ne s'est évidemment pas trompé de public. Il est allé au contraire dans le sens espéré par la Fnars, qui souhaite que les dispositifs d'urgence entrent dans le giron des CHRS. Le thème de ce congrès était, du reste, explicite : « De l'urgence à l'insertion : un projet associatif, professionnel et citoyen. »

Dans l'esprit du secrétaire d'Etat, comme dans celui des dirigeants de la Fnars et de beaucoup d'autres associations de solidarité, il s'agit d'établir une chaîne cohérente, qui serait idéalement la suivante : aller de la prise en charge physique par le SAMU social ou l'accueil de jour jusqu'à l'insertion ou la réinsertion dans la so-

ciété. Une chaîne dont les principaux maillons seraient, avec le recouvrement de tous les droits fondamentaux, les soins - y compris psychiatriques - gratuits, le logement d'urgence puis d'insertion, l'accompagnement social, le retour à l'activité, l'emploi d'utilité sociale.

Aujourd'hui, cette chaîne n'est plus un robin de papier. Le SAMU social - ou son équivalent - existe dans de nombreux départements ; les accueils de jour se multiplient ; l'hébergement hivernal d'urgence est, si l'on en croit un récent rapport gouvernemental (*Le Monde* du 25 mai), quantitativement suffisant ; enfin, le plan Périssol a, pour l'instant, dégagé 12 000 logements en faveur des plus démunis.

Mais ces avancées sont loin de constituer, dans le domaine de l'urgence - et encore moins dans celui de l'insertion -, le « réseau » souhaité, notamment, par M. Emmanuelli. Sans même parler d'une nécessaire harmonisation entre quatre plans départementaux qui se chevauchent : logement des plus démunis (loi Besson de 1990), accueil et hébergement d'urgence (loi habitat de 1994), schéma d'ac-

cueil des CHRS et dispositifs hivernaux.

S'agissant de l'urgence face à la montée de l'exclusion, de nombreuses initiatives sont nées au cours de ces dernières années, des boutiques de solidarité (à l'instigation de l'abbé Pierre) aux haltes de jour. Des associations privées, mais aussi des organismes publics « non spécialisés », comme la SNCF ou la RATP, en sont à l'origine.

Pour louable qu'il ait été, cet effort de solidarité, non coordonné,

laisse maintenant apparaître - parfois - des défauts. Le congrès de la Fnars les a exposés, tout en se gardant d'opérer un réquisitoire brutal : accueil « à la tête du client », prestations médiocres, si non indignes, incompétence de bénévoles, voire de professionnels insuffisamment formés, face à des cas lourds. Aujourd'hui, trop d'associations veulent, chacune, « couvrir » le champ entier de l'exclusion, du colis alimentaire à la lutte contre le sida. Ce que Xavier Emmanuelli s'est contenté d'appe-

ler pudiquement, lundi, des « redondances ».

Pour y remédier, l'idée du secrétaire d'Etat, agréée par la Fnars, est d'abord d'instituer « une véritable obligation d'accueil [inscrite dans une charte nationale] dans notre dispositif social et médico-social ». « Le devoir d'accueil, a-t-il dit, ne se discute pas et s'applique à toute personne en détresse, quel que soit son statut. »

ÉCART BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE

En clair : on prend d'abord en charge et l'on regarde ensuite si la personne est en situation régulière ou non. Alors que la tendance est plutôt de poursuivre en justice les dirigeants associatifs qui abritent des « clandestins », cette position de M. Emmanuelli fait d'autant plus grincer des dents dans les sphères gouvernementales qu'il la défend dans son projet de loi contre l'exclusion : ce ne sont pas seulement des considérations budgétaires, même déterminantes (*Le Monde* du 25 mai), qui retardent la « sortie » du texte de l'hôtel Matignon.

Cette obligation d'accueil découragerait les associations les

moins aptes à s'occuper des problèmes d'alcool, de toxicomanie, de séropositivité, de violences conjugales... Mais elle suppose, en contrepartie, un soutien juridique et financier de l'Etat. Cet aval, les CHRS, régis par divers textes (lois de 1974 et 1975, décret de 1976, circulaire de 1991), l'ont, et il suffirait d'un simple « toilettage » législatif pour que le dispositif d'urgence leur soit confié. De la même manière, pour faire face aux besoins, d'autres établissements, dûment reconnus pour leur caractère professionnel, pourraient acquiescer le statut de CHRS.

L'écueil est encore une fois d'ordre budgétaire. Beaucoup de structures d'accueil d'urgence sont actuellement cofinancées par des collectivités locales. Au nom de la décentralisation, l'Etat s'est désengagé financièrement de certaines prises en charge (enfants en bas âge, handicapés) réalisées par les CHRS. Les collectivités locales ne seront-elles pas tentées, à leur tour, de retirer leur concours financier aux établissements devenus CHRS ?

Michel Castaing

500 000 personnes prises en charge par an

Il existe en France quelque 700 centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS), habillés par la loi à accueillir des sans-abri dans la limite de leurs 35 000 places. Environ 500 centres sont regroupés au sein de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (Fnars), qui fête cette année son quarantième anniversaire. Les autres sont gérés par des municipalités, des caisses d'allocation familiales, d'autres établissements publics ou des associations qui n'ont pas encore souhaité se fédérer.

La Fnars administre au total 1 300 centres et services, qui emploient 8 000 salariés et autant de bénévoles. Elle prend en charge quelque 500 000 personnes par an. La durée de séjour ne peut pas, sans dérogation, dépasser six mois et doit déboucher sur un projet d'insertion. Le budget de la Fnars (2,2 milliards de francs en 1996) est essentiellement financé par l'Etat, avec un apport des départements.

Menton s'inscrit sur la liste des villes interdisant la mendicité

POUR la deuxième année consécutive, le feuilleton social de l'été risque d'être nourri par des « affaires » de mendicité. Après André Labarrière, député et maire socialiste de Pau (Pyrénées-Atlantiques), qui vient d'être élu, jusqu'en 1^{er} octobre, la mendicité dans le centre-ville et la consommation de boissons alcoolisées dans la rue (*Le Monde* du 31 mai), c'est au tour de Jean-Claude Guibal, maire UDF de Menton (Alpes-Maritimes), de brandir la plume de la répression.

M. Guibal va encore plus loin que M. Labarrière, comme s'il y avait, en l'espèce, une sorte de sténographie politique, la gauche ne devant pas avoir, en l'occurrence, le monopole de la sécheresse de cœur : le premier magistrat de Menton a non seulement pris les mêmes dispositions que le maire de Pau, mais encore il a ajouté à la liste des prohibitions « la vente des journaux à la criée et le regroupement des chiens, même tenus en laisse ». Comme les journaux, même contestataires, ne se vendent pas - hélas ! - tout seuls et que les chiens n'ont pas un instinct grégaire particulièrement développé, il n'est pas difficile d'en déduire que ce sont leurs « propriétaires » qui sont ainsi visés, no-

tamment les marginaux qui rejoignent la Côte d'Azur en été.

La préfecture des Alpes-Maritimes a donné son aval. En effet, M. Guibal a pris soin de délimiter son arrêté dans le temps et dans l'espace pour ne pas contredire la loi. L'an dernier, des décisions municipales interdisant la mendicité avaient été annulées par les tribunaux administratifs en raison de leur caractère trop général. Une circulaire du ministère de l'Intérieur, signée le 20 juillet 1995, avait alors fourni aux élus, via les préfets, une sorte de mode d'emploi de la lutte contre la « manche », qui n'avait pas fait l'unanimité au sein du gouvernement. Un communiqué de Matignon avait même assuré qu'« on ne peut mettre fin par arrêté aux multiples causes de la mendicité ».

Aujourd'hui, d'autres maires ont les mêmes velléités de proscrire la main tendue. A Metz (Moselle), l'adjoint s'en est, à Bagères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) et à La Rochelle (Charente-Maritime), où Michel Crépeau (Radical) avait, en juillet 1995, pris la tête de la croisade anti-vagabonds, on s'apprête à ce n'est déjà fait, à rejouer les épisodes précédents.

Si l'épidémie d'ukases s'étend, cela signifiera que tout ce qui a pu être dit l'an dernier sur le sujet n'aura servi à rien. En particulier, cette évidence : l'arsenal législatif de notre pays est suffisant pour réprimer l'ivresse sur la voie publique, le tapage nocturne et toutes les sortes de violences qui peuvent être commises dans la rue.

L'arsenal législatif de notre pays est suffisant pour réprimer l'ivresse sur la voie publique ou le tapage nocturne

N'auront servi à rien, non plus, les actions engagées, dès l'été dernier, par Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, avec les missions de deux médiateurs - Bernard Quaranta et Danielle Huéges -, concluant notamment sur la né-

cessité de constituer des équipes de rue et d'installer des structures d'accueil pour les jeunes errants.

Les municipalités concernées n'auront-elles donc pas été aidées par les pouvoirs publics dans cet aspect de la lutte contre l'exclusion ? Des élus de villes festives, réunis à l'automne dernier à Aurillac (*Le Monde* daté 22-23 octobre 1995), avaient constaté les impasses de l'option répressive et souhaité définir de nouvelles méthodes de prise en charge des jeunes errants. Ils n'auraient alors rien décidé, rien réalisé ?

Pendant des années, la France a suivi, hiver après hiver, le feuilleton des victimes du froid, avant qu'un gouvernement ne mette en place un important dispositif. Ce même gouvernement va-t-il laisser se développer, été après été, un scénario moins tragique, mais tout aussi attentatoire au respect de la personne ? On ne comprendrait guère, aujourd'hui, que le premier ministre et le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence se contentent, qui d'un communiqué, qui d'un rapport.

M. C.

Paris-Bruxelles. 2 heures. Comme quoi Bruxelles est un champignon de Paris.



Paris-Bruxelles en train à grande vitesse. En 2 heures, de centre à centre. 14 fois par jour, soit un départ toutes les heures de 6h30 à 19h30. Service attentionné et collation à la place, offerte en Confort 1 pendant la semaine.

THALYS, LE TRAIN-ECLAIR

Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer belges, français, néerlandais et allemands.

Info et réservations : 36.35.35.36 (2,23 FF la minute) Gares et agences de voyages Informations sur Internet : <http://www.thalys.com>

Une expertise donne raison au Crédit lyonnais contre Bernard Tapie dans l'affaire Adidas

La banque n'avait pas cherché à « ruiner » le député des Bouches-du-Rhône

M. Tapie avait toujours expliqué que l'abandon de l'entreprise d'articles de sport, qu'il avait qualifiée d'« affaire de sa vie », n'était dû qu'à

son choix de se consacrer à la politique. L'expertise judiciaire commandée par le juge Eva Joly conclut qu'il n'eût en réalité d'autre alternative

et que, contrairement aux assertions du député, le Crédit lyonnais ne s'est pas vendu Adidas à lui-même.

MIS EN EXAMEN la semaine dernière pour « banqueroute » par le juge d'instruction parisien Eva Joly, Bernard Tapie va au-devant d'une nouvelle déconvenue. L'expertise judiciaire commandée au mois de septembre 1995 par M^{me} Joly, et rendue le 26 avril, décrit en effet l'évolution de ce qui fut le « groupe Tapie » sous un jour nettement défavorable. Sur-tout, le diagnostic de l'expert, Marcel Péronnet, sur les conditions de l'achat et de la revente d'Adidas, laisse mal augurer des chances du député-homme d'affaires de reprendre le dessus dans le conflit qu'il oppose, depuis maintenant plus de deux ans, au Crédit lyonnais.

Sur la base d'un précédent rapport d'expertise, commandé, celui-là, par le tribunal de commerce, les deux liquidateurs des sociétés de M. Tapie, Jean-Claude Pierrel et Yannick Pevet, avaient assigné la banque d'Etat, pour lui réclamer le paiement de 2,5 milliards de francs de dommages et intérêts (*Le Monde* du 22 février). L'ancien ministre de la Ville avait alors bruyamment annoncé son intention de s'associer à cette démarche, pour réclamer 6 milliards de francs au Crédit lyonnais, montant dont il assurait avoir été floué lors de la revente d'Adidas en 1993 (*Le Monde* du 7 mars). Cette procédure est aujourd'hui suspendue par l'ouverture, devant la juridiction pénale, de l'information judiciaire pour « banqueroute » qui vise, outre M. Tapie et son épouse, deux anciens dirigeants de la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit lyonnais qui fut longtemps le meilleur de ses soutiens (*Le Monde* du 8 juin).

Certes, la banque n'échappe pas aux critiques de l'expert, celui-ci estimant précisément que la SBO a « maintenu et accru ses concours [aux sociétés de M. Ta-

pie] dans des conditions non conformes à la pratique bancaire ». Le rapport indique toutefois que les deux « sociétés centrales », Groupe Bernard Tapie (GBT) et Financière et immobilière Bernard Tapie (FIET), se trouvaient engagées, dès avant l'achat d'Adidas, en 1990, dans un processus de déclin qui devait les conduire à une « situation de liquidation virtuelle ». L'expert note au passage que l'« évolution des centres d'intérêt de M. Tapie » peut en partie expliquer cette déconvenue, ajoutée à certaines pratiques contes-

frances, que « le groupe Tapie n'avait pas les moyens financiers permettant la réalisation d'une opération de cette ampleur ».

Au total, relève le rapport, le groupe Tapie, via sa holding BTF, n'a détenu le contrôle d'Adidas que durant vingt-neuf mois, d'août 1990 à janvier 1993. De l'achat de l'entreprise à sa revente, plusieurs tours de table financiers ont été composés, « dans lesquels la contribution du groupe Tapie est toujours restée marginale ». Le député a, depuis, accusé le Crédit lyonnais d'avoir cherché à le « ru-

231 millions de francs pour BTF ; 543 millions pour le Crédit lyonnais ; 138 millions pour les AGF. « En considération des rôles respectifs et des risques assumés, conclut-il, ces rémunérations apparaissent globalement équitables ».

Réfutant les accusations de M. Tapie, le rapport Péronnet indique ainsi que BTF « a pu prendre le contrôle d'Adidas sans apport de fonds propres et a bénéficié d'une part significative de la plus-value globale, alors même que sa contribution à l'amélioration de la gestion n'apparaît pas déterminante », cependant que le Crédit lyonnais « assumait les principaux risques, en qualité à la fois d'associé et de créancier-gagiste » et que la banque avait, dès lors, « le plus grand intérêt à faciliter la reconstitution du capital en octroyant aux associés et dirigeants potentiels des conditions d'entrée attractives ».

De fait, le Crédit lyonnais débiqua des crédits à très faible taux d'intérêt à l'attention des candidats au rachat, même lorsque ceux-ci ne présentaient pas toutes les garanties de transparence, tels les fonds off-shore Omega Ventures et Coarbridge Holdings, respectivement immatriculés à Jersey et dans les îles Vierges britanniques.

L'expertise révèle que ces fonds sont en réalité « contrôlés par de grands établissements financiers anglo-saxons, soit respectivement la Citibank et Argos Sedit, filiale de la banque Warburg », écartant par là-même le soupçon, formulé par les liquidateurs du groupe Tapie, d'une opération de « portage » conduite par le Crédit lyonnais.

En concluant que la banque ne s'est pas vendue Adidas à elle-même, l'expert prive ainsi M. Tapie de l'un de ses derniers arguments.

Hervé Gattegno

« Un risque très important pour la SBO »

De 268 millions de francs en 1989, l'endettement global du groupe Tapie s'est accru jusqu'à 4,3 milliards à la fin de 1992, dont 82 % à l'égard de la seule SBO. « Le groupe Tapie, au fur et à mesure de l'augmentation des concours et du désengagement progressif des autres banques, est ainsi devenu un risque très important pour la SBO », commente l'expert. Signalant des « lacunes importantes » dans le « suivi de ce risque », il précise que « la banque ne disposait qu'avec un certain retard de la documentation comptable relative aux sociétés du groupe et n'a pratiquement jamais eu recours à des avis professionnels pour l'évaluation des garanties offertes » ; que, par ailleurs, les estimations, par la SBO, des actifs du groupe Tapie « ont connu dans le temps d'importantes fluctuations, qui ne peuvent être expliquées par la seule évolution du marché ». Enfin, « les commentaires exprimés par les services (...) font état de réserves peu cohérentes avec les évaluations optimistes qui en constituaient les conclusions ».

tables : « Les besoins de train de vie, en l'absence de résultats, pesaient sur le compte courant de M. Tapie et contribuaient à une dégradation rapide de la situation », indique M. Péronnet, précisant qu'entre 1989 et 1994 « les prélèvements de toute nature » opérés sur les comptes de FIET se sont élevés à 256 millions de francs.

« PROFIT NET ÉQUITABLE » D'une situation aussi « irrémédiablement compromise », l'expert déduit, à propos de l'acquisition d'Adidas pour 1,5 milliard de

ner » en « s'appropriant les titres Adidas à bas prix afin de réaliser une plus-value considérable ».

La banque avait revendu, le 12 février 1993, la participation de BTF dans Adidas - qui s'élevait à 78 % - au prix de 2 milliards de francs, alors qu'elle en valait 8,5 en novembre 1995, date de l'introduction en Bourse du fabricant d'équipements sportifs. Au terme de ses travaux, l'expert a estimé le « profit net » dégagé par les trois principaux protagonistes de la revente d'Adidas, « après rémunération des capitaux investis » :

Condamnation d'un proxénète qui faisait chanter deux députés

RACHID SARGHINI a été condamné, jeudi 6 juin, à six ans d'emprisonnement et à 500 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines) pour proxénétisme aggravé et violences volontaires. Cet homme de trente-deux ans avait également tenté de faire chanter certains clients de ses trois protégées, dont deux députés.

C'est en enquêtant sur une affaire de vol à main armée que les policiers de Versailles l'interpellèrent, en avril 1994, Rachid Sarghini en compagnie d'une jeune femme, Stéphanie. Outre une somme de 60 000 francs, ils mettaient la main sur un cahier et sur un agenda où sont méticuleusement notées, au jour le jour, des sommes variant de 750 à 2 000 francs. Si les enquêteurs soupçonnent une affaire de proxénétisme, ce n'est qu'en février de l'année suivante, en arrêtant Virginie dans un bar de la Guadeloupe, qu'ils découvrirent que le souteneur avait tenté de faire chanter plusieurs clients de ses protégées, dont deux députés.

C'est après avoir rencontré Rachid, « que

tout le monde connaissait » dans la cité d'Elancourt où il habite avec sa femme et ses deux enfants, « en bon père de famille », que Stéphanie, Virginie et Dominique, trois jeunes filles âgées d'un peu moins de vingt ans, se prostituèrent. « On était une bande de copains et tout le monde en profitait », expliquera Rachid à l'audience. « Surtout vous », rétorquera le président de la 5^e chambre du tribunal correctionnel de Versailles, Jean-Michel Hayat.

Pour rendre ce commerce encore plus lucratif, le chantage y avait été ajouté. Virginie devait détecter ses clients les plus aisés et relevait le numéro d'immatriculation de leur voiture, que Rachid Sarghini faisait ensuite identifier par un policier parisien, oncle d'une de ses amies qui, elle, servait de chauffeur aux jeunes femmes. C'est ainsi qu'après avoir extorqué des sommes modestes à un restaurateur des Champs-Élysées et à un biologiste, il s'intéressa à deux députés, l'un du nord de la France - manœuvre qui échoua -, l'autre également maire d'une commune de la région parisienne. Ce der-

nier, pour éviter des révélations gênantes, versera, entre septembre 1993 et avril 1994, des sommes dont le total est évalué entre 150 000 et 200 000 francs. Pour faire pression sur lui, Rachid Sarghini et sa jeune protégée n'avaient pas hésité à le menacer jusqu'à son domicile, et cette dernière à se rendre dans son bureau de l'hôtel de ville pour obtenir de l'argent en lui promettant de lui restituer des cassettes audio comportant des conversations enregistrées à son insu.

En avril 1994, Virginie avoue avoir « cruqué » et, pour fuir celui qui la battait régulièrement, accepte la proposition du député de lui offrir un billet d'avion pour la Guadeloupe. Un avis de recherche sera lancé, ce qui conduira, en février 1995, les policiers de la PJ de Versailles à l'interpellation dans un bar de Pointe-à-Pitre. La jeune fille n'aura pas à faire d'aveux car, entre-temps, prise de remords, une autre « copine », avait tout révélé sur le chantage aux enquêteurs. Virginie a été condamnée à un an de prison avec sursis.

Jean-Claude Pierrelle

M. Dupon-Lahitte, nouveau président de la FCPE

REUSSIR
MAÎTRES-LEÇONS
HEC - SCIENCES-PO
 Stages intensifs et Classes préparatoires "Pôles"
MATH SUP et SPÉ
 Stages intensifs et Math Spé PC "Pôles"
MÉDECINE-PHARMA
 Pré-entrée et Enseignement scientifique annuel
DRÖIT - SC. ECO
 Pré-entrée et Enseignement annuel
APRÈS-ENTRÉE-MATHS
HEC - ESCP / ESSEC
SCIENCES-PO / CFPA
MEILLEURS
RÉSULTATS NATIONAUX
IPESUP PREPASUP
 43.25.63.30 3615 IPESUP
 18 rue du Cœur Notre-Dame 75004 Paris
 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

AVEC L'ÉLECTION, samedi 8 juin, d'un nouveau président, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) semble vouloir mettre fin à une période de crise. Georges Dupon-Lahitte, quarante-quatre ans, enseignant en sciences de l'information et de la communication à l'université de Bordeaux-III, remplace Bernard Boreck. L'ancien président, qui se retire pour raisons de santé, n'avait pris la direction de la fédération, en septembre 1994, que sur la demande insistante de ses amis, à la suite de querelles internes : la fédération changeait alors pour la première fois de « patron » entre deux congrès. Le nouveau président, père de six enfants « du début du primaire à l'université », peut, du moins statutairement, jouer la longévité : les dirigeants de la fédération n'ont obligation de renoncer à leur mandat que lorsque leur dernier enfant quitte le système scolaire. Après un congrès très houleux

(*Le Monde* du 29 mai), la tâche qui attend M. Dupon-Lahitte et son équipe n'en est pas moins ardue. Même si les graves problèmes financiers font partie du passé, même si M. Dupon-Lahitte forme, selon un proche, « un bon tandem » avec la secrétaire générale, Jocelyne Piot, et que les adhésions reviennent, les problèmes restent présents. Le nouveau président, qui exerce des responsabilités au sein de l'organisation de parents depuis neuf ans, écarte tout risque de scission comme à la FEN, entre socialistes et communistes. « La FCPE n'est pas organisée en tendances et les choix de chacun sont très variés », explique M. Dupon-Lahitte, jugeant infondées les craintes exprimées lors du congrès. La question de la participation de la FCPE au débat social lui semble en revanche beaucoup plus d'actualité.

Constatant l'échec du « carrefour laïque », qui a tenté de rassembler plusieurs organisations de

gauche après la révision manquée de la loi Falloux, M. Dupon-Lahitte estime que la vraie question réside dans la crise de la représentation. « On trouve d'un côté un conseil supérieur de l'éducation où toutes les organisations sont représentées mais que personne n'écoute et, de l'autre, la commission Faureux à qui l'on demande de repenser le système éducatif », s'indigne-t-il. Dans l'année qui vient, il lui faudra en tout cas mener à bien l'élaboration du nouveau projet éducatif de la FCPE « pour aller plus loin dans l'esprit de la loi d'orientation de 1989 » sans négliger les batailles au quotidien. Ainsi, le nouveau président assure vouloir « se battre pour la gratuité, la lutte de plus en plus en brèche dans une société de plus en plus inégalitaire ». Premier bilan dans un an, lors du renouvellement du bureau et la remise en jeu des mandats.

Béatrice Gurrey

Une tombe du cimetière central de Toulon a été profanée

M. Marchiani parle d'« acte antichrétien »

TOULON

de notre correspondant
 La tombe d'une septuagénaire a été profanée, dans la nuit du 8 au 9 juin, au cimetière central de Toulon, situé sur les hauteurs de la ville. C'est dimanche 9 juin, en venant fleurir la tombe de son épouse, qu'une Toulonnaise a découvert, au milieu d'une allée, le cadavre d'Yvonne Foin, décédée en 1976 à l'âge de soixante-dix-sept ans et inhumée depuis dans le dépositaire. La dépouille avait un crucifix planté à l'envers à hauteur du cœur et une plaque mortuaire, ornée d'une vierge, écrasée sur le visage ; un autre crucifix était planté en terre à côté du corps.

Selon les informations proches des enquêteurs, ce sont deux personnes au moins qui auraient opéré « avec une détermination et une minutie machiavélique ne devant rien au hasard ». Elles auraient choisi une sépulture particulièrement décorée de signes religieux avant d'en desseller les plaques, sans la briser, d'en retirer la bière et de la déposer dans l'allée. Pour en extraire le corps, il leur aura fallu ouvrir le cercueil de bois, puis la protection de zinc qu'elles ont découpée dans sa partie supérieure.

Les profanateurs n'ont laissé sur place, aucun message, aucune trace, permettant de les identifier. En revanche, « on ne peut pas exclure qu'ils aient délibérément choisi un corps momifié, pour mettre en exécution leur funèbre mise en scène. Et comment pouvaient-ils être au courant que la défunte avait subi ces soins de conservation après

son décès ? » Les enquêteurs ne semblent pas privilégier un acte exécuté sans préméditation ni préparation.

Le procureur de la République de Toulon a ouvert une information pour « profanation à caractère raciste » et n'écarte aucune piste. Pour Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, « cet acte antichrétien » pose problème et il « espère qu'il ne s'agit pas d'une riposte à l'interdiction du concert du groupe de rap NTM (*Le Monde* des 4 et 5 juin), faute de quoi on aurait franchi un pas de plus dans l'ignominie ». M. Marchiani veut « croire qu'il ne faut voir qu'un concours de circonstances malheureuses entre cette interdiction et la proximité de la préfecture, qui ne se trouve qu'à 200 mètres du cimetière ».

ÉTONNEMENT À GAUCHE

Si cet acte a suscité une indignation dans toute la classe politique varoise, les partis de gauche ont été étonnés par ces déclarations. Danièle Demarchi, conseillère régionale communiste, estime « indécent, en de pareilles circonstances, de faire de semblables supputations. Le préfet ne semble pas être à la hauteur de la responsabilité qui est la sienne ». Pour Robert Alfonsi, secrétaire du PS à Toulon, « M. Marchiani met de l'huile sur le feu en extrapolant de manière intempestive et en se référant une fois de plus à des valeurs chrétiennes que je respecte mais qui ne constituent pas les fondements d'un Etat laïque ».

José Lertzin

Manifestations de soutien aux étrangers « sans papiers »

SEPT PÉRIES étrangers d'enfants français ont commencé, vendredi 7 juin, une grève de la faim à Lille (Nord) pour obtenir la régularisation de leur droit au séjour. Soutenus par un collectif d'associations et de syndicats, les grévistes - cinq Guinéens, un Zaïrois et un Algérien - reprochent à la préfecture du Nord de « retarder au maximum les démarches » de régularisation prévues par les circulaires ministérielles et de ne leur délivrer que des autorisations de séjour de trois mois n'ouvrant pas droit à l'emploi. Selon la préfecture, tous les dossiers devaient être examinés, mardi 11 juin, lors d'une rencontre entre représentants de l'administration et des associations.

A Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), une trentaine de « sans-papiers » occupent une salle paroissiale pour obtenir une régularisation, avec le soutien du curé de la paroisse, de la Pastoral des migrants et du maire (PCF) de la ville. Les différents mouvements de « sans-papiers » qui se multiplient depuis l'occupation de l'église Saint-Ambroise à Paris, doivent converger, samedi 15 juin, lors de manifestations, à Paris et à Lyon notamment, organisées par les associations de défense des droits de l'homme avec le soutien des partis de gauche.

DÉPÊCHES

■ VIOLENCES : sept contrôleurs de la RATP ont été roués de coups, vendredi soir 7 juin à Montrouge (Hauts-de-Seine), par un groupe d'une vingtaine de personnes. Afin de verbaliser un adolescent qui voyageait sans titre de transport, les contrôleurs étaient descendus à un arrêt proche du commerce tenu par le père de l'adolescent. Ils ont été pris à partie par ce dernier et par des habitants du quartier. Le père et le fils ont été placés en garde à vue.

■ LOGEMENT : une centaine de sans-abri ont occupé la galerie Claridge sur les Champs-Élysées, à Paris, dimanche 9 juin après-midi, à l'initiative de l'association Droit au logement (DAL) et du Comité des sans-logis. En occupant cet immeuble, propriété de l'UAP, les manifestants souhaitent faire pression sur la compagnie d'assurance qui est, selon le Comité des sans-logis, « propriétaire de centaines, peut-être de milliers de chambre de bonnes inoccupées à Paris ».

■ NOYADE : un homme de trente-sept ans et ses deux filles de cinq et huit ans ont péri noyées, samedi 8 juin, dans le Doubs, près de Dole (Jura). Les corps ont été retrouvés dimanche, en milieu d'après-midi, après des recherches qui ont mobilisé dix-huit plongeurs.

■ MEURTRE : un homme a été tué par balles, samedi 8 juin, dans le centre de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) par deux individus circulant à moto. La victime, un homme d'une trentaine d'années, a été atteint de deux balles à la tête et au ventre alors qu'il réparait une voiture dans la cour d'un restaurant. Selon les premiers éléments de l'enquête, il pourrait s'agir d'un règlement de comptes entre truands, la victime étant bien connue des services de police.

■ POLLUTION : le mazout qui a pollué, dimanche 9 juin, le réseau d'eau potable de cinq communes de Corse-du-Sud, provient de rejets émanant des installations d'une papeterie, située en aval du point de captage du réseau d'eau potable. Un circuit de secours a été mis en place pour les quelque 15 000 abonnés des communes de Porticcia, Bastelica, Albitreccia, Agosta et Pietrosella. Les services techniques procédaient, dimanche en fin de journée, aux opérations de vidage et de nettoyage du réseau d'eau potable.

■ PÉNURIE : un tableau de Paul Gauguin, estimé à 5 millions de francs et volé en 1992 à un particulier, a été retrouvé, vendredi 7 juin en région parisienne, par les policiers qui ont interpellé le receleur présumé, un sexagénaire « au lourd casier judiciaire ». Jean Mariolle, soixante-neuf ans, a été écroué ce week-end à l'issue de sa garde à vue à la brigade de répression du banditisme (BRB). Chez lui, à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), les enquêteurs ont retrouvé des aquarelles attribuées à Dufy, une esquisse signée Salvador Dalí ainsi qu'une aquarelle attribuée à Fernand Léger.

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996 / 11

Trois des six réfugiés basques expulsés vers l'Espagne devaient être libérés par Madrid

De violents incidents se sont déroulés, samedi 8 juin, à Bayonne, en manière de protestations

Le gouvernement français a remis, samedi 8 juin, aux autorités espagnoles six des dix « exilés politiques » qui avaient occupé pen-

dant cinq jours la cathédrale de Bayonne. Trois d'entre eux devaient être libérés lundi, aucune charge n'ayant pu être retenue à leur

encontre. Pour protester contre ces expulsions, de violents incidents se sont déroulés samedi soir à Bayonne, à l'issue d'une ma-

nifestation d'organisations de soutien aux réfugiés basques. Des incidents se sont également produits en Pays basque espagnol.

BAYONNE
Après l'intervention des forces de l'ordre, vendredi 7 juin, dans la cathédrale de Bayonne (*Le Monde* 9-10 juin 1996), six des dix « exilés politiques » basques espagnols qui l'occupaient depuis le début de la semaine ont été expulsés samedi vers l'Espagne, via le col du Somport. Selon le ministre de l'Intérieur, ces six personnes étaient en effet encore sous le coup de plusieurs arrêtés d'expulsion pris de 1984 à 1987 à leur encontre par le gouvernement français. Elles avaient été interpellées à l'époque pour leur appartenance

présumée à l'organisation séparatiste ETA et exilées vers l'Algérie, le Cap-Vert et le Venezuela. En revanche, une septième personne dans la même situation n'a pas été amenée à la frontière au terme d'une décision administrative : elle avait obtenu antérieurement la qualité de réfugié de la part de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Transférés à Madrid, les six expulsés, membres présumés de l'ETA, ont été entendus dans la journée de dimanche par l'Audiencia Nacional, le tribunal espagnol qui traite habituellement

les affaires liées au terrorisme. Au terme de leur comparution, trois de ces Basques, qui ont passé déjà plusieurs années en exil forcé en Afrique ou en Amérique latine, devaient être libérés ce lundi, aucune charge n'ayant pu être retenue contre eux. En revanche, José Ignacio Arruti, Francisco Hernandez et Jose Fortu restèrent incarcérés en attendant l'instruction de leur dossier.

Exprimant la satisfaction du gouvernement espagnol, et remerciant les autorités françaises, Jaime Mayor Oreja, le ministre espagnol de l'Intérieur, a salué samedi en ces termes les décisions de Paris : « Nous vivons sans aucun doute en ce moment une impulsion nouvelle en matière de collaboration, de coordination et d'action contre le terrorisme (...). Nous avons ainsi fait échec à l'offensive de l'ETA ». La semaine dernière, le ministre espagnol avait dénoncé comme « une action de propagande » l'occupation de la cathédrale de Bayonne et annoncé que les dix « exilés politiques » n'étaient pas recherchés par la justice espagnole. « Ils peuvent revenir au Pays basque français et être libérés par le Pays basque espagnol. Il faut savoir séparer l'essentiel de l'accessoire. Ce qui compte,

c'est qui dirige l'ETA », avait ajouté Jaime Mayor Oreja.

Pour protester contre l'expulsion de ces six militants présumés de l'ETA et la nouvelle coopération franco-espagnole dont elle témoigne, plusieurs organisations de soutien aux réfugiés basques ont appelé à manifester, samedi après-midi à Bayonne. Suivant les mots d'ordre des comités Gureak et EPSK, cinq cents personnes ont parcouru le centre-ville, réclamant une amnistie générale et « le droit pour tous les Basques de vivre en Pays basque ».

« Nous vivons une impulsion nouvelle en matière de collaboration »

Fortement encadré par la police, le défilé s'est clos par de violents incidents dans le Petit-Bayonne, quartier de prédilection des nationalistes basques. Aux gaz lacrymogènes ont répondu des jets de pierres de quelques

manifestants, scandant « *Gora Eta Militara* » (« *Vive l'ETA militaire* ») sur les gendarmes mobiles. Le porte-parole des « Gestoras pro-amnistía », association de soutien aux prisonniers d'ETA, Jose Mari Olano, a alors menacé : « Les journalistes mercenaires qui font la propagande des Etats français et espagnol », déclarant : « Nous avons suffisamment d'armes pour leur riposter ».

Des vitrines ont été brisées, deux agences bancaires endommagées et, suite à des contrôles d'identité menés parfois sans ménagement, sept personnes ont été interpellées dont trois demeuraient au commissariat, lundi 10 juin au matin. Elles pourraient être poursuivies pour outrage et rébellion. Des incidents similaires ont eu lieu en Pays basque espagnol, samedi 8 juin et dimanche 9 juin, accompagnés d'actions de personnes cagoulées contre des intérêts français : un concessionnaire Peugeot a ainsi eu son garage incendié à Hernani, près de Saint-Sébastien, un autobus et du mobilier urbain ont été brisés et plusieurs établissements bancaires français endommagés dans une dizaine de localités.

Michel Garicoitz

M. Jospin : « Nous l'avons fait nous-mêmes »

« Au cours d'une visite, dimanche 9 juin, sur le site industriel de Lacq et pour la fête de la rose des Pyrénées-Atlantiques à Pau, Lionel Jospin a commenté les expulsions de réfugiés basques : « A partir du moment où l'Espagne est un pays démocratique, je pense qu'il peut être normal que, selon les voies judiciaires entre les deux pays, des extraditions ou des expulsions soient faites. Nous l'avons fait nous-mêmes », a indiqué le premier secrétaire du Parti socialiste, avant de préciser : « En même temps, le droit des gens doit être respecté. Il faut que l'on regarde dans ce cas si ce droit a été respecté. »

De son côté, M. Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme, déplore dans un entretien publié le 10 juin par *Libération*, que l'autorité judiciaire n'ait pas été saisie. « Le gouvernement n'a pas voulu utiliser les procédures légales car il se méfie des juges qui sont peut-être plus soucieux des libertés que lui », estime M. Leclerc.

CARNET

DISPARITION

Max Factor

Le « maquilleur des stars »

MAX FACTOR, dont le nom reste associé à une gamme de produits cosmétiques mondialement connue, s'est éteint, vendredi 7 juin, à son domicile de Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Le *lipstick* de Joan Crawford, le crayon à sourcils de Jean Harlow, et les ombres d'Heidi Lamarr, c'était donc lui. Né à Saint-Louis en 1904, Max Factor était le fils du maquilleur personnel de la famille royale russe qui avait émigré aux Etats-Unis l'année de sa naissance pour ouvrir à Los Angeles une petite entreprise de perruques et de maquillage pour le théâtre. Dès 1909, Max Factor Sr crée des lignes de produits pour les studios de cinéma. Chimiste de formation, Max Factor Jr prit la direction de l'entreprise en 1938, à la mort de son père, pour en faire l'une des

premières entreprises de cosmétiques du monde.

Dès 1927, la marque est distribuée dans l'ensemble des Etats-Unis. Elle sera exportée dans quatre-vingt-un pays. Son slogan « *Max Factor, le maquillage des stars* », lui valut le succès auprès du public féminin. Un *Academy Award* récompensa, en 1928, le *Panchromatic Make up*. Dix ans plus tard, le fameux *Pan Cake Make up* Technicolor immortalise, grâce à un procédé couvrant, les teints des divines du septième art. En sa qualité de marketing, Max Factor a su associer son nom à ceux de Mae West, Lana Turner, Gloria Swanson ou Elizabeth Taylor, qu'il maquilla au cinéma. Il a su adapter ses produits pour le cinéma, puis pour la télévision, en noir et blanc et en couleur, et il a été l'un des premiers à signer un contrat d'ex-

clusivité avec un mannequin, en 1972. En 1988, son « *no colour mascara* » était élu produit de l'année par le magazine *Fortune*. Distribuée par Revlon jusqu'en 1993, la marque avait été rachetée par Procter & Gamble.

L. B.

NOMINATION

LE PASTEUR MICHEL VIOT a été élu, le 30 mai, inspecteur ecclésiastique de l'Eglise évangélique luthérienne de Paris. Il succédera en novembre au pasteur Marc Chambrun. Sa juridiction - équivalente luthérienne d'un ministère d'évêque dans l'Eglise catholique romaine - s'étend à une vingtaine de paroisses à Paris, en Ile-de-France, à Lyon, Marseille et Nice.

Lyon

Le corps médical de l'hôpital neurologique a la douleur de faire part du décès survenu le mercredi 5 juin 1996, de

M^{me} le docteur Michèle GROCHOWICKI, praticien hospitalier.

Une messe sera célébrée le mardi 11 juin, à 10 heures, à l'église Saint-Denis, 4, rue Hénon, Lyon-6^e.

M^{me} Marie-Frédérique et son fils Bernard, Yvette Wertheimer, Harry et Vilma Brunschwig, Raoul et Ilse Mitter, Ebe et Malik Kraft, Lily Kraft, Toute sa famille, Et ses amis proches, ont l'honneur de faire part du décès de

M^{me} Della KRAFT, survenue à Paris, le 6 juin 1996.

Les obsèques auront lieu le mercredi 12 juin, à 15 heures, au cimetière de Grenelle, 174, rue Saint-Charles, Paris-15^e.

Ils rappellent le souvenir de son époux, le

docteur David KRAFT, décédé le 4 décembre 1995, 85, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

M^{me} Marie-Madeleine et Mathieu, L'Association des épileptiques et épileptiques de France, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Gérard MALLET, survenu le 5 juin 1996.

Les obsèques auront lieu le mercredi 12 juin, à 14 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Le professeur Adolphe Pacault, M. et M^{me} Gérard Desvaziers et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Pacault, M. Hervé Pacault, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Adolphe PACAULT, née Nicole MURY, Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Anniversaires de décès

- Il y a trois ans, le 12 juin 1993,

Guy MARCHEAND, citoyen du monde, nous quitte brutalement.

Son dynamisme, son enthousiasme, sa ténacité, sa foi en un monde où nous manquons.

Mais son action continue.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

■ Séminaires
Hélène Cixous : « Poétique de la différence sexuelle », 29 juin, 9 h 30-15 h 30, salle Puget-Girard, USC, 18, rue de Valenciennes, Paris-7^e.

Georges Leveau : « L'art sans destination », 30 juin, 17 heures-19 heures, salle Jean-Xavier, USC, 18, rue de Valenciennes, Paris-7^e.

Philippe Nys : « Herméneutique et phénoménologie des lieux de l'habiter », 13, 27 juin, 18 h 30-20 heures, salle 4, EHES, 105, boulevard Raspail, Paris-6^e.

Richard Shusterman : « L'esthétique à la fin de la modernité », 12, 17, 18 juin, 18 heures-20 heures, salle de débats A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Guy Lardreau : « La métaphysique : études ordonnées d'histoire de la pensée et d'histoire de l'art », 15, 29 juin, 14 h 30-16 h 30, salles Puget-Girard et Desvaziers, USC, 18, rue de Valenciennes, Paris-7^e.

■ Colloques
Idiomes, Nationalités, Déconstruction (a) : autour de Jacques Derrida

Responsable : Jean-Jacques Fauriol avec J. Derrida, H. Fata, A. Cheddadi, F. Benjamins, A. Kilito, F. Zaki, J.-P. Miller, A. Khattabi, 13, 14, 15 juin, 9 heures-18 heures, Ecole Mohammeda d'ingénieurs, Rabat, Maroc.

Interprétations de la ville d'Etat
Responsable : Philippe Nys, avec A. Boissière, G. Desvaziers, V. Perriolo, M. Leveau, A. Fata, 19 juin, 10 heures-18 heures, Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes, Paris-7^e.

■ Samedi autour d'un livre
Le travail : une valeur ou le vol de la disparition

De Dominique Méda avec G. Fauriol, C. Kintzler, C. Larrère, E. Leclerc, D. Méda, E. Bena, 15 juin, 9 h 30-12 h 30, amphithéâtre, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et gratuites.

Renseignements sur les salles, répondre : 44-41-46-85. Autres renseignements : 44-41-46-80.

Colloques

Colloque interreligieux
22-23 juin
A. Surcouff, 13, rue Tilletier, 10 heures-18 heures : « Vers le réenchantement ».

L'Universel - Tél. : 43-75-51-23.

Conférences

- Alliance Israélite Universelle, conférence de M. Jean-Pierre Faye, président de l'Université européenne de recherche : « Présences juives dans la culture française », mardi 11 juin, à 20 heures, 45, rue La Bruyère, Paris-9^e.

Renseignements : 42-80-35-00.

Communications diverses

- Mahon de l'Hébreu : stages d'été du professeur Benoudis. Lire en une leçon : comprendre la Bible ou parler hébreu en temps record : toutes traductions : 02-43-45-78 ou 47-97-30-22.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Samuel, Nathalie DIEBOLD et Bernard VALERO sont heureux d'annoncer la naissance de Simon, Lucien, Gabriel, Samson, le 23 mai 1996 à Paris-4^e.

82, rue de Turenne, 75003 Paris.

Mariages

Annick BERINGER et Jean-Pierre RENGEVAL ont la joie d'annoncer leur mariage, célébré à Paris, le 7 juin 1996.

20, boulevard Barbès, 75018 Paris.

Anniversaires de mariage

- Jeanne, trente ans déjà ! - Jeanne, trente ans encore ?

Jean.

CARNET DU MONDE
Télécopieur : 42-17-21-36
Téléphone : 42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

Décès

M^{me} Don Abitbol, Le docteur et M^{me} Albert Abitbol et leurs enfants, M^{me} Caroline Abitbol, M^{me} Raphaël Bazar, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Marcel Bobbot, M. et M^{me} David Bobbot et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Guy Abitbol et leurs enfants, M^{me} Sylvie Sibony et ses enfants, M^{me} Line Abitbol et ses enfants, Les familles Azan, Pinto, Solas, Abitbol, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne ABITBOL, née Camille BOBBOT, le 5 juin 1996, dans sa soixante-dix-septième année, à Roissy.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Marcelle RAPINAT, (1903-1996), collaboratrice ancienne et fidèle de Paris-Sol, Combat, Paris-Match.

Peut-on être un saint sans Dieu, c'est le seul problème concret que je connaisse aujourd'hui. A. CAMUS.

De la part de ses amis et de Marie Bodo, sa petite-fille, 1, bis, rue Martin-Bernard, 92250 La Garenne-Colombes. Ces avis tiennent lieu de faire-part.

M^{me} Berry Guéz, Faut-il que Michel Guéz, ses enfants, Cécile, sa petite-fille, Rachel Guéz, Ses frères, Les familles Guéz, Goldmann, Gamon, Caruana, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès survenu accidentellement de

Henry GUEZ, le 7 juin 1996.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 juin, à 10 heures, au cimetière de Grenoble.

19, rue des Déportés-du-11-Novembre-1943, 38100 Grenoble.

M^{me} Eliane Weibel, son épouse, Jean-Claude et Anne Weibel, et leurs enfants, Catherine et Marc, Michèle Weibel, Adolphe et Emmanuel Karlin, et leurs enfants, David, Ariane et Marjolaine, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre WEIBEL, survenu le 7 juin 1996.

Les obsèques auront lieu le mardi 11 juin, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse.

Réunion à la porte, angle des rues Froidevaux et Emile-Richard.

18, avenue du Général-Mangin, 75016 Paris.

- 06 H 34
- 06 H 55
- 07 H 37
- 08 H 37
- 09 H 37
- 10 H 37
- 11 H 37
- 12 H 40
- 14 H 34
- 15 H 37
- 16 H 37
- 17 H 37
- 18 H 37
- 19 H 37

THALYS

Venise veut garder son or

En révolte contre Rome, les sujets de la Sérénissime affirment vouloir faire sécession et s'intégrer à une hypothétique République de Padanie. Les dissensions entre le Nord et le Mezzogiorno relèvent plus de la finance que de la politique

A Mantoue, pour abriter le « Parlement du Nord », imaginé par l'irascible Lombard Umberto Bossi, chef de la Ligue du Nord, les militants ont déniché une ravissante villa du XVII^e siècle, qui se loue pour noces et banquets. Trouver à présent un bâtiment digne de Venise, pour le siège du futur « gouvernement de la Padanie », cette entité géographique qui comprend l'opulente plaine du Pô (Piémont, Lombardie, Vénétie), dont le même Umberto Bossi réclame la « sécession », ne sera pas tâche aisée. Et entre ses cours d'histoire, au lycée technique où il enseigne, et sa charge de secrétaire provincial de la Ligue en Vénétie, Alberto Mazzonetto se serait bien passé de devoir chercher.

Seulement voilà, c'est dans le Nord-Est, en Vénétie, plus encore qu'en Lombardie, que la Ligue a enregistré des records de voix aux législatives d'avril : 30 % en moyenne, avec des « pointes » à 40 % et même à 60 %. Aussi, à présent, la Ligue passe-t-elle avant tout. Il suffit pour le comprendre d'écouter l'affable Mazzonetto égrener d'une voix égale la litane des revendications du Nord « colonisé » par les « parasites centralistes et bureaucratiques de Rome », qui ont envoyé ici, dans les anciennes terres sacrées de la « Sérénissime », leurs « enseignants méridionaux, leurs policiers méridionaux, leurs fonctionnaires méridionaux ».

Le résultat ? Les « Latins dominants », comme au plus beau temps des Césars, ont asservi les peuplades locales, qu'ils pressurent d'impôts pour combler un déficit public grandissant. D'où la nécessité de la « sécession », à présent que l'idée de « fédéralisme » est galvaudée, dit-il, par tous les « partis politiques opportunistes » qui s'en sont emparés pour désamorcer la menace du Nord. Et d'exalter, pour annihiler totalement cette « utopie de l'unité italienne », le « gouvernement de Padanie », qui fonctionnera en marge de celui de Rome. Un « gouvernement de l'ombre » ? Non, plutôt un « gouvernement soleil », car « nous, la Ligue, nous n'avons rien à cacher ». En somme, il ne reste plus au Nord qu'à construire une ligne Maginot « padanienne » sur le Rubicon.

Voilà pour la rhétorique. Une rhétorique que les plus fervents des partisans d'Umberto Bossi, ceux qui s'enroulent, pour les meetings du dimanche, dans les drapaux frappés à l'effigie d'Alberto da Giussano – le héros nationaliste lombard du XII^e siècle –, ont bien du mal à prononcer sans un demi-sourire. Car, en réalité, sous la ferblanterie moyenâgeuse, et les « coups de gueule » savamment distillés de son chef, la Ligue sait très bien ce qu'elle fait : du « surf » politique sur les vagues de plus en plus violentes de la contestation d'un Nord riche, qui se sent, à l'heure de l'Europe, tiré vers le bas par un Sud clientéliste et assisté. A cet égard, la plus belle défection vient de Vénétie, devenue ces dernières semaines la « Vendée fiscale » italienne. Cette Vénétie où bat le cœur, c'est-à-dire le portefeuille rempli, lire après lire, par un réseau de petites entreprises et d'artisans de génie.

Des exemples ? Plus des trois quarts des chaussures de ski du monde viennent de Montebelluna et plus de 80 % de toutes les selles de bicyclette (exception faite de la Chine) de Rossano Veneto ; à Vérone, Quarrela a le monopole mondial de la poudre de marbre

compressée, et à Cadore, se trouve Luxotica, numéro un mondial de la lunetterie. Enfin, les provinces de Vicence et Trévise – patrie du célèbre Benetton – exportent ensemble plus que l'Angleterre et la Grèce. Au total, un véritable « Japon de l'Europe », organisé en secteurs corporatistes étonnants, où chaque entreprise complète la production de l'autre, au lieu de la concurrencer : le travail du cuir à Arzignano ; celui de l'or à Vicence, où mille deux cents petites entreprises représentent, à elles seules, une réalité économique supérieure à celle des géants Olivetti ou Alfa-

Justement, c'est là que le bât blesse : la Vénétie, à l'heure où s'estompent les bénéfices de la dévaluation de la lire, sent son miracle économique en péril. Dans le peloton de tête des régions qui paient le plus d'impôts, elle est, en queue de liste lorsqu'il s'agit de bénéficier, en retour, des prestations

de l'Etat : réseau routier déseuet, hôpitaux saturés... Sénateur de la Ligue et maire de Montebelluna Maggiora, la Mecque de l'industrie avec jardins paysagers, immeubles-miroirs et surtout mille six cents entreprises pour vingt mille habitants, Giuseppe Coccaro ne fait pas dans la manne : « Assez de sacrifices ! Nous travaillons comme des fous, ma commune paie 110 milliards de lire d'impôts, il lui en revient seulement 5 milliards ! A ce niveau-là, parler de sécession a un sens ; il faudrait un référendum, faire intervenir l'ONU, que sais-je ? »

A Oderzo, une bourgade pleine de charme, noyée dans les fleurs, le maire, Giuseppe Cove, nouveau député de la Ligue et patron d'une entreprise d'éléments pour mobilier qui emploie soixante-dix personnes, a perdu tout sens de la

poésie. Il n'aura de cesse de répéter, au volant de sa grosse Mercedes métallisée : « Ils nous étranglent. Contester les impôts, c'est de la légitime défense ! » Inutile de faire remarquer aux « révoltés » de Vénétie qu'ils sillonnent leurs « mauvaises » routes pleines d'inscriptions en dialecte « Roma : Kan-carò » (Rome : cancer) dans des voitures larges comme des porte-avions. Inutile de leur rappeler qu'avant que la pression fiscale ne se fasse par trop sentir, passant en treize ans de 21,7 % à 40,4 % pour les commerçants et les artisans et à plus de 60 % pour les entreprises, ils ont connu des jours paisibles et que certains étaient même de grands adeptes de l'évasion fiscale : chaque mot les pique au vif.

Et Giuseppe Cove d'insister, lui qui a lancé un Mouvement des maires du Nord-Est très actif, pour dénoncer les méfaits de la bureaucratie : « Je suis le premier de ma famille à avoir fait des études ; mon entreprise, je l'ai créée de mes mains. Puis arrive l'Etat et ses contrôles absurdes : il y a autant de paperasses que de matières premières dans nos ateliers. Ensuite, c'est le casse-tête du transport, pour moi qui travaille avec Singapour, les Etats-Unis, l'Arabie et tant d'autres pays ; je me retrouve, faute d'infrastructures, avec des transports qui coûtent le triple de la moyenne nationale. Même chose à la mairie : pour planter un poteau électrique, il faut quarante autorisations. Comment ne pas souhaiter être indépendants de Rome ? Un

type comme Soros, qui fait la pluie et le beau temps dans l'économie mondiale, qui le contrôle, lui ? »

Aussi n'est-ce pas pour rien qu'à Conegliano, dans le paisible arrière-pays vénétien, s'est mise sur pied une véritable machine de guerre, contre le fisc, mais aussi contre le Coreco, ce comité de contrôle des administrations locales, puissant relais de la « coloniale » romaine. Cette machine de guerre s'appelle la Life, association fondée en mai 1994 par une vingtaine de petits patrons batailleurs, qui se sont décerné le titre de « libres entrepreneurs fédéralistes européens ». En deux ans, ils sont

« Avant, j'avais des frissons, dit-il, en entendant l'hymne national ; j'avais le culte du drapeau. Et puis, en septembre 1982, lorsque j'ai vu à la télévision les visages ensanglantés du général Dalla Chiesa, préfet de Palerme, et de sa femme, massacrés par la Mafia, j'ai compris que cet Etat n'était pas le mien. Depuis, je rêve d'un pays civilisé, ordonné, efficace, où l'Etat vous protège au lieu de vous opprimer. Ici, en Vénétie, le « miracle » dont on parle tant, c'était une façon de nous sauver nous-mêmes, le fruit de notre frénésie à inventer, à travailler, à risquer. Nous ferons tout pour le protéger, quitte à aller en prison. »

« La Ligue du Nord ne nous a pas donné des idées ; elle a traduit en termes socio-économiques notre besoin d'identité, qui, jusqu'à-là, s'exprimait dans notre « Lega veneta » en termes culturels »

déjà près de mille. Leur but ? Fabio Padovan, leur chef, ancien carabinier et patron catholique de l'Odav, l'un des leaders mondiaux des chemières de portes, nous l'explique. Comme il l'a déjà décrit en direct, il y a quelques jours, au cours d'une populaire émission télévisée, à des millions d'Italiens interloqués : « Oui, j'ai décidé de frauder le fisc, et je m'en vante. C'est une revanche contre l'injuste terrorisme fiscal de l'Etat. »

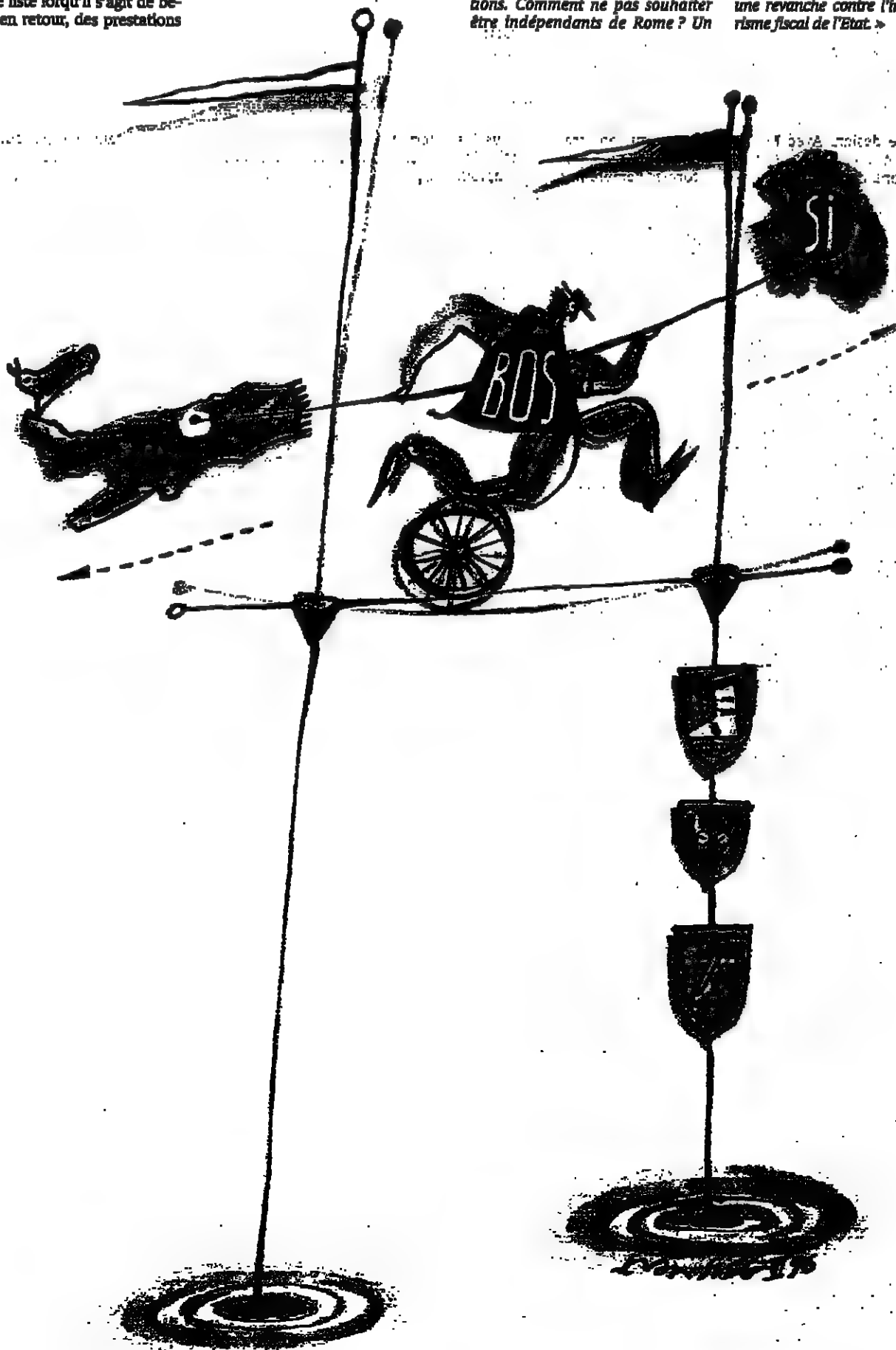
A quoi pense Fabio Padovan, le regard caressant l'incomparable douceur de la campagne vénète, en énumérant les mille et une plaintes de la « Vendée fiscale » : le fisc qui lui a pris « en trois ans, autant que les dix-neuf années précédentes », le jeu de cache-cache avec les agents de la Brigade financière (lors des contrôles chez un membre de la Life, tous les autres entrepreneurs, prévenus par fax, arrivent pour protester en masse), etc.

Peut-être pense-t-il à la Vénétie, « sa » Vénétie, si pauvre hier, si fragile aujourd'hui. Une terre d'émi-grés dont on se moquait, les surnommant les « polenta » (mangeons de polenta), ou, comme le note en expert le journaliste Gian Antonio Stella dans son ouvrage récemment édité Schiel (argent, en dialecte local), le revenu par habitant n'a rejoint la moyenne nationale qu'en 1971. De même, au début des années 60, sur cent maisons, quarante-huit n'avaient pas d'eau courante, 86 % pas de chauffage, 15 % pas de lumière électrique. Une Vénétie, dit encore Gian Antonio Stella, où le sens du travail – et du travail en famille – a cimenté l'identité et où 69 % des industries locales ont été fondées par un ancien ouvrier ou employé.

La grande colère du Nord-Est ne serait-elle que le lamentable égoïsme des plus riches ? Un peu réducteur. Ce sont sur ces mêmes terres, aujourd'hui d'immigration, que se concentrent le plus grand nombre d'associations de volontariat ou de donateurs de sang. Et la politique là-dedans ? « C'est une région qui a toujours su l'utiliser à son profit, constate le sociologue Ilvo Diamanti. Si l'ancienne Vénétie « blanche », démocrate-chrétienne, a utilisé la permissivité de la DC pour se développer, aujourd'hui, elle vote pour la Ligue comme mégaphone de ses revendications, pour alléger la pression du fisc et de la bureaucratie. Mais en fait, la Vénétie sécessionniste, cela n'existe pas. » Que veulent-ils, pourtant, ces entrepreneurs en colère ? Fédéralisme. Europe des régions, simple « autonomie financière » ? L'idée n'est pas claire, mais le ton continue à monter, le gouvernement à se crispier. Lundi 10 juin, ils devaient même se retrouver à Mestre, pour donner « l'assaut pacifique » à la brigade financière locale.

« Nous, à la Life, nous sommes « post-politiques », assure Fabio Padovan. Et de conclure : « La Ligue du Nord ne nous a pas donné des idées ; elle a simplement traduit en termes socio-économiques notre besoin d'identité, qui, jusque-là, s'exprimait dans notre « Lega veneta », l'ancêtre de toutes les ligues, en termes culturels. Bossi, à ses débuts, est même venu l'écouter. A présent, la politique c'est comme un taxi : nous empruntons le plus rapide, à condition qu'il nous mène où nous voulons aller. » Mais qui paiera la course ?

Marie-Claude Decamps
Dessin : Ivan Sigg



François Barré, directeur de l'architecture

« L'indispensable dessin, c'est celui de l'architecture ordinaire »

L'ancien président du Centre Pompidou souhaite que l'architecte, « généraliste de l'espace », affirme sa présence dans le remodelage de la ville et de ses périphéries

« Depuis le début de votre carrière, vos centres d'intérêt professionnels sont les mêmes : le design, les arts plastiques et l'architecture. Votre formation à l'ENSA vous a-t-elle disposé à de tels choix ? »

« Quand je suis sorti de l'ENSA, en 1965, on m'a demandé vers quel secteur je voulais me diriger. Dès cette époque, j'avais une inclination pour les arts plastiques, l'architecture et le design. J'ai donc répondu : la culture. Le directeur de l'école m'a dit que ce n'était pas sérieux et m'a suggéré de m'orienter vers les affaires étrangères. C'est ce que j'ai fait. J'y suis resté huit mois. Huit mois d'enfermement. Puis j'ai gagné le cabinet de Jacques Chaban-Delmas, à Bordeaux. J'admire cet homme. Comme je n'avais l'intention ni de rester à Bordeaux ni de revenir aux affaires étrangères, j'ai écrit à des gens que j'aimais, dont François Mathy qui dirigeait le Musée des arts décoratifs. C'était, en 1967, le lieu le plus actif dans le domaine de l'art contemporain. »

« Mathy pensait à une « galerie du quotidien ». Ma référence, c'était le Design Center de Londres. Nous avons créé ensemble, en 1969, le Centre de création industrielle (CCI). Jusqu'à l'ouverture du Centre Pompidou, les expositions du CCI ont eu lieu aux Arts déco. François Mathy a fait accepter à Georges Pompidou l'idée que le CCI devienne un des départements de Beaubourg. J'ai donc intégré l'équipe du futur centre. J'y ai vécu une période exaltante, sous la houlette de Robert Bordaz, de préparation d'un grand projet. Le rêve, l'enthousiasme, le talent étaient là. »

« Que penser-vous du design français ? »

« Au moment de la création du CCI, la France avait un retard considérable. Sans doute parce qu'elle avait une très forte tradition d'art décoratif et d'esthétique industrielle. Elle attendait du design un supplément d'âme. Chez les Anglo-Saxons, au contraire, le design est inhérent à la production industrielle. Ainsi, en Angleterre, le Design Center avait-il été créé par Churchill, avant même la fin de la guerre, comme un instrument stratégique pour relancer la machine industrielle. Pas comme un musée. Mais, depuis vingt-cinq ans, la France a étonnamment progressé : la comme ailleurs, le design s'est trouvé intégré à la production. »

« En 1969, il y avait « le » bon produit par branche industrielle : Olivetti pour la bureautique, Braun pour l'audiovisuel, IBM pour les ordinateurs, Leica pour les appareils de photographie, etc. Aujourd'hui, le niveau moyen a considérablement monté. Mais cette élévation s'est accompagnée d'une indifférenciation des produits. Les objets ont perdu leur statut symbolique, ce qui est très bien. M. Braun disait, avec le vocabulaire et les concepts de son époque : « Le bon design, c'est comme un bon domestique, on ne doit pas le voir. » Ce nivellement par le haut a engendré en contre-



partie un appétit de formes, visible dans la petite série, dans l'univers domestique non fonctionnel, une assumption formaliste que l'on retrouve chez des créateurs comme Mendini ou Garouste et Bonetti... »

« Du coup, je me suis interrogé sur la pertinence de créer une collection de design. Avec Mathy, grand conservateur s'il en fut, nous avons dit : non. Dominique Bozo, en 1992, dans le cadre du Musée national d'art moderne, a fait le choix inverse. Les objets qui marquent l'histoire des formes industrielles sont très peu nombreux. Il y a ceux qui symbolisent les grandes aventures de certaines firmes, comme Cassina, ceux qui témoignent des grands changements technologiques, comme l'apparition du lamellé-collé ou de la puce électronique, et quelques chefs-d'œuvre de designers qui ont marqué leur époque comme Charles Eames ou Gastone Pesce. Une collection doit se borner à marquer les ruptures et les correspondances éventuelles avec l'histoire de l'art. Si ces correspondances sont claires à l'époque du constructivisme, du Bauhaus ou du mouvement De Stijl, il n'en va pas de même à d'autres époques. La collection du MNAM/CCI cherche encore sa définition. »

« Le Centre Pompidou, dont vous venez de quitter la présidence, vous a-t-il permis d'assouvir vos goûts dans le domaine des arts plastiques ? »

« La présidence du Centre n'est pas le lieu de l'assouvissement. Au Centre, j'ai personnellement défini les grands axes de programmation pour les années à venir.

Mettre en place un cycle sur le passage du siècle (Rémolin-Masculin, Face à l'histoire, les ingénieurs du siècle, l'Abstraction, etc.), c'est-à-dire expliciter par des expositions la manière dont l'art a répondu aux questions de la société. On encore évoquer le XX^e siècle à travers des procédés qui ont traversé tous les mouvements artistiques (l'informe, l'empreinte, le réemploi). Cela permet de présenter conjointement des œuvres contemporaines et des pièces historiques, ces dernières facilitant l'accès aux plus récentes. »

« Mais l'idée que le président du Centre devrait être doté d'un rôle d'animation et de coordination artistique serait un leurre dangereux : il ne saurait être compétent à la fois dans le domaine des arts plastiques, du théâtre, de la musique contemporaine ou dans celui des bibliothèques. Cela interdirait, par ailleurs, la nomination à la tête de cette institution d'un pur gestionnaire dont le Centre aura peut-être besoin un jour prochain. Il faut être conscient de la crise qui menace Beaubourg. Crise liée à l'immobilisme et à la consanguinité qui règnent dans l'établissement. »

« A l'ouverture du Centre, la moyenne d'âge était de trente-cinq ans. Elle est aujourd'hui beaucoup plus élevée. On y vieillit ensemble. Il est impossible pour qui travaille au Centre de trouver une mobilité externe. Il n'y a pas de passerelles entre les grands établissements publics culturels. L'avancement est lent, et essentiellement à l'ancienneté. Il est

aussi difficile d'y reconnaître le mérite que le démerite. Les aléas se multiplient. Les vraies réformes sont difficiles à mener. Cette situation est préoccupante pour l'avenir du Centre. Enfin, le mandat du président est notablement trop court. D'autant plus qu'il ne va pas toujours à son terme. »

Nous entrons dans une période qui n'est plus quantitative. Stabilité démographique.

Stabilité des flux migratoires.

L'essentiel devient qualitatif.

Nous savons, même s'il faut progresser,

protéger la ville ancienne.

Le grand chantier aujourd'hui, c'est la ville moderne de la périphérie.

« Vous venez d'accepter un poste encore plus difficile : celui de directeur de l'architecture au ministère de la culture. »

« Ce poste n'est sûrement pas plus redoutable que la présidence du Centre Pompidou. J'ai connu une direction centrale du ministère de la culture, la délégation aux arts plastiques. J'en ai gardé un souvenir rafraîchissant. La direction dont j'ai désormais la charge est plus complexe, car elle mêle des problèmes de création et des questions économiques. De plus, on ne peut parler d'architecture sans parler de la ville ; il y a donc nécessaire convergence

entre plusieurs ministères. Quand Philippe Douste-Blazy m'a demandé de prendre cette direction, j'ai évoqué trois priorités : la réforme de l'enseignement, la relance économique de l'architecture et le passage de l'objet à la ville, c'est-à-dire le choix de l'architecture ordinaire. Je ne mets pas en cause la politique des grands travaux de François Mitterrand, à laquelle j'ai activement participé. Elle a eu une importance considérable pour la notoriété et la qualité de l'architecture française. Mais, aujourd'hui, l'indispensable dessin, c'est celui de l'architecture ordinaire, de l'urbanité et de la reconquête de l'espace public. Il y a, en 1996, une sorte d'incapacité à dire la ville. »

« Comment l'expliquez-vous ? »

« Sans doute par un manque de projet collectif qui met dans le désarroi l'architecte tout autant que le politique et l'ensemble des citoyens. Sous la III^e République, la puissance publique affirmait sa présence dans la ville par des signes d'appartenance qui exprimaient les vertus républicaines : mairie, palais de justice, lycées, musées, prisons, casernes. Le musée est aujourd'hui l'équipement public le plus construit et le plus symbolique. Mais que symbolise-t-il ? Peut-être que la mémoire se substitue au projet et que notre seul projet est de nous souvenir. La ville a donc perdu à la fois les symboles du pouvoir - ce qu'on accepte de mettre en commun - mais aussi son hétérogénéité sociale et fonctionnelle. Depuis de nombreuses années, quand on évoque la ville en termes ministériels, c'est pour parler de pathologies urbaines, de points noirs, de difficultés à résoudre. Etrange régression, alors que la ville est sophistication de culture. »

« La ville a changé. Nous entrons dans une période qui n'est

plus quantitative. Stabilité démographique. Stabilité des flux migratoires. L'essentiel devient qualitatif. Nous savons, même s'il faut progresser, protéger la ville ancienne. Le grand chantier aujourd'hui, c'est la ville moderne de la périphérie. »

« L'architecture est un généraliste de l'espace, des espaces de vie. Dans ce devenir qualitatif, il sera davantage présent, à toutes les échelles des espaces de vie. Peut-on parler d'aménagement du territoire, de qualité et d'attractivité des pays sans parler de culture et d'architecture ? De l'objet au territoire, de la maison individuelle à la ville et au paysage, il faut mettre en œuvre des savoir-faire sensibles. »

« Comment jugez-vous l'enseignement de l'architecture en France ? »

« Il n'est pas mauvais, contrairement à ce qu'on dit trop souvent. Mais nous entrons dans une période de grande mutation, les moyens nouveaux sont nécessaires. C'est pourquoi le ministre de la culture a annoncé un projet de loi de programme sur l'enseignement de l'architecture. »

« La réforme que nous allons entreprendre s'inspirera, pour le principal, des conclusions du rapport remis en 1992 par le recteur Frémont. Il conviendra en premier lieu de resserrer les liens avec l'université sans perdre pour autant sa spécificité d'un enseignement centré sur le projet. Trois cycles de deux ans seront mis en place qui permettront justement ces échanges avec l'université. La recherche - DEA, DESS - sera notablement renforcée afin d'affirmer l'architecture comme une discipline. Un statut d'enseignant-chercheur sera établi. Les enseignements devront procurer aux architectes une capacité à répondre à la demande sociale dans sa diversité. Les DESS serviront beaucoup à cela. »

« Les architectes sont indispensables aujourd'hui : auprès des villes, des régions, des départements, en tant qu'agents de ces collectivités. Ils doivent de même être auprès des grands maîtres d'ouvrage privés. Il importe qu'ils puissent devenir maîtres d'ouvrage eux-mêmes et apprennent la programmation. Il faut, en outre, qu'ils approfondissent les connaissances techniques liées à la construction, aux gestions environnementales, à la gestion, à l'exportation. Il faut enfin qu'ils sachent les métiers de la ville. »

« Les écoles devront être plus autonomes qu'aujourd'hui et affirmer leurs différences. L'Etat garantira la qualité d'un enseignement aboutissant à l'obtention d'un diplôme national, le DPLG, qui est en même temps une licence d'exercice. Il mettra donc en place une évaluation pédagogique. Il refusera le numerus clausus, mais définira avec les écoles les conditions d'une sélection. »

« Faut-il dissocier le diplôme de fin d'école de la licence d'exercice ? »

« A terme, on y viendra. C'est prématuré aujourd'hui. Le premier objectif est celui de refondation de l'architecture. En 1997, la loi de 1977 aura vingt ans. Il faudra envisager une nouvelle loi qui réaffirme que l'architecture est « d'intérêt public », mais aussi la ville, et qui généralise les préoccupations de qualité et de maîtrise des espaces de vie. »

« Il faudra aussi développer les actions de promotion. Ce développement passe par une transformation de l'institut français d'architecture, trop confidentiel, et la mise sur pied d'un réseau de diffusion de la production architecturale, qui existe à peine. Il serait pertinent que le ministère de la culture puisse disposer d'un grand établissement de maîtrise d'ouvrage publique qui pourrait s'exporter à l'étranger. Nous y travaillons. »

« Dernier chantier : entreprendre une réforme des concours liés à la commande publique. Ces derniers ont été très importants pour le développement de la qualité architecturale en France. Ils ont néanmoins besoin d'être revus. Ils doivent être moins nombreux, plus transparents et permettre l'émergence de jeunes architectes. »

Propos recueillis par Emmanuel de Roux

Trois passions

DU CHAT, François Barré a le côté feutré, une certaine nonchalance affichée, l'œil mi-clos, et une mémoire sans défaut. On le sent prêt à bondir, à griffer s'il le faut. Il possède également l'art consommé de retomber sur ses pieds. Ses convictions d'homme de gauche ne l'auront jamais empêché de travailler avec des équipes de droite. Ni de rebondir après des passages à vide. Enarque distrait, il a conservé, de l'époque de sa formation, quelques amitiés réelles. Jacques Toubon par exemple.

Après un passage rapide au Quai d'Orsay, puis au cabinet de Jacques Chaban-Delmas, la carrière de cet homme âgé de cinquante-sept ans s'est déroulée sous le signe de trois passions toutes personnelles : le design, les arts plastiques et l'architecture. Il les a servies toutes les trois, à tour de rôle. C'est au Musée des arts décoratifs qu'il fait ses débuts, sous la houlette de François Mathy, avec qui il crée, en 1968, le Centre de création industrielle, qui allait bientôt rallier le futur Centre Pompidou. Un désaccord avec Robert Bordaz, pilote du futur établissement, l'amène à donner sa démis-

sion à la veille de l'ouverture. On le trouve alors chez Renault conseiller architectural du président de la firme, Bernard Hannon, et à la rédaction en chef de L'Architecture d'aujourd'hui. En 1981, après l'élection de François Mitterrand, il s'occupe de l'organisation de certains grands travaux présidentiels. A la tête du Parc de La Villette, il en élabore le programme et organise le concours gagné par Bernard Tschumi.

Quatre ans plus tard, il a en charge la Grande Halle de La Villette. Il invite à cette occasion un nouveau type de manifestation grand public : Cités-Cinés mêle habilement exposition et spectacle. C'est un gros succès. Il croit tenir là une formule promise à un bel avenir mais ses déclinaisons ultérieures se révéleront décevantes. En 1990, il prend la tête de la délégation aux arts plastiques. C'est pour lui une période heureuse. Jacques Toubon, ministre de la culture, ne l'oublie pas. Il le



FRANÇOIS BARRÉ

nomme à la présidence du Centre Pompidou. François Barré y découvre une machine lourde à piloter. C'est pourtant à contre-cœur qu'il la quittera, nommé le 27 mars pour prendre la direction de l'architecture recréée au ministère de la culture.

Le chantier qu'il entreprend est considérable : refonte d'une administration, passerelles à établir ou rétablir avec les autres ministères, relance d'une profession minée par la crise, réforme d'un enseignement contesté et sans moyens. Philippe Douste-Blazy a compris qu'il tenait, sur ce créneau difficile, une personnalité compétente et acceptée par le milieu. Il lui a laissé carte blanche. Reste à savoir si la rigueur budgétaire lui permettra de mener à bien sa mission.

E. de R.

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admissibilité :

11 juin : INA Paris

12 juin : Mines Ponts (1^{re} série)

13 juin : INT Ingénieurs (1^{re} série)

3615 LEMONDE

2,23 €/min

Quatre questions sur un gambit

par Philippe Delmas

EN 1991, François Mitterrand a accepté l'extension de l'influence de l'OTAN à l'Est contre l'extension de la construction européenne aux questions de sécurité. Depuis un an, Jacques Chirac s'efforce de conclure un contrat semblable : la France participe à la modernisation de l'Alliance atlantique en échange de la concrétisation d'une véritable identité européenne en matière de défense. François Mitterrand tablait sur la création d'un nouveau européen solide complément et contrepoids d'une OTAN en voie d'érosion. Cette approche s'est écornée pour deux raisons. D'une part, le démarrage de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) fut un fiasco : la guerre de Bosnie fut un examen de passage trop difficile pour l'Europe débutante. D'autre part, le président Clinton s'est révélé habile, déterminé, et témoigne d'un sens aigu de l'équilibre des puissances.

Echec européen, succès américain : Jacques Chirac s'adapte à cette situation qui lui donne une plus grande marge de manœuvre que dans le cas inverse. Il aurait, alors, été obligé de poursuivre une inexorable intégration européenne, comme François Mitterrand. Mais le calcul de Jacques Chirac est un véritable gambit dont les risques sont importants. En effet, quatre questions majeures demeurent sans réponse.

1. La France a payé d'avance : les concessions ont été faites à l'OTAN avec l'espoir de créer le mouvement attendu. En revanche, aucune contrepartie tangible et immédiate ni aucun calendrier n'ont été fixés par la France. A ce stade, notre seule rémunération est un engagement de principe des Etats-Unis. Quant aux échéances ultérieures, ou bien elles nous ont été refusées, ou bien elles n'ont pas été exigées. Dans le premier cas, l'échec est déjà avéré. Dans le second, la faiblesse est révélée. En toute hypothèse, la France est donc engagée dans un processus où elle est tributaire de la bonne volonté des Etats-Unis car il n'y a pas de clause de sortie.

2. Ce risque est d'autant plus grand que la réorganisation de l'OTAN proposée par la France ne peut être pleinement acceptée par les Etats-Unis. Il s'agit de créer au sein de l'OTAN des réservoirs de forces qui seraient à la disposition des Américains comme des Européens. Ces derniers pourraient utiliser les moyens de l'OTAN, y compris américains, pour des opérations auxquelles les Etats-Unis ne

s'associeraient pas. Cela traduirait effectivement une modification de l'équilibre des pouvoirs au sein de l'OTAN au bénéfice d'une parité euro-américaine.

Or à cela nul n'est prêt à Washington. Bien au contraire. S'il est une leçon que les Etats-Unis ont tiré des dernières années, c'est qu'ils ne devaient jamais consentir à déléguer ni même à partager le commandement d'opérations dans lesquelles ils engageaient des forces ou des moyens. La réforme doit les principes ont été arrêtés à Berlin : la réforme doit les principes ont été arrêtés à Berlin, habitant de neuf une simple coopération logistique. La supériorité américaine en ce domaine et la dépendance européenne sont si grandes que Washington ne peut que s'en satisfaire : les Européens n'ont pas l'air tout seuls.

3. Les Américains sont d'autant plus réticents que la pleine réalisation du projet français accentuerait l'évolution de l'OTAN du statut d'alliance militaire vers celui d'organisation de sécurité collective. Mi-machine militaire distributrice de moyens, mi-forum politique, l'OTAN achèverait de devenir un « machin » hybride à la vocation incertaine. Curieusement, les dirigeants français ne semblent pas avoir d'idée sur la nature qu'ils souhaitent à l'OTAN. C'est pourtant un choix politique majeur. Car les alliances et les organisations de sécurité collective sont de natures opposées. Les membres des premières partagent des enjeux de sécurité ; ceux des secondes partagent des principes. La réorganisation proposée par la France donnerait effectivement à l'OTAN une nature intermédiaire. Elle s'éloignerait de sa nature actuelle de machine intégrée à la géométrie variable. En revanche, elle serait renforcée au point de vue politique car sa souplesse accrue lui permettrait d'être présente dans des opérations n'entraînant pas de lourdes conséquences politiques. Son organisation serait trop souple pour être une alliance et sa vocation trop militaire pour être une organisation de sécurité collective.

Cependant, la France ne peut ignorer les conséquences politiques de la réorganisation de l'OTAN qu'elle propose. A terme, l'OTAN perdrait en efficacité militaire ce qu'elle gagnerait en flexibilité. Elle s'éloignerait de sa nature actuelle de machine intégrée américano-européenne au profit d'un système militaire collectif à géométrie variable. En revanche, l'OTAN en serait renforcée du point de vue poli-

tique. Sa souplesse serait accrue par sa faculté à être présente dans des opérations régionales n'entraînant que les Européens. La réorganisation proposée par la France donnerait donc une vocation hybride à l'OTAN.

Or, après quatre ans d'hésitation, les Etats-Unis ont choisi de conserver à l'OTAN sa nature d'alliance. Le report sine die de l'adhésion des pays d'Europe centrale en est une première conséquence. Une seconde sera la vigilance des Etats-Unis sur l'organisation des commandements dans l'OTAN. Les militaires américains qui en contrôlent la structure ne la laisseront pas évoluer vers une souplesse accrue et leurs gouvernements les soutiendront. Il a été convenu à Berlin que les actions autonomes des Européens supposeraient l'aval préalable de Washington. Au prix d'une satisfaction formelle donnée à la France, les Etats-Unis achèvent ainsi la reconnaissance de leur contrôle sur la politique de sécurité européenne. Et d'autant plus facilement que la plupart de nos partenaires sont prêts à le leur abandonner.

La France est engagée dans un processus où elle est tributaire de la bonne volonté des Etats-Unis

4. L'ambiguïté de la politique française risque donc de jouer au détriment de l'Europe. Les Américains imposent leurs vues : la France aura pris acte de ce que ses partenaires n'étaient pas prêts pour bâtir une défense européenne et les aura suivis. En d'autres termes, elle aurait choisi de s'abstenir à leur convocation de leur propre identité. Et si la France obtient vraiment d'échanger la consécration de l'OTAN contre son européanisation, la situation de l'Europe n'est pas meilleure. Car, dans un tel schéma, quelle raison reste-t-il de construire une organisation de sécurité propre à l'Europe ? En donnant à l'OTAN la plasticité nécessaire, la politique française actuelle lui offre tout l'espace que l'Union européenne essaye de conquérir laborieusement. Les Américains l'ont compris. A Berlin, ils ont accepté

tout ce qui intègre davantage l'Europe dans l'Alliance et refusé tout ce qui l'en - ou l'y - rendrait plus indépendante. Ce risque est d'autant plus grave que plétine la construction d'une politique européenne de défense. Seule fonctionne la coopération industrielle parce que les grands pays se trouvent désarmés, et avec de nouveaux besoins. Ils tâchent donc d'y répondre ensemble. C'est une réussite qui rend plus consistant encore le désarmement politique de l'Europe. Force est de constater que la France y contribue plus qu'elle n'y porte remède.

La France paraît chercher sa liberté dans un dosage entre l'Atlantique et l'Europe, comme hier entre l'Ouest et l'Est. Au-delà d'une liberté tout apparente qui satisfait les nostalgiques, il n'y a aucun bénéfice stratégique dans cette attitude. En revanche, son coût est manifeste dans la détérioration de la relation franco-allemande. L'entente des deux Etats a pu se bâtir parce que leurs dirigeants partageaient une conviction commune de l'impératif de l'union politique et qu'ils se plaçaient avant tout autre. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Les « ambitions » allemandes sont critiquées à Paris, et les « ambiguïtés » françaises à Bonn. Nul doute que les maladroites ne soient partagées ; mais elles n'auraient pas de telles conséquences si les stratégies restaient en harmonie. Or elles ne le sont plus, et c'est le vrai coût de la politique actuelle. L'ouverture française à l'OTAN apparaît aujourd'hui comme une concession faite pour gagner une aisance illusoire au prix de notre vraie liberté : une politique véritablement européenne, et donc franco-allemande. Qui peut prendre le risque de voir la France répéter l'échec de la CEE ? Pour la France comme pour l'Europe, la construction d'une politique de défense commune n'est pas une option, c'est une nécessité vitale. Si elle échoue, c'est toute la construction européenne qui, à terme, se défera. Sans fondement politico-militaire, la puissance économique de l'Europe ne sera qu'une illusion : elle servira, comme aujourd'hui en Bosnie ou en Palestine, à financer la politique de Washington. « L'Europe doit se faire solide si elle veut garder son crédit de commerçant », écrivait Nietzsche, en 1888.

Philippe Delmas est conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Défense européenne et OTAN : la dérive

par Paul Quilès

LES résultats du sommet de l'OTAN qui vient de se dérouler à Berlin sont présentés par M. Chirac comme un grand succès. Il paraît qu'une « identité européenne de défense » aurait été reconnue par l'OTAN, ce qui permettrait d'envisager la construction d'une véritable Europe de la défense.

Les communiqués triomphants et les déclarations d'autosatisfaction du gouvernement ne doivent pas nous empêcher de nous interroger sur la réalité des prétendues avancées dont l'accord de Berlin serait porteur.

Revenons d'abord un peu en arrière.

A la fin du mandat de François Mitterrand, la France était parvenue à donner un début de forme et de crédibilité à l'idée de défense européenne. Une coopération militaire sans précédent avait été mise en place avec l'Allemagne. Les Américains avaient accepté l'idée que la démarche européenne n'était pas dirigée contre l'OTAN. L'UEO avait été remise en marche et placée sous la responsabilité politique de l'Union européenne. Le premier noyau d'un outil proprement européen (l'Eurocorps) avait été créé. Deux sommets de l'OTAN avaient déjà reconnu l'identité européenne en matière de défense, sans que la France ait eu à faire de concession sur son statut.

Il avait fallu surmonter l'hostilité des Américains, l'inertie de nos partenaires, le scepticisme généralisé. Cet acquis était solide, mais aucun de ces résultats n'est définitivement acquis : sans une dynamique forte, tout peut se désagréger rapidement.

Or, depuis un an, M. Chirac est en train de procéder à une sérieuse remise en cause de notre politique de défense. Plusieurs décisions importantes, les unes spectaculaires (essais nucléaires), les autres discrètes (retour dans certains organes intégrés de l'OTAN), ont été prises ou sont envisagées (professionnalisation de nos armées, dissolution de la composante française de l'Eurocorps), qui toutes affectent notre doctrine militaire et notre politique d'alliances.

Cette révision s'est faite sans débat public, le gouvernement ayant pris soin jusqu'ici d'en parler le moins possible ou de le faire dans les termes les plus flous. Cela est

très regrettable, car de nombreuses questions se posent sur les raisons et les objectifs de la démarche de M. Chirac.

Par exemple : - Qu'est-ce qui a dicté ce changement de cap ? S'est-on brusquement avisé que l'OTAN aurait à ce point changé de nature que la France pourrait désormais y faire prévaloir ses vues ? Qu'il serait désormais impossible de construire une identité européenne de défense hors de son giron ? Si oui, il faut le dire et ouvrir le débat. Sinon, quels sont les objectifs que poursuit le gouvernement ?

- Pourquoi avoir choisi ce moment alors que les Américains, forts de leur privilège d'unique grande puissance, affirment à chaque occasion leur volonté d'hégémonie, et que la perspective de leurs élections ne les prédispose pas aux remises en cause ? Les concessions apparentes qu'ils viennent de faire ne visent-elles pas en particulier à réduire le rôle des Européens en Bosnie en décembre prochain à celui de suppléants ?

- Est-ce ainsi qu'on entend faire progresser la défense européenne ? N'est-il pas ingénu de confier aux Américains la responsabilité de la construire ? Croit-on vraiment qu'ils soient disposés à laisser l'Europe se doter d'attributs de puissance et de souveraineté qui la conduiraient à prendre dans le domaine militaire des décisions par elle-même ? En attendant, où en est le processus de fusion entre l'Union et l'UEO ? Que compte-t-on faire de l'Eurocorps, désormais opérationnel ?

- Est-ce ainsi que l'on compte maintenir l'influence de la France dans les affaires du monde ? Si nous devons partager notre souveraineté militaire, ne valait-il pas mieux se réserver de le faire au profit de l'Union européenne le moment venu, plutôt que la dilapider dans une organisation où les Américains n'accepteront qu'en apparence de se déposséder d'une partie de leur pouvoir ?

L'accord de Berlin risque fort de n'être qu'un accord de dupes

On aimerait que le président de la République et le gouvernement aient des réponses à apporter à ces questions. On aimerait être certain que leurs décisions ne compromettent pas des positions patiemment et tenacement conquises.

L'accord de Berlin risque fort en effet de n'être qu'un accord de dupes, puisque toute décision d'intervention européenne par le biais de l'OTAN sera soumise à l'autorisation unanime du Conseil atlantique (ce qui correspond à un droit de veto des Etats-Unis) et que la prééminence américaine dans le commandement allié en Europe (Saceur) n'est pas remise en cause.

Cette « européanisation de l'OTAN », qui n'a pas grand-chose à voir avec une défense européenne, conduit en réalité à faire des Etats-Unis le septième membre de l'Union européenne, dès lors qu'il s'agit de décisions concernant la défense. Ce n'est certainement pas ainsi que se forgera l'identité de l'Europe.

Même si cela n'est pas formellement annoncé, la réintégration complète de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN est en marche. Il n'est pas normal que cette intention de M. Chirac, s'agissant d'une importante évolution de notre politique d'alliances, n'ait jamais été explicitée et qu'on doive la découvrir par bribes. Décidément, après la « décision » de supprimer la conscription (qui est de la responsabilité du Parlement en vertu de l'article 34 de la Constitution), cette attitude du président de la République vient confirmer une dangereuse dérive vers un exercice solitaire du pouvoir.

Paul Quilès, ancien ministre, est député (PS) du Tarn.

Vers une nouvelle alliance

Suite de la première page

Mon collègue des affaires étrangères a récemment donné les raisons politiques qui expliquent notre démarche (Le Monde daté 2-3 juin). Elle met l'accent sur la relation étroite entre notre démarche européenne et notre politique vis-à-vis de l'OTAN. L'affirmation d'une identité européenne de défense est l'un des éléments majeurs de la rénovation de l'OTAN. La possibilité de recourir à des moyens de l'Alliance atlantique et de ses pays membres conforte les capacités européennes de gestion de crise. La rénovation de l'OTAN conditionne son élargissement futur. L'étroite cohérence entre la formation de l'identité européenne de sécurité et de défense et la pérennité d'une organisation atlantique est la meilleure façon d'établir solidement une sécurité européenne stable. Loin d'être incompatibles, ces deux enjeux sont interdépendants.

Le lien est également fort entre cette démarche et les réformes engagées en France depuis le mois de février. Le nouveau modèle d'armée, la loi de programmation militaire adoptée il y a quelques jours à l'Assemblée nationale, viennent à l'appui de nos solidarités et de nos engagements pour la sécurité de l'Europe : en témoignent l'accent mis sur des capacités de projection de puissance adaptées au nouvel environnement de la défense européenne, la priorité donnée au renseignement et à la prévention, avec les programmes spatiaux au service d'une capacité européenne nouvelle, la réalisation de moyens de commandement et d'action de nouvelle génération, interopérables

avec nos alliés, et bien entendu notre volonté de concertation dans le domaine nucléaire. Ces réformes donneront à notre instrument militaire souplesse et efficacité.

Quels sont concrètement les résultats de Berlin, du point de vue de la défense ?

Pour la première fois apparaît la possibilité d'un meilleur partage des responsabilités. Les Européens pourront remplir eux-mêmes certaines missions d'une façon harmonisée avec le système de coopération militaire mis en place au sein de l'Alliance. Ainsi pourront-ils mener des opérations en utilisant les moyens de l'OTAN sous le contrôle politique et la direction stratégique de l'UEO. A cette fin, le communiqué de Berlin prévoit trois principes :

- l'identification préalable des moyens de l'OTAN qui seraient mis à la disposition des Européens ;
- la définition des arrangements nécessaires pour actionner une chaîne de commandement européenne, indispensable à la conduite des opérations placées sous la responsabilité de l'UEO ;
- la planification et l'entraînement des éléments ainsi pré-identifiés dès le temps de paix.

Ces décisions ne manquent en aucune façon d'un désengagement américain. Elles permettent, pour reprendre l'expression du secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Christopher, « aux Européens de prendre encore plus de responsabilités dans l'Alliance tout en maintenant le lien vital » entre les Etats-Unis et l'Europe.

Beaucoup reste encore à faire cependant ! Il nous faut maintenant traduire les principes de Berlin dans

la réalité des structures et des procédures de l'OTAN. D'où l'importance de la réunion du 13 juin.

Concrètement, il s'agit dans les mois à venir de s'assurer de la cohérence des trois directions tracées à Berlin :

- la mise en œuvre des GFIM (groupes de forces interarmées multinationales), un des moyens pratiques pour permettre aux Européens d'utiliser des capacités de l'Alliance ; il faut désormais leur donner une précision des modalités concrètes de leur mise en œuvre, en prévoyant très vite la planification et les exercices indispensables pour s'assurer de leur efficacité ;

- l'identification des moyens nécessaires aux Européens, la désignation des responsables militaires à « double casquette », c'est-à-dire assumant à tous les niveaux de l'Alliance une fonction européenne additionnelle et susceptibles de conduire les opérations placées sous la responsabilité de l'UEO ; il faut également faire l'état réel des capacités opérationnelles européennes, et des lacunes à combler ;

- l'adaptation des futures structures militaires de l'OTAN.

Un travail a été engagé depuis plus de six mois par le Comité militaire de l'Alliance, qui a pour objet de dessiner les contours des futures structures militaires de l'OTAN rénovée. Cette « étude à long terme » devra permettre d'alléger l'organisation militaire, ainsi que de l'adapter à ses nouvelles missions de gestion de crises, tout en faisant à chaque pays membre la place qui lui revient. Pour cela, l'Alliance devra faire preuve d'imagination et d'audace, en secourant quelque peu

les habitudes prises. Il s'agit donc bien d'une réforme globale : les mois à venir seront particulièrement chargés si nous voulons aboutir avant les réunions ministérielles de l'OTAN de décembre prochain.

Il conviendra de veiller à la convergence des propositions qui seront faites dans ces trois domaines, pour que les réunions de décembre permettent effectivement de définir une organisation militaire renouée, apte à faire face aux défis de l'après-guerre froide.

L'affirmation d'une identité européenne de défense est l'un des éléments majeurs de la rénovation de l'OTAN

Cette réforme globale demandera, c'est l'évidence, plusieurs mois, voire davantage, pour être mise en œuvre de haut en bas. L'enjeu est effectivement de taille. La France, bien sûr, y travaillera pleinement. La réunion du Conseil atlantique du mois de décembre sera la prochaine étape importante. C'est en fonction du succès des travaux accomplis d'ici là que la France pourra alors prendre les décisions qui s'imposent concernant sa pleine participation à un système d'alliance profondément renoué qui permettra à l'identité européenne de s'affirmer. Loin d'un retour au passé, c'est

d'un nouveau départ qu'il s'agit. Ne nous trompons pas, c'est un événement majeur pour l'Europe et pour l'Alliance, mais aussi pour notre capacité à faire face aux défis futurs. S'il est concrétisé, le choix de Berlin viendra élargir nos options. La France savait jusqu'ici monter des opérations de gestion des crises seules, ou le cas échéant en coalition. En revanche, si elle affichait toujours, avec ses partenaires européens, son choix européen, force était de constater que les moyens manquaient pour que l'Union européenne de l'UEO puisse jouer tout le rôle qui lui revient en matière stratégique et militaire. Quant à l'organisation atlantique, la France ne pouvait l'aborder qu'avec une certaine distance, du fait même qu'elle ne permettait pas vraiment l'identification de l'Europe en son sein. Aujourd'hui, ces malentendus semblent dépassés.

Berlin fonde une alliance nouvelle. C'est un grand succès pour l'Europe que nous construisons, et pour les Européens qui aspirent à nous rejoindre. C'est aussi un succès pour notre partenariat avec les Etats-Unis, dont le président a su reconnaître que l'affirmation d'une identité européenne dans l'Alliance était le meilleur moyen d'assurer la pérennité de celle-ci. Les conditions nouvelles de la sécurité européenne ne laissent aucune chance au statu quo. Ma conviction est que Berlin a donné à la relation transatlantique le souffle nouveau qu'appellent les bouleversements géostratégiques qu'a connus l'Europe ces dernières années.

Charles Millon

se européenne
AN: la dérive

صحنات العمل

Le Monde
en été par le SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Fabrice Piquet
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournier, Robert Sol
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruce de Camille, Pierre Georges, Laurent Groussier, Danielle Jérome, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhote, Marcel Luchet, Luc Ruysschaert
Directeur adjoint : Dominique Séguy
Rédacteur en chef technique : Eric Adam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeau
Directeur adjoint : Eric Piquet / Directeur adjoint : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat / Directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Méral, président ; Olivier Giffard, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par le SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance
Siège social : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. : (0) 42-37-20-00. Télécopieur : (0) 42-37-20-21. Télex : 206 806 F

Le Monde

EDITORIAL

Le combat de M^{me} Suu Kyi

LA sinistre partie de cache-cache qui se déroule à Rangoun, entre un petit bout de dame qui se bat pour la liberté et des galonnés qui ne savent comment la faire taire, souligne à quel point les temps ont changé. Voilà trente ans, Ne Win pouvait plonger son royaume dans la ruine en se coupant du reste de la planète et en installant une « voie birmane » vers le socialisme. Les héritiers du dictateur doivent s'accommoder de la présence encombrante de Aung San Suu Kyi.

Après avoir révisé, en 1988, le pouvoir dans un bain de sang, les chefs de l'armée ont joué sur la peur, encore très sensible aujourd'hui, d'une répétition d'une répression assortie de massacres et de déplacements de populations urbaines. En félicitant promptement leurs voisins chinois d'en avoir fait presque autant en 1989, les généraux ont assuré leurs arrières : rééquipement de leur armée et premiers apaisements commerciaux. Enfin, thant un trait sur le fétichisme de Ne Win, ils ont ouvert le pays aux capitaux étrangers et aux touristes.

Ces initiatives leur ont permis d'imposer

progressivement aux minorités insurgées de l'Union birmane, rebaptisée Myanmar, des accords provisoires de cessez-le-feu ou, encore, de contraindre Khun Sa, le plus connu des trafiquants de drogue, à s'effacer du devant de la scène. La junte a, cependant, commis une bêtise : organiser des élections dès 1990, alors que M^{me} Suu Kyi était assignée à résidence. 85 % des Birmanes ont alors voté pour les candidats de la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Le calme apparent n'avait donc pour seule raison que la peur et les élus, bien entendu, n'ont jamais été autorisés à se réunir.

Depuis lors, le Conseil d'Etat pour la restauration de la loi et de l'ordre, nom officiel de la junte, cherche à assurer la pérennité de son

pouvoir, tout en faisant appel à l'étranger pour redresser l'économie.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) lui a tendu les bras, et a commencé à lui faire crédit.

C'est là que réside la marge de manœuvre de M^{me} Suu Kyi. Avancée la légitimité du vote de 1990, elle demande l'ouverture d'un dialogue avec les Etats-Unis, le Japon et l'Europe. On le lui refuse. Dans un système où le poids des mitrailleuses, la répression des libertés, les travaux forcés et l'argent de la drogue contribuent à ancrer une classe militaire dans ses privilèges plutôt qu'à relever le niveau de vie des populations, elle appelle les étrangers à y regarder à deux fois avant d'investir.

Parce qu'ils se sentaient en position de force, les généraux ont pris le risque de libérer le prix Nobel de la Paix 1991, après six années de résidence surveillée, afin de calmer l'opinion internationale. Comment auraient-ils pu, en effet, maintenir M^{me} Suu Kyi en prison alors que s'ouvrait, trois mois plus tard, l'année du tourisme en Birmanie ? Les généraux de Rangoun sont condamnés à choisir.

Le durcissement de Lionel Jospin

AU DIAPASON de son électoral, selon les sondages, attend de lui une ferme opposition au gouvernement, Lionel Jospin multiplie, depuis quelques jours, les attaques contre Jacques Chirac. De la Corse au rapprochement de la France avec l'OTAN, de la réforme de la fiscalité à la politique sociale, de l'affaire des HLM de la ville de Paris à celle de la « vache folle », en passant par la réforme du service national, rien ne trouve grâce aux yeux du premier secrétaire du Parti socialiste.

A Nantes, à Pau, devant le conseil national de son parti, celui qu'on jugeait trop timoré, ou trop respectueux d'un président de la République avec lequel il imagine cohabiter en 1998, muscle ses critiques, abandonne le registre des reproches diplomatiques et harcèle désormais M. Chirac, lui reprochant son « incohérence », son « irresponsabilité » ou, encore, d'avoir « manqué sa parole », de mener une politique « de plus en plus à droite », voire d'être « un héritier infidèle du gaullisme ».

Dès le premier anniversaire de l'élection de M. Chirac, M. Jospin avait annoncé un ton « plus fort ». Huit mois après son élection au poste de premier secrétaire, l'ancien candidat à l'élection présidentielle se libère de plus en plus du passé collectif des socialistes, n'ayant pas renoncé à dresser l'inventaire de ses succès comme de ses échecs. Ses attaques sur les HLM de Paris et sur la « vache folle » montrent qu'il croit possible aujourd'hui de renvoyer vers la droite le mistigri du discrédit qui s'était abattu sur le PS avec l'affaire Urba et celle du sang contaminé.

« Ne faisons pas fantasmer les Français sur des choses que nous serions incapables d'appliquer si nous étions au pouvoir »

Si M. Jospin a remis « un tigre dans son moteur », après s'être employé à relancer une machine socialiste bien grippée, il reste pourtant fidèle à une stratégie exposée à l'Institut d'études politiques de Toulouse en février. « Le PS doit se poser en s'opposant », avait-il expliqué en insistant sur la nécessité de mener une « critique systématique et forte du gouvernement en place ». « Le PS doit aussi se poser en s'affirmant, avait-il ajouté, c'est-à-dire [...] en interrogeant ce que nous avons fait (pas toujours au mieux) et en disant ce que nous ferions, en étant une force de proposition », disait-il. « C'est en recherchant la synthèse de ces deux arts de s'opposer que je m'efforce de conduire l'action du Parti socialiste », avait conclu M. Jospin en justifiant sa gestion du ton... et du temps.

Dans le harcèlement qu'il mène désormais contre M. Chirac, M. Jospin veut convaincre l'opinion que, trois ans après son retentissant échec aux élections de 1993, le PS est de nouveau prêt à l'alternance. Cela suppose à la fois qu'il persuade l'électorat qu'il n'y a pas d'alternative de droite - du côté de Philippe Séguin - ni, encore moins, d'extrême droite, et que son parti prépare bel et bien une alternative de gauche. Il s'efforce donc de favoriser un nouveau ras-

semblement de la gauche, non sans succès puisque Robert Hue est prêt, à certaines conditions, à participer à un gouvernement socialiste. Il s'efforce surtout de rénover les idées de son parti et de rebâtir son programme, suivant « son » calendrier. Après les conventions sur l'Europe et la démocratie, la redistribution sera à l'ordre du jour à l'automne. Le congrès, en mars 1997, précèdera la distribution des investitures.

Dans l'éventualité d'un succès aux législatives de 1998, M. Jospin récuse toute cohabitation « de combat », contrairement aux vœux de la Gauche socialiste, et privilégie des « propositions fortes mais applicables ». « Ne faisons pas fantasmer les Français sur des choses que nous serions incapables d'appliquer si nous étions au pouvoir », dit-il le 12 mai. Ainsi, ce qui pourrait entraîner une révision de la Constitution, relevant de l'initiative du chef de l'Etat, sera écarté du programme législatif, comme le droit de vote des étrangers ou le quinquennat.

Le « réalisme de gauche » du premier secrétaire peut le conduire à privilégier tantôt le premier terme, comme sur l'Europe, tantôt le second, comme sur la démocratie, où, avec le rétablissement de l'autorisation administrative préalable de licenciement, il ravit à coup sûr ses militants, la démonstration restant à faire auprès de son électoral. Au passage, il fait coup double en réalisant la synthèse sur un contrôle administratif, auquel il est personnellement favorable, et en remettant au goût du jour une réforme introduite par M. Chirac en 1974.

Cette démarche l'amène à privilégier le consensus interne, ce « travail d'élaboration collective » dont il ne veut exclure personne. Il refuse de se transformer en « béliard d'une force quelconque » ou encore d'être « à la tête d'un courant ou d'une embouchure (de courants) ». Le risque est qu'il apparaisse plus en relai qu'en avant-garde de son parti. Comme il rejette toute idée de création d'un courant jospiniste, au nom du rassemblement, ses propres amis apparaissent plus en retrait dans le défrichage d'idées nouvelles.

Daniel Vaillant, son numéro deux, s'attèle à la préparation des élections. Ni Pierre Moscovici, ni Dominique Strauss-Kahn ne se sont mis en avant sur la démocratie. Partisan d'une politique économique et sociale en rupture avec celle des derniers gouvernements socialistes, M. Jospin défend dans le débat sur la redistribution que celui-ci fera réapparaître des chivages internes, à la veille d'un congrès où le premier secrétaire recherchera un nouvel équilibre.

Tout le problème de M. Jospin est que son travail de reconquête de l'électorat, sur son programme et non sur un simple rejet de la droite, passe par un strict respect du calendrier. Or, même au PS, des responsables comme Julien Dray ou Jean Poperen croient de plus en plus à des élections anticipées, en évoquant l'hypothèse de législature qui traiterait jusqu'à la fin du septennat de M. Chirac. M. Jospin ne se place pas dans cette perspective, envisagée déjà par Laurent Fabius en septembre 1995, mais il a tout intérêt à poursuivre son harcèlement du chef de l'Etat, histoire de le dissuader de bousculer le calendrier, en le persuadant que le PS est vraiment redevenu « menaçant ».

Michel Noblecourt

Les gens par Kerleroux



Les « vaches folles » et la démocratie

SUR QUELS FILS tenus peuvent bien tenir la vérité scientifique et la transparence de l'action politique ? La crise de la « vache folle » fournit depuis quelques semaines un formidable terrain d'observation, permettant d'assister « en direct » ou presque aux échanges habituellement confidentiels qui, dans le champ de la santé publique, se tiennent entre les autorités gouvernementales et les experts que ces mêmes autorités désignent et commentent.

Il y a ici une situation peu banale, de nouveaux rapports de force qui font que l'on inaugure, quelques années après la lecture des affaires du sang contaminé, un nouvel exercice de la démocratie : un exercice fortement soutenu par une opinion de plus en plus soucieuse de voir accorder une priorité absolue aux impératifs de santé publique dans les choix économiques et politiques.

Le dernier épisode en date, qui voit le Parti socialiste accuser le président de la République et le premier ministre d'« irresponsabilité », est, de ce point de vue, exemplaire. Résumons : l'accumulation d'observations et de résultats scientifiques a, ces dernières années, permis d'établir que certains tissus de bovins contaminés par l'agent infectieux de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle », étaient, beaucoup plus que d'autres, susceptibles d'être contaminants. C'est cette analyse du risque infectieux qui devrait conduire les responsables britanniques - suivis sur ce point par leurs homologues français - à proscrire l'utilisation et la consommation de certains abats bovins.

C'est cette même analyse qui fut à l'origine de l'interdiction progressive, outre-Manche, des « farines animales » dans l'alimentation des animaux. C'est cette analyse encore qui a amené la communauté médicale vétérinaire à s'interroger sur les procédés de fabrication et d'inactivation mis en œuvre par les industriels fabriquant de la gélatine d'origine bovine.

REMARQUE La technicité des questions soulevées dans cette affaire ne doit nullement en masquer l'importance. En Grande-Bretagne, plus de 160 000 bovins ont été officiellement déclarés atteints par l'ESB. Beaucoup d'autres ont vraisemblablement été abattus avant que l'infection ne soit entrée dans sa phase symptomatique. Tout indique que cette épidémie ne sera pas éradiquée avant les premières années du siècle prochain, et ce d'autant plus que le gouvernement britannique a reconnu, il y a quelques jours, que des farines potentiellement contaminantes ont continué jusqu'à ces dernières semaines à être incorporées à l'alimentation des bovins.

Cet élément nouveau laisse craindre de substantiels retards dans la chronologie prévue de l'éradication. Il faut à cela ajouter les incompréhensibles atermoiements du gouvernement de John Major concernant le plan d'abattage - soutenu financièrement par l'Union européenne - du cheptel bovin britannique, les sérieuses interrogations sur l'hygiène des procédures d'abattage mises en œuvre en Grande-Bretagne et le refus réitéré de Londres de fournir aux capitales européennes les procédures

détaillées de fabrication de sa gélatine bovine. En dépit de toutes ces données et de l'extrême diffusion de la gélatine bovine dans l'alimentation humaine, l'assouplissement de l'embargo frappant ce produit depuis la fin mars est devenu un enjeu prioritaire dans les tractations menées au sein de l'Union européenne. La France avait, par la voix de Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, rejoint dès la fin mars la position - de défense stricte de la santé publique et, à ce titre, imposant un embargo total - défendue par l'Allemagne.

Deux mois plus tard, et en l'absence de tout élément scientifique nouveau, M. Vasseur votait pour l'assouplissement de ce même embargo. Ce vote était certes conditionné à une série de contrôles techniques. Mais comment comprendre que les autorités françaises aient pu à ce point ignorer la portée de leur volte-face et en sous-estimer les conséquences au sein de l'Union européenne ? L'urgence diplomatique et la volonté élyséenne étaient-elles si grandes qu'il fallait prendre le risque d'être accusé d'incohérence et d'irresponsabilité ?

LA SANTÉ SOUS-ESTIMÉE

Ces accusations ont pris d'autant plus de corps qu'on a découvert, par voie de presse, que ceux-là mêmes qui avaient toujours promis de s'en tenir aux conclusions des scientifiques ont, en définitive, choisi de ne pas rendre public en temps et en heure un document de la plus haute importance : un document daté du 9 mai, rédigé par un groupe multidisciplinaire de vingt-quatre experts, médecins, vétérinaires et biologistes, nommés

par trois ministères, et qui, contrairement aux assertions d'Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, résumait parfaitement la conduite que devait tenir le gouvernement français en vertu du principe de précaution et au nom des impératifs sanitaires collectifs.

Le temps biologique et médical étant ce qu'il est, rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que les contradictions de la gestion par le gouvernement français de la crise de la « vache folle » ont d'ores et déjà eu des conséquences négatives sur la santé humaine. Le leçon de démocratie que fournit l'actuelle lecture de cette crise démontre toutefois que, dix ans après les événements du « sang contaminé », les plus hauts responsables politiques français n'ont toujours pas compris l'importance qu'ils se devaient d'accorder aux questions de santé publique. Des questions qui imposent, au-delà des déclarations de bonne intention, des analyses fines du rapport bénéfices-risques et une réelle transparence des documents disponibles et des choix à effectuer.

Dans les prochaines semaines, les pouvoirs publics vont vraisemblablement se trouver confrontés à des scénarios du type « gélatine ». Deux sont d'ores et déjà connus. Ils concernent le plan d'abattage des bovins britanniques et l'interdiction ou non, en France, de l'alimentation des animaux par des farines « animales ». On veut croire que le gouvernement d'Alain Juppé publiera sans tarder, sur ces questions, l'avis des experts français et qu'il en tirera au plus vite les conséquences.

Jean-Yves Nau

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Jean-Michel Helvig

■ Ainsi, grâce à un droit de réponse généreusement accordé par des juges dont on préfère croire qu'ils n'ont été aveuglés que par leur juridisme étroit, Jean-Marie Le Pen a-t-il pu s'octroyer un espace de propagande dans les colonnes de notre confrère (*Le Monde*)...

Il ne s'agit plus d'une mise en cause du droit à la critique, mais d'un empêchement du devoir d'informer... Jean-Marie Le Pen, qui voudrait que l'on n'écrive sur son parti que ce qu'il ordonne, a donc pu effacer (symboliquement) cette information juste par une information fautive. On espère qu'il se trouvera des magistrats de la cour d'appel pour censurer cette évidente atteinte à la liberté de la presse.

THE WALL STREET JOURNAL

La réforme fiscale qu'a présentée Alain Juppé la semaine dernière a été saluée comme un plan « d'inspiration ultra-libérale ». C'est une qualification que l'on réserve d'habitude aux politiques vraiment libérales comme le furent celles de Ronald Reagan ou Margaret Thatcher. Aussi peut-on s'étonner de voir qualifier ainsi un plan d'Alain Juppé, maître es-compromis...

Les recrudescences constantes du premier ministre face à la pression des syndicats laissent mal augurer de la réforme. Un nouvel assouplissement de la rigueur budgétaire conduirait une fois de plus à un report des réductions d'impôts et de la réforme fiscale. D'ores et déjà, les groupes de pression sont l'arme au poing...

M. Chirac devrait user de ses pouvoirs présidentiels considérables pour soutenir cette réforme... Si elle est abandonnée au seul premier ministre, son avenir est mal assuré.

TRANSPORTS Le gouvernement devrait dévoiler en début de semaine son nouveau plan de sauvetage de la SNCF. Les députés devraient en débattre mardi 11 juin et

les sénateurs le 25 juin. L'Etat va confier la propriété des voies ferrées à une nouvelle structure juridique autonome, probablement un établissement public. ● L'ETABLISSEMENT

bénéficiera d'une subvention supplémentaire de 10 milliards par an qui devrait lui permettre de présenter des comptes équilibrés. ● L'EXPLOITATION reviendra à la nouvelle SNCF

Allégée du poids des infrastructures, elle aura pour tâche de réduire ses frais et de relancer sa politique commerciale. ● LA DETTE (175 milliards de francs) est partagée entre

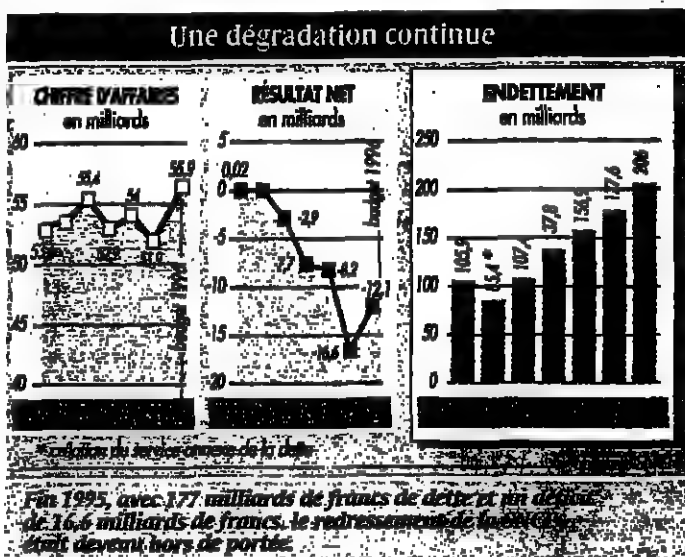
les deux entités. Aucun mécanisme d'effacement n'a été prévu par le gouvernement. Les 10 milliards de subvention devraient provenir du report des contrats de plan Etat-région.

L'Etat décharge la SNCF des infrastructures ferroviaires

Un nouvel établissement public sera créé, qui recevra environ 10 milliards de francs supplémentaires de subvention annuelle. Allégée, la SNCF devra rééquilibrer ses comptes en réduisant ses charges et en redynamisant sa politique commerciale

LES ARBITRAGES ont été rendus. Six mois après la fin du conflit social de l'hiver dernier qui avait contraint l'Etat à remiser son contrat de plan, le gouvernement va décider, en ce début de semaine, ses nouvelles propositions de sauvetage de l'entreprise de la SNCF. Lundi, Bernard Pons, le ministre des transports, et Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat, présenteront le mécanisme général aux cheminots. Mardi, ils le détailleront devant les députés, qui en débattent.

L'Etat a décidé de reprendre la propriété des voies ferrées, aujourd'hui déléguée à la SNCF, pour la confier à une nouvelle structure juridique autonome, probablement un établissement public. Ce transfert induira un coût budgétaire supplémentaire significatif pour l'Etat puisque celui-ci s'engage à verser quelque 10 milliards de francs de subvention annuelle à cet établissement public qui s'ajoutent aux 13 milliards de francs qu'il accorde déjà au titre des infrastructures. Au total, le



nouvel établissement devrait présenter des comptes équilibrés compte tenu de ces sommes additionnées des 7 à 8 milliards de francs de péages que la SNCF lui versera. C'est toutefois, la SNCF

qui continuera, sous l'autorité et la responsabilité financière du nouvel organisme, à entretenir et à construire les voies ferrées. Concernant la dette (175 milliards de francs), l'établissement

public héritera, en toute logique, de la part imputable aux financements passés des infrastructures de la SNCF. Différents experts l'évaluent entre 120 et 130 milliards de francs. S'y ajouteront probablement les 31 milliards de francs de dette dont l'Etat avait déchargé la SNCF lors du précédent contrat de plan et qui avaient été placés dans un budget annexe. Globalement, le gouvernement n'a pas prévu de mécanisme particulier pour permettre au futur établissement public d'apurer progressivement cette somme. Conformément à la nouvelle ligne budgétaire du gouvernement de M. Juppé, toute nouvelle recette affectée est exclue, contrairement, par exemple, au schéma allemand, où le gouvernement fédéral a institué une taxe de 80 centimes par litre sur l'essence. Le gouvernement français a également exclu de mettre en place une structure de cantonnement, comme le lui avait suggéré le Conseil économique et social (Le Monde du 24 avril), où les dettes de l'entreprise auraient été

gagées par ses actifs. La méthode retenue sera probablement d'allonger d'une année la durée des contrats de plan entre l'Etat et les régions et de décaler ainsi les 10 milliards de subventions annuelles.

Un président au temps compté

« Le temps m'est compté », reconnaît volontiers Loïc Le Floch Prigent, le président de la SNCF. D'abord parce que, après avoir l'avoir allégée des infrastructures, le gouvernement lui demande de redresser rapidement les comptes. Et, surtout, parce qu'il doit prendre la justice de vitesse. En effet, dans le cadre d'une enquête sur les sociétés du groupe Biedermann, le juge d'instruction Eva Joly a mis en examen plusieurs personnes et placé en détention son PDG, M. Le Floch Prigent, lorsqu'il était à la tête d'Elf-Aquitaine, avait versé plusieurs centaines de millions de francs aux sociétés de M. Biedermann.

« La dette incommensurable, bien entendu, dans l'adhésion des cheminots à ce plan de redressement. Interpréteront-ils la création d'un nouvel établissement public comme les prémices d'un démantèlement de la SNCF ? Considéreront-ils que l'Etat actionnaire a rempli ses obligations en récupérant la dette liée aux infrastructures mais en laissant une part significative de l'endettement à la charge de l'entreprise, sans prévoir de mécanisme spécifique de désendettement progressif ? Le 6 juin, ils ont démontré, lors de la manifestation nationale à Paris (Le Monde du 7 juin), leur capacité à rester mobilisés.

Christophe Jakubyszyn

Les leçons de l'expérience italienne

AU MOMENT où les chemins de fer britanniques s'engagent, au début des années 90, dans une libéralisation très idéologique (Le Monde du 3 mai) et que leurs homologues allemands choisissent de remettre les compteurs de l'endettement à zéro, la Ferrovie dello Stato, la compagnie ferroviaire italienne, choisit la révolution managériale.

En cinq ans, le chiffre d'affaires a progressé de 40 %. Depuis sa transformation en société anonyme, il y a trois ans, les pertes ont été ramennées de 4 000 milliards de lire à 1 000 milliards (3,35 milliards de francs). « Nous avons considérablement amélioré la qualité de notre service pour les voyageurs en termes de ponctualité, d'interconnexion avec les services régionaux et de services à bord », explique Lorenzo Necci, président-directeur général de Ferrovie dello Stato (FS), reçu, vendredi 7 juin, par l'Institut supérieur des affaires (ISA) du groupe HEC.

L'Etat a aidé l'entreprise ferroviaire à réduire ses coûts en mettant en place un généreux programme de départs en préretraite qui a permis à FS de ramener le nombre de ses employés de 250 000 à 130 000 en cinq ans.

Lorenzo Necci va engager dans les prochains mois la deuxième phase de sa révolution. L'activité de construction et d'entretien des voies de chemin de fer devrait être filialisée, sous la responsabilité de l'Etat. La puissance publique, qui

se concentrera sur son rôle de régulateur de l'infrastructure et fixera les règles d'accès des opérateurs au réseau, pourrait toutefois privilégier la nouvelle société propriétaire des voies.

En ce qui concerne l'activité d'opérateur ferroviaire, Lorenzo Necci n'exclut pas la privatisation de 4 000 à 6 000 kilomètres de lignes voyageurs. Lorenzo Necci réclame la responsabilisation des collectivités locales pour les services régionaux. Pour les réseaux de transport public urbains, il « exclut d'être l'opérateur direct d'un véritable service public ». « Je veux bien être prestataire de services et être payé par la ville concernée, mais je n'investirai pas en propre », explique-t-il.

FINANCEMENT MIXTE

Pour le fret, « nous avons porté nos efforts sur le service et obtenu d'excellents résultats », explique le PDG de FS, qui croit à l'émergence de « sociétés de marchandises européennes ». Dans ce domaine, « il faudra que deux ou trois opérateurs européens se fassent concurrence sur l'ensemble du réseau européen », explique-t-il, en référence implicite au modèle américain, où la taille du marché permet à plusieurs entreprises concurrentes d'être largement bénéficiaires.

Enfin, pour les lignes à grande vitesse (une ligne Nord-Sud desservant Milan, Florence,

Rome et Naples et une ligne Ouest-Est reliant Turin, Milan, Venise et Trieste), les travaux et l'exploitation future ont déjà été entièrement confiés à une société distincte, la TAV, qui associe capitaux publics et privés.

Dotée aujourd'hui d'un capital de 2 000 milliards de lire (7,7 milliards de francs), la majorité publique mais associant une soixantaine d'investisseurs privés, la TAV prévoit de s'introduire en Bourse l'an prochain.

Lorenzo Necci a aussi insisté sur le caractère stratégique du futur lien à grande vitesse entre Lyon et Turin. Ce projet, qui n'offre qu'une rentabilité de 6,5 %, devra faire, selon lui, l'objet d'un financement mixte public-privé.

Dans sa vision des chemins de fer, Lorenzo Necci a fait, avant tout, preuve de pragmatisme. « Une libéralisation sauvage des infrastructures européennes nous obligerait à fermer une partie importante de nos lignes, à nous concentrer sur quelques lignes TGV stratégiques et à renoncer au transport public local », explique-t-il. « Une libéralisation mieux maîtrisée permettrait à l'Etat de devenir le régulateur de l'ensemble du système ferroviaire. Elle permettrait la conclusion d'alliances européennes salutaires pour la survie du rail. » Pour Lorenzo Necci, il est temps qu'émerge une véritable politique européenne des infrastructures.

C. J.

60 000 emplois sont menacés dans l'armement

LE GOUVERNEMENT reconnaît aujourd'hui qu'un salarié sur cinq du secteur de l'armement est menacé de perdre son emploi d'ici à 2002. « Selon les informations données à votre commission par le ministre de la défense, écrit Jacques Boyon, président de la commission de la défense et député RPR de l'Ain, dans le rapport qu'il a adressé à ses collègues, le flux de suppression d'emplois annuel enregistré depuis 1990, soit 10 000 par an, devrait se poursuivre pendant toute la période couverte par la loi de programmation militaire. » Ce qui signifie, précise M. Boyon, que « l'industrie de l'armement devrait donc perdre 60 000 emplois entre 1997 et 2002 ». Soit un salarié sur cinq, dans un secteur qui en occupe 200 000 directement et 100 000 indirectement.

Après avoir considéré que « cette prévision se réaliserait assurément si on laissait les choses suivre leur cours », le rapporteur ajoute que la baisse des effectifs pourrait être contenue par « une politique plus volontariste sur les structures [de l'industrie de l'armement] et pour l'exportation ».

En octobre 1995, dans un rapport d'information que la commission de la défense n'a finalement pas publié, M. Galy-Dejean avait évalué à 50 000 le nombre prévisible des suppressions d'emplois. Mais, dans son entretien télévisé du 22 février dernier, Jacques Chirac avait vive-

ment contesté ces analyses. « J'ai entendu des choses tout à fait étonnantes », a dit le président de la République. C'est absurde. L'effort de restructuration va nous donner un plan nouveau. » C'est le secteur aéronautique – tant l'aviation de combat que l'aviation de transport – et celui de l'armement terrestre – les blindés comme l'artillerie – qui sont, de loin, les plus visés par les réductions budgétaires et par les probables dévaluations d'effectifs qu'elles entraînent. Le secteur de l'armement naval bénéficie, en revanche, de crédits, somme toute, équivalents aux périodes antérieures.

DÉVELOPPER LES EXPORTATIONS

Pour limiter cette dégradation attendue, le gouvernement compte sur la restructuration qui consiste à créer des « pôles » de regroupement franco-français dans les activités nucléaires, électroniques, aéronautiques et électromécaniques, de façon à les renforcer. Ce qui n'interdit pas à plus long terme une ouverture de ces « pôles » à des partenaires européens. De source industrielle, on évalue à 25 milliards de francs le coût global de ces restructurations.

En outre, le gouvernement veut développer les exportations d'armement sur la base de propositions du rapport de Bruno Durieux (Le Monde du 26 avril). Lors

du dernier conseil des ministres, M. Chirac – qui a eu l'occasion de s'impliquer en intervenant, de vive voix ou par lettre, auprès des dirigeants de plusieurs pays clients – a préconisé de redynamiser les exportations sans états d'âme.

Dans les semaines prochaines, le ministre de la défense, Charles Millon, annoncera un plan censé organiser les soutiens et les aides de l'Etat aux ventes d'armes.

Jacques Isnard

Une faillite de Herstal compromettrait la vente par le GIAT de chars Leclerc aux Saoudiens

d'affaires de 3 milliards de francs en 1995. Un désengagement brutal de GIAT Industries, s'il devait avoir lieu, aurait des répercussions, encore difficiles à évaluer, sur le sort d'un contrat de chars français en Arabie saoudite, où Herstal a une certaine influence.

DES COMMANDES INSUFFISANTES

C'est en 1990, pratiquement l'année de sa constitution, que GIAT Industries a acquis Herstal, un groupe liégeois propriétaire des armes de chasse Browning et Winchester aux Etats-Unis. Après des profits en 1993 et 1994, Herstal, au vu des commandes, est condamné à des résultats nets négatifs en 1995 et 1996. D'où un plan de suppression de 740 emplois (dont 397 en Belgique) sur les 3 650 que compte l'entreprise dans le monde et un plan de relance de quelque 500 millions de francs.

GIAT Industries, qui doit lui-même réduire d'un quart ses effectifs en France, n'est plus en mesure d'assurer la relance de sa filiale belge et propose, avec la Région wallonne, qui détient les 8 % restants du capital, une stratégie lui permettant de se désengager progressivement « à travers l'élargissement de l'actionnariat à un tiers », selon Claude Elsen, le président-administrateur délégué de Herstal.

La situation est suivie avec beaucoup d'attention par les autorités wallonnes, dont deux représentants siègent au conseil d'administration de Herstal.

Depuis plusieurs mois, GIAT Industries négocie la fourniture à Riyad de chars Leclerc, sur la base de trois contrats potentiels de cent cinquante blindés chacun et étalés dans le temps, face à des propositions américaines (le char Abrams) et britanniques (le char Challenger). Le chef de l'Etat français, qui pourrait se rendre en juillet en Arabie saoudite, attache une grande importance à ce contrat, dont, néanmoins, l'aboutissement n'est pas attendu avant l'année prochaine au plus tôt.

C'est Herstal qui a servi d'intermédiaire, au début des discussions, auprès du prince héritier Abdallah Ben Abdel Aziz, qui est l'un des décideurs majeurs à Riyad et dont l'entourage est, en partie, composé de conseillers belges (et plus spécialement wallons). De nombreux experts se disent convaincus qu'un contentieux, à propos de l'avenir du groupe Herstal, entre les autorités wallonnes et GIAT Industries pourrait avoir de graves répercussions sur la vente des Leclerc à l'Arabie saoudite.

J. L.

Synthélabo

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de Synthélabo s'est réunie le vendredi 7 juin 1996 sous la présidence de M. Hervé Godin, Président-directeur général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1995 et décidé de distribuer un dividende en numéraire de 4,34 francs par action (contre 3,74 francs en 1994) correspondant, compte tenu de l'avoir fiscal, à un revenu global de 6,51 francs, soit une progression de 16 %. Ce dividende sera mis en paiement à partir du mardi 25 juin 1996.

L'activité des premiers mois de l'année devrait permettre à Synthélabo d'atteindre ses objectifs pour 1996, soit un chiffre d'affaires supérieur à 10 milliards de francs et une marge nette de 9 %.

Le rapport annuel de Synthélabo peut être obtenu auprès de la Direction de l'information financière et des relations avec les investisseurs - B.P. 72 - 22, avenue Galilée - 92352 Le Plessis Robinson Cedex - Tél. 45.37.57.42.

La Banque des règlements internationaux souhaite un renforcement de la coopération financière

L'institution souligne les risques liés à l'essor des marchés de capitaux

Dans son rapport annuel, publié lundi 10 juin, la Banque des règlements internationaux (BRI) estime que la prévention et la gestion des crises fi-

nançières sont à présent parmi les questions essentielles qui se posent aux autorités. Elle souhaite un renforcement de la coopération in-

ternationale, en soulignant les risques que font peser une concurrence accrue entre les banques et l'essor des marchés de capitaux.

« IL EST ATTRISTANT de constater que, durant l'époque de l'après-guerre, la plupart des initiatives visant à renforcer la coopération financière internationale ont été prises sous la pression d'une crise financière », juge la Banque des règlements internationaux (BRI), dans la conclusion de son rapport annuel, rendu public lundi 10 juin. L'année 1995 n'a pas, selon elle, dérogé à cette règle.

Il a fallu, par exemple, attendre la crise mexicaine pour que soient étudiés les moyens de renforcer les capacités d'intervention du Fonds monétaire international (FMI) et de résoudre les crises de liquidité d'emprunteurs souverains. Il convient, dans ces conditions, de « promouvoir la coopération financière internationale », une concertation que la mondialisation et l'essor des marchés de capitaux rendent plus indispensable encore.

« Le système financier international continue régulièrement de s'accroître en importance, en complexité et dans sa dimension géographique », souligne la BRI. Elle a réalisé plusieurs études qui illustrent cet essor spectaculaire. Les opérations transfrontalières sur actions et obligations au sein des sept pays les plus industrialisés sont passées de 35 % du produit intérieur brut en 1985 à 140 % environ en 1995. L'encours des contrats sur produits dérivés, sur les marchés non organisés, s'élevait, au mois d'avril 1995, à environ 40 000 milliards de dollars. Enfin, à la même date, le volume global quotidien des opérations de change se montait à 1 190 milliards de dollars.

Malgré ces chiffres propres à donner le vertige, la BRI se veut rassurante : « Le système a continué de fonctionner correctement face à divers chocs - crise mexicaine, dé-

faillance de Barings, pertes de Daiwa dans l'activité de négociation - et aux difficultés rencontrées par le système bancaire japonais. »

TROIS MOTIFS D'INQUIETUDE Cette résistance ne saurait toutefois « justifier une attitude complaisante », selon la BRI, qui perçoit trois grands motifs d'inquiétude. Le premier réside dans les pressions qui s'exercent sur le système bancaire, en raison d'une concurrence exacerbée. La banque des banques souhaite poursuivre des mouvements de restructuration, en soulignant « les risques potentiels inhérents à un système bancaire inefficace ». Elle préconise notamment - un message qui s'adresse spécifiquement à la France - « la réduction des obstacles artificiels aux fusions et acquisitions, au-delà des frontières nationales en

particulier, tout comme la déréglementation des marchés du travail ».

Son deuxième motif de préoccupation est que « de gros intervenants se trouvent pris au dépourvu par des variations soudaines des prix et accrues ainsi qu'il la faille », un risque accru, selon elle, « par le regain d'appétit des investisseurs pour le risque ».

Troisième source d'inquiétude : l'absence de distinction claire entre les différents instruments financiers et les diverses catégories d'opérateurs. « Les autorités ne peuvent se reposer essentiellement sur la discipline de marché : il importe également de renforcer notablement les procédures de surveillance », estime la BRI, qui s'interroge sur la nécessité d'instaurer « un régulateur principal ».

Pierre-Antoine Delhomme

L'encours immobilier des banques s'est réduit de 10 %

SELON UNE ÉTUDE publiée par la lettre spécialisée Immo Presse, l'encours total brut des banques dans l'immobilier (hors structures de cantonnement) s'est réduit en un an de 10 %, passant de 250 milliards de francs en 1994 à 225 milliards à fin 1995. L'encours douteux brut est resté stable à 100 milliards de francs, tandis que le stock de provisions est en hausse de 15 % à 60 milliards. Selon ce bilan annuel, le réajustement de la valeur des actifs immobiliers des banques a été largement réalisé. Les banques et les structures de cantonnement ont réussi à céder en 1995 entre 10 et 15 milliards de francs d'immobilier. CDR Immobilier, la structure du Crédit lyonnais, a vendu pour 2,9 milliards de francs, l'UIC Sofal (GAN) 1,8 milliard de francs, et la Barclays a vendu son portefeuille immobilier. Le mouvement devrait se poursuivre en 1996 : en première ligne des acquéreurs, les fonds « vautours » anglo-saxons spécialisés dans le rachat à la « casse ».

DÉPÊCHES

■ BT : l'exploitant téléphonique britannique et son allié américain MCI devaient annoncer, lundi 10 juin, le lancement d'un réseau mondial de communication venant se raccorder sur Internet, dont il accèderait la capacité de 30 %, selon le Financial Times paru le 10 juin. L'opérateur et gestionnaire du réseau serait Concert, société mise en place il y a deux ans par les deux groupes afin d'attaquer la clientèle des entreprises multinationales. BT et MCI devaient également annoncer le nom d'un nouveau distributeur des services de Concert dans la région Asie-Pacifique, qui pourrait être le groupe japonais NTT.

■ FUJITSU : le groupe japonais a annoncé lundi 10 juin qu'il va reporter la construction de nouvelles lignes de production de mémoires DRAM aux États-Unis et en Grande-Bretagne, en raison de l'évolution défavorable du marché. L'usine aux États-Unis verrait son ouverture reportée de six mois et pourrait fabriquer des DRAM de 64 mégabits, sautant l'étape des puces de 16 mégabits, dont les prix ont chuté de 60 % depuis début 1996.

■ EDS : le groupe américain de services informatiques Electronic Data Systems (EDS) devait être coté pour la première fois lundi 10 juin au New York Stock Exchange. Son ancienne maison mère, General Motors, avait annoncé, le 1^{er} avril dernier, la cession en Bourse de sa filiale.

■ BAYER : le géant allemand de la chimie Bayer veut investir 18 milliards de deutschemarks (1 DM vaut 3,40 francs) dans les cinq prochaines années, dont 7 milliards en Allemagne, a affirmé le président de son directoire Manfred Schneider, dans un entretien publié lundi par le quotidien Bild Zeitung. Selon M. Schneider, Bayer pourrait disposer d'un médicament contre la maladie d'Alzheimer d'ici trois ans, ainsi qu'un produit phytosanitaire respectueux de l'environnement.

■ TRANSPORT AÉRIEN : quinze lignes aériennes supplémentaires, dont trois en Guyane, sont devenues éligibles pour recevoir en 1996 une subvention au titre de l'aménagement du territoire et du fonds de péréquation des transports aériens, mis en place par le secrétaire d'État aux transports en 1995.

■ EDF-GDF : les fédérations CGT, CFTD et FO d'EDF ont appelé, vendredi 7 juin, les électriciens et gaziers à « prolonger la dynamique » de la grève et de la manifestation de mercredi dernier en organisant, le 20 juin, « une grande journée nationale d'actions sous diverses formes ».

■ ASSURANCES : les États-Unis et le Japon ne sont pas parvenus à rapprocher leurs positions sur l'ouverture du marché nippon de l'assurance, à l'issue d'une rencontre - la deuxième en une semaine - entre le ministre japonais des finances Wataru Kubo et l'ambassadeur américain Walter Mondale, rapporte la presse japonaise.

ING Barings porte plainte contre le débauchage de ses cadres

La Deutsche Morgan Grenfell cherche à racheter des équipes entières

LONDRES de notre correspondant dans la City

La décision de la banque d'affaires néerlandaise-anglaise ING Barings de traîner devant les tribunaux américains sa rivale, Deutsche Morgan Grenfell (DMG), accusée de lui avoir soufflé à grands traits une quarantaine de ses opérateurs, relance la vive controverse provoquée par l'envoie des salaires dans la City (Le Monde du 1^{er} juin).

« Deutsche über alles », titrait récemment un hebdomadaire financier spécialisé, à propos du « monoton noir » de la City, la Deutsche Morgan Grenfell (DMG), qui a la réputation de racheter par tous les moyens des équipes entières chez ses concurrents dans le cadre d'une stratégie agressive. Pour s'attacher les golden boys de la finance, la filiale londonienne de la Deutsche Morgan Grenfell offre des conditions financières dément l'imagination.

Confrontée à la perte de quarante-quatre de ses opérateurs et analystes spécialistes des valeurs sud-américaines, transférés avec armes et bagages chez DMG, ING Barings ne pouvait cacher qu'il y a un temps pour tout, même peut-être pour l'impatience. La banque d'affaires anglo-néerlandaise a annoncé, le 7 juin, qu'elle avait saisi la cour suprême de l'État de New York pour « rupture de contrat et

appropriation d'informations confidentielles ». A l'appui de cette action, ING Barings cite la législation américaine qui assimile le débauchage effréné à une forme de corruption. DMG, pour sa part, dénonce « l'hypocrisie » du procès qui lui est fait, estimant que ce type de procédé est désormais entré dans les mœurs de la City. Dans l'entourage de DMG, on souligne qu'à l'origine de cette défection massive figure la décision du rival anglo-néerlandais de réduire ses activités dans les marchés émergents d'Amérique du Sud, secteur qui souffre de la contraction des affaires. « Les Hollandais sont sans doute victimes de leur extrême prudence. Les Allemands se sont précipités dans la brèche », souligne un expert.

A COUTEAUX TIRÉS

La concurrence à couteaux tirés que se livrent les banques d'affaires, le développement de grandes banques commerciales dans le secteur de la haute finance, le succès de Londres, première place boursière européenne, ont aggravé des pratiques qui n'étaient, disait-on, que marginales. « Comme tous les acteurs importants, DMG et ING Barings offrent en gros le même service. Avoir les meilleurs éléments permet de se distinguer aux yeux de la clientèle », indique un banquier sous couvert de l'anonymat ;

mettre la main sur plusieurs dizaines de professionnels se révèle moins coûteux et pose moins de problèmes « culturels » que de racheter un établissement existant. DMG et ING Barings en ont fait l'expérience, le premier lors de la reprise, en 1989, de Morgan Grenfell, le second au cours du sauvetage de la Barings mise en faillite par un opérateur escroc. Enfin, si dans un passé récent les rémunérations jugées excessives des dirigeants - à commencer par ceux des entreprises privatisées - ont provoqué une tempête politique, le gouvernement conservateur a tendance à se désintéresser de ce qui se passe dans la City, qui est une place totalement déréglementée, prospère et fiévreusement libre.

Reste que, de l'avis général, la volonté de puissance de DMG pourrait connaître ses limites. Le débauchement des cadres nouvellement recrutés qui viennent rouler des mécaniques ou imposer leurs idées, tout comme la formation de fœdalités autonomes ne créent pas une atmosphère des plus propices au travail en commun, vertu essentielle de la City. La Banque d'Angleterre craint également que les formidables primes en jeu, conjuguées aux obligations d'une existence médiatique et à la frénésie de brûler les étapes, n'encouragent certains à prendre des risques inconsidérés. Et même un mastodonte comme la

maison mère Deutsche Bank ne peut rester indifférente à la montée des coûts et à la détérioration de ses relations avec des actionnaires lésés par cette flambée des frais généraux.

Cependant la farouche envolée des rémunérations paraît désormais inéluctable. Même le grand patron d'ING Barings, Aad Jacobs, l'a implicitement reconnu en déclarant : « A Rome, il faut faire comme les Romains. »

Marc Roche

Réinventer un rôle pour l'Etat

L'ÉTAT FAIT LA « UNE » du dernier numéro de la Harvard Business Review. En vérité, tous les grands auteurs en management s'intéressent de près à la puissance publique. Au début du siècle, Frédéric W. Taylor milite contre l'impérialisme et la corruption des administrations américaines. Henri Fayol, agacé par les désordres administratifs, inquiet du génie allemand de l'organisation, publie L'Esprit public en 1918 et, en 1921, un bel ouvrage, L'Incapacité industrielle de l'Etat.

Village mondial vient enfin de traduire le meilleur ouvrage de Charles Handy, L'Age de déraison. Ce précheur visionnaire imagine un « Etat inversé ». Grâce à l'action « de gens déraisonnables qui veulent changer leur monde et ne pas s'y adapter ».

Peter Drucker, le sage du management, veut « tout remettre à plat ». L'exigence de réinventer l'Etat est selon lui tout à fait naturelle. Une organisation, « dès qu'elle a plus de quarante ou cinquante ans, doit se repenser entièrement ». Qui plus est, la réflexion sur le management public se révèle archaïque. « Nous sommes à peu près aussi avancés que nous l'étions il y a cinquante ans pour celle des entreprises ».

Henry Mintzberg, professeur de l'Insead et de McGill, se régalait de ces incantations dans l'article de la HBR. De concert avec le président Jacques Chirac, Henry Mintzberg se fait le héros d'un Etat « ambivalent et fier ». Les promoteurs de l'« Etat modeste » ou, selon sa formule percutante, de l'« Etat châté », savent nos sociétés, ils corrompent la démocratie libérale.

Ce penseur d'un radicalisme libéral verserait-il dans l'étatisme ? Loïn de là, Mintzberg propose un schéma tout simple de production du bien commun. Nous portons simultanément « quatre chapeaux ». Nous sommes des consommateurs, des

clients au sens des avocats et des médecins, des citoyens détenteurs de droits et des sujets soumis à des obligations collectives. A chacun de ces rôles, correspond une variété de formes d'actions collectives destinées à grands traits par Henry Mintzberg. A côté d'entreprises, fournisseurs de services collectifs, mais placées sous la surveillance des citoyens, il imagine toute une panoplie de figures de l'Etat. L'« Etat machine bureaucratique » (armée, police), l'« Etat réseau », l'« Etat virtuel », l'« Etat résultats » et l'« Etat intérêt général ».

Par-dessus tout, nos trois auteurs plaident pour l'invention de nouveaux modes d'organisation non lucratifs en vue « de créer une citoyenneté active et responsable » (P. Drucker) guidée par le souci du bien commun. Ces penseurs chérissent deux principes fondamentaux : le pluralisme et l'équilibre des pouvoirs.

Jean-Gustave Padiou

★ Structures et Changements de Peter Drucker. Village mondial, Paris (1996), 302 p., 169 F. L'Age de déraison de Charles Handy. Village Mondial, Paris (1996), 236 p., 169 F. Managing Government, Governing management, d'Henry Mintzberg, Harvard Business Review, mai-juin 1996, pp. 75 à 83.

Aujourd'hui chez Carrefour.

Bonne fête
Papier

NOUVEAU

PHILIPS FIZZ
490 FTTC

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription d'abonnement

avec souscription

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL L'équipe de France devait débiter dans l'Euro 96, lundi 10 juin à Newcastle, contre la Roumanie. Dimanche 9 juin, la Bulgarie et l'Espagne, les deux autres

équipes du groupe B, n'ont pu se départager (1-1). **LE MATCH D'OUVERTURE**, samedi 8 juin, a été l'Angleterre, dont la sélection n'a pu faire mieux que match nul (1-1) avec

la Suisse, dans le groupe A. Le Portugal et le Danemark se sont quittés, dimanche, sur le même score dans le groupe D. **L'ALLEMAGNE** a été la seule équipe à s'imposer au

cours des quatre premiers matches - marqués par le très grand nombre de cartons distribués par les arbitres - en battant les Tchèques (2-0) à Manchester, dans le

groupe C. Pays-Bas - Ecosse, lundi 10 juin, dans le groupe A, puis Italie-Russie (groupe C) et Croatie-Turquie (groupe A), mardi 11 juin, seront les dernières entrées en lice.

En attendant la France, la Bulgarie a mené la vie dure à l'Espagne

Décevants, les joueurs ibériques ont concédé le nul (1-1) face aux vieux héros de la Coupe du monde américaine. Dans le groupe B, ces deux formations seront les prochains adversaires des Français, après la Roumanie

LEEDS
de notre envoyé spécial
Emil, Trifon, Petar, Jordan et Hristo se sont pas du bois dont on fait les frites. L'équipe de Bulgarie est plutôt du genre dur à cuire et mal embouché. Rêlesurs, gel-queurs, la mau-vaïse foi chevillée au corps comme campons à la semelle, ces cuistres ont tous les défauts et pas le moindre savoir-vivre.

Mais ce gibier de potence sait aussi jouer et déjouer. Il n'aime rien tant que bousculer les prévisions. La France, privée de la Coupe du monde 1994 par la faute de ces goliaths, s'est consolée en voyant les mêmes maltraiter jusqu'aux demi-finales le grain mondial du ballon rond aux États-Unis. Ils pousèrent l'outrecuidance jusqu'à éliminer l'Allemagne, tenante du titre, qui restera longtemps traumatisée par l' affront.

Les voilà de retour, deux ans plus tard, ces oiseaux de malheur, les jambes plus vieilles et le pedigree enrichi de quelques sélections supplémentaires. Trifon Ivanov ne semble pas s'être rasé depuis qu'il a traversé l'Atlantique. Hristo Stoichkov n'a pas décoloré. Emil Kostadinov traîne encore le nez dans le gazon. Jordan Letchkov est toujours chauve.

S'est joint à eux Luboslav Penov, neuveu du sélectionneur, Dimitar La-

vedette de l'Atletico Madrid, grande gigue à peine plus élégante que ses compagnons, était tombée malade et avait raté les réjouissances américaines. Il espère bien rattraper sur l'Euro ce bonheur perdu.

Bien que tournant autour de la trentaine, les Bulgares restent de sales gamins. Ils aiment toujours autant bouleverser la hiérarchie et faire la fête. Aux États-Unis, quand ils ne mettaient pas au tapis la

Deux ans, ces joueurs ont essaimé dans toute l'Europe, principalement en Allemagne. Ils y ont appris le maniement d'une langue étrangère mais pas les bonnes manières. Ils ont connu des fortunes diverses, plutôt côté revers d'ailleurs. Jordan Letchkov s'est effacé doucement à Hambourg, tout comme Petar Houbitchev. Emil Kostadinov fait banquette au Bayern de Munich. Krassimir Balakov se morfond à

Un arbitrage sévère

Un joueur espagnol, Juan Antonio Pizzi, et un joueur bulgare, Petar Houbitchev, ont été expulsés lors de la rencontre opposant leurs deux équipes, dimanche 9 juin, à Leeds. Sept cartons jaunes ont été, en outre, distribués. Le match Allemagne-République tchèque, le même jour, a été sanctionné de dix avertissements, Portugal-Danemark de sept cartons jaunes. La veille, six joueurs avaient été avertis pendant Angleterre-Suisse, ce qui donne un total de trente-deux cartons en deux jours et quatre matches. Les arbitres ont-ils décidé de sévir encore plus durement que lors de la Coupe du monde 1994 contre les actes d'anti-jen. Angleterre oblige, l'Euro 96 a mis le fair-play, sur le terrain et dans les tribunes, au centre de ses préoccupations. Qui plus est, les joueurs ont reçu la consigne stricte de ne pas répondre, lors des entretiens d'après-match, aux questions relatives à l'arbitrage.

concurrence, ils passaient leur temps à se prélasser autour de la piscine de leur hôtel, le jour, et à bambocher, la nuit. Pour l'Euro, les joueurs se sont sérieusement préparés depuis presque deux mois. En Angleterre, ils se sont enfermés dans un hôtel isolé de Scarborough, où les entrées sont strictement réglementées. De là à s'acheter une conduite

Stuttgart. Même Hristo Stoichkov semble s'écarter à l'approche de la compétition, reprochant au public « d'être au stade comme on va au théâtre ».

En revêtant le maillot national, en revenant sous la houlette d'un sélectionneur qui fut également, pour la plupart d'entre eux, l'entraîneur de leurs jeunes années, au CSKA Sofia, les apatrides ont retrouvé un point



d'ancrage, une raison de jouer. Sans doute les professionnels ont-ils également à cœur de réévaluer leur valeur marchande. Mais il suffit d'observer Hristo Stoichkov expédir en trois réponses lapidaires la presse internationale pour venir plaisanter longuement avec les journalistes bulgares pour comprendre que ces mercenaires, ces affreux, sont attachés à leur coin des Balkans.

Dimanche 9 juin, contre l'Espagne, à Leeds, la Bulgarie a donc fait match nul (1-1). Mais elle aurait tout aussi bien pu ajouter une nouvelle tête couronnée à son tableau

entrée sur la pelouse d'Elland Road précédée d'une flâtruse réputation, gonflée de son parcours presque idéal lors des éliminatoires (huit victoires, deux nuls). Elle en est ressortie perplexe. Son jeu habituellement délié s'est rempli de grumeaux. L'équipe a semblé fonctionner en mode alterné, quelques bonnes phases succédant à de longues périodes d'apathie. Au milieu de terrain, Luis Enrique Martinez, José Luis Caminero, Julien Guerrero, Fernando Ruiz Mierro ne sont jamais parvenus à peser sur le jeu, à l'orienter à leur convenance, à faire du beau. L'égalisation s'est faite sur une poussée d'orgueil et une frappe déviée au petit bonheur par Alfonso Perez, qui touchait à son premier ballon du match (74').

Javier Clemente, sélectionneur national, fulmine depuis des mois contre l'exaspérante longueur du championnat espagnol. Avec vingt-deux équipes en lice, le marathon de la Liga s'est achevé le 26 mai seulement. Les internationaux espagnols ont donné des signes préoccupants de fatigue en fin de rencontre. « Ils n'avaient plus », constatait sans aménager Hristo Stoichkov.

Pour combattre la langueur qui gagne ses joueurs, Javier Clemente avait un temps envisagé de leur faire alterner des saunas brûlants et des bains d'eau glacée. Peut-être se résoudra-t-il à ce traitement de choc désespéré avant le prochain match, samedi 15 juin, contre l'équipe de France ?

Benoît Hopquin

En ouverture, l'Angleterre se renferme dans son passé

LONDRES
de notre envoyé spécial
Ils sont donc éternels, incorrigibles. Les années et les compétitions passent, rien ne change au bureau du ballon rond. Plus anglais que le reste de l'Angleterre, les footballeurs de Terry Venables se veulent ainsi, à l'image d'une longue lignée de prédécesseurs. Ils se refusent toujours à habiller leur football des moindres oripeaux du jeu moderne. Mettent tout leur cœur à respecter une tradition qui n'a décidément plus rien à envier à celle du thé de 5 heures.

L'Euro, c'était pourtant promis, sonnerait la renaissance. L'équipe, admonestée par son entraîneur, montrerait sur le terrain les signes d'une heureuse conversion aux vertus continentales. Elle saurait verser plus qu'un nuage de lait dans son breuvage. Contre des Suisses forcément modestes, l'occasion était belle. On allait se refaire une santé sur le dos des Helvètes. Et puis, rien, ou presque. Une demi-mi-temps d'enthousiasme forcé, et le retour des mauvaises habitudes, l'approximation tactique, les erreurs techniques.

« Je suis très déçu du résultat et de la manière

dont nous avons joué », confessait Stuart Pearce. « On ne méritait pas autre chose que ce match nul », ajoutait le défenseur à la mine contrite. Et tous ne contestaient que modérément le penalty accordé aux Suisses, cause de leur égalisation. Ne reste-t-il à l'équipe d'Angleterre rien d'autre que le fair-play ?

RETOUR À LA RÉALITÉ
Pour que ses débuts soient réussis, l'organisation n'avait pourtant pas lésiné sur les symboles. Dans l'une de ces chorégraphies multicolores qui accompagnent désormais les grosses machines sportives, on avait tout à tour évoqué la naissance du football au XIX^e siècle, le premier match international de l'histoire joué à Londres entre l'Angleterre et l'Ecosse, le 30 novembre 1872. En guise de clou du spectacle, on avait même convié sur la pelouse de Wembley des messieurs en cravates et bien sages, mémoire vivante des heures de gloire du foot anglais. Des Stanley Matthews à Bobby Charlton, ils étaient tous là pour transmettre un brin de leur magie à l'actuelle génération. Le clin d'œil était appuyé.

Le retour à la réalité n'en fut que plus rude. A cause de cette ouverture manquée, de ce rébarbatif match nul, l'équipe d'Angleterre se voit désormais mise en demeure de vaincre. La chronologie du groupe A lui impose de rencontrer d'abord l'Ecosse, puis les Pays-Bas. Les frères ennemis écossais se sont déjà rependus en déclarations belliqueuses. Batre l'équipe de Terry Venables est, disent-ils à longueur d'interviews, leur seul et unique souci. Les Néerlandais restent les favoris, eux qui aiment passer leur temps à réinventer le football, sorte d'antithèse continentale des manies britanniques.

« Cela va être dur. Je demeure absolument confiant. Nous allons réussir à passer le premier tour », insistait cependant Venables dans les vestiaires de Wembley. Les sceptiques pouvaient une fois encore se racrocher au glorieux passé. En 1966, l'Angleterre de Bobby Charlton avait raté la première marche de la Coupe du monde. Cela ne l'avait pas empêché de s'offrir le trophée. En jouant à l'anglaise.

P. Ca.

Les Turcs à la conquête de l'Europe

ISTANBUL
de notre correspondant
Les rues de Turquie seront dé-sertes mardi 11 juin au soir, lorsque l'équipe nationale d'avancera sur la pelouse de Nottingham pour son premier match du groupe D face à la Croatie. Les Turcs qui n'ont pas pu faire le voyage vers l'Angleterre seront collés à leur écran, pour suivre en direct les progrès d'Hakan, de Tugay, d'Abdullah, de Rıstı et de leurs camarades, tous ces joueurs si familiers pour la majorité de la population que leur patronyme est rarement mentionné.

Ces fils du pays portent tous les espoirs d'une nation qui se sent souvent la mal-aimée de l'Europe et qui a l'impression d'avoir enfin acquis sa place au sein de l'élite par le biais de son sport favori. « Europe, écoute notre voix », titrait le quotidien Hürriyet. L'enjeu dépasse les limites du sport. Les Turcs sont, ni plus ni moins, partis à la conquête de l'Europe.

La qualification pour l'Euro anglais est un succès en soi pour l'équipe nationale. Les Turcs espèrent faire bonne figure lors de ce tournoi qui marque leur première apparition dans une phase finale de football depuis la Coupe du monde en 1954.

ENFANTS DOMESTIQUES
Leur entraîneur, Fatih Terim, un ancien joueur de Galatasaray, est parvenu, en l'espace de trois ans, à la fois à développer le talent personnel de ses footballeurs et à insuffler un esprit d'équipe et une discipline de travail à ces joueurs impétueux. Son succès lui a conféré le statut de héros populaire, mais il a annoncé qu'il abandonnerait l'équipe nationale après les championnats d'Europe pour reprendre la direction de son ancien club.

Traditionnellement, les Turcs sont meilleurs sur leur propre terrain. L'enthousiasme défilant de leurs supporters, qui s'exprime parfois violemment, non seulement effraie et décourage les visiteurs étrangers, mais il enflamme littéralement l'équipe locale durant le match. A l'étranger, sans les tambours et les klaxons de leurs fans, les Turcs risquent de suc-

comber à leur manque d'expérience face à des équipes mieux rodées et plus expérimentées. Au capitaine Oguz Çetin, âgé de trente-trois ans, reviendra la tâche de calmer ses camarades et d'assurer une bonne coordination dans l'équipe. L'autre héros des supporters turcs est le grand Hakan Sökr, qui a déjà marqué sept buts lors des éliminatoires, mais sa forme a récemment été affectée par des ennuis domestiques. Transféré au club italien de Torino, il avait épousé la jeune étudiante Esra au cours d'une cérémonie qui avait été retransmise en direct à la télévision. Cette union de conte de fée, conclue en présence du premier ministre de l'époque, Tansu Ciller, n'a duré que quelques mois, tout comme son séjour infructueux en Italie, et le divorce a été prononcé récemment.

En stage de préparation, les joueurs ont eu le temps de se préparer psychologiquement et physiquement à affronter les géants du football européen et ils paraissent déterminés à déjouer les pronostics qui leur sont peu favorables. La gloire à conquérir et les primes considérables qui leur ont été offertes en cas de succès les aideront à se surpasser.

S'ils ne répondent pas à leurs espoirs, les supporters turcs pour-ront toujours se consoler en suivant les prouesses de Kubilay Türkyilmaz, un Turc naturalisé Suisse, ancien joueur de Galatasaray, qui a déjà sauvé l'honneur de la patrie en marquant un but contre l'Angleterre au profit de son équipe helvétique.

Nicole Pope

Le Danemark s'appuie sur ses trois vedettes pour conserver son titre

SHEFFIELD
de notre envoyé spécial
A eux trois, ils sont presque tout le Danemark. En ce dimanche 9 juin, la pelouse d'Elland Road fut le théâtre d'un match leur domaine. Ils y étaient, ces batailleurs de tous les instants, ces batailleurs de tous les instants, ces batailleurs de tous les instants, quand chaque dribble portait de-venait une invention. Si Peter Schmeichel n'avait pas été là, le Danemark eût été défilé. Le gardien de but s'est notamment fendu de deux de ces arrêts que l'on nomme déci-dés. Si Brian Laudrup avait dû re-noncer, les champions d'Europe en titre n'auraient pas marqué. Si son frère Michael avait refusé, comme naguère, de revêtir le maillot rouge et blanc, le jeu danois eût perdu le souffle que seul ce joueur sait lui donner. Trois noms, trois hommes, une âme, un style, et un dernier rempart. Inutile de se compliquer le jeu : les épaules des trois costauds suffisent à porter le destin de l'équipe. Ils créent, les autres courent. Ils savent encadrer leurs co-équipiers, dont la plupart sont des travailleurs à mi-temps du foot-ball.

Eux possèdent le talent un peu plus que les autres. Ils se sont bâti

une expédition, à force de voyage, rejoignant la tradition d'exil des meilleurs Danois. Rhotant carnet de route : le trio a visité les contrées renommées, fréquenté les in-celles adresses.

LONGUE BROUILLÉ
Peter Schmeichel est, à Manchester United, l'un des partenaires préférés d'Eric Cantona. Au fil de ses arrêts dans toutes les cages du royaume, la presse anglaise l'a sacré meilleur gardien de but européen et ose à peine le moquer pour ses kilos superflus. Michael Laudrup s'appuie à quitter le Real Madrid, en nant, pour avoir plus qu'honnêtement contribué à la conquête du titre en 1995. Il avait auparavant fait étape à Barcelone, à la Juventus de Turin et à la Lazio de Rome. Brian, son cadet, officie en Ecosse parmi les Rangers de Glasgow. Il s'était déjà distingué au Bayern de Munich, et brièvement au Milan AC.

Malgré ces références, les Danois faisaient pourtant un peu rire avant le début de l'Euro. On se moquait de leur prétention à conserver le titre acquis en 1992. Ils avaient battu les Pays-Bas, puis l'Allemagne en finale, cela ne se reproduirait plus. On leur prédisait même un désastre, dès le

premier tour, dans un groupe D de haut niveau. Sous la conduite de ses vedettes, dimanche, l'équipe a tenu tête à une formation plus brillante techniquement. Les Portugais se sont brisés sur la force d'une défense tout en muscles, sans jamais se présumer d'une contre-attaque mortelle. Dès l'arrivée en Angleterre, Richard Møller-Nielsen, l'entraîneur, avait souligné l'importance de son trio majeur. Comme s'il permettait tous les rêves. Comme s'il offrait à ses couleurs l'occasion d'être une surprise permanente. Il a suffi d'y ajouter les qualités physiques de l'ensemble, l'ardeur au combat de chacun des onze joueurs, pour trouver les ressources d'un match nul (1-1) face au Portugal.

Les supporters danois imaginent même l'équipe un peu plus forte qu'il y a quatre ans. Sur le terrain, les deux frères Laudrup jouissent de leur entente retrouvée. Car une longue brouille avec l'entraîneur avait poussé l'aîné à se mettre à l'écart. Michael n'a pas joué en équipe nationale de 1990 à 1993. Débutant prodige à dix-huit ans, bon-deur obstiné huit ans plus tard. Dans ces années-là, il n'adressait plus la parole à Richard Møller-Nielsen. Il contestait le style lapinisé à

l'équipe, les méthodes d'entraîne-ment.

Une sage séance d'explications a fini par avoir raison du malentendu. L'aîné des Laudrup est revenu en capitaine. Et à Sheffield, comme un miracle longtemps espéré, les passes de Michael trouvaient souvent les pieds de Brian, et les frères de l'axe du football danois provoquaient à nouveau le danger. Cela n'empêche que les visages des joueurs étaient un peu tristes, et leurs mots difficiles. Après la ren-contre, le message se lisait à livre ouvert. Les Danois avaient cru un moment tenir leur victoire. Ils s'étaient emballés de cette chambre, comme si leur statut de champion en titre les obligeait à vaincre. Michael Laudrup avait une autre préoccupation. Il aurait bien voulu débarrasser son esprit de tout souci avant le match qu'ils estiment le plus dur, contre la Croatie, di-manche 16 juin. « J'aurais préféré l'éviter. C'est actuellement l'une des meilleures équipes d'Europe » commentait le capitaine, se défendant de tout optimisme. Il en oubliait presque qu'avec le Danemark on ne sait jamais.

Pascal Coaux

RÉSULTATS

Groupe A	
Angleterre-Suisse	1-1
Buts : Alan Shearer (23') pour l'Angleterre, Kubi-ly Türkyilmaz (83', pen.) pour la Suisse	
Groupe B	
Espagne-Bulgarie	1-1
Buts : Hristo Stoichkov (65', s. pen.) pour la Bul-garie, Alfonso (74') pour l'Espagne.	
Groupe C	
Allemagne-République tchèque	2-0
Buts : Christian Ziege (23') et Andreas Möller (32')	
Groupe D	
Danemark-Portugal	1-1
Buts : Brian Laudrup (22') pour le Danemark, Sa-rio (53') pour le Portugal.	

Evgueni Kafelnikov entre dans la légende de Roland-Garros

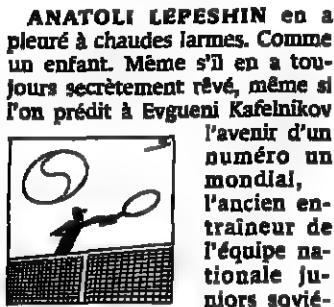
Le joueur russe a su respecter « l'ancien », Michael Stich, qui lui offrait la politesse de doubles fautes et surtout une victoire en trois sets dans un tournoi du Grand Chelem.

Evgueni Kafelnikov est devenu le premier Russe à remporter un tournoi du Grand Chelem, dimanche 9 juin à Roland-Garros. Il a triomphé dans la finale du simple messieurs des Internationaux de France qui côtoient

une quinzaine pleine de rebondissements à la porte d'Auteuil. Kafelnikov, tête de série n° 6, a battu l'Allemand Michael Stich (n° 15) (7-6, 7-5, 7-6). Déjà vainqueur en double, samedi, il est le troisième joueur de l'histoire

du tournoi à réaliser le doublé dans la même édition après Marcel Bernard et Ken Rosewall. Samedi l'Allemand Steffi Graf (n° 1) a conservé son titre aux dépens de l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 4) au terme d'un

match fleuve (6-3, 6-7, 10-8). Dans le tournoi juniors filles, la Française Amélie Mauresmo a succédé au palmarès à sa compatriote Amélie Cocheteau en triomphant de l'Américaine Megan Shaughnessy (6-0, 6-4).



TENNIS

ANATOLI LEPESHIN en a pleuré à chaudes larmes. Comme un enfant. Même s'il en a toujours secrètement rêvé, même si l'on prédit à Evgueni Kafelnikov l'avenir d'un numéro un mondial, l'ancien entraîneur de l'équipe nationale juniors soviétique n'avait jamais osé y croire. Pourtant dimanche 9 juin, son fantasme poulain lui a offert modestement un présent unique. Timidement, les doigts croisés sur la nuque, les yeux rivés à la terre battue, le gamin de Sotchi, station balnéaire des bords de la mer Noire, s'est approché de la tribune des joueurs, pour le remercier de sa victoire en simple sur le central de Roland-Garros contre l'Allemand Michael Stich. Coincé dans la bousculade des ramasseurs de balles, privé de toute force, incapable d'escalader encore la haute rambarde qui le séparait des siens, Evgueni les a applaudis, le nez à terre. Comme chaque fois depuis le début du tournoi. Comme s'il n'était pour rien dans ses victoires.

Kafelnikov avait pourtant de quoi fanfaronner. Cogneur de fond de court impitoyant qui s'aligne invariablement pour autant de matchs que possible dans

les tournois, il rapportait sagement à Anatoli Lepeshin qui le soutenait depuis douze ans, à Macha, sa petite amie, à ses infatigables amis agitant frénétiquement de mini-drapeaux russes entre chaque point et à ses parents ravis à leur poste de télévision à Sotchi, la satisfaction suprême d'une victoire en simple et en double. Le samedi 8 juin, au côté du Tchèque Daniel Vacek, il avait vaincu Guy Forget et Jakob Hlasek en deux petits sets. Du jamais vu à Roland-Garros depuis Ken Rosewall en 1968. Du jamais vu dans son pays. « Lorsqu'il veut prendre une semaine de vacances, Kafelnikov joue un tournoi, lâchait, écoeuvée, la paire franco-suisse défaits 6-2, 6-3 en quarante-huit minutes. Cela lui fait un bon échauffement pour demain. »

BOULIMIE DE TENNIS

« Le double m'a aidé, a confirmé Kafelnikov, c'était déjà une finale du Grand Chelem et cela m'a permis de connaître la veille l'état d'esprit dans lequel on se trouve à ce moment-là. » A vingt-deux ans, le joueur avoue une véritable boulimie de tennis. Sans doute pour compenser les années à rêvasser sur les bords de la mer Noire. Son arrivée sur le circuit, en 1992, l'a mis au diapason du tennis professionnel. « La dernière fois que j'ai pris quinze jours de repos, jure-t-il, j'ai été hors de forme pendant les trois semaines

suivantes. » Son adversaire, Michael Stich avait, lui, pris un long repos forcé en début de saison dernière. Une cheville fragilisée par deux accidents le tourmentait. Il avait faim de victoires. Il en a eu son lot à Paris. Pourtant, à l'issue de cette finale, on croissait son regard fixe et contrarié. Celui d'un enfant privé de ce qu'il croit devoir lui revenir. Celui du joueur qui s'empêtré dans son propre jeu. Chouchou des Français cette quinzaine grâce à ses multiples interventions télévisées dans la langue de Molière, l'Allemand a mal supporté la défaite dans la dernière ligne droite.

Mais il a tiré sa révérence avec la classe des grands champions, agrémentant son discours de clôture, dimanche 9 juin, d'un subtil clin d'œil à l'histoire : « Ici j'ai perdu un match... mais... mais... j'ai retrouvé la passion du sport. » Personne n'a songé à résister. Nul n'a plus pensé aux mouvements d'humeur qu'il avait manifestés sur le court, furieux contre son état de serveur-volleyeur soumis à la loi de l'attaque systématique du fond de court par le puissant Kafelnikov.

Michael qui menait par cinq jeux à deux dans la deuxième manche a fait contre mauvaise fortune bon cœur. « J'ai perdu 7-6, 7-5, 7-6, a-t-il dit, j'aurais aussi bien pu gagner avec le même score. Je ne suis pas satisfait car

j'avais encore un match à gagner, mais, à l'évidence, Evgueni était un peu meilleur que moi. Dans quelques jours, le fait d'avoir joué une finale du Grand Chelem comptera davantage que la défaite. » L'exercice de style qu'imposait une victoire à la porte d'Auteuil signifiait beaucoup pour Michael Stich. Il s'agissait de confirmer, treize ans après, Yannick Noah, qu'un serveur-volleyeur pur peut s'imposer même sur la terre battue parisienne.

VOLEES BROUILLONNES

L'Allemand bénéficiait de l'expérience d'une victoire en tournoi du Grand Chelem. Pourtant il s'est incliné. Pour cause de service hésitant et de balles finissant inexplicablement leur course dans le filet au premier set. Malgré deux breaks d'avance dans la seconde manche. En raison de volées brouillonnes et de premiers services hésitants dans la troisième. Michael Stich s'est hissé au filet comme un perdu. Condamné à se faire transpercer par les passings de l'attaquant de fond de court qu'est Kafelnikov.

Bien qu'insolentement chanceux avec les lignes, le Russe s'est appliqué plus ou moins consciemment à respecter « l'ancien » qui lui offrait la politesse de doubles fautes débouchant sur les deux premières balles de matches. Longtemps, Kafelnikov ne s'est pas cru capable de l'emporter. Il a

même soupçonné son adversaire, jusqu'au dernier tie-break extrême, de grandeur d'âme : « Je veux remercier Michael de m'avoir laissé gagner mon premier tournoi du Grand Chelem et j'espère qu'il aura l'occasion d'en remporter beaucoup d'autres. » Comme si une finale du Grand Chelem disputée sur un court central était un lieu pour s'accorder des politesses. Le discours a arraché un sourire à Michael Stich. Il traduisait un sentiment qu'il connaît par cœur. Celui qu'il a ressenti en 1991 en volant la vedette à son compatriote Boris en son jardin de Wimbledon.

Malgré sa défaite, Stich possède plusieurs longueurs d'avance sur Kafelnikov. Il a été numéro deux mondial. Il a été gravement blessé. Il a été l'objet de toutes les attentions. Tout cela est connu de ce professionnel de bientôt vingt-huit ans. Kafelnikov ne fait que supposer ce que sera désormais sa vie. A quinze jours du coup d'envoi de Wimbledon, il est déjà instinctivement sur ses gardes : « Les autres joueurs du circuit qui disaient mon jeu, me prendront pour cible parce que j'ai gagné un tournoi du Grand Chelem. Il me faudra redoubler de concentration, même face au 150^e mondial. » Dans le monde du tennis, Evgueni Kafelnikov est devenu un nom-référence.

Patricia Jolly

Steffi Graf au bout de l'effort

CHACUNE A SON TOUR, tourne son regard vers sa famille avec des gestes d'impudence. Arantxa Sanchez-Vicario en pleurerait d'émotion ; Steffi Graf éclate de rire. Cela fait bientôt trois heures que les deux finalistes s'empoignent en un match épique et beau. Elles sont à égalité huit jeux partout dans le troisième set. Dans le central chaviré, la tension est énorme. Malgré les fautes dues à la fatigue ou au trac, le spectacle est somptueux, comme le laissait prévoir le choc entre deux joueuses trop souvent opposées pour se surprendre. Il y avait la revanche, bien sûr. En 1995, Steffi avait pris le meilleur sur Arantxa. Cette fois, toutes deux ont cru tenir la victoire, mais celle-ci s'est souvent esquivée dans le filet, ou juste à côté d'une ligne.

Steffi Graf était venue en favorite. Son visage de madone crispée à très vite indiqué les risques du pronostic. Elle a gagné le premier set dans un grand souffle de puissance, portée par ses nerfs et tout son talent. En stratégie, elle a attaqué le revers de l'Espagnole. C'est le meilleur coup d'Arantxa, mais très sollicité, il en devient parfois trop court. Steffi a tenu, stoïque, les attaques de la petite Espagnole en supportant des échanges hâletants. Arantxa, fidèle à son image, a érucé et galopé à la recherche de points improbables. En renvoyeuse inlassable, variant la

vitesse et la lourdeur de ses coups, elle a usé Steffi en lui volant son service. La hargne, les a conduites jusqu'au tie-break. Steffi a mené quatre points à un avant de perdre

Amélie Mauresmo, championne junior

Entre les exploits des « grands », Amélie Mauresmo a été une héroïne « en douce » de Roland-Garros. Elle s'y est d'abord distinguée parmi les meilleures où elle disposait d'une invitation dans le grand tableau en manquant d'éliminer, au deuxième tour, Brenda Schultz-McCarthy, tête de série n° 8. Dimanche 9 juin, dans l'épreuve junior, elle a succédé au palmarès à une autre Française, Amélie Cocheteau, avec qui elle partage le même club, à Méru (Oise). A seize ans, Amélie Mauresmo a réalisé un parcours solide, révélant un tennis puissant, mûri de finesse, servi par un coup droit ample, un revers frappé de sa seule main droite et une sacrée volée. A huit ans, elle surpris son entourage pour sa capacité à imiter. Après avoir dévoré les matches à la télévision, elle reproduisait sur les courts les gestes des champions. Elle aimait Yannick Noah et Gabriela Sabatini. Ses amis disent qu'elle a les pieds sur terre et la tête dans les étoiles.

LE MATCH DES RECORDS

Et l'indécis est venu. Puisque Roland-Garros n'accepte pas les tie-breaks dans les dernières manches, les jeux ont défilé, incertains. Les

points, parfois beaux, ont été gagnés dans des échanges toujours longs et abrupts. Arantxa est montée à la volée pour en clore certains. Elle a servi une nouvelle fois pour le

match, mais sa victoire s'est échappée dans un tournoi qui se définit. L'une et l'autre n'ont pu percer une défense de plus en plus impénétrable. Huit jeux partout, service Graf. Steffi est impuissante, Arantxa désespérée, et le public fou d'amour pour l'Allemande qui croise un passing-shot de revers. Arantxa ne trote plus assez vite, comme résignée devant un effort cette fois insupportable. Neuf jeux à huit, l'Espagnole sert. Epuisée. La balle

échoue une dernière fois dans le filet. Arantxa plonge.

Dans ce match fleuve, son cinquième sacot à Paris et une dix-neuvième victoire en Grand Chelem, Steffi Graf bat un record. Celui, conjoint, de Chris Evert et Martina Navratilova qui en enlevaient dix-huit. Le record, elle s'en fiche : « Après un match pareil, je goûte à mon triomphe, dit-elle. Je ne fais pas de mathématiques. » Depuis un an et demi, le circuit ne voit l'Allemande que par intermittence. Steffi n'en finit plus de soigner un dos douloureux. A vingt-six ans, elle a ignoré les Internationaux d'Australie pour subir une opération du pied. Elle est revenue en mai pour gagner le tournoi sur terre battue de Berlin. Depuis l'été 1995, son père est en prison, pour fraude fiscale. L'affaire ne semblait plus l'atteindre comme aux premiers jours. Mais un livre publié, lundi 10 juin, par trois journalistes de l'hebdomadaire *Der Spiegel* pourrait faire basculer à nouveau sa carrière. L'ouvrage accuse la joueuse allemande d'avoir été complice des malversations de son père.

Steffi Graf est venue à Paris dévêtue de son mal de dos. Au fil de ses matches, elle a semblé joyeuse quand Arantxa Sanchez-Vicario, éclipsée par le retour de Monica Seles, traînait une déprime, frottant même l'élimination en quart de fi-

nale. Steffi, elle, aura dû pendant tout le tournoi jusqu'à la finale enlevante : « C'est la première fois que je joue avec tant d'attention sur moi, dit-elle. C'était très émouvant. C'était du grand tennis aussi. Peut-être n'ai-je jamais aussi bien joué. Je crois, surtout, que je n'ai jamais connu un si beau match. » En 1992, Steffi Graf avait ainsi perdu face à Monica Seles sur le score de dix jeux à huit. En trois heures et quatre minutes de jeu, Steffi et Arantxa ont battu le record de durée de la finale dames. Elles ont promis de se retrouver à Wimbledon. En 1995, sur le gazon londonien, Steffi Graf l'avait emporté sur l'Espagnole après un match de près de trois heures.

Bénédicte Mathieu

Le troisième set de la finale dames a dominé en audience télévisée, samedi 8 juin de 16 heures à 17 h 30, le match d'ouverture du championnat d'Europe de football. Le tennis a rassemblé 40 % de 364 spectateurs contre 32 % au match Angleterre-Suisse. Ce chiffre conduit une bonne quinzaine pour France Télévision, qui a enregistré de fortes audiences pour les matches de tennis. La fréquentation de Roland-Garros s'est encore accrue en 1996 avec 363 407 spectateurs payants contre 361 727 en 1995.

Dennis Rodman, basketteur excentrique, complète le succès des Chicago Bulls

ATLANTA

correspondance
Un voyage de plusieurs milliers de kilomètres, une foule hostile et une équipe adverse connue pour ne jamais se laisser piétiner sur son propre sol. Le décor de la troisième rencontre de la finale NBA, jouée dimanche 9 juin 1996 à Seattle, semblait de taille à perturber la belle allure des Chicago Bulls. Mais il en faut plus pour les pousser à la faute. Vainqueurs des Sonics 108 à 86, les Bulls mènent désormais trois victoires à zéro. Un seul succès leur suffit désormais pour décrocher leur quatrième titre de championnat de basket-ball américain en six ans.

Pour Dennis Rodman, la soirée a été somme toute banale. Dix rebonds, cinq points, cinq fautes personnelles. Le genre de renouveau qui aime bouclier en levant son poing vers le public, avant de commenter sa perfor-

mance par ces quelques mots : « Je ne suis plus seulement un sportif, mais un homme de spectacle. » La précision l'amuse, elle est pourtant inutile. A trente-cinq ans, Dennis Rodman porte sur lui les traits les plus visibles d'une personnalité que ses proches ont pourtant fini par renoncer à comprendre. Il porte trois anneaux à l'oreille, un autre dans la narine. Les tatouages couvrent ses bras, son cou et ses épaules. Il a teint ses cheveux en bleu, vert, jaune, rouge ou orange. Dimanche soir, ils étaient blancs, ornés de plusieurs inscriptions connues de lui seul. « Je me laisse porter par la vague, dit-il doucement. Je ne sais jamais vraiment de quoi sera faite l'heure suivante. »

Connu pour dormir seulement lorsque son corps le réclame, et pour manger à peu près n'importe quand, mais jamais aux heures des repas, Dennis

Rodman se plait à mener une existence de rebelle insouciant et fortuné. « Il gagne 2,5 millions de dollars par an, explique l'un de ses proches, mais je ne l'ai jamais vu mettre un sou de côté. » A San Antonio, où il a passé les deux dernières saisons, la ville aimait se raconter les épisodes de son aventure sentimentale avec Madonna. On le disait capable de se lever au milieu de la nuit pour prendre le premier avion vers Las Vegas et jouer aux cartes jusqu'aux premières heures du jour. Il se murmurait, enfin, que les clubs homosexuels le comptaient comme l'un de leurs meilleurs clients. Fausses rumeurs ? « Même pas, corrige-t-il dans un sourire moqueur. Tout cela est vrai. J'aime le jeu, je peux boire une nuit entière et je n'ai jamais eu peur de me travestir ou d'embrasser un homme sur la bouche. Mais je ne suis pas gay. J'éprouve simplement le besoin de répondre

à mes envies et à mes pulsions. Je peux mourir demain, je n'en ai pas peur. Mais je ne veux pas m'éteindre sans avoir brûlé tout ce que j'ai en moi. »

Curieusement, cette nature rebelle n'a pas toujours guidé ses pas. « Enfant, j'étais plus calme, explique-t-il. Et même dans la norme. » Né à Dallas, Dennis Rodman a grandi sans avoir vraiment connu son père, parti pour ne jamais revenir peu avant son troisième anniversaire. Il a été élevé par sa mère, puis materné par ses deux sœurs aînées. L'histoire est banale. Mais l'un de ses amis les plus proches, Dwight Manley, assure avec force qu'elle explique facilement la suite : « Comme beaucoup de gamins noirs, Dennis a grandi sans la moindre référence masculine. Il n'a pas eu de modèle à imiter et d'exemple à suivre. Du coup, il a appris tout seul comment devenir un homme. Et il l'a appris sans se

fixer la moindre limite. » Cas rarissime, Dennis Rodman a poussé la porte de la NBA sans passer par l'obligatoire étape du basket universitaire. A San Antonio, la couleur imprévisible de ses cheveux et son habitude de se pointer en retard au début de l'entraînement ont rapidement usé les nerfs de ses partenaires. « Ils voulaient me normaliser », soupire-t-il.

A Chicago, le joueur a trouvé en Phil Jackson un entraîneur assez clairvoyant pour accepter l'idée de ne jamais se mêler de sa vie personnelle. Dennis Rodman peut bien se vêtir en femme pour une séance de signature de son autobiographie, comme il l'a fait en mai, ses nouveaux équipiers s'en moquent éperdument. Ils ont compris que rien, ni, sûrement personne, ne pourrait jamais lui dicter sa conduite.

Alain Mercier

Miguel Indurain impose sa loi à Laurent Jalabert dans le Critérium du « Dauphiné libéré »

MIGUEL INDURAIN a remporté, dimanche 9 juin, le Critérium du Dauphiné libéré pour la deuxième année consécutive. Le quintuple vainqueur du Tour de France a démontré à cette occasion sa supériorité sur Laurent Jalabert. Dans les deux dernières étapes, le coureur français, qui devenait alors le maillot de leader, a montré d'inquiétants signes de faiblesse et des difficultés de récupération. Distant de 1 minute et 47 secondes, samedi, dans l'étape alpine Digne-Briançon, Laurent Jalabert a quitté la course, dimanche, alors qu'il était une nouvelle fois distancé par un groupe mené par le champion espagnol. L'arrivée à Grenoble a permis, en revanche, à Luc Leblanc d'assurer son premier succès depuis sa victoire aux championnats du monde en août 1994. Les 2^e et 3^e places du Suisse Toni Rominger et de Richard Virenque au classement général laissent également augurer de prochaines passes d'armes dans les étapes de montagne du prochain Tour de France.

Le Russe Pavel Tonkov a remporté le Tour d'Italie, dimanche 9 juin, au terme d'un duel avec Abraham Olano, le champion du monde espagnol. Le coureur russe a assuré sa victoire, samedi, dans l'avant-dernière étape des Dolomites. Il devance l'Italien Enrico Zaina de 2 min 43 s et l'Espagnol Abraham Olano de 2 min 57 s.

SPORTS

Athlétisme, Cyclisme, Football, Rugby, Tennis...

RÉSULTATS, RECORDS et PALMARÈS

3615 LE MONDE

ENTREPRISES

Communiqués financiers 24 h/24

3615 LEMONDE

LE DERNIER ÉTAT DE LA TERRE

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque ? (Commande et envoi à domicile) 3615 LEMONDE

223 Prix

Le Livret Jeune met les banques en émoi

L'opération séduction des établissements financiers s'annonce difficile : les moins de 25 ans, dont les économies représentent quelque 20 milliards de francs, sont très volages

ILS ONT PARFOIS les cheveux longs, mais souvent les idées courtes en matière d'épargne. D'ailleurs, ils se disent presque toujours fauchés. Pourquoi les « jeunes » intéresseraient-ils les établissements bancaires ? Au chapitre des idées reçues, celle-ci mériterait de figurer en bonne place. Car le « jeune de moins de 25 ans » est désormais l'objet des attentions des banques, conscientes que plus de 90 % des 18-25 ans disposent d'un compte-chèques, acquis pour les trois quarts avant 20 ans. S'ils versaient dans un pot commun argent de poche et menues économies, les clients de moins de 25 ans disposeraient d'un pécule de plus de 20 milliards de francs. Impossible d'ignorer cette mamie !

S'il en était encore besoin, la lutte commerciale qui vient de s'ouvrir à l'annonce de la création du Livret Jeune - qui offre aux 12-25 ans de placer jusqu'à 10 000 francs à un taux d'intérêt de 4,75 % - illustre l'intérêt qu'exprime la profession pour cette tranche d'âge. Certaines banques n'ont pas hésité à ouvrir d'office un de ces nouveaux comptes aux jeunes déjà titulaires d'un Livret A rémunéré à 3,5 %. Sous couvert de les faire bénéficier d'un taux d'intérêt plus élevé, elles leur ont coupé l'envie de s'adresser vers un autre établissement aux services peut-être plus performants. « Des personnes nous ont écrit pour protester contre ces pratiques », indique l'Union fédérale des consommateurs. Elles n'ont pas apprécié qu'en cas de non-réponse de leur part la banque entérine sa propre décision. Reste que deux semaines après le lancement - début mai - du Livret Jeune, la moitié des onze

millions de 12-25 ans avaient déjà confié leurs économies à ce nouveau produit d'épargne. Recruter des jeunes non encore titulaires de compte impose d'abord d'analyser les goûts du futur client (deux premières ouvertures de comptes sur trois s'effectuent dans l'agence des parents), avec des brochures pédagogiques. Quand toutes possèdent un magazine, la BNP en édite trois. Le premier s'adresse aux 7-11 ans, auxquels on propose de se tester pour savoir s'ils sont plutôt cigale ou fourmi ou de reconnaître sept erreurs dans le billet de 500 francs. A l'autre extrémité de la tranche d'âge, le Crédit agricole imprime des fascicules sur l'épargne ou le compte bancaire, mais aussi sur des domaines où son rôle est moins évident : l'assurance, le premier job ou le premier logement.

« Ce ne sont pas des opérations commerciales, il s'agit seulement de rendre l'univers de l'argent plus accessible, assure-t-on au Crédit agricole. Tout le monde a intérêt à savoir à quoi la banque peut être utile. Nous n'en espérons pas une rentabilité immédiate. » Toutes les banques reconnaissent sans barguer : « Le but, c'est d'avoir les jeunes chez nous au moment où ils entrent dans la vie active. »

Cet investissement à long terme impose une introduction progressive dans le monde bancaire. Dès la naissance et à chaque âge correspond une formule de compte. En lieu et place d'une simple tirelire, bébé peut disposer d'un compte d'épargne. Un jour, le titulaire inexpérimenté thésaurise puis la banque l'initie à la carte de retrait, avant de lui octroyer chéquier et



carte de paiement à 16 ans. A 18 ans, il s'ouvre les portes du découvert et des crédits à taux préférentiels.

A DOUBLE TRANCHANT

Aux yeux des établissements, ces derniers services constituent leurs meilleurs atouts pour séduire une jeunesse qui attend qu'on la traite en « client à part entière ». Mais l'arme est à double tranchant : « Le livret dont ma banque a toujours fait preuve quand j'étais dans le rouge ne m'a jamais incité à faire plus attention à mes dépenses, explique Antoine, 25 ans, multirécidiviste du découvert. Il en fallait vraiment beaucoup pour qu'elle m'impose des agios élevés. Je me méfie d'elle, parce que j'ai l'impression qu'elle n'agit que dans son propre intérêt et non dans le mien. »

« Le risque, c'est de créer une demande dévoyée », estime la Société générale. Elle offre un chéquier de réductions de 700 francs à tout de-

mandeur d'un Livret Jeune, mais redoute que, devenus adultes, ses clients ne réclament toujours plus de cadeaux. Ainsi, le Crédit agricole, a décidé de prolonger les avantages liés à sa carte Mosaic, qui prenait initialement fin avec la majorité. « Les 18-25 ans n'ont pas envie d'abandonner l'univers Mosaic, assure l'enseigne, parce que ce qu'ils ont dans la tête à 17 ans et demi et 18 ans et 1 mois n'est pas fondamentalement différent. » De son côté, la BNP désapprouve cet « achat de l'entrée en banque » et craint une guerre commerciale. « Si on regarde ce que propose La Poste avec ses nouveaux points fidélité, cela signifie peut-être que c'est dans l'air du temps... »

Même si certains organismes n'oublient ni Noël ni les anniversaires de leurs jeunes clients, nombre d'entre eux faussent compagnie à la banque qui leur a consenti un prêt étudiant, une fois la dernière échéance honorée. « Les jeunes sont trop sollicités, ils ne sont pas dupes », pense un établissement pas encore totalement converti à la surenchère. « C'est la

pédagogie, l'accueil et la communication qui sont nos meilleurs arguments », riposte-t-on ailleurs.

Les banques ont beau déployer des efforts pour donner aux jeunes clients l'impression qu'ils appartiennent à un club de happy few (selon l'entreprise, on est détenteur d'une carte Mosaic ou Jeans, de la convention Première Avenue ou Kiti...), les moins de 25 ans ne sont pas attachés à une banque comme ils peuvent, parfois, l'être à une marque. De surcroît, la vie étudiante, puis professionnelle, les éloigne souvent de leur agence d'origine.

L'envie se fait un jour sentir de nouer une nouvelle relation de proximité avec un employé. Quitte, comme Carole, 25 ans, Parisienne depuis un an, à se décider pour « l'agence la plus proche du domicile », à l'exclusion de tout autre critère. Fataliste, le Crédit agricole note aussi que « quitter l'agence de ses parents peut être vécu comme une dernière forme d'émancipation ».

Aude Dassonville

Les publicitaires aiment les enfants

L'AN PASSÉ, 526 films publicitaires diffusés en France ont mis en scène des enfants. Cela ne représente qu'un peu plus de 11 % de la totalité des messages, mais la progression est impressionnante : 48 % en deux ans. En partie imputable à un récent assouplissement de la législation concernant la communication publicitaire, cette croissance reflète bien l'influence grandissante des moins de quinze ans dans l'univers de la consommation. Un impact qu'une étude de l'agence de publicité Walter J. Thompson s'est efforcée de cerner.

Fait révélateur, certaines firmes qui ne s'adressaient qu'aux adultes ont élargi leur gamme. Le dentifrice Fluocaril a lancé Fluokid, Dop a fait de même avec Pit Dop pour le shampooing alors que Boursin a lancé une version enfantine de son fromage. L'aura des petits s'étend au-delà de leur sphère de consommation traditionnelle.

Le poids des 9-11 ans dans la décision d'achat d'une voiture ou dans le choix d'un lieu de vacances serait de 30 %. Cette influence ne serait plus que de 22 % pour l'acquisition de matériel hi-fi, mais les enfants déterminent à hauteur de 77 % le choix des céréales et de 60 % celui des produits ultra-frais.

« Les premières demandes aux parents sont adressées dès l'âge de 2 à 4 ans. A 7-8 ans, ils commencent à s'intéresser aux produits routiniers (les produits d'entretien, par exemple) et dès 9 ans ils pèsent sur la plupart des achats. A l'approche de l'adolescence, ils sont devenus des spécialistes dans certains domaines », souligne Sylvie Prieur, directeur du développement de Walter J. Thompson.

Non content de jouer les locomotives commerciales (les foyers comptant plusieurs enfants sont, en moyenne, deux fois plus équipés en magnétoscopes et changent plus rapidement de voiture), l'enfant stimule l'innovation. « Près d'un tiers des nouveaux produits qui leur sont destinés sont des succès. Le pourcentage de réussite ne dépasse pas 6,5 % pour les adultes. Mais, chez les petits, le succès est souvent plus éphémère », prévient la publicitaire.

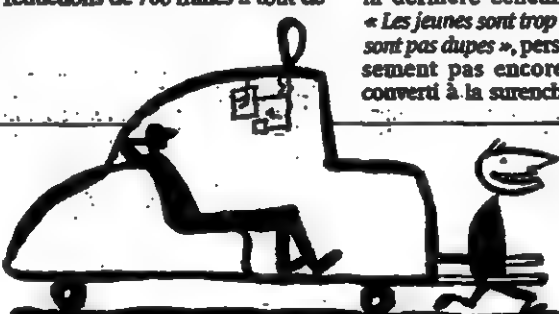
Si l'enfant consommateur avisé apprécie peu les idées reçues, il n'en n'est pas de même de ses parents. « Regardez les emballages de couches ou le conditionnement des petits pots, insiste M^{me} Prieur. Le bébé est forcément blond aux yeux bleus et est âgé d'environ six mois. Une enquête montre que cette vision idéalisée est profondément ancrée dans les mentalités des futurs parents. D'où quelques déceptions... » Quel publicitaire osera aller à contre-courant ?

Jean-Michel Normand

Le stress du taxi

Même si, au téléphone, une voix à jeunesse l'arrivée imminente de la voiture, qui n'a jamais éprouvé un léger doute, voire une sourde inquiétude, en attendant l'arrivée du taxi ? Considéré comme l'un des vecteurs de déplacement les plus pratiques, ce mode de transport génère parfois un vrai stress. C'est ainsi que la possibilité de commander une voiture par serveur vocal n'a jamais perçu. Hormis les habitués (services d'accueil des entreprises ou personnel des hôtels), peu de monde accorde du crédit à un message préenregistré. Ce manque de sérénité, les Taxis bleus ont décidé d'en faire un débouché commercial supplémentaire. A l'automne, cette centrale d'appel (deux mille chauffeurs adhérents)

proposera trois services inédits dont le point commun sera de rassurer - peut-être même à l'excès - l'usager parisien. Celui-ci pourra obtenir un taxi « spécialisé », le plus souvent de type monospace, pour la descente des aéroports. De même, une pré-réservation dans la perspective de déplacements réguliers, par exemple, pour les visites chez un médecin sera possible (une facilité qui vise surtout les personnes âgées). Obtenu, comme c'est déjà le cas pour certaines formules d'abonnement, une priorité sur la commande d'un taxi aux heures de pointe est aussi envisagée. Pour le règlement, une carte magnétique



réchargée vendue 300 à 400 francs permettra une dizaine d'utilisations. « Les attentes de la clientèle s'élargissent. Régulièrement, on nous demande un véhicule monospace, une voiture avec un conducteur non fumeur ou maîtrisant telle langue étrangère », assure Jean-Marc Lebiant, directeur général des Taxis bleus. La compagnie a installé dans ses voitures un système de repérage par satellite géostationnaire qui permet à la centrale de déléguer à coup sûr la voiture la plus

proche du client. Celui-ci attend en principe moins longtemps et la somme initialement inscrite au compteur doit en être allégée. Les persévérants argueront, non sans raison, qu'une augmentation du nombre de taxis permettrait sans doute d'améliorer sensiblement la qualité de service. En attendant, les Taxis bleus préparent pour la fin de l'année d'autres innovations qui contribueront sans doute à réduire le stress du voyageur mais aussi du chauffeur. Dans la foulée du repérage satellite, des écrans affichant les embouteillages et l'itinéraire du taxi équièperont d'ici à la fin de l'année la totalité de la flotte. Enfin, la compagnie va généraliser le paiement par Carte bleue. Avec l'affichage d'un « sous-muni » permettant d'accorder un pourboire...

J.-M. N.

AUTO MOBIL

CHACQUE SEMAINE RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE "AUTOMOBILE" pour vos annonces publicitaires, contactez Paula GRAVELOT ☎ 44.43.78.23 - (Fax : 44.43.77.51)

TOYOTA FRANCE CENTRE LEXUS - GS 300 - LS 400 de 92 à 95 Garantie 24 mois Crédit exceptionnel Jean Yves PATALANE ☎ 46.13.46.72

Vente de véhicules récents Faibles kilométrages Millésime 98 Garantie 1 an ou 12 000 km Possibilité d'essai ou financement intéressant AVIS CENTRE OCCASIONS 5, rue Bbio - 75007 PARIS (1) 44.18.10.65 Port. 07.84.10.33 Pascal Bonnet

TOYOTA FRANCE ■ SUPRA Biturbo - 96 ■ RAV GX-VX - 95/96 ■ PREVIA GL - 96 Jean Yves PATALANE (1) 46.13.46.72

GOLF 5 1.8 Airbag - métal - 13 000 km 96 - NA 88 130 F - 22 % ESPACE CYCLADE 2.1 DT métal - clim. - toutes options 13 800 km - NA 198 500 F - 23 % AVIS CENTRE OCCASIONS (1) 44.18.10.65 Port. 07.84.10.33

ZX Volcano TD 39 600 km - 88 500 F - 95 405 Style 1.8 39 335 km - 82 500 F - 95 106 KID 3 Portes 7 322 km - 43 500 F - 95 NEUBAUER - OCCASIONS ☎ (1) 45.19.19.19 M. Raffetille

- BMW 525 TDS Touring 95, Clim. T.O., 30 000 km bleu métal. - OPEL CORSA 89 - MONDEO TD 95 Clim. - LAGUNA 96 - 605 SIRDY Anson. Clim. 95 - FIESTA Diesel 93 Mandataire CEE 123/95 CARS CHEAP IMPORT 88, rue Desbrosses - 75014 PARIS Tél : 45.31.56.00

PARTICULIER VENDS SUPERBE CABRIO. COCCINELLE 1902 L. Noire, capote et sellerie cuir beige TBSG - Moteur 80 000 km. NEUFS : Freins complets - Circuit électrique entier - Pneu avant + Radiales. REFAITS : Peinture + Capote - Echappement + Embayage. Equip. radio. Expertise 90 000 F Vendue 68 000 F ☎ 42.72.98.51

HONDA ACCORD 2.2L EXI - 4WS (mod. 92) 11 cv - 78 000 km Série Trophée : sièges cuir, clim., ABS. PRDX : 79 000 F. Tél : (16) 92.15.12.75

Géant OCCASIONS GROUPE NEUBAUER 229, Bd. Anatole-France 93200 SAINT-DENIS ☎ 49.33.60.60 à 300 m du centre Mairie de St-Denis

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LE DERNIER ETAT DE LA TERRE Les catastrophes naturelles sont de plus en plus nombreuses et destructrices. L'activité humaine en est en partie responsable. Pourquoi ? Et peut-on y remédier ? LES CRISES DE L'ANNÉE 1956 ● La France confrontée à la rébellion algérienne. ● Khroutchev dénonce les crimes de Staline. ● La révolte hongroise ébranle le communisme. ● L'expédition franco-anglaise en échec à Suez.

UNE PUBLICATION DU « MONDE » CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX SPECTACLES Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel 3615 LEMONDE

jarros

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

3615 LEMONDE

CULTURE

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996

CARAÏBES Poursuivant son exploration des musiques du monde, la Cité de la musique de La Villette présente, du 12 au 16 juin, un cycle consacré aux Caraïbes. Très marqué

par les Antilles françaises, ce programme souligne l'importance de la musique dans la revendication identitaire et politique. ● LE GROUPE CARNAVALESQUE Akiyo, lié à l'essor

des mouvements indépendantistes guadeloupéens, fera concert commun avec Carnot, 77 ans, ex-conducteur d'attelage dans les plantations sucrières, et dernier des

grands tambourinaires de l'île, où des nègres fugitifs, les « marrons », ont inventé les rythmes complexes du gwo ka. ● PLUS POLICES, le « bélaï » et le « chouval bwa » de Marti-

nique ont été aussi influencés par Haïti, où le sens du sacré s'est développé avec le vaudou, dont s'inspire le groupe de rock urbain Boukman Eksperyans.

La Cité de la musique vibre au rythme des tambours antillais

De la Guadeloupe à Haïti, « chouval bwa » et « bélaï », « compas » et boléros, forgent l'identité des Noirs caribéens. Quatre soirées leur sont consacrées du côté de La Villette

ANTILLES FRANÇAISES

de notre envoyée spéciale
Le Mouvement Kiltirel Akiyo a son siège à Chauvel, un quartier disparate de Pointe-à-Pitre. Les maisons en dur, pimpantes et fleuries, y côtoient des cases délabrées et quelques rangées de HLM cernées par les herbes. Sur le bord de la route, un petit combat de coqs acharné réunit les parieurs. Le siège d'Akiyo, groupe de tambourinaires engagés en politique, a été construit par « la communauté ». Un ghetto-blower posé sur la terrasse en bois diffuse de la musique malienne, un souvenir rapporté du festival Musiques métisses d'Angoulême. Ici, on porte des T-shirts à la gloire du « Che » ou de Chris Hani, militant de l'ANC assassiné par l'apartheid sud-africain. Du

Les samedis soirs de Gerdinier Moléon « Carnot »

Carnot est l'un des derniers percussionnistes à l'ancienne de la Guadeloupe. Dans la rue Saint-John-Pierre, au centre de Pointe-à-Pitre, Gerdinier Moléon « Carnot », citoyen de la commune de Goyave, en Basse-Terre, tisse les sept rythmes du gwo ka. Le vieil homme (soixante-dix-sept ans) mène la vie dure aux jeunes en dreadlocks, transgeants d'Akiyo, et frappeurs de boula (tambour d'accompagnement). Assis sur son makié (tambour soliste), qu'il a prolongé d'une grosse jarre en terre cuite, il assène un son singulier, grêle, bourré d'harmonies. Gardien de beaufs dans les années 30, conducteur d'attelages dans les domaines sucriers de Baie-Mahault, il aime des le woz du samedi soir depuis cinq décennies. Au son du tambour gwo ka, ces soirées symbolisent de la résistance nègre dans les bitations (plantations), hantées par le souvenir des nègres marrons, sont menées par les danseurs et le makié.

poulet mijote dans de grosses marmittes, et le punch au citron vert reste une valeur nationale. En cette veille de Mardi gras, on peint des calebasses en bleu, marquées au pochoir de symboles anticolonisateurs.

Pour le défilé du carnaval 1996, le groupe-citoyen avait choisi une thématique « universelle ». Tchernobyl, après avoir hésité à « mettre en scène l'en-cours guadeloupéen », en l'occurrence la fermeture de l'usine de canne à sucre de Grosse-Montagne au Lamentin, l'une des trois dernières de la Guadeloupe. C'était un sujet trop sensible. Explique Michel Halley, un enfant du morné Chauvel, musicien et agent d'Akiyo. Cent quarante-huit ans après l'abolition de l'esclavage aux Antilles, l'homme guadeloupéen « continue d'affirmer son identité paysanne et sucrière ».

REVENDICATION IDENTITAIRE

Ainsi, le gwo ka, genre musical hérité du golfe de Guinée et de l'ancien royaume kongo, et pratiqué dans les plantations, a-t-il servi de plate-forme de revendication identitaire dans les années 70. Le musicien Guy Konké l'a exporté en métropole, et a ajouté aux tambours en peau de cabri et aux tonneaux de salaisons le djembé africain.

« Avant, dit Joël Nankin, président d'Akiyo, peintre, ex-artificier du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MPGI) qui a passé six ans en prison, nous avions peur de nous-mêmes. L'acculturation était extrême. Depuis, les Antillais ont réussi à sortir de la voie coloniale, à être respectés et à se respecter ». La création d'Akiyo (« Mais qui sont-ils ? » en créole) accompagne en effet la



montée en puissance du mouvement indépendantiste guadeloupéen. 1983 : les nationalistes sont derrière les barreaux. Chaque dimanche, une poignée de tambourinaires vient rappeler à l'Etat français que la Guadeloupe a ses sauvegardes, ses jeux de vilains et de fulgurants désirs d'émancipa-

tion. Sous les fenêtres de la prison, de drôles d'énergumènes tapent sur des bidons, soufflent dans des cornes de jambis (de gros coquillages). Ils s'inspirent du gwo ka et des Mass à Saint-Jean - grands fous, masques à tête de mort. Cette tradition carnavalesque, créée à la fin des années 30 par les

dockers et les garçons-bouchers du port, est maquée de rites sud-américains : le cabotage du commerce de la viande amenait les bateaux jusqu'en Amérique latine.

Les marginaux, les homosexuels et les voyous affectionnent le Mass à Saint-Jean. Quand ces

beaux diables descendent dans la rue, la bonne société ferme ses portes à double tour. Les Mass à Saint-Jean ont fini par être bannis d'un carnaval que l'on aurait voulu bon enfant et éduqué. Avant de devenir le groupe-phare du carnaval de Pointe-à-Pitre, Akiyo dut affronter « les nègres-blancs, les pré-

Le « bélaï » de Raoul Grivalliers

ANTILLES FRANÇAISES

de notre envoyée spéciale
En Guadeloupe, Carnot vit au bord de la mangrove. En Martinique, Ti-Raoul habite au morné des Hesses, commune de Sainte-Marie, d'où l'on contemple la mer. Sous un prunier de Cythère - les fruits, comme bien d'autres herbes mystérieuses, servent aux redoutables décoctions de rhum de Raoul Grivalliers -, le « dernier des Mohicans » du bélaï a installé une salle de bal, une grande table, où les gratins de christophes et les boudins créoles circulent, des banderoles de papier découpé.

Le bélaï, c'est un style, marqué par la cadence des ti-bwa, les bambous frappés, qui sont la marque de la Martinique. C'est une danse, élégante, qui porte les traces du quadrille européen. C'est une musique qui rythmait les « coups de main », le travail communautaire, et accompagnait le travail aux champs, les attelages tirés par les bœufs.

En 1984, le tambourinaire de gwo ka, Vêlo, légendaire en Guadeloupe, mourut. En 1991, le chanteur de la musique noire des mornes martiniquais, Eugène Mona, géant tellurique de la Martinique africaine et paysanne, s'effondra, victime d'une attaque cardiaque. L'année suivante, c'était le tour de Ti-Emile, musicien de

Mona, alter ego de Ti-Raoul. Le bélaï n'est pas mort pour autant. Né il y a soixante et un ans, Ti-Raoul, surnommé Ti-Ayol par les membres de l'organisation de la jeunesse anticolonialiste de Martinique qui venaient passer leurs soirées chez lui, compose des chansons sur la vie quotidienne et l'actualité. Sous le toit de toile onduleuse, on chante aussi des cantiques de Noël en décembre, on crée de nouvelles figures de danse, en cercle ou par couple. De jeunes gens coiffés comme des rappeurs, vêtus de chemises blanches et de foulards de madras, les pieds nus, suivent la marche des tambours et s'élancent à l'ordre du ti-bwa.

CHEVAUX DE BOIS

Tout ici respire la campagne, les fleurs. Entre bananiers et arbres à pain, Ti-Raoul et le musicien (chant, saxophone, percussions) Dédé Saint-Prix, l'un des premiers exécutants des traditions musicales martiniquaises avec le compositeur et marionnettiste Roland Brival et le flûtiste Max Cilla, savourent la douceur du soir. En Martinique, le raffinement d'une métropole culturelle, le port de Saint-Pierre, a laissé des traces profondes : des valse, des mazurkas, des

biguines bien tournées. Au centre des manèges de chevaux de bois (chouval bwa) mené à la main par des pousseurs, comme au temps des moulins à canne, les joueurs de tambour, de ti-bwa, d'accordéon, de flûte ou de banjo ont donné à leur île le charme de la créolité.

Eugène Mona sortait du peuple paysan. Mais les intellectuels, les élus ou les notables - que l'on verra se livrer aux joies du trempage, plat communautaire (haricots noirs, crabes, poisson, pain, piment, etc., mêlés sur des feuilles de bananier, et que l'on mange à pleines mains), l'alimentent, même quand il les choquait en jurant, en rotant, en jouant les anaphorètes.

De Mona Ti-Raoul dit qu'il « était son frère ». Lui, aussi, est un campagnard, un agriculteur qui cultiva sa terre jusqu'en 1956, où une tournée l'emmena à Paris. Il y vivra jusqu'en 1975, trouvant le plaisir du bélaï pour les affres de la peinture en bâtiment, « avec les Arabes », dit-il en évoquant des souvenirs d'enfance. Ti-Raoul chante d'une voix haute, presque féminine, avec un léger nasille, naviguant sur les contre-temps et les syncopes rythmiques du bélaï dont résonnent les doux mornes de Sainte-Marie.

V. Mo.

Théodore Beaubrun, fondateur du groupe Boukman Eksperyans

« La musique de Boukman est une lutte contre les politiciens »

DÉCOUVERT en France aux Transmusicales de Rennes en 1990, Boukman Eksperyans a rompu avec la musique populaire haïtienne, le kompa, pour revenir aux sources, tout en affichant ses influences rock. Qualifié de musique vaudou-rock, Boukman Eksperyans est le premier groupe haïtien à avoir signé avec une grande compagnie (Mango-Island), en 1991. Le fondateur et chanteur du groupe, Théodore Beaubrun, est l'une des personnalités les plus populaires en Haïti.

« Êtes-vous lié aux chefs de gangs de Cité-Soleil, l'un des bidonvilles de la capitale haïtienne ? »

- Cette rumeur qui circule à Port-au-Prince est une manigance qui vient des autorités. De même que l'idée qu'il existerait une « Armée rouge » à Cité-Soleil est une invention dont le but est de discréditer les organisations populaires du bidonville. Je suis populaire, je peux y entrer, les politiciens pas. C'est cela la réalité.

- Pourquoi ?

- C'est une zone de non-droit où les gens vivent dans des conditions impensables. Je chante que l'Etat est un cadavre. Sous la dictature

des Duvalier, c'était déjà fini. Jusqu'à ce jour les politiciens haïtiens n'ont rien fait. Ils se contentent des avantages de leur fonction et rackettent la population. Depuis toujours, ils se sont contentés d'imiter les Occidentaux, ils ont manipulé ceux du Morné (la montagne).

- En tant qu'artiste, où vous situez-vous ?

- Chaque concert est une cérémonie spirituelle, politique, sociale. On parle de la vie chère, des privatisations, des politiciens corrompus... On parle pour unir. Je suis un contre-pouvoir sans ambition politique ; je n'ai aucune envie d'être sénateur ou député. La révolution que je chante tient dans trois mots : amour, vérité et justice sociale ; et si les politiciens n'ont aucun problème avec les deux premiers, le troisième ne passe pas. Cela ne peut plus continuer comme cela... Dans les montagnes, près de Jérémie, il y a encore peu de temps, j'ai vu des gens mourir de faim et de maladie. Alors je vais continuer à mettre la pression sur les politiciens.

- De quelle manière ?

- J'ai fondé un petit groupe de surveillance et de vigilance, qui est en contact avec des associations

locales. Chaque fois que je le peux, j'y vais. Je participe aux manifestations ; j'étais au premier rang dans les rues de Port-au-Prince pour protester contre les privatisations que veut effectuer le président René Préval. Je surveille les politiciens : ce qui m'intéresse c'est le pays et, alors qu'ils devraient être au service du pays, ils ne font rien. Alors, la musique de Boukman est une lutte contre les politiciens.

- Comment s'est créé votre groupe ?

- En 1976, à New York, j'ai entendu chez un disquaire une musique et une voix que je ne connaissais pas ; j'ai dit « c'est ça que je veux ». C'était Bob Marley. Et si les jamaïcains peuvent jouer funky, les Haïtiens aussi.

- Qu'est-ce que cela veut dire, pour vous, jouer funky ?

- C'est trouver un ton qui fait rire comme dans le vaudou. C'est se servir de la basse de telle sorte qu'elle continue à jouer comme le tambour, qu'elle parle, qu'elle fasse entrer en transe.

- Quel est le sens du nom du groupe ?

- Boukman, le premier dirigeant de l'insurrection haïtienne contre les colons français, était un servi-

teur ginen. Il prêchait le ginen, c'est dans le vaudou, trouver l'harmonie intérieure. Cela n'a rien à voir avec la sorcellerie que nous rejetons. Eksperyans, cela renvoie à l'expérience d'unité spirituelle et d'unité de la nation. Pour unir les Africains d'Haïti, il fallait les rassembler spirituellement. Le problème, c'est que le pays est toujours divisé en deux mentalités, l'eurocentriste et l'ancêtre avec ses communautés de base, les lakous. Dans le vaudou, la vie est un tout qui contient le social, la politique, l'économie avec, par exemple, des terres indivisibles organisées collectivement. Pour nous, la révolution c'est le lakou, la dynamique du lakou qui permet de passer dans la modernité sans perdre la dimension traditionnelle. La musique de Boukman, c'est cela.

Propos recueillis par Alain Abellard

★ Après son concert à la Cité de la musique, Boukman Eksperyans se produira, le 18 juin, à 21 heures, à Saint-Ouen-l'Aumône, à l'invitation du Festival Fenêtre au sud. Tél. : 34-20-14-14.

jets et les sous-préfets », explique un rasta. En 1983, la Guadeloupe connaît, malgré l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, un regain d'agitation anti-française. Akiyo projette de défiler pour le carnaval en tenue militaire. « par dérision », M. Hudogot, le sous-préfet, y voit une provocation à l'égard de l'armée française. Il interdit Akiyo de sortir. La foule descend dans la rue. Le sous-préfet gaffeur est rappelé à Paris.

NOUVEAUX MAUX

Aujourd'hui, les tambourinaires (dont de rares femmes - « Celles qui fréquentaient les soirées léwoz étaient considérées comme « des femmes à rhum », dit Michel Halley), les trois cents adhérents et les milliers de sympathisants d'Akiyo ont imposé à la rue la force du désordre, la dérision et la rythmique noire. La Guadeloupe commence à s'y reconnaître.

Depuis les soulèvements anti-esclavagistes de la fin du dix-huitième siècle, l'île a forme de papillon s'est taillé une réputation de rebelle. Le marronnage y fut vivace. C'est là que s'est créé en 1978 l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), indépendantiste. Lucette Michaux-Chevry (sénateur RPR) y préside le conseil régional avec une ferme conviction nationaliste qui lui a aussi fait prendre préfets et sous-préfets pour cible. Après l'amnistie accordée aux militants et poseurs de bombes (dont ceux de l'ARC, Alliance caraïbe révolutionnaire de Luc Reimette) en 1989, l'idée indépendantiste a été désamorcée. « L'idée caraïbe, ajoute Joël Nankin, s'est révélée être une utopie : nous sommes dans la ligne de mire des Etats-Unis. » Dans ses chants « communautaires », Akiyo s'attaque aujourd'hui à des maux plus urbains, plus circonscrits : le chômage, qui touche 30 % de la population, mais aussi la drogue, le crack arrivant en masse en Guadeloupe depuis Saint-Martin et la Dominique.

Véronique Mortaigne

A écouter et à lire

● Programme. 12 juin : 20 heures, atelier pédagogique, concert avec Roland Brival, Dédé Saint-Prix, Akiyo ; 15 heures (et le 13, à 10 heures), L'Oranger magique, Serge Tamas, Mimi Barthélémy (spectacle jeune public). 13 juin : 15 heures, concert-découverte, Roland Brival et l'association Boua-Boua. 14 juin : 18 h 30, Akiyo en carnaval ; 20 heures : Raoul Grivalliers, Renegades Steel Band Orchestra. 15 juin : 20 heures, Nuit caraïbe, avec Max Cilla, Dédé Saint-Prix, Roland Brival, Akiyo, Carnot, Boukman Eksperyans. 16 juin : 16 h 30, Cuarteto Patria, Eliades Ochoa (Cuba). Du 12 au 16, le manège Chouval bwa tourne sur le parvis où l'on peut jouer, boire, manger, écouter des conteurs. Musiques caraïbes : Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, le 15. Tél. : 44-84-44-84. ● Discographie. Martinique. Chouval bwa sans frontières de Dédé Saint-Prix : 1 CD Délic 504 87-2. M^e Bel-A : 1 CD Auvidis/Ethnic B 6828. Ti-Emile : 1 CD Hibiscus Records 191170-2. Guadeloupe. Gwo ka, soirée léwoz à Jabrun : 1 CD Ocora C560030. Gwo ka, soirée léwoz à Cacao : 1 CD Ocora C560031. Guy Konké et le groupe Ka : 1 CD Bolibana BIP96. Haïti : Boukman Eksperyans, Liberté/Freedom : 1 CD Mango 524104-2. Cuba : Cuarteto Patria et Eliades Ochoa, The Lion Is Loose : 1 CD Corason 79590-2. ● Bibliographie. Musiques caraïbes, d'Isabelle Leymarie, Actes Sud-Cité de la musique, 150 pages, et 1 CD, 80 F.

Mondonville ou l'art de la tempête dans un verre d'eau

Présentée par le Centre de musique baroque de Versailles, la musique de cet auteur à succès du XVIII^e déçoit

Chaque année à pareille époque, le Centre de musique baroque de Versailles consacre quelques journées à un compositeur français des

XVII^e ou XVIII^e siècle. Après la révélation qu'ont constitué en 1995 les concerts Sébastien de Brosard, le CMBV a décidé de réhabiliter Jean-Jo-

seph Cassanéa de Mondonville, dont la musique est encore méconnue malgré une réputation perpétuée jusqu'à nos jours.

GRANDS MOTETS de Jean-Joseph Cassanéa de Mondonville. Sophie Daneman, Maryseult Wleczorek (sopranos), Paul Agnew (haute-contre), François Piolino (ténor), Maarten Koningsberger (baryton), François Bazola (basse), Les Arts florissants, William Christie (direction). Versailles, Chapelle royale, le 8 juin. Prochain concert : « Les Fêtes de Paphos », ballet héroïque de Mondonville, par Les Talens lyriques, Christophe Rousset (direction), mardi 11 juin, Opéra royal, 21 heures. Tél. : (1) 39-20-78-10. De 70 à 310 F.

Le bruit courait, samedi soir, au château de Versailles, que William Christie qui avait joint, lors des Journées Rameau de 1994 à Versailles, un motet de Jean-Joseph Cassanéa de Mondonville (1711-1772) à ceux de Jean-Philippe Rameau, serait l'instigateur des présentes Journées Mondonville organisées par le Centre

de musique baroque de Versailles. Christie a dirigé en effet un concert entièrement consacré au compositeur normand, fixé à Belleville (qui était alors une campagne) après un séjour à Lille et à la cour de Louis XV et qui finira comme auteur à succès du Concert spirituel parisien. Rameau n'avait rien à craindre d'un motet de Mondonville, mais le simple chœur final du *Quam dilecta* du grand D'Journé, donné en bis par les Arts florissants après quatre motets de Mondonville, fait office d'acte manqué cinglant. Confrontée à la figure du génie se révèle celle du faiseur. Autant comparer György Ligeti à Andrew Lloyd-Webber, Barbara à Céline Dion.

On ne fera pas le reproche au CMBV d'avoir testé la figure du musicien naguère acclamé et dont une partie des œuvres ont été créées à Versailles même. S'il faut se méfier des « génies méconnus et géniaux » que, chaque année, le disque tente de nous imposer (le fade Heintichen, ressuscité par son

pygmalion posthume, Reinhardt Goebel, est le dernier en date), on ne sera pas moins prudent envers les auteurs à succès en leur temps. Et il faut bien avouer, à l'issue du premier volet, que les Journées Mondonville, malgré leur lot de premières auditions – dont l'ouvrage scénique *Les Fêtes de Paphos* donné mardi 11 juin par Christophe Rousset – n'ont apparemment pas le poids de la session 95, consacrée à Sébastien de Brosard. Des quatre grands motets dirigés par Christie, *In exitu Israel, Magnus dominus, Dominus regnavit* et *De profundis*, seul ce dernier semble se dégager du lot. Et encore : Mondonville se réfugie dans une expression languide ou légère, charmante certes, mais qui laisse se vent expressivo, tombe dans des lieux communs pratiqués avec infatigable par Lalande, Campra ou Desmarets ; quand Mondonville écrit une *Tempête*, les fusées des doubles croches sonnent avec application leurs

montées et leurs descentes ; comme Rameau, Mondonville aime les marches harmoniques, mais elles sont constamment par leur banalité. Quant aux « images sonores », elles sont tellement chargées qu'on les croirait sorties d'un manuel de rhétorique en bande dessinée à l'usage des enfants. Que retenir ? Les sombres harmonies sur le verset *Requiem aeternam* du *De profundis*, qui annoncent curieusement Mozart et Berlioz, ou le trio de voix d'hommes du *Dominus regnavit*, une belle couleur de violons dans le grave ici,

Grimm ne s'en laissait pas conter

A l'occasion de la création de l'Oratorio en français *Les Israélites à la montagne d'Or* de Mondonville, paru depuis, le baron de Grimm écrivait : « Si un succès d'approbation tranquille peut suffire à un poète et à un musicien (...), M. l'abbé de Voisenon et M. Mondonville seront contents du succès de leur comédie et, en effet, auront tort d'en demander un plus grand pour un ouvrage auquel le génie n'a point présidé. Il n'y a rien à dire de la musique, ni en bien ni en mal, à moins qu'on ne regarde comme un très grand mal, de traiter sans subtilité, un sujet aussi admirable. » Cité par Roberte Marchand dans *Jean-Joseph Cassanéa de Mondonville-Virtuose, compositeur et chef d'orchestre*. Société de musicologie du Languedoc, 1980.

celle d'un basson en taille B, qu'on ne reproche rien, ou presque, à William Christie et ses musiciens (malgré deux hautbois assez pitoyables et un clavier inaudible du troisième rang), même si les récits de dessus exigent encore quelques perfectionnements de la part de Maryseult Wleczorek et si Maarten Koningsberger a la voix instable dans les nuances fortes et le style peu convaincant, surtout comparé à celui des excellents Sophie Daneman et Paul Agnew. On attendra les prochains crûs versaillais, qui devraient être consacrés à Nicolas Clément et Henry Desmarests.

R. Ma.

Renaud Machart

William Morris ou l'Angleterre dans ses meubles

Un hommage au Victoria and Albert Museum

Victoria and Albert Museum, Cromwell Road ; Londres, tél. : (19) 44-171-344-4444. Du mardi au dimanche de 10 heures à 17 h 30, le lundi de 12 heures à 17 h 30 ; jusqu'au 1^{er} septembre.

LONDRES de notre envoyé spécial William Morris (1834-1896) est l'une des gloires de l'art anglais. Son style néo-médiéval, ses meubles tantôt gothiques et tantôt rustiques, ses tapisseries, tapis et tissus à motifs d'artichaut, de choux, de scarole, de crocus et de papillons lui valent dans son pays natal une notoriété qui ne faiblit pas. Il suffit pour s'en convaincre de faire les vitrines des antiquaires et des décorateurs londoniens ou de se rendre au Victoria and Albert Museum, qui le célèbre au moyen d'une rétrospective fort abondante.

Rien n'y manque. Des arcaïques blanches découpent l'espace et suggèrent des effets de cloître et de chapelle. Des litiges grégoriennes, des airs baroques et des extraits des poèmes du maître lus d'une voix cavernueuse font office de fond sonore. Des documents d'archives, des photographies, des correspondances et des caricatures sont réunis afin de suggérer le quotidien de la firme que Morris eut l'excellente idée de fonder, transformant l'esthétique préraphaélite en entreprise commerciale extrêmement prospère. L'histoire en est contée comme il convient, suivant l'ordre chronologique. Elle commence avec la ren-

contre des principaux protagonistes à Oxford en 1853, quand William Morris se lie d'amitié avec Rossetti et Burne-Jones. Elle se poursuit par le récit de leurs premières expériences communes, de la fondation de Morris, Marshall, Faulkner and Co en 1861 et du succès du style Morris, succès rapide et étonnamment facile. Dès l'année suivante, l'Exposition universelle de Londres lui offre l'occasion de révéler ses produits – vitraux, broderies et meubles, tous évidemment médiévaux. Aussitôt, visiteurs et critiques les remarquent et Morris obtient bientôt de travailler pour Saint James's Palace, reconnaissance officielle de son talent.

Commandes, programmes, bénéfices : il sait admirablement organiser sa réclame, diffuser sa grille, soigner son image de marque auprès de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie victorienne. Il sait même digérer les scandales et admet que sa femme soit des années durant la maîtresse de Rossetti. Mieux vaut cet admettre que la révélation d'un désordre choquant.

De triomphe en triomphe, Morris diversifie ses activités, en excellent gestionnaire. Au mobilier et aux tentures, il ajoute la bibliophilie. Sur les presses de Kelmscott Manor – sa propriété de campagne – il imprime plus de 20 000 livres, soignant typographes gothiques et bandeaux fleuris. A en juger par l'actuelle diffusion de son style, ces élégances n'ont rien perdu de leur charme outre-Manche.

Philippe Dagen

La Cité de la musique s'invite chez la princesse de Polignac

UN CONCERT CHEZ LA PRINCESSE EDMOND DE POLIGNAC. Œuvres de Fauré, Ravel, Satie, Stravinsky, Poulenc. Monique Zanetti (soprano), Alain Planès (piano). Cité de la musique, amphithéâtre du musée, Paris, le 9 juin.

L'amphithéâtre du Musée de la musique cédrait, dimanche 9 juin, une série de concerts consacrés aux Saïons musicaux, du XVIII^e au XX^e siècle, dont celui, exceptionnel, de la princesse Edmond de Polignac, qui mit la fortune héritée de son père, magnat des machines à coudre Singer, au service de la musique de son temps, passant commande à tout ce que la « modernité » parisienne comptait de meilleur, de Gabriel Fauré à Francis Poulenc, en passant par Kurt Weill et Igor Stravinsky. Outre les créations qui eurent lieu en son salon ou dans l'atelier-salle d'orgue jouant son hôtel particulier, Nadia Boulanger, son « maître de chapelle », si l'on

ose dire, y fit donner des « concerts-salades » où la musique ancienne la plus inédite côtoyait les compositions contemporaines. Pourtant, l'hommage de la Cité de la musique passe à côté de cette vertu essentielle, et l'on s'étonne de voir programmée la *Courte-paille*, de Poulenc, que la princesse n'a jamais entendue, plutôt que les mélodies écrites pour sa nièce, Marie-Blanche de Polignac. Pourquoi n'avoir point donné, sur l'orgue de l'amphithéâtre, le *Concerto* qu'elle lui commanda et qui fut joué chez elle avant d'être créé publiquement à la salle Gaveau ? Pourquoi ne pas avoir mélangé Monteverdi et Fauré, Stravinsky et Bach, comme il était coutume de le faire ?

On ne se plaindra au demeurant pas du beau programme proposé, que Monique Zanetti a accepté de monter en quelques semaines, en remplacement du ténor américain Lawrence Dale. Cette exquise soprano française suit le chemin qu'empruntait la plupart de ses collègues « baroques » intéressés

par la mélodie française, à laquelle ils apportent leur goût du texte et leur musicalité cultivée. Monique Zanetti possède un timbre de velours, même si sa voix n'a pas encore acquis toute son ampleur. C'est peut-être ce qui la fait contenir l'expression, qu'on voudrait parfois plus adressée au public, notamment dans le redoutable *Socrate* d'Ernst Satie, dont elle chantait le troisième volet narratif le suicide du philosophe grec sur un fond imperturbable de piano. Elle n'a pas osé chanter de mémoire car ce répertoire est en partie nouveau pour elle. Probablement elle le devançait elle-même, débarrassée du texte. Mais quelle belle musicienne et quel probable avenir lui ouvre ce répertoire, dont on regrette que les organisateurs de concerts le programment fût-elle ! Alain Planès jouait par ailleurs la *Pavane pour une infante défunte* de Ravel, sans pathos inutile, et la *Sonate* de Stravinsky sans fébrilité (peut-être eût-il fallu un rien de fantaisie pour égarer cette polyphonie implacable...). Le duo doit encore se rodier, mais on peut en espérer le meilleur.

CORRESPONDANCE

A propos de la danse-thérapie

Après l'article « Mathilde Monnier, la danse face à la médecine », (*Le Monde* du 22 mai), France Schott Billman, docteur en psychologie, psychanalyste, danse-thérapeute, explique sa pratique de danse-thérapie. Elle lance un débat dont notre article s'était fait l'écho : qui, du danseur ou du psychanalyste, est le plus autorisé à mener un travail de danse avec le corps souffrant ?

(...) A côté du courant venu des Etats-Unis, j'ai présenté un courant, peu connu outre-Atlantique, mais de plus en plus développé en Europe, qui s'appuie sur l'anthropologie, la psychanalyse et une technique, appelée expression primitive, née aux Etats-Unis dans les années 50 (...). Il s'agit de renouer avec nos racines culturelles en proposant sur des rythmes balancés, des gestes simples comme ceux des danses populaires (...). Notre travail consiste à accompagner ces gestes de la voix, tous ensemble, ce qui augmente leur puissance émotionnelle et donne accès au sentiment du groupe, empêchant le repli narcissique. Les danseurs transmettent, dans des formes abordables par tous, leur confiance dans la capacité de la danse à faire renaitre et à transformer. La guérison vient ensuite, par surcroît, comme disait Lacan pour la psychanalyse (...). Si l'étonnement est encore grand de voir se mettre à bouger et s'ouvrir

vers l'extérieur, des patients apathiques, voire catatoniques, il ne faut pas oublier que les indications sont multiples, allant de l'autisme à la névrose ordinaire en passant par des états border-line, et tout le cortège des troubles si fréquents, dépressions, angoisses, phobies, maladies psychosomatiques.

CONCERTS

LUNDI 10, MÉR. 12, VEN. 14 JUIN 19 h 30
DIMANCHE 16 JUIN - 17 heures

Théâtre des Champs-Élysées
La Clémence de Titus
OPÉRA de GLUCK

Dir. Mus. Louis Langrée
Mis. en scène : Parica Courier,
Moshe Leiser

ORCHESTRE DE PICARDIE
MICHAEL PLAU, POULVERELI
SCALITTI, SZMYTKA, THOMPSON
avec le soutien de la Fondation
d'entreprise FRANCE TELECOM
FRANCE-MUSIQUE Portenore
Places : 60 F à 670 F
Tél. : 49-52-50-50

MERCREDI 12 JUIN - 20 heures

AUDITORIUM DU LOUVRE
Quatuor Sine Nomine

HAYDN, MENDELSSOHN, SCHUBERT
Places 130 F, réd. 100, 85, 50 F
Tél. : 40-20-52-53

DU JEUDI 20 JUIN
au LUNDI 1^{er} JUILLET - 19 h 30

THÉÂTRE DU CHÂTELET
JENUFA? de Leos JANACEK

Dir. Mus. Sir Simon Rattle
Mis. en scène : Braunschweig
Nancy Gustafson, Ph. Landridge
Graham Clark, Anja Silja
Mansel Davies...
City of Birmingham
Symphony Orchestra

COURS D'ÉTÉ À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS

juillet - août - septembre 1996

L'École nationale supérieure des Beaux-Arts propose pour sa septième session de cours d'été des formations ouvertes à toute personne, à partir de seize ans.

Enseignement, à titre d'initiation ou de perfectionnement, par groupes de 20 personnes sous la conduite d'enseignants expérimentés.

Cours du lundi au vendredi.
5 heures par jour, de 10 h à 13 h et de 14 h à 16 h.
Les ateliers sont accessibles aux stagiaires de 9 h à 19 h.

Disciplines :

- Dessin, peinture, modelage : du 1^{er} au 26 juillet, du 29 juillet au 23 août et du 2 au 13 septembre.

1 900 F 1 semaine
3 000 F 2 semaines
4 500 F 3 semaines
5 500 F 4 semaines

- Initiation à l'Infographie : du 1^{er} au 5 juillet.
2 500 F 1 semaine

- Initiation à la 3D : du 15 au 19 juillet et du 29 juillet au 2 août.
2 500 F 1 semaine

Pour tous renseignements, s'adresser à :

École nationale supérieure des Beaux-Arts
Service des Enseignements - Cours d'été
14, rue Bonaparte - 75272 Paris Cedex 06
Tél. : 47.03.50.63 - Fax : 47.03.54.54

(énab-a)

NOSTALGIE PRÉSENTE Maurane en tournée

44 oct. DOULOUR (Lyon)
45 oct. MÉTROPOLIS (Lyon)
46 oct. 10 oct. PARIS - GRAND REX
47 oct. COGNAC
48 oct. COGNAC
49 oct. COGNAC
50 oct. COGNAC
51 oct. COGNAC
52 oct. COGNAC
53 oct. COGNAC
54 oct. COGNAC
55 oct. COGNAC
56 oct. COGNAC
57 oct. COGNAC
58 oct. COGNAC
59 oct. COGNAC
60 oct. COGNAC
61 oct. COGNAC
62 oct. COGNAC
63 oct. COGNAC
64 oct. COGNAC
65 oct. COGNAC
66 oct. COGNAC
67 oct. COGNAC
68 oct. COGNAC
69 oct. COGNAC
70 oct. COGNAC
71 oct. COGNAC
72 oct. COGNAC
73 oct. COGNAC
74 oct. COGNAC
75 oct. COGNAC
76 oct. COGNAC
77 oct. COGNAC
78 oct. COGNAC
79 oct. COGNAC
80 oct. COGNAC
81 oct. COGNAC
82 oct. COGNAC
83 oct. COGNAC
84 oct. COGNAC
85 oct. COGNAC
86 oct. COGNAC
87 oct. COGNAC
88 oct. COGNAC
89 oct. COGNAC
90 oct. COGNAC
91 oct. COGNAC
92 oct. COGNAC
93 oct. COGNAC
94 oct. COGNAC
95 oct. COGNAC
96 oct. COGNAC
97 oct. COGNAC
98 oct. COGNAC
99 oct. COGNAC
100 oct. COGNAC

du 7 au 18 juin 1996
Fenêtre au Sud
République Dominicaine Haiti
Débats
Théâtre
Cinéma
Exposition
Musique
Théâtre des Arts
Cergy-Pontoise
34 20 14 14

Le langage des premiers artistes de la préhistoire

Le monde symbolique des habitants des grottes pyrénéennes présenté à Saint-Germain-en-Laye

L'ART PRÉHISTORIQUE DES PYRÉNÉES. Musée des antiquités nationales, château de Saint-Germain-en-Laye, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 34-51-53-65. Jusqu'au 5 juillet. Catalogue sous la direction de Marie-Hélène Thiault et de Jean-Bernard Roy, RMN, 376 p., 250 F.

Ce petit cheval d'Ivoire, sculpté dans une défense de mammouth, a 16 000 ans. Il a été trouvé dans la grotte d'Espéugues, près de Lourdes. C'est une des pièces maîtresses de l'exposition organisée par le Musée des antiquités nationales : « L'art préhistorique des Pyrénées ». A son côté, un autre cheval, façonné dans un bloc de grès rouge, dont la tête et l'encolure semblent sortir d'une gangue originelle. Plus loin, gravé sur un andouiller de cerf percé d'un trou, un auroch file, poursuivi par trois hommes brandissant des sagaies.

De l'art préhistorique, le public connaît surtout les fresques pariétales. Les œuvres présentées à Saint-Germain-en-Laye, plus intimes, ornent souvent des outils, des armes en particulier. Mais il peut s'agir aussi d'objets purement décoratifs. Ils indiquent que l'art ne se déclinait pas seulement au fond des sanctuaires « religieux » de la préhistoire. Si certains outils, d'habitude non utilisés, ont été retrouvés à proximité des grandes peintures dont la signification reste obscure, la plupart proviennent des lieux où résidaient ces populations de chasseurs-cueilleurs.

Les pièces choisies ont été fabriquées entre 17 000 et

11 000 années avant notre ère. Elles ont été collectées sur le versant nord des Pyrénées. C'est l'époque où le climat se réchauffe notablement. La végétation et la faune changent. Les aurochs et bouquetins supplacent peu à peu les bisons et les rennes. Les espaces boisés remplacent la toundra. Le paysage se refaçonne. Ce qui n'empêche pas les échanges : on trouvera une dent de cachalot gravée de bouquets au Mas-d'Azil, dans l'Ariège.

UNE CULTURE HOMOGENE

L'exposition montre l'homogénéité de la culture qui se développe. On voit apparaître un langage artistique tout le long de la chaîne des Pyrénées à partir de ces représentations réalistes qui exploitent habilement le mouvement des supports. Ils sont souvent accompagnés de signes divers : punctuations, accolades, spirales.

La faune est représentée avec un grand luxe de détails, alors que la figure humaine est esquissée. Sur ces images, les grands herbivores occupent une situation centrale tandis que les prédateurs, concurrents et ennemis de ces chasseurs, n'ont qu'une position marginale. Visiblement, l'animal est au centre du monde symbolique de ces populations. Il faudra attendre quelques millénaires, l'apparition de l'agriculture et la domestication des premières espèces animales, pour que l'homme tiennne cette place dans la représentation artistique.

Emmanuel de Roux

La Maison franco-japonaise de Tokyo traverse une crise

Paris souhaite une réforme avant la venue de M. Chirac à l'automne

Temple de la japonologie française depuis plus de soixante-dix ans, la Maison franco-japonaise de Tokyo accueille notamment des pensionnaires français

venus y effectuer des recherches de haut niveau, jugées trop poussiéreuses par les autorités françaises, elle est à la recherche d'un second souffle.

CRÉE EN 1924, la Maison franco-japonaise de Tokyo, institution sans doute unique au monde par sa conception, a longtemps été l'un des points d'appui de la coopération intellectuelle entre la France et le Japon. Mais elle traverse aujourd'hui une crise qui rend nécessaire une réforme pour maintenir le prestige d'une institution par laquelle sont passés la plupart de ceux qui comptent dans la japonologie française.

L'idée de la Maison est née de la rencontre au début des années 20 du vicomte Elchi Shibuzawa et de Paul Claudel, alors ambassadeur de France au Japon, et de leur convergence de vues autour d'une idée : faciliter les échanges culturels entre leurs deux pays par la voie de la coopération intellectuelle.

Originale, la Maison l'est par son organisation, qui reflète les idées d'une époque où l'entente sur certains principes l'emportait sur la rigidité des textes. Elle comporte trois entités : une fondation de droit japonais à laquelle appartient le bâtiment qui l'abrite (qui vient d'être reconstruit), un bureau japonais rassemblant une vingtaine de sociétés franco-japonaises spécialisées (histoire, droit, sciences exactes, etc.) et un bureau français.

Avec à sa tête un directeur qui est traditionnellement une personnalité du monde académique français, la Maison accueille en général cinq chercheurs français (nommés « pensionnaires » car autrefois il y résidaient) qui y poursuivent des recherches de haut niveau sur le Japon. Elle organise des conférences et assure des publications. Organisme bicéphale, financé

par la Fondation japonaise avec une participation substantielle de l'Etat français conformément à un schéma reposant sur la confiance et le respect mutuel, la Maison franco-japonaise a rempli sa mission pendant une soixantaine d'années. La force du yen rendant le coût de plus en plus élevé, Paris jugea qu'elle sonnait et produisait des études poussiéreuses.

Un nouveau conseil fut mis sur pied mais le ministère de tutelle a tendu à s'y substituer. Lorsqu'une mission dirigée par l'ancien ministre de la recherche Hubert Curien s'est récemment rendue à Tokyo, ses membres ont été pour le moins surpris de l'ampleur de la crise.

Quelles que soient les responsabilités (elles ne sont pas uniquement du côté français), une redéfinition de l'action de la Maison franco-japonaise s'impose avant la venue du président Chirac à Tokyo à l'automne 1996. L'un des premiers impératifs est de redonner au conseil scientifique le rôle qui lui revient, d'orientation de la politique de recherche de la Maison, en y associant peut-être des représentants des sociétés franco-japonaises.

La tâche qui s'impose au conseil est de définir, en collaboration avec les affaires étrangères mais sans que l'administration s'arroge une compétence académique qu'elle n'a pas, les grandes orientations d'une japonologie française moderne. Celle-ci suppose en amont, pour la plupart des disciplines, un apprentissage (langue et histoire), et il paraît souhaitable qu'une coordination plus étroite existe entre la Maison et le creuset universitaire de formation aux études sur le Japon (départements de japonais de l'Institut des langues et civilisations orientales et de Paris-VII).

La partie japonaise, pour sa part, envisage de changer les statuts de la fondation et de se constituer centre de recherche afin d'obtenir des subventions de l'Etat nippon.

Philippe Pons

La réforme fut menée de manière si peu amène que la commission scientifique chargée d'orienter la politique de recherche démissionna en 1993

Dans votre Agence France Télécom, vous trouverez le fax conçu pour vous.

Du 10 juin au 10 juillet, les fax papier ordinaire sont à des prix promotionnels.

A partir de 2 990 FHT (3 605,94 FTTC)



Galéo 4000

- Téléphone fax • Imprimante Minitel®
- Mémoire de réception • Options téléphone sans fil et imprimante micro-ordinateur.

Et aussi, du 10 juin au 10 juillet :

Galéo 5000 : 3 390 FHT (4 088,34 FTTC)

- Téléphone fax • Afficheur 2 lignes • Compatible avec répondeur externe • Autonomie de papier : 50 pages

Galéo 4600 : 3 590 FHT (4 329,54 FTTC)

- Téléphone fax répondeur • Imprimante Minitel • Répondeurs vocal et fax interrogeables à distance • Options téléphone sans fil et imprimante micro-ordinateur

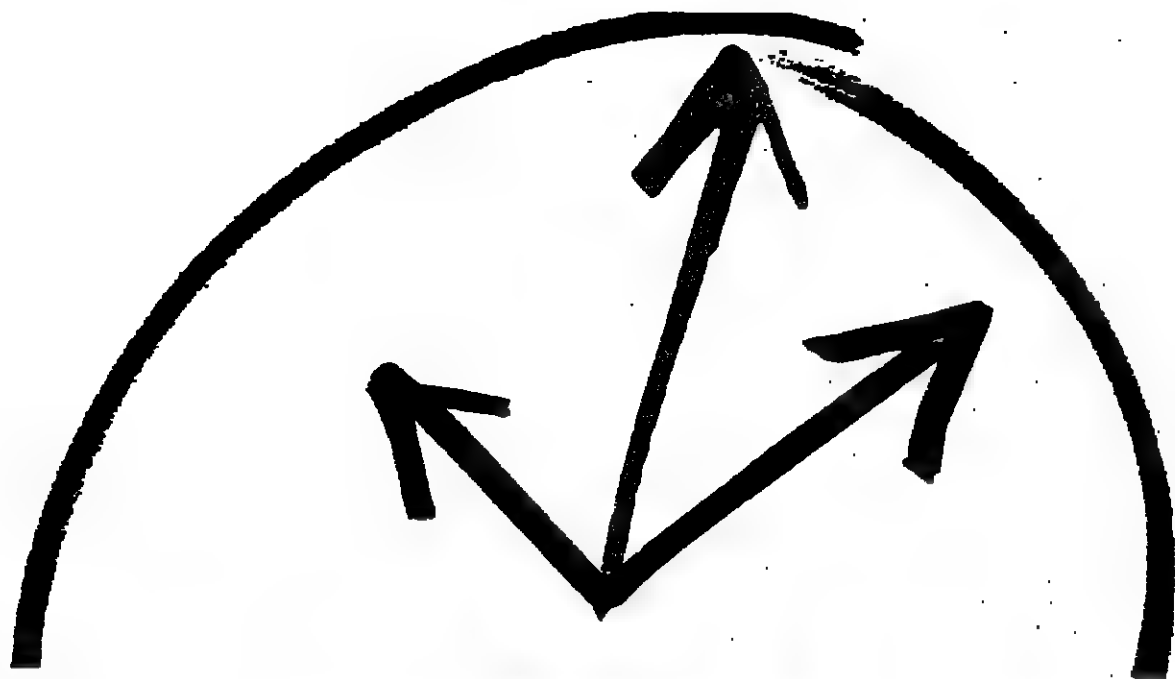
Adressez-vous à votre conseiller France Télécom.



صوتنا من الامم

26 / LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996

(Publicité)



Vous trouvez juste de payer 2 minutes quand vous téléphonez 1 minute 46 ?

Aujourd'hui SFR facture à la seconde.

Parce qu'il n'est pas juste de payer pour du temps que l'on n'utilise pas, SFR a inventé la facturation à la seconde pour tous ses abonnés GSM. Dès la première minute de communication nationale



écoulée, avec SFR, vous ne payez que ce que vous consommez réellement. Encore plus précis, encore plus juste, le Monde Sans Fil ne perd jamais une seule seconde pour vous en faire gagner.

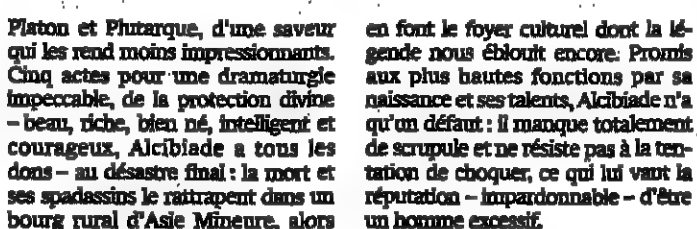
Le Monde Sans Fil est à Vous.

UNE SOIRÉE A PARIS

CINÉMA

« Alcibiade ou la crise de la démocratie » rappelle le parcours d'un Athénien scandaleux et réaffirme les nécessaires principes de la citoyenneté démocratique

Le récit est illustré de gravures, sculptures du temps, cartes simplifiées (mais résolument statiques, ce qui surprend à l'écran). Et, en contrepoint du discours professoral, des morceaux choisis de Thucydide.



Tout commence dans l'Athènes démocratique et triomphante de Périclès, celle d'Eschyle, Sophocle et Euripide, de Phidias et Aristophane. Rendez-vous des idées neuves qui

en font le foyer culturel dont la légende nous éblouit encore. Promis aux plus hautes fonctions par sa naissance et ses talents, Alcibiade n'a qu'un défaut : il manque totalement de scrupule et ne résiste pas à la tentation de choquer, ce qui lui vaut la réputation - impardonnable - d'être un homme excessif.

INTÉRÊT PUBLIC ET AMBITION
D'où la première leçon citoyenne de l'historienne-pédagogue : dans une démocratie, l'intérêt public doit primer sur toutes les ambitions privées sous peine de livrer la cité aux

Au terme d'un portrait fascinant par ses contrastes mêmes, Jacqueline de Romilly renvoie au monde de l'universelle fiction le bel Athénien, héros de roman et de tragédie. Sur-tout, elle fait de cette séduisante figure de l'autorité politique dévoyée l'indice d'une faillite lamentable de la pensée publique, dont la philosophie politique imaginée par Platon serait « comme une réponse ci-

Lire *La République* comme une réaction à l'aventure d'Alciade est peut-être rapide, mais permet d'évaluer l'exemplarité fondamentale de l'Athénien. C'est sans doute là la vraie contemporanéité du sujet. En en faisant l'ultime leçon de cette évocation d'une sobre efficacité, Jacqueline de Romilly fait à son tour œuvre civile.

Philippe-Jean Catrinchi

★ « Alcibiade ou la crise de la démocratie », La Cinquième, du lundi 10 au vendredi 14 juin, à 9 h 45.

par Agathe Loegeart

Le Sidaction, d'abord. Vue des coussins, la grande famille de la télé paraît bien moins une qu'à l'écran. Il paraît que certains, parmi les animateurs de la soirée, ont un peu râlé parce qu'on ne les voyait pas assez. Ils ont dû mettre « leurs mouchosirs sur leurs yeux », selon le mot de Pascal Sanchez, qui présente, sur France 3, « Sidamag », la seule émission régulière consacrée au sida, mais à des heures tellement baroques qu'il ne risque pas de faire sauter l'Audimat. Ce qui était assez rigolo, c'était de voir comment on essaie d'identifier Philippe « le Blay » ou Jean-Pierre « le président ». Et Up, qui traînait le gouvernement dans la boue, alors qu'il était en train de prendre un verre et de fumer à l'extérieur du Zénith. Pour quelqu'un qui se dit aussi concerné par le sida, voilà qui fait un peu désordre. Pas bien joli de sécher comme ça, quand on croit que personne n'est là pour le voir...

Les journalistes de « Télé dimanche » sont des sangsues, qui s'accrochent à leurs victimes plus ou moins consentantes. Jean-Pierre Elkabbach a ainsi dû s'acquiescer de leur omniprésence en feignant de trouver la chose

supportable, pour ne pas aggraver son cas. C'est ainsi qu'on le vit, juste après qu'il eut remis les clés de France Télévision à son successeur, attendant son chauffeur qui ne venait pas. Un petit malin *salut* l'instauré et lui demanda ce qu'il comptait faire de sa liberté toute neuve. Sport, livres, théâtre, cinéma, copains : JPE, flegmatique, *m* fait celui qui a l'embarras du choix. Mais, au fond, il y avait dans ses réponses comme un soulagement. C'est à se demander pourquoi les gens de télévision s'accrochent à leur fauteuil comme berriches aux rochers, s'ils sont si heureux de pouvoir s'échapper.

vous l'appeler. Christine Bravo, me Mroufrou, qui s'est mise à vert depuis près d'un an sur une plaque mexicaine : la dame est venue nous donner de ses nouvelles sur fond de mer bleu cocotier. Elle est devenue « *quelqu'un de normal* » - c'est elle qui le dit - après avoir rompu avec le monde de la télévision. Ses voisins mexicains, qui vivent dans des cabanes en carton, lui auraient appris la sagesse en (sic) « *la crédition du lot commun des souffrances* ». Dans non paradis, elle n'a ni télévision ni téléphone, mais elle parle quand même avec les gens des chaînes « *par fax* », ce qui prouve qu'on n'arrête pas le progrès. Elle a eu envie de nous dire une phrase de Steimbek, mais la liaison a été coupée. C'était vraiment drôle, quand Michel Denisot a dit que c'était bien la première fois qu'on arrivait à « *couper le sifflet de Christine Bravo* ». Hélas, on est prêt à parier que ce n'est pas pour longtemps.

TF1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
<p>12.50 A vrai dire. Magazine.</p> <p>13.00 Journal. Métro.</p> <p>13.35 Femmes. Magazine.</p> <p>13.40 Les Fauts de l'année.</p> <p>14.30 Dailies.</p> <p>Sélection. Paulinien.</p> <p>15.25 Hawaii police d'Etat.</p> <p>Hen-kim. Série.</p> <p>16.25 et 19.25 Vidéo gag. Révérendement.</p> <p>16.40 Une famille en oc. Jeu.</p> <p>17.20 Football.</p> <p>En direct de Liverpool.</p> <p>Bulle 96. Groupe C.</p> <p>Rufo-Russia.</p> <p>17.30 Coup d'arrêt. 1 & 15.</p> <p>Mé-mé-pa. 1 & 15. 1 & 15.</p> <p>(130 min.) 716004</p> <p>19.50 et 20.45 Métro.</p> <p>20.00 Journal. Tiercé.</p>	<p>12.15 et 3.55 Pyramide.</p> <p>12.55 et 14.30 Métro.</p> <p>12.59 Journal.</p> <p>13.40 Les Roulers. Série.</p> <p>14.30 La fille du nuile pari.</p> <p>14.45 Le Renard. Série.</p> <p>La photo.</p> <p>15.30 Tiercé.</p> <p>En direct de l'Assemblée.</p> <p>16.05 et 5.30 La Chance.</p> <p>Les chiffres.</p> <p>16.55 Des châtreaux.</p> <p>et des lettres. Jeu.</p> <p>17.30 C'est cool. Série.</p> <p>17.40 Les Coffres.</p> <p>18.05 et 1.30 Les Expir.</p> <p>Génies. Jeu.</p> <p>18.45 Qui est qui ? Jeu.</p> <p>19.20 et 1.40 Studio Gabriel.</p> <p>Invité : Félix Griep.</p> <p>19.59 Journal. A cheval.</p> <p>Métro.</p>	<p>12.35 Journal. Keno.</p> <p>13.10 Arnold et Willy. (202)</p> <p>13.40 Beau Fina.</p> <p>Invité : J.-C. Carrière.</p> <p>14.30 La Magie du Séant.</p> <p>14.55 Questions.</p> <p>au gouvernement.</p> <p>En direct de l'Assemblée nationale.</p> <p>16.10 Je passe à la télé.</p> <p>16.45 Les Millelours.</p> <p>17.35 C'est pas sorcier.</p> <p>Quand les déboulorent.</p> <p>perdents le nord.</p> <p>18.20 Questions.</p> <p>un dictionnaire. Jeu.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>10 Women de Peter Lindbergh.</p> <p>18.55 Le 19-20.</p> <p>de l'Information.</p> <p>19.55 Journal régional.</p>	<p>13.25 Attention santé. 13.30 Dédicés magazine.</p> <p>14.00 Un collier de feu. Parer au désastre (24).</p> <p>15.00 Après sur images. 16.00 Plans de vol. Voir l'épave (515).</p> <p>16.30 Le Réseau des vedettes. 17.00 N°1. 17.30 Mon bébé préféré. 17.45 Cinq sur cinq.</p> <p>18.00 La Magie du climat. déserts de glace. déserts de feu (4/5).</p> <p>18.30 Le Monde des animaux. Trinité. Filles aux grivoiseries.</p>	<p>13.25 Voleur d'amour.</p> <p>Témoins de Gabrielle Beaumont.</p> <p>(57 min.) 1289498</p> <p>01.05.93 min. 8582378</p> <p>15.05 L'œil du cyclone.</p> <p>Magazine (rediff.).</p> <p>15.35 Association de malchanceux.</p> <p>Film de Claude Zidi.</p> <p>(1965, 104 min.) 8085093</p> <p>17.20 Les Coups de foudre des animaux.</p> <p>Documentaire.</p> <p>(26 min.) 8782074</p> <p>17.55 L'Histoire sans fin.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>18.32 La Cocorinze de Godth.</p> <p>18.35 Nulle part ailleurs.</p> <p>Invités : Paul Witten.</p> <p>Patrick Tricot.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p>	<p>13.45 Les Truffes III.</p> <p>Film de Bernard Maier.</p> <p>(1993, 83 min.) 8582378</p> <p>15.05 L'œil du cyclone.</p> <p>Magazine (rediff.).</p> <p>15.35 Association de malchanceux.</p> <p>Film de Claude Zidi.</p> <p>(1965, 104 min.) 8085093</p> <p>17.20 Les Coups de foudre des animaux.</p> <p>Documentaire.</p> <p>(26 min.) 8782074</p> <p>17.55 L'Histoire sans fin.</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>18.32 La Cocorinze de Godth.</p> <p>18.35 Nulle part ailleurs.</p> <p>Invités : Paul Witten.</p> <p>Patrick Tricot.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p>	<p>19.35 Perspectives scientifiques.</p> <p>La résine biologique de Dighe (2).</p> <p>20.00 Le Rythme et la Raison.</p> <p>Le circuit d'espaces (2).</p> <p>20.30 Archipel médecine.</p> <p>Les médicaments génériques.</p> <p>Problèmes de notre système social ?</p> <p>21.31 Grand angle (rediff.).</p> <p>Une semaine au tribunal de police de Paris.</p> <p>22.40 Nuits magiques.</p> <p>Mémoires. quatre</p>
20.50	20.55	20.10	20.45	20.50	20.35	20.35
<p>TANT QU'IL Y AURA DES FEMMES</p> <p>Film français de Didier Kaminka (1987, 90 min.) 896066</p> <p>Les problèmes sentimentaux d'un scénariste participant entre son ex-pouse, sa vedette et un nouvel amour.</p>	<p>LE GAFFEUR</p> <p>Film français de Serge Pénard avec Jean Leffebvre, Jean Roucas (1985, 90 min.) 849288</p> <p>Narrantes comédie où les deux interprètes principaux se disputent la palme du cabotage et de la mélochie.</p>	<p>FOOTBALL</p> <p>En direct de Nottingham.</p> <p>Jean Leffebvre, Jean Roucas (1985, 90 min.) 849288</p> <p>Turquie-Croisie (33 min.) 4231430</p> <p>Deuxième match du groupe D.</p> <p>Juins Danemark-Portugal (33 min.) 4231430</p> <p>20.25 Les 19.20.</p> <p>19.55 Journal régional.</p>	<p>LA VIE EN FACE : LA PRISON AUTREMENT</p> <p>Documentaire (60 min.) 228095</p> <p>Condamnés pour prise d'otage, attaque à main armée ou trafic de drogue, huit heures délinquants réduits à participer, dans la prison départementale d'Oslo, à un programme de réinsertion.</p>	<p>LOÏS ET CLARK, LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN</p> <p>Film, avec Dean Cain, Teri Hatcher.</p> <p>18.50 (50 min.) 1281818</p> <p>Disponible en 20.35 et 20.45.</p> <p>20.35 E = M c au carré.</p>	<p>LES TROIS MOUSQUETAIRES</p> <p>Film de Stephen Herek avec Charlie Sheen, Roderic Dumas (1993, 102 min.) 428034</p> <p>Le roman d'Alexandre Dumas.</p> <p>triumphé, malotru, défiguré.</p> <p>22.15 Flash d'information.</p>	<p>France-Musique</p> <p>19.05 Douzaine privé.</p> <p>De Hubert Nysen.</p> <p>20.00 Avant-concert.</p> <p>20.30</p> <p>Donné en direct du théâtre des Champs-Élysées, par la Chorale et l'Orchestre de la Ville de Paris.</p>

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	22.50 Né(e)s pour voler. 0.05 Terres picardes.
20.00 Envoyé spécial.	0.40 Chasseurs
21.30 Paroysse.	de papillons.
21.55 Météo	0.35 Metzamor (55 min).
des cinq continents.	
22.00 Journal (France 2).	
22.30 Bas les maqueux (France 2 du 04/04)	
23.30 Vira.	
0.30 Soir 3 (France 3).	
Planète	
20.35 Paul-Emile Victor, ou rêveur dans le siècle.	
(28') De pôle en pôle.	
21.30 A l'Est, du sang sur la neige.	
(47') Entre la vie et la mort.	
22.20 Macadam Verts.	
	22.50 Paris Première
	20.00 20 h Paris Première.
	21.00 Jean-Eden's Club.
	21.55 Premières logos.
	22.25 Mamma Roma ■■■
	Film de Pier Paolo Pasolini
	(1962, N., v.a., 105 min)
	30065081
	France
	Supervision
	20.30 Périgord noir ■
	Film de Nicolas Riboud
	(1985, 95 min)
	30739465

The Moody Brothers.
Épave à Disneyland Park dans la caïote des nuits
couvées du festival Disney
90 min 53058140

22.55 Capit'ain Café.
23.35 Billard artistique
(90 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Bonne
à tout faire ■
Film de Robert Lang
(1946, N.V. 85 min)
69217885

21.55 L'Affaire du collier
de la reine ■
Film de Marcel L'Herbier
(1944, N.V. 110 min) 28890472

23.45 Tout va bien
vous le marquisie ■
Film d'Henry Vischlagier
(1956, N.V. 90 min) 13655958

Ciné Cinémas

20.30 Un compagnon
de longue date ■

21.05 Norman René
(1989, 95 min) 469855

22.05 Kafka ■
Film de Søren Soderbergh
(1991, N.V. 95 min) 58708404

23.45 Police puissance 7 ■
Film de Phillip D'Avanzo (1977)
100 min) 60650707

Série Club

20.30 L'Étalon noir Le vedette.
20.45 (et 23.45) Jake Cutter.
Borgaro ou rien.

21.30 Le Chub.
21.40 (et 1.00) Wooty, police
criminelle.
La course au trésor.

22.30 La Famille Addams.
Si jeune et déjà roy.

23.00 Mon inséparable.
vingt ans après.
La Ciba.

Canal Jimmy

21.00 Friends.
Café qui parle au ventre
de sa femme.

21.25 Fresh Live Cream.
22.15 Chanson de la route.
22.20 Earth Two.
Sacrifice et rédemption.
22.10 Angela, quinze ans.
L'histoire d'un amour.
23.35 Absolutely Fabulous.
Roiqnée de porce.
0.30 Top bali.
1.10 The Muppet Show.
Invité : Leo Sayer (25 min).
Eurosport
17.30 Jeux olympiques :
En route pour Atlanta.
18.00 Course de camions.
19.00 Nouvelle vague.
19.30 Football.
20.30 Football.
En direct de Nottingham.
Euro % Groupe D :
Turquie - Croatie
(120 min). 559-148
22.30 Football.
En direct de Liverpool.
Euro % Groupe C :
Italie-Russie.
0.00 Snooder (90 min). 363-183

22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de S. Schumann. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- ◆ Signifié « Le Monde Télévision-Radio Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ **Chut !** ou voir ou classique.

◆ **Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.**

Les « laiderons » à la maison !

par Pierre Georges

ELLES MANIFESTENT pour la vie, en Corse. Et il y a du courage, dans le climat de violence qui est celui de l'île. Elles dérogent à l'habitude. Du moins à en juger par l'avalanche d'insultes déversée sur elles par U Ribombu.

L'hebdomadaire de la Cimcolta, façade légale du FLNC canal historique, multiple depuis quelques semaines les attaques contre ces femmes hors du foyer et de la ligne. Notamment dans sa dernière livraison, « Hystériques », « péronnelles », « pimbèches », l'organe nationaliste n'a pas de qualificatifs assez forts pour qualifier « ces donzelles avec la combrévision qu'elles méritent ». « Pourvoyeuses idéologiques des tribunaux, elles font plus envie que pitié ». Elles seraient même, « dédaignant les tâches ménagères », « des passionnaires d'un nouveau genre ».

Sous le nationalisme, le machisme ! Le bon vieux machisme ordinaire, la femme corse à la maison corse, sois d'accord ou tais-toi. Peur et bouche cousues. Faut-il que ces manifestations contre la violence gênent pour que le naturel reprenne ainsi le dessus jusqu'à l'argumentaire le plus caricatural !

C'est le plus fort, en cette affaire, est que parmi les femmes qui manifestent ou ont manifesté, nombreuses sont celles qui ne sont pas en désaccord avec l'idée d'une Corse corse, avec l'idéal autonomiste ou indépendantiste. Simplement, elles se dressent contre « la loi des armes », contre « la dérive aveugle et mafieuse ». Elles refusent, pour connaître le prix du sang, « une société corse qui s'entre-déchire ».

C'est encore trop. C'est tou-

jours trop. Les « laiderons » ne passeront pas ! Pas plus que, dans la presse, « le lobby sioniste ». Le même U Ribombu, en effet, faisant éditorial de tout bois, vole au secours de l'abbé Pierre. Sous le titre « Exit pour l'abbé Pierre », l'hebdomadaire écrit : « Une fois de plus, le lobby sioniste qui impose sa loi aux médias et au monde politique a cloué au pilori un homme de bien ».

On verrait mal ce que cette appréciation douteuse vient faire dans un organe nationaliste corse. N'était le rapprochement acrobatique fait par l'auteur : « Pendant ce temps-là, un Benhamou peut sans vergogne ni limite continuer de vomir sa haine des Corses ». Nous y voilà, le nationalisme corse, victime du complot sioniste ! Et d'abord par la voix de Guy Benhamou, ce journaliste de Libération, dont le domicile parisien fut mitraillé, après publication dans ce journal d'une série de reportages sur le financement des mouvements nationalistes.

Abbé Pierre, A Cimcolta même combat contre l'hydre sioniste. Ce serait à rire, si cela n'était à pleurer. Tant cela donne à réfléchir sur la société idéale voulue par quelques tontons-penseurs du mouvement nationaliste.

On se doute bien - même si l'on confesse ici une méconnaissance totale de la nébuleuse autonomiste et indépendantiste - que ces opinions extrêmes ne sont pas partagées par la grande majorité des militants corses. On imagine volontiers que la Corse, leur Corse, doit-elle exister un jour, ne pourrait, dans leur esprit, se fonder sur un tel terreau de sectisme et de racisme. Mais on doit bien constater que toutes ces choses sont dites et écrites dans l'organe officiel d'un mouvement légal.

Le gouvernement polonais décide de liquider le chantier de Gdansk

VARSOVIE

Le gouvernement polonais s'est opposé, samedi 8 juin, à l'adoption d'un plan de restructuration du chantier naval de Gdansk, le plus célèbre des entreprises polonaises dont il est le principal actionnaire. Ce refus catégorique équivaut à un arrêt de mort avec un sursis d'un an qui doit permettre d'achever la construction des navires déjà en cours. L'entreprise, grevée de dettes, a enregistré des pertes d'environ 36 millions de dollars (environ 180 millions de francs) en 1995.

Cependant, un grand nombre d'entreprises polonaises appartenant majoritairement à l'Etat sont dans un état au moins aussi mauvais, et néanmoins soutenues

par le budget. Dans le cas du chantier de Gdansk - employant actuellement plus de sept mille ouvriers et connue dans le monde entier - il est très difficile de ne pas déceler un aspect politique dans le refus de consentir le moindre effort pour sauver ce serait-ce qu'une partie de l'entreprise, où était née, en août 1980, le syndicat Solidarité.

HEUREUX DE GESTION

L'actuel gouvernement post-communiste s'est gardé de faire un geste. Aucun des représentants du ministre des privatisations, Wieslaw Kacmarek, qui détiendrait au nom de l'Etat 60 % des parts et près de 80 % des voix au conseil d'administration des chantiers, n'a cru utile de se dé-

placer pour assister à la réunion au cours de laquelle le sort de l'entreprise a été scellé. Un simple fax, adressé au voïevode (préfet) de la région, a ordonné à ce dernier, sans aucune explication, de voter contre le plan de sauvetage.

Le chantier de Gdansk paie assurément de nombreuses erreurs de gestion, et, au dire de beaucoup d'experts, l'absence de discernement des représentants du personnel (qui possède 40 % des parts). Les salariés ont trop longtemps cru que le soutien personnel de Lech Walesa protégerait à jamais l'entreprise. Mais le chantier n'aura survécu que six mois après la défaite électorale de l'ancien électicien qui avait effectué, il y a deux mois, un « faux-retour » à son ancien poste de travail. Le chantier de Gdansk avait déjà failli être liquidé en 1988. Mais le premier ministre de l'époque avait été contraint de reculer face à une forte protestation sociale qui à terme devait précipiter la chute du régime.

Cette fermeture, annoncée et non réalisée, aurait selon de nombreux spécialistes grandement affaibli le chantier et contribué à la dégradation de ses finances. Depuis un an, la hausse de la valeur du zloty a accru ces difficultés et se répercute aussi négativement sur des chantiers mieux gérés comme ceux de Szczecin ou de Gdynia.

Dans l'immédiat, c'est l'attitude des sept mille ouvriers des chantiers - qui devraient ne toucher, vers la mi-juin, que 60 % de leur paie de mai - qui suscite le plus d'interrogations. « A leur place, je me battrais », a fait savoir Lech Walesa.

Embuscade et représailles meurtrières au Liban sud

LE HEZBOLLAH pro-iranien a tué au cours d'une attaque, lundi 10 juin, cinq soldats israéliens et fait six autres blessés au Liban sud. L'armée israélienne a immédiatement procédé à des bombardements de représailles provoquant la mort d'un militaire libanais en permission. Dans un communiqué publié à Beyrouth, l'organisation intégriste a affirmé qu'elle allait accentuer ses opérations militaires afin de forcer Israël à quitter le Liban.

Par ailleurs, les corps de deux israéliens, un homme et une femme, tués par balles, ont été retrouvés à bord de leur voiture, dimanche soir, près de la localité de Kfar Zacharya, au sud de Jérusalem. Un bébé, qui se trouvait à bord du véhicule, a été décapoté indemne et évacué vers un hôpital. (AFP)

■ ACCIDENT : un hydrofoile s'est renversé, en Italie, lundi 10 juin, alors qu'il transportait quelques cent cinquante passagers de l'île d'Ischia vers Naples (sud). Le bateau aurait heurté un ponton ou un rocher en quittant l'île de Procida où il avait fait escale. Selon les premières informations données par les services de secours, il y avait des blessés et deux ou trois disparus. La plupart des passagers ont regagné à la nage le rivage distant d'environ 200 mètres. L'hydrofoile, le Procida, était parti de Casamicciola (Ischia) avec quatre-vingt-cinq personnes à bord, mais d'autres passagers, plus de cinquante, ont embarqué à Procida. L'accident serait probablement dû au brouillard. (AFP)

Le Sénat débat du changement de statut de France Télécom

LE CHANGEMENT de statut de France Télécom, c'est-à-dire la transformation de l'exploitant en société à compter du 31 décembre, entre dans sa phase de ratification parlementaire. Le Sénat, saisi le premier du texte, devait en effet commencer, lundi 10 juin, en début d'après-midi, l'examen du projet de loi « relatif à l'entreprise nationale France Télécom », qui doit doter l'opérateur public du téléphone d'un capital en actions et permettre l'ouverture de celui-ci à des investisseurs privés. L'Etat s'engageant à conserver au minimum 51 % des parts.

Dès le début de la discussion, François Fillon, ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, a prévu de rendre public le montant de la « soule », qui sera versée à l'Etat par France Télécom au titre de contribution aux retraites de ses agents. Il est désormais acquis que cette contribution sera inférieure à 40 milliards de francs. France Télécom, qui sera soumise, comme toute entreprise, à des cotisations patronales à compter de début 1997, a déjà effectué des provisions pour ces retraites : fin 1996, elles atteindront 22 milliards de francs. On estime à 250 milliards de francs le montant des retraites chez France Télécom sur les cinquante prochaines années. Le débat sur le changement de statut risquait de se polariser sur la question de la « soule », qui ne relève pourtant pas du texte de loi.

Cette réforme de structure a une portée symbolique et politique évidente. C'est en effet la première fois que l'ouverture du capital au privé est rendue possible pour l'un des grands exploitants de service public. L'opposition a prévu de dénoncer « la logique de privatisation » du téléphone. Les communistes et les socialistes comptent déposer des motions de procédure : l'irréversibilité, le renvoi en commission pour les premiers, la question préalable pour les seconds.

Une portée symbolique et politique évidente

L'opposition projette de mettre en cause la conformité constitutionnelle du projet au regard du préambule de la Constitution, stipulant que « tout bien, toute entreprise qui a le caractère d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité ». Toutefois, cette condition semble devoir être satisfaite avec le maintien d'un contrôle public à hauteur de 51 %.

Même si l'examen de ce texte de onze articles doit donner lieu à un affrontement tranché droite-gauche, le débat laisse peu de place à l'incertitude. La commission des affaires économiques a très peu amendé le texte. Son rapporteur, Gérard Larcher (RPR, Yvelines), propose quelques modifications portant sur la protection des

actionnaires minoritaires, sur le renvoi à la négociation sociale des conditions d'achat d'actions par le personnel et sur la propriété de l'exploitation de France (TFE) par France Télécom.

De son côté, la majorité sénatoriale ne devrait guère embrasser le gouvernement par des ajouts francs-tireurs. Les groupes communiste et socialiste souhaitent déposer chacun une centaine d'amendements. Ces modifications concernent, pour la plupart, les dispositions principales du projet de loi, elles n'ont aucune chance d'être adoptées.

Philippe Le Cour et Caroline Monnot

Jan Krawiec

Reprise à la Bourse de Paris

LES VALEURS françaises étaient orientées à la hausse, lundi 10 juin, à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40, qui progressait de 0,53 % après quelques minutes de transactions, s'inscrivait en progression de 0,73 % à 2 117,73 points à la mi-journée. Les opérateurs ne réagissaient guère à l'annonce d'un important dérapage du déficit prévisionnel des comptes de la Sécurité sociale pour 1996.

Sur les marchés de taux d'intérêt, le contrat notional du Matif, qui permet de mesurer la performance des emprunts d'Etat français, était en hausse de dix-huit centièmes, à 123,12 points.

Sur le marché des changes, le dollar gagnait du terrain, soutenu par l'annonce, vendredi 7 juin, d'une progression plus forte que prévu des créations d'emplois (348 000) aux Etats-Unis au mois

de mai. Il s'échangeait à 109,23 yens, 1,5353 mark et 5,1997 francs. Le franc était stable, à 3,3662 francs pour 1 deutschemark. Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé en légère baisse, à l'issue d'une séance dominée par les craintes de hausse des taux d'intérêt. L'indice Nikkei avait cédé 32,66 points, soit 0,15 %, à 21 719,15 points.

SEANCE, 12h30	1000 Titres	Capitalisation
	échanges	en FF
Cotation	1989	5495227
ACF-AsieCen-Franco	34681	5165483,30
Total	10601	3996141,80
Carat	2053	5325730
Paribas	9229	3010954
Paribas	8811	2815183,40
BNP Aquitaine	7236	2787914,60
LYM Most Vultun	2005	2576223
L'Oréal	1488	2287653
Danone	2817	2175964

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 10 juin, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		
Tokyo Nikkei	21719,15	+0,15
Hong Kong Index	11196,40	+0,26
Tokyo Nikkei sur 3 mois		
1000 titres	1989	5495227

OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES		
Paris CAC 40	2101,59	+1,46
Londres FT 100	3752,40	+0,21
Zurich		+13,25
Milan MIB 30		+21,85
Frankfurt Dax 30	3591,54	+0,27
Bruzelles		+12,42
Suisse SRS		+3,98
Madrid Iboex 35	366	+0,39
Amsterdam CBS		+0,35

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours BDF 0706	% 0706	Actual	Vente
Allemagne (100 dm)	339,0100	-0,08		
Ecu	6,4655	-0,11		
Esch-Lime (1 usd)	5,1800	+0,10		
Belgique (100 B)	16,4035	-0,05		
France (100 F)	302,9600	-0,02		
Italie (1000 Lit.)	3,3495	+0,04		
Danemark (100 kr)	87,8000	-0,03		
Irlande (1 Ir)	6,2175	+0,32		
Cde-Bretagne (1 L)	8,0195	+0,38		
Grèce (100 drach)	2,1450	-0,14		
Suède (100 kr)	77,0700	+0,21		
Suisse (100 F)	411,3100	-0,37		
Norvège (100 N)	79,2800	+0,08		
Autriche (100 sch)	46,1790	-0,04		
Espagne (100 pes)	4,0110	+0,09		
Portugal (100 esc)	3,2850			
Canada 1 dollar	3,7963	+0,16		
Japon (100 yens)	4,7619	+0,34		

PARITES DU DOLLAR 1006

FRANCOFRANCE : US\$100 = 3,3662

TOKYO : US\$100 = 109,23

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

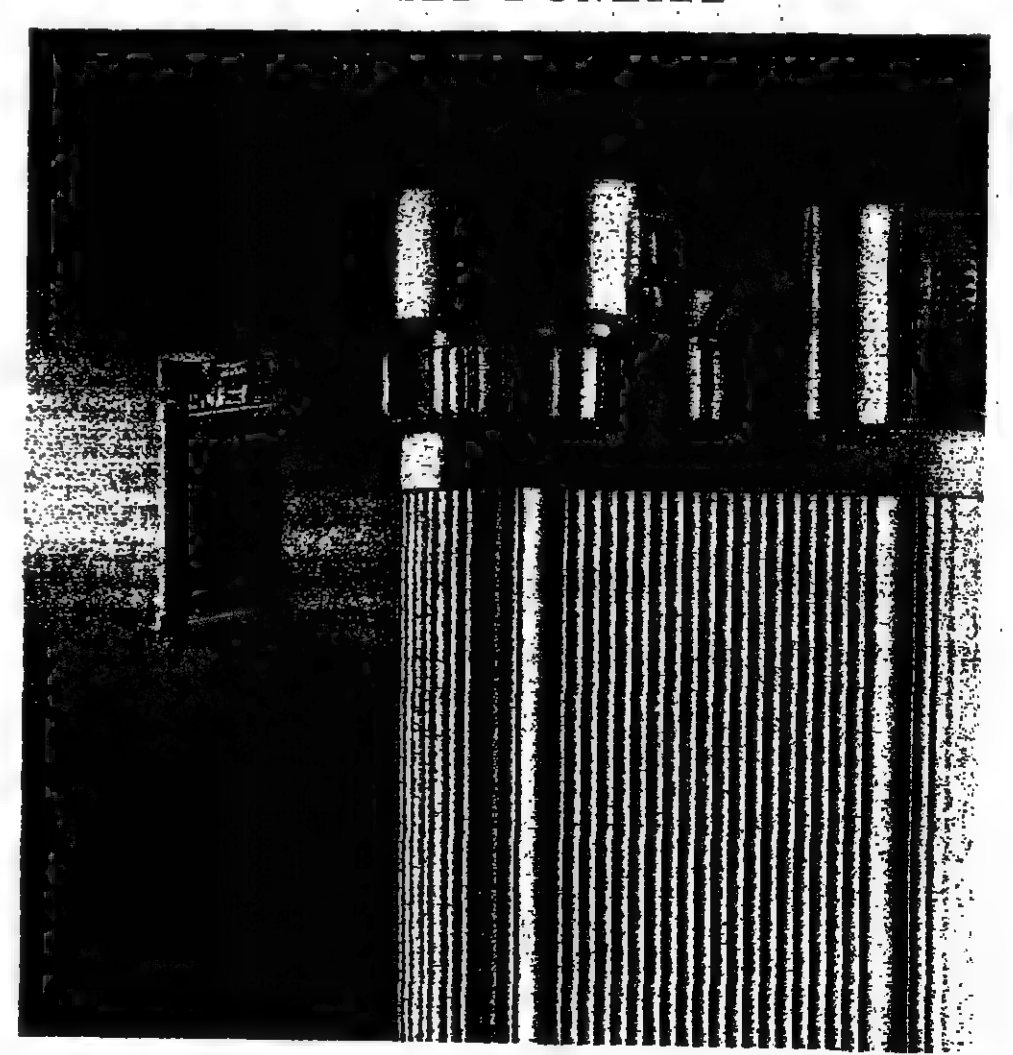
TAUX 0706	Taux	Taux
	pour le jour	pour 10 ans
France	3,75	6,50
Allemagne	3,25	6,50
Grande-Bretagne	8,00	10,00
Italie	9,50	10,00
Japon	0,50	5,75
Etats-Unis	5,50	6,50

MATIF

BOURSE 0706	volume	dernier
		prix
NOTIONNEL 10 %		
juin 96	172966	328,40
sept. 96	16775	120
oct. 96	1912	126,07
Mars 97	245	138,54

Tirage du Monde daté dimanche 9-jeudi 10 juin 1996 : 535 794 exemplaires

ALFRED DUNHILL



BRIQUET UNIQUE.

Briquet plaqué argent au design inspiré des années 20.
Prix indicatif : 1 495 F.

15, rue de la Paix, Paris et distributeurs agréés.
Tél. : (1) 44 13 93 93

Frères recherchés depuis 1893

صوتنا من الداخل

écide
lansk

Embuscade
et représailles
meurtriers
au Liban sud

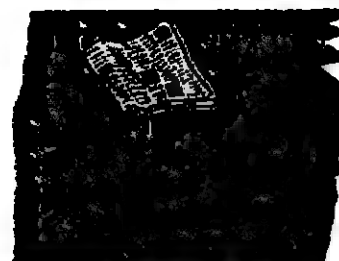
MUTATIONS
Faire renaître
des savoir-faire
et des métiers
disparus
page IV



PORTAIT Adélaïde Léon,
DRH chez Federal Express
page III

Le Monde des INITIATIVES

MARDI 11 JUIN 1996
METIERS



ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XII

**DEMAIN
DANS
INITIATIVES
EMPLOI**
Les effets
des aides
à l'emploi



Les cadres s'adaptent à l'incertitude

Les sociétés sont
en constante
reconfiguration.
Parmi la hiérarchie,
certains découvrent
une nouvelle
autonomie,
d'autres perdent
leurs repères

appelle, ici ou là, « groupes de
projets », « groupes de tra-
vail », « organisations sponta-
nées », « organisations en ré-
seau », voire même « projets
transversaux ».

NOUVELLE DONNE

Bref, « l'entreprise n'est plus
figée dans une représentation
structurelle stable et perma-
nente : elle vit et s'organise au-
tour d'un noyau dur auquel se
greffent des satellites ». Cette

autonomie accrue et des possibi-
lités nouvelles d'initiatives.
D'autres, au contraire, ayant
perdu les repères qui leur étaient
familiers, ne savent comment se
comporter. »

A chacun de trouver la meil-
leure manière d'exercer son
métier de cadre compte tenu de
cette nouvelle donne. Et cela
est rendu d'autant plus difficile
que l'organisation de l'entre-
prise, tout en perdant de sa ri-
gidité, se complexifie. En effet,

Retournement de situation

Les cadres, leurs espoirs et leur désespoir, leurs nouvelles mis-
sions et leurs attentes, sont devenus des champs permanents d'in-
vestigation pour les sociologues, les syndicalistes et les consultants.
Aux discours euphoriques des années 80 sur le développement per-
sonnel et la réalisation de soi au sein de l'entreprise, ont succédé les
discours sur la démotivation, la déception, la trahison. Quelques
voix commencent à s'élever pour prévenir, sinon un avenir radieux
pour les cadres, tout au moins l'amorce d'un retournement de
situation.

Les restructurations d'entreprises ont fait émerger de nouvelles
formes d'organisation du travail qui pourraient offrir de nouvelles
opportunités professionnelles. Une bonne nouvelle pour les
2 433 000 cadres, dont 51,6 % travaillent dans le tertiaire, 16,1 % dans
l'industrie, 2,13 % dans la construction et 0,2 % dans l'agriculture, se-
lon un document de l'observatoire des cadres de la CFTD intitulé
« Qui sont les cadres ? » (mars 96).

« constellation en constante re-
configuration », souligne Hu-
bert Landier, à ses propres lo-
giques : « Au sein même de
l'entreprise, il leur faut ap-
prendre à évoluer dans des
structures en constante évolution
(...). Certains y découvrent une

au sein du noyau dur de l'entre-
prise, on assiste de plus en plus
à la mise en place d'une organi-
sation du travail à deux ni-
veaux.

Catherine Leroy
lire la suite page III

AVANT, il n'y a pas si
longtemps, tout
était simple pour
les jeunes cadres
dynamiques. Enfin,
relativement. Ils
entraient dans une
entreprise bien déli-
mitée, l'entreprise, à une fonction
correspondant à leur niveau de
diplôme et obtenaient bien vite
le statut de cadre si on ne le
leur avait pas attribué d'office à
l'embauche. Ensuite, ils entre-
prenaient de gravir un à un les
échelons hiérarchiques. A
chaque échelon correspondait
un niveau de responsabilité, un
domaine de compétences, un
champ d'action bien délimité.
La carrière type des cadres res-
semblait à une courbe ascen-
dante.

Les évolutions économiques,
que ce soit la mondialisation ou
la crise, sont venues perturber
cette organisation bien huilée.
Les entreprises se sont restruc-
turées, réorganisées pour af-
ronter cette nouvelle situation.
Les cadres ont dû s'adapter
vaillamment aux change-
ments, dans un climat d'insé-
curité plus ou moins bien vécu.
Et qu'ils vivent encore plus ou
moins bien, d'ailleurs. C'est
cette phase de transition, cette
période d'adaptation à l'incerti-
tude et ses implications futures,
qu'ont choisi de décrire les
consultants d'Alexandre Tic SA,
conseils en ressources et struc-
tures humaines, avec l'aide
d'Hubert Landier, directeur de
Management et conjoncture
sociale, dans une étude intitu-

lée : « Cadres de l'an 2000. Les
cadres sont-ils hors du cadre ? »
Pourquoi ce titre ? « On avait
le sentiment qu'il existait un
cadre de référence assez figé, ce-
lui des jeunes cadres dynamiques
des années 80, avec un parcours
ascendant, des étapes prévues ou
prévisibles, une confiance imper-
turbable en l'entreprise. Ce
cadre de référence, on l'a senti
se casser dans les années 1992-
1993 », souligne Paul-André
Faure, directeur général
d'Alexandre Tic SA. Les struc-
tures de l'entreprise ont évolué
et les cadres, confrontés
comme tous les salariés aux li-
cenciements, ne sont plus aussi
« naïfs » dans leur rapport avec
l'entreprise. Les organisations
classiques, dotées d'une ligne
hiérarchique lourde, de direc-

tions fonctionnelles, sont en
train de bouger.
On assiste, de plus en plus, à
un raccourcissement de la ligne
hiérarchique avec, parallèle-
ment, le rapatriement dans les
directions opérationnelles de
fonctions traditionnellement
remplies par les directions
fonctionnelles (les ressources
humaines, une partie du
contrôle de gestion...). D'où
une forte pression sur les
cadres opérationnels à qui l'on
demande d'élargir leurs champs
de compétences et à qui on
confie plus de responsabilités.
A cela s'ajoute l'externalisa-
tion de certaines fonctions,
mais aussi l'apparition de mi-
crostructures dans l'entreprise
ayant une durée de vie limitée
et des objectifs précis, qu'on

relationnel & communication
réseaux & télécommunications

Pragniemy rozwijać
naszą obecność w Polsce*

**RETROUVEZ-NOUS
EN RUBRIQUE
CARRIÈRES
INTERNATIONALES**

*Développer nos positions en Pologne

INGENIEURS GSM

Ingénieur GSM
Ingénieur GSM

Rubrique
Réseaux
Télécom

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

**3ème CYCLE
MANAGEMENT ET
DEVELOPPEMENT
DES RESSOURCES
HUMAINES**

**TITRE HOMOLOGUÉ PAR
L'ETAT NIVEAU I (BAC+5)**

- Une formation de haut niveau professionnel
- Des intervenants praticiens
- Longue mission en entreprise

Admission :
Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles
d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise...)

Information sur rendez-vous :
Paris : Christine Valfrey - Tél. : (1) 40 03 15 88

IGS, 12, rue Alexandre Parodi 75010 PARIS

Je souhaite recevoir la documentation complète du 3ème Cycle IGS

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. _____

Formation en cours _____ Bac + : _____

L 14110 0699

Filière de haute technologie, l'industrie laitière offre de nombreux débouchés

Implanté à Rennes, l'Isiel, institut spécialisé, forme des étudiants et des professionnels pour les industries agroalimentaires

IMPLANTÉ depuis deux ans à Rennes, l'Institut d'études supérieures d'industrie et d'économie laitières (Isiel) tente de retrouver une nouvelle jeunesse. Auparavant hébergé par l'Institut agronomique de Paris, cet établissement d'enseignement supérieur de l'agriculture a été créé en 1963, prenant ainsi le relais de la Section d'études supérieures d'industrie laitière, qui existait, elle, depuis 1932.

L'Institut a connu ses heures de gloire. « A une époque, beaucoup d'anciens de l'Isiel tenaient le haut du pavé dans l'industrie laitière », assure Jean-Claude Pierrot, chef d'exploitation chez Elvir et intervenant à l'Institut. L'instauration des quotas laitiers et les restructurations qui ont suivi ont sonné le glas de cette période dorée : « On s'est retrouvé avec une pléthore de cadres performants », raconte Pierre Lemaitre, président de l'association des anciens élèves. L'industrie du

lait s'est alors tournée davantage vers les profils de généralistes. Et l'Isiel a accusé le coup : ses effectifs ont fondu comme peau de chagrin, son existence a même été un temps menacée.

L'installation à Rennes en 1994 marque un nouveau départ. « L'Isiel n'a pas été parachuté là par hasard. L'Institut bénéficie de la présence des autres établissements et aussi des organismes de recherche et de développement », souligne Annie Chapon, responsable de la communication du pôle d'enseignement et de recherche de Rennes. En effet, le site abrite entre autres l'ENSA (École nationale supérieure agronomique), l'INSIA (Institut national supérieur de formation agroalimentaire), l'ISPA (Institut supérieur de production animale), l'INRA (Institut national de recherche agronomique), le Laboratoire des technologies laitières, l'Institut technique du gruyère... En outre, comme le souligne Pierre Lemaitre, « les industries les plus puissantes sont à portée de main. On trouve en Bretagne toute l'artillerie lourde de la filière du lait ».

Fort de cette synergie, l'Isiel devrait également bénéficier, dans les années à venir, d'une vague de départ en retraite des cadres au sein des entreprises laitières et du fait que les commerciaux sont de plus en plus nombreux à posséder une formation technique. Bref, l'optimisme se révèle de rigueur. Dans la filière, les restructurations établies, l'heure est à la spécialisation et à l'innovation pour tenter de répondre au mieux à la demande du public. « Comme la production laitière est bloquée par les quotas, les industriels ont été contraints de

mettre l'accent sur la diversification, la qualité, le développement des appellations d'origine contrôlée... », indique Jean-Marie Bouquery, consultant associé du cabinet d'études alimentaires AND (agriculture, nutrition, développement) et membre du conseil de perfectionnement de l'Isiel. « Nous sommes passés d'un monoproduit de masse à une gamme de produits extrêmement variés », ajoute Gérard Brulé, citant les fromages à frire

avoir effectué un stage dans une entreprise agroalimentaire ou laitière. « Une façon de tester leur motivation et d'éviter de récupérer ceux qui arrivent chez nous après une maîtrise parce qu'ils ne savent pas trop où aller », note Yvette Bonjean.

La seconde année, à laquelle peuvent directement accéder les bac + 5 et les techniciens supérieurs laitières ayant exercé des responsabilités professionnelles pen-

Le lait et les vaches folles

La crise de la vache folle n'a, pour l'instant en tout cas, absolument pas affecté l'univers de l'industrie laitière. Scientifiquement, aucun lien n'a été établi entre cervelle et mamelles. Psychologiquement, aussi les réactions sont différentes : « La viande rouge souffrait déjà, avant la crise, d'une image dévalorisée. Les ventes avaient chuté, le mythe du steak viril redonnant des forces était en voie d'extinction. Le lait bénéficie, lui, dans notre inconscient et dans nos usages sociaux d'une image très bénéfique. Il véhicule des valeurs comme celle de la maternité, de la bonté, de la convivialité », résume Jean-Pierre Bouquery, consultant associé d'ADN (Agriculture, Nutrition, Développement), cabinet d'études agroalimentaires.

Les industriels laitières sont toutefois conscients que les risques de dérapage existent et l'épopée de la vache folle les invite surtout à la prudence. « La filière lait possède des destructeurs et si demain certains assuraient que tel enzyme est responsable de telle maladie, il faut que nous soyons capables de tout réfuter avec des arguments scientifiques. D'où la nécessité de développer une recherche pointue susceptible de devenir une véritable force de dissuasion », conclut Gérard Brulé, professeur à l'École supérieure agronomique de Rennes.

qui font office de viande dans un repas, la multitude de desserts lactés qui occupent les rayonnages de produits frais, mais aussi les laits pour nourrissons ou femmes enceintes. L'idée d'un lait pour les personnes du troisième âge serait même à l'étude, mais l'échec cuisant de la papy-food aux États-Unis a, pour l'instant, ralenti le projet. Les yaourts au bifidus, mais aussi l'émergence des substituts de repas, offrent également de nouvelles pistes vers les produits dérivés et ce que l'on appelle dans le jargon professionnel « les aliments santé », c'est-à-dire bénéfiques pour le corps.

FORMATION ORIGINALE
A côté des formations classiques sanctionnées par des BTS ou dispensées par les ENIL (Écoles nationales d'industrie laitière), l'Isiel propose une formation originale, de niveau troisième cycle, d'une durée d'un ou deux ans, destinée à la fois aux universitaires, aux diplômés d'écoles d'ingénieurs ou d'écoles vétérinaires ainsi qu'aux professionnels du secteur laitier au titre de la formation continue. Un public très divers qui, parfois, déroute quelque peu les enseignants. Peu importe, c'est aussi l'une des richesses de l'école : « 50 % de ce que j'ai appris à l'Isiel, je l'ai acquis grâce aux professionnels qui se trouvaient avec nous », affirme Yvette Bonjean, ancienne de la maison et qui assure aujourd'hui la direction technique de l'Institut.

Ouverte aux bac + 4, la première année met l'accent sur les sciences et techniques laitières. Avec cent candidatures pour une dizaine de places, les responsables de l'école ont récemment mis sur pied un système de sélection drastique : pour postuler, tout candidat doit

dant au moins trois ans, est davantage tournée vers l'entreprise. L'enseignement est d'ailleurs assuré aux quatre cinquièmes par des professionnels. Au programme : deux mille heures de formation, mille passées sur le terrain par le biais de stages, de visites d'entreprises et d'études de cas. Yannick a rejoint l'Isiel en seconde année avec en poche un diplôme d'ingénieur agronome et l'envie de travailler dans la transformation laitière. « J'ai l'idée d'apporter de la valeur ajoutée à un produit de base afin de créer quelque chose de nouveau », raconte cet étudiant de vingt-cinq ans qui s'apprête à effectuer son stage de fin d'année dans une entreprise fromagère où il devrait accompagner la création d'un atelier et la mise au point d'un nouveau produit de mozzarella. Michel, trente ans, a, lui, travaillé six ans dans le secteur de la crème glacée avant de décider de reprendre une formation. Reçu à l'Isiel, il a également obtenu un congé individuel de formation (CIF) et espère récupérer un poste à responsabilité à la sortie, que ce soit dans son entreprise ou ailleurs.

Chargé de donner des orientations sur le contenu et l'évolution de la formation, le conseil de perfectionnement de l'Isiel, composé d'employés, d'enseignants et de professionnels, limite depuis deux ans les effectifs de seconde année à quinze étudiants. Cette fois, la promotion n'en comptait que dix. Quatre professionnels avaient été admis, mais seul l'un d'entre eux, Michel, a finalement obtenu le financement. « Avant, beaucoup de techniciens n'hésitaient pas à démissionner pour suivre la formation. Ils savaient qu'à la sortie ils retrouveraient un emploi sans problème. Aujourd'hui, ils sont devenus plus prudents. Ils font une demande de CIF et, s'ils ne l'obtiennent pas, ils ne viennent pas », commente Yvette Bonjean.

Globalement, les étudiants trouvent actuellement un poste « qui commence souvent par un CDD, au bout de trois ou quatre mois. Après une année noire en 1994, l'éclaircie semble persister, avec notamment tout un courant d'offres de plus en plus tournées vers l'international. « Dans deux cas sur trois, la maîtrise de l'anglais devient une condition sine qua non », assure Pierre Lemaitre, le président de l'association des anciens. Bref, filière de haute technologie, mariant tradition et modernisation, implantations locales et internationalisation, l'industrie laitière offre une gamme de débouchés extrêmement divers. De plus, comme le souligne Gérard Brulé, « quand on a commencé par les métiers du lait, on peut faire beaucoup d'autres choses, car les bases de l'industrie laitière sont largement utilisées dans l'ensemble de l'agroalimentaire ».

Nathalie Miekuz

Ceux qui désertent l'apprentissage

Un jeune sur quatre abandonne en cours de route. Les centres cherchent des remèdes

UNE enquête organisée par le ministère du travail et le ministère de l'éducation nationale l'a révélé voilà un an : les jeunes en formation par alternance rompent une fois sur cinq leur contrat avant terme. En ce qui concerne les contrats d'apprentissage, le taux s'élève même à un sur quatre. Cette proportion est d'autant plus préoccupante qu'il faut y ajouter de 3 à 4 % de jeunes qui n'ont pas tenu plus d'une journée.

Comment y remédier ? Le problème est depuis un moment à l'ordre du jour dans les centres de formation et d'apprentissage (CFA), d'autant que les conseils régionaux, qui financent une bonne part de leur fonctionnement, les incitent fortement à trouver une solution. Le Comité central de coordination de l'apprentissage dans le bâtiment et les travaux publics (CCCA-BTP), qui regroupe 74 CFA, a ainsi inscrit la diminution des abandons parmi les objectifs de son plan de développement 1994-1999. Chaque CFA devra désormais en fournir un décompte annuel. Un certain nombre d'entre eux ont donc entrepris de se doter d'outils pour prévenir ces abandons.

Pour le moment, la démarche revêt des formes variées. Au CFA du Mans, par exemple, on a ouvert en mars de cette année, en prévision de la rentrée de septembre, un « point conseil apprentissage ». « Tout notre environnement institutionnel - entreprises, collèges, missions locales... - en a été informé », explique Jean Marti, le directeur. « Nous accueillons les jeunes pour vérifier qu'ils savent ce qu'est l'apprentissage et qu'ils ont un vrai projet, ainsi que pour avoir une idée de leur niveau et pouvoir ainsi leur

faire des propositions de parcours. » La plupart, constate Valérie Delval, chargée de cette tâche, n'ont guère qu'un objectif clair : fuir l'école.

MATHS ET FRANÇAIS

Pour ces jeunes, découvrir qu'ils devront continuer à faire du français et des maths, que les semaines en entreprise comptent trente-neuf heures, et qu'il leur faudra se soumettre à un patron constitue un choc. Le rêve de libération en prend un coup. En revanche, ceux qui sont vraiment attirés par une formation à base d'expérience se rendent compte que l'apprentissage peut les mener à bien autre chose qu'à un simple CAP.

Le niveau de chacun est identifié à travers quelques exercices de mathématiques et de français. C'est le « bilan de positionnement », dont Jean Marti dément avec vigueur qu'il puisse être l'occasion d'une sélection : « Nous allons d'ailleurs signer une charte à ce sujet avec la région et l'Union patronale. » Même démenti de la part de Daniel Munoz, responsable du service qualité de l'apprentissage au CCCA : « Nous avons des publics de plus en plus hétérogènes. Il nous faut prévoir des parcours différents, soutenir ceux qui en ont besoin, et éliminer personne. » Pourtant, c'est un fait qu'un jeune de faible niveau a de plus en plus de mal à trouver une place en apprentissage comme, d'ailleurs, dans toutes les formes d'alternance.

Les projets du CCCA vont dans deux directions : mise en place effective de parcours divers (elle est encore très limitée) et organisation d'un meilleur accueil dans les entreprises.

Marie-Claude Betheder

■ ACCÈS À L'EMPLOI. 96 % des étudiants et des jeunes diplômés se disent préoccupés par la recherche de leur premier emploi. Selon une enquête menée par l'AFII (Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés) auprès de 8 000 jeunes de niveau bac + 2 à bac + 5, ces futurs actifs en quête d'un poste fixe seraient très demandeurs d'information et de formation sur les techniques de recherche d'emploi. 64 % d'entre eux aimeraient être formés à la préparation de l'entretien et à la rédaction d'une lettre de motivation, 55 % souhaiteraient mieux connaître le marché de l'emploi et le fonctionnement des candidatures spontanées et 45 % se disent intéressés par une formation à la rédaction de CV et à la définition de leur projet professionnel.

■ CONVENTION DE PARTENARIAT. EDF et Gaz de France ont signé, le 4 juin dernier, une convention de partenariat avec la chaire de vente de l'Edhec, école de commerce implantée à Lille et à Nice. Objectif : faciliter les échanges d'expériences et faire profiter les étudiants de l'approche particulière d'EDF et de Gaz de France en matière de vente. Les deux sociétés vont désormais participer au développement de projets de recherche, à la construction de cas pratiques, à la prise en charge de certains cours, ainsi qu'à l'accueil des stagiaires.

■ EUROBAROMÈTRE. Selon l'enquête Eurobaromètre menée auprès de 20 000 personnes issues de quinze pays de l'Union européenne, huit Européens sur dix affirment que « la formation change la vie ». Sept sur dix sont favorables au concept de formation tout au long de la vie, et six sur dix jugent que l'Etat doit en assurer le financement. Si les trois quarts sont satisfaits de l'enseignement qu'ils ont reçu, ils ne sont, en revanche, que 21 % à penser que l'école prépare leurs enfants au monde du travail.

Préparation intensive au DECF juillet 1996

Institut Supérieur du Commerce

UV	Matière	Date
1	Fiscalité Droit des sociétés	1/07-2/07-3/07 4/07-5/07
2	Procédures collectives ventures et expertise Droit du crédit Droit du travail Droit pénal	15/07 16/07 17/07 18/07 19/07
6	Régulation comptable Comptabilité approfondie	23/07-24/07 24/07-25/07-26/07
7	Analyses et contrôle des coûts Contrôle de gestion	30/07-31/07 1/08-1/08-2/08

ETABLISSEMENT RECONNU PAR L'ÉTAT

Renseignements : 40.53.99.99
GROUPE ISU
22, bd de Port de Vaux
75017 PARIS
Fax : 40.53.98.98

PREPARATION AUX CONCOURS ADMINISTRATIFS EXTERNES ET INTERNES Attachés, I.R.A....

Novembre 1996 à Juin 1997
1 journée par semaine

I.U.T. de Paris
143, avenue de Versailles
75016 PARIS
Tél. : 44 14 45 09

TEMPLE UNIVERSITY - IGS
MADA INTERNATIONAL
GROUPE IGS

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

ACCREDITÉ AACSB

10 mois intensifs en anglais

4 à Paris - 5 à Philadelphie - 1 à Tokyo

Gestion des entreprises internationales.
Intégration des ressources offertes par Internet.
Chaque participant est parrainé par un cadre dirigeant d'entreprise multinationale.
Mission dans une entreprise internationale aux États-Unis.
Etude terrain au Japon.

Conditions d'admission : Bac + 4 (École de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Eco), TOEFL, GMAT, dossier, entretiens, cours pré-requis dans certains cas.
Renseignements : Jarlath Dillon, IGS, 12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris - Tél. : (1) 40 03 13 04
Duo Minday, CEFAM, 107 rue de Marseille, 69007 Lyon - Tél. : 72 73 47 53

DEMANDE D'INFORMATION MADA

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____ Ville _____

Code Postal _____ Tél. _____

Diplôme obtenu ou formation en cours _____

Fondation Nationale des Sciences Politiques
INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

- Cadres d'entreprise
- Responsables d'association
- Étudiants en fin d'études supérieures

SCIENCES PO a créé pour vous en 1994 un Programme d'Études Avancées en 18 mois (*)

MÉTIER DE LA VILLE
"Formation au management urbain"

Formation pluridisciplinaire assurée par des professionnels de la ville et par des chercheurs.

(*) cycle court de 10 mois (sans stage) pour les professionnels

Renseignements et inscriptions (avant le 5 juillet 1996 pour la première session) :
Institut d'Études Politiques de Paris - Danièle Sonnet
Tél. 45 45 76 26 - Fax 45 45 02 62

Adélaïde Léon, directrice des ressources humaines de Federal Express pour la France et l'Espagne

Une DRH qui tente de concilier profits et embauches

C'est pas tous les jours qu'une entreprise annonce la création de 1 800 emplois dans les dix ans à venir ! Le 24 avril, Federal Express (Fedex), leader mondial du transport express, annonçait le développement de sa plate-forme européenne (hub) sur le site de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Au total, 3 000 emplois devraient être créés si l'on tient compte des retombées sur l'environnement économique, estime le transporteur.

Désormais, tous les colis - à quelques exceptions près - en provenance ou à destination de l'Europe transiteront par le hub de Roissy, qui dispose d'une capacité de tri de 6 000 colis à l'heure. La plate-forme européenne est la quatrième plaque tournante de Fedex, qui en possède déjà une à Memphis, aux Etats-Unis, à Subic Bay, aux Philippines, et à Dubaï, au Proche-Orient. Avec ce dernier maillon, Fedex boucle ainsi une « chaîne mondiale » du transport express de fret. Une véritable entreprise globale avec un effectif de 120 000 personnes, 546 avions et une présence sur 325 aéroports. Mais pas de syndicat. En forte croissance depuis sa création, en 1973 - le chiffre d'affaires s'est élevé à 9,4 milliards de dollars en 1995 -, Fedex n'a cependant pas échappé à une restructuration en 1992 : le transporteur a revendu Chronoservice, une société spécialisée dans le transport de colis, à la firme américaine de gestion des ressources humaines « Etre », et s'est recentré sur le trafic intercontinental.

A la tête des ressources humaines de Fedex France et Espagne (environ 660 personnes), Adélaïde Léon, trente-sept ans, pour cette jeune femme très avocate, la gestion des ressources humaines « doit obéir au secret des vertueuses ».



travaillent bien et dans de bonnes conditions, faire des profits et embaucher. Et la roue tourne », explique-t-elle. Cette conviction, elle ne l'a pas acquise dans une grande école, mais au fil d'une rapide carrière commencée en tant qu'opératrice chez la concurrence. A vingt-deux ans, en 1980, sa licence d'anglais en poche, un job d'été chez le transporteur express DHL (du nom des trois fondateurs, Dasley, Hillblum et Lynn) se transforme à la rentrée

en emploi définitif. Au diable les études, Adélaïde Léon est tentée par une expérience dans un secteur d'activité porteur. Un seul mot d'ordre : la qualité, leitmotiv des années 80, auquel DHL n'échappe pas. Adélaïde Léon gère une agence de DHL à Nantes en 1980, puis travaille sur la standardisation des méthodes de travail au service clientèle, en Afrique notamment. Elle fait une brève incursion au service du personnel, de 1983 à 1987, comme

responsable de la formation interne et du recrutement sur le site de Roissy avant de prendre la responsabilité du service clientèle France en 1989.

Pourquoi décide-t-elle, à la fin de l'année 1991, de quitter DHL alors qu'une carrière toute tracée l'attendait ? « Après onze ans d'activité dans une même entreprise, je voulais savoir ce que je voulais sur le marché du travail et connaître une autre expérience », dit-elle pour toute explication.

Durant les neuf mois suivants, elle suit une formation de direction du personnel à l'Institut de gestion sociale de Paris, mais, pour retrouver un emploi, elle mise sur ses compétences acquises dans le domaine de la qualité. Une bonne stratégie car, fin 1992, Federal Express l'embauche comme responsable qualité. Objectif : la norme ISO 9001, que le transporteur obtiendra en 1994 à l'échelle internationale. Mais à cette date, Adélaïde Léon est déjà nommée DRH, deux ans seulement après son arrivée chez Fedex. « Chaque étape de mon parcours professionnel a été en fait un pas de plus vers la fonction DRH. En entrant chez Fedex, je connaissais déjà le secteur du transport express, j'avais une expérience du management et des ressources humaines, puis la fonction de responsable qualité m'a permis de connaître l'ensemble des services et du personnel de l'entreprise. »

Le personnel Fedex sur le site de Roissy, ce sont 325 personnes, dont 280 opérationnels qui effectuent le dédouanement, le chargement et le déchargement des avions, le tri, le conditionnement des marchandises ou encore la maintenance des avions... Comment vont être planifiés les 1 800 recrutements annoncés ? « C'est trop tôt pour le dire, car tout sera fonction du volume d'activité à l'échelle internationale », explique la DRH. Tout juste sait-on qu'il s'agira essentiellement de postes opérationnels, qu'en août 1996 la capacité de tri sera de 9 000 colis à l'heure et qu'enfin, d'ici deux ou trois ans, Aéroports

de Paris construira un bâtiment supplémentaire pour absorber la croissance de Fedex.

Les tendances actuelles de la gestion du personnel seront-elles maintenues, à savoir la priorité donnée aux contrats à durée indéterminée, les trois quarts à temps plein, le temps partiel représentant 27 % des effectifs ? « La plupart des emplois créés seront à temps partiel, de trente heures hebdomadaires en moyenne, et concerneront des postes de maintenance notamment. Il faudra certainement attendre 1999 et la construction du nouveau bâtiment Fedex pour que les recrutements se mettent en route », précise-t-on au comité d'entreprise, qui reconnaît par ailleurs la dépendance de Fedex France vis-à-vis du siège américain de Memphis. Quant au vécu des salariés, il est difficile à mesurer en l'absence de syndicat.

« On travaille en étroite collaboration avec le management et le comité d'entreprise, on essaie d'être le plus proche possible des salariés. Priorité est faite à la promotion interne, par le biais de la formation, dont le budget représente entre 5 % et 8 % de la masse salariale. Le turn-over est faible, sauf peut-être pour les salariés à temps partiel », poursuit Adélaïde Léon. Ce que confirme le comité d'entreprise. Autre grand chantier : la gestion informatisée des ressources humaines. L'objectif ? L'harmonisation, à l'échelle mondiale, des conditions de recrutement, de la gestion des carrières...

Clarisse Fabre

Les cadres s'adaptent à l'incertitude

Suite de la page 1

D'une part, une organisation structurée, avec des organigrammes, des définitions de postes, des systèmes de classification de fonctions... qui garantissent la stabilité de l'entreprise, maintiennent les grandes règles de fonctionnement. D'autre part, des structures éphémères, comme les groupes de projets, qui viennent se superposer aux structures en place et ont pour objectif de régler un problème précis

ou de mener une mission clairement définie.

Ces nouvelles organisations du travail ont des conséquences positives pour la vie de l'entreprise, souligne l'étude d'Alexandre Tis SA. On relève une dynamique forte, un décloisonnement tant horizontal que vertical, qui entraînent davantage de communication, un développement des relations « en réseau », une ouverture aux différents métiers de l'entreprise, prémices de responsabilités, et moins de routine.

CLIVAGE

« Nous avons démarré une nouvelle forme de travail, il y a trois ans, avec la mise en place d'équipes de projets, mais il nous faut encore dépasser les clivages hiérarchiques », confie un DRH inter-

viewé pour les besoins de l'étude. Tandis qu'un autre souligne qu'« il existe un clivage entre les générations : les plus jeunes sont déjà dans cette nouvelle dynamique, les plus anciens sont plus résistants au changement et craignent la perte de pouvoir, le partage des informations, la dilution des responsabilités... ». Enfin, analyse un troisième, « ce qui découle de ces nouvelles organisations de travail, ce sont de nouvelles exigences vis-à-vis des cadres de demain. Elles sont nombreuses et le train va vite ! Qu'allons-nous faire de ceux qui resteront sur le quai ? »

Le tassement des lignes hiérarchiques et le développement des structures de travail éphémères impliquent inévitablement les cadres à se poser la question de leur développement de carrière. « Finies les règles linéaires de promotion », souligne Hubert Landier. Les cadres doivent être « les acteurs de leur devenir professionnel et faire l'expérience de l'incertitude, porteuse, selon les cas, de risques ou

d'opportunités à saisir ». Paul-André Faure, pour sa part, imagine leurs parcours professionnels sous forme de trajectoires ou plutôt de « respirations horizontales ». « Un cadre qui occupe la fonction de chef de projet dans un groupe de travail, explique-t-il, sera bientôt en phase d'expiration, tantôt en phase d'expiration, il lui faudra accepter de passer par les différentes phases sans pour autant se sentir dévalorisé. » Un mode de fonctionnement qui va, à ses yeux, constituer une véritable révolution. « On est en train de casser ce schéma de représentation où il faut forcément grimper les échelons pour être reconnu. » Finie la course aux parcours honorifiques, la chasse aux galons et aux titres ? « Cela n'intéresse plus forcément les jeunes cadres, assure Paul-André Faure. Désormais, ils sont capables de se motiver pour leur travail, à condition que l'entreprise devienne aussi pour eux une organisation apprenante. »

Catherine Leroy

UNIVERSITÉ PARIS 2
Service des Transferts
92 rue d'Assas
75270 Paris
Cedex 06
Tél : 44 41 57 27

UNIVERSITÉ PARIS 2
Service des Transferts
92 rue d'Assas
75270 Paris
Cedex 06
Tél : 44 41 57 27

Institut supérieur de technologie et management
Paris La Défense

Rejoignez la grande école de l'innovation.

Une double compétence intégrée :

- Informatique
- et communications numériques

Tél : (1) 41 16 73 55

Diplôme BAC +4

En 1^{re} année : **ADMISSION BAC +1**

En 2^e année : **ADMISSION BAC +2**

scientifique ou technique

Date limite de dépôt des dossiers : 22 juin 1996

Institut Supérieur de Technologie et Management
Pôle Universitaire Léonard de Vinci - 92916 Paris La Défense Cedex
Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'ESLSCA permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme ESLSCA, visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IER, ou d'une licence.

Prochaine Session
(rentrée des cours : Octobre 1996)
3 et 4 juillet 1996

Date limite d'inscription : 17 juin 1996

Renseignements - Inscriptions

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

10, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél : (1) 45 51 52 59

Etablissement privé d'enseignement supérieur
Fondé en 1949 - Reconnu par l'Etat
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

FACULTE JEAN MONNET
UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD
Droit - Économie - Gestion

Formations à temps plein

D.P.E.C.F.
Diplôme Préparatoire aux Études Comptables et Financières

- De novembre 1996 à juin 1997 : Formation ouverte aux titulaires d'un Baccalauréat ou d'un titre admis en dispense.
- Préparation aux 5 U.V. du Diplôme d'État.
- Droit de l'entreprise, économie, comptabilité, communication.

D.E.C.F.
Diplôme d'Études Comptables et Financières

- De novembre 1996 à septembre 1997 : Formation ouverte aux titulaires du D.P.E.C.F. ou d'un titre admis en dispense.
- Préparation aux 7 U.V. du Diplôme d'État.
- Droit des sociétés et fiscal - Relations juridiques : crédit, travail et contentieux - Organisation et gestion de l'entreprise - Comptabilité approfondie - Contrôle de Gestion - Mathématiques appliquées - Informatique.

Renseignements et inscriptions :
Département de la Formation Permanente
54, Bd Desgranges - 92330 SCEAUX
Tél (1) 40.91.18.20 - Fax (1) 40.91.18.24

صحنه من الراحل

IV / LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996

Les étudiants européens préfèrent des hiérarchies à l'écoute

Ils souhaiteraient débiter leur carrière chez McKinsey, Boston Consulting Group, Andersen Consulting, BMW ou encore Procter and Gamble

BEL échantillon : seize mille étudiants, parmi les écoles et les universités les plus prestigieuses de quatorze pays européens. Le tout pour l'édition 1996 d'un sondage international (47,3 % de réponses obtenues) réalisé pour la deuxième année consécutive par Universum, institut suédois spécialisé dans le domaine (*The European Graduate Survey 1996*, Universum, Box 70 53, 103 86 Stockholm. Tél. : 46-8-679-48-00).

Objectif : comprendre ce que ces têtes bien faites pensent des entreprises, ce qu'elles en attendent en termes de vie professionnelle, et quels modes de management leur paraissent les mieux adaptés aujourd'hui.

Sur ce dernier point, tout comme en 1995 d'ailleurs, une grande majorité des sondés (67 %) plébiscitent « la réactivité aux idées et suggestions des employés ». Humains, les cadres de demain entendent bien l'être, puisque, parmi les qualités majeures dont doivent faire preuve les managers, ils placent, juste après « la fixation claire des objectifs à atteindre », la capacité à « développer les potentiels professionnels des subordonnés », qui fait un bond de quatorze points dans les réponses (33 % contre 19 %). Les étudiants placent clairement en faveur d'un management à deux visages, explique Torgil Lemming, l'un des responsables de l'étude. Pour eux, les supérieurs hiérarchiques doivent faire preuve de précision et sans détour les tâches à accomplir, mais sans négliger pour autant la dimension personnelle et humaine de leurs interlocuteurs.

DÉCISIONNAIRES EN REÇU

Les interviewés sont donc aussi logiquement plus nombreux à réclamer « qu'un manager donne des champs précis de responsabilité » et « restitue immédiatement les infor-

mations à ses subordonnés ». En revanche, ils donnent de moins en moins d'importance (21 % contre 31 %) aux talents décisionnaires d'un manager, tout comme à sa capacité à trouver de nouvelles solutions (16 % contre 30 %). De même, « de solides connaissances théoriques » sont les atouts des bons managers... pour seulement 6 % des étudiants interrogés.

Ces appels au management de la « reconnaissance des compétences »

dessous de la moyenne » (34 %), où « les produits et les services commercialisés sont moralement douteux » (33 %), « les possibilités d'avancement réduites » et où « ils n'auraient pas l'opportunité de mettre à profit leur créativité ».

Végéter dans une entreprise où rien n'évolue est clairement leur pire cauchemar. N'oublions pas que 33 % d'entre eux postulent dès la sortie de l'école de commerce ou d'ingénieurs ou de l'université pour

Les « post-carriéristes » dominent

Universum a dégagé au cours de ses enquêtes auprès des étudiants quatre profils majeurs : les post-carriéristes (34 %), les traditionnels (27 %), les ambitieux (24 %) et les entrepreneurs (15 %). Les post-carriéristes qui progressent de deux points par rapport à 1995, choisissent comme combinaison gagnante un travail passionnant et une vie privée épanouie, plutôt qu'une carrière échelonnée après échelon, avec le salaire élevé qui l'accompagne.

Les traditionnels veulent une vie de famille tranquille, du temps libre pour être bénévoles, et une carrière qui progresse régulièrement. Les ambitieux (+2 % par rapport à l'année précédente) construisent un plan de carrière solide qui les amène à travailler dès la sortie de l'école pour une multinationale. Ils font peu de cas de leur développement personnel. Enfin, les entrepreneurs (-2 % comparé à 1995) souhaitent fonder leur propre affaire, garantir l'autonomie, de créativité et source d'emplois.

sont tout à fait cohérents avec les résultats obtenus sur l'attractivité ou la non-attractivité d'un premier employeur. Quel type d'entreprise les étudiants recherchent-ils ainsi en priorité ? Celle où il leur sera possible de travailler « avec des gens qu'ils auront aussi envie de côtoyer dans la vie privée » (34 %), où « les tâches seront variées » (32 %), où « il existe de réelles opportunités de carrière à l'international » (27 %), où « il est possible de définir son propre travail » (27 %), et celle enfin où « les produits et les services vendus sont motivants » (22 %). Inversement, les jeunes interviewés fuient comme la peste les organisations « avec un environnement de travail statique » (39 %), « des salaires en

l'entreprise qu'ils jugent être « la meilleure référence pour leur carrière à venir ». L'enjeu est donc de taille et, concernant ce sujet, les diplômés interrogés par Universum jouent la carte du classique. Autant ils arrivaient à prendre du recul par rapport au management actuel, autant ils suivent les traces de leurs aînés quant aux entreprises par lesquelles ils estiment qu'il est indispensable de débiter. Avec la crise, certains d'entre eux avaient décidé de se tourner vers les PME, certes moins prestigieuses, mais peut-être plus sûres en terme d'emploi et de progression de carrière. Visiblement, cet engouement n'a pas fait d'émules et reste marginal. Le quinté de tête des entreprises où il

faut commencer sa carrière est ainsi très éloquent : McKinsey, the Boston Consulting Group, Andersen Consulting, BMW, et Procter and Gamble. Les géants américains soufflent la mise en 1996, et parmi eux, pas n'importe lesquels : les cabinets en stratégie et management. Un score qui est confirmé si on s'adresse aux 45 autres entreprises de ce Top-50. Majoritairement des multinationales américaines (dix dans les vingt premières), dans les secteurs jugés les plus porteurs : le conseil, la banque, les institutions financières, l'industrie. En revanche, les diplômés semblent vouloir bouter les compagnies d'assurance, l'audit, l'électronique ménagère, et, élément nouveau par rapport à 1995, les constructeurs informatiques. Ainsi, Hewlett Packard (HP), IBM et Microsoft, qui occupaient respectivement l'année dernière, la première, la quatrième et la cinquième place dans le cœur des étudiants, sont sanctionnés. HP retrograde à la septième place, IBM à la treizième, et Microsoft à la neuvième. Il est clair que les étudiants suivent de près les états de service des entreprises susceptibles de les intéresser, n'hésitant pas à s'en détourner si l'image qu'elles véhiculent ne correspond plus à leurs idées.

Et les performances des entreprises françaises ? Légères. Quatre groupes parviennent à se hisser au « hit-parade » : L'Oréal (19^e), Danone (22^e), Alcatel (27^e) et enfin Renault (37^e). Mais avec des contre-performances, comme celle d'Alcatel, qui figurait en 1995 parmi les 20 groupes les plus recherchés par les étudiants. Est-ce pour le groupe français une consolation de savoir qu'Apple Computer, qui faisait bonne figure l'année dernière, se retrouve en 1996 à la quarante-huitième place...

Marie-Béatrice Baudet

Marie-Béatrice Baudet

Allô, passez-moi le 22 à Management

ON ne peut pas dire qu'on leur complique la tâche, bien au contraire. Où qu'ils soient, les managers peuvent communiquer, de mieux en mieux et de moins en moins par l'intermédiaire d'une opératrice ou d'une assistante. Le téléphone se glisse désormais facilement dans la poche intérieure de la veste (fini les espèces de moulins à café beaucoup moins seyants) et l'ordinateur-imprimante-répondeur-fax portable ne dérange plus les hôtesse et les stewards dans les avions. On trouve aussi dans la même collection printemps-été 1996 la vidéo-conférence fort prisée dès que les lignes de transport se brouillent. Bref, les cadres n'ont plus d'excuses. D'ailleurs, la technologie n'est pas la seule à les rassurer. Des professionnels de l'écoute et du dialogue sont là aussi pour les prendre en charge au cas où. Il n'y a pas une semaine sans un colloque du style « Comment faire de la Communication Interne le Moteur de la Motivation du Personnel ? » (voyez où sont les majuscules), avec au programme « de la prise en compte », « de la transparence », « de l'identification » (des blocages), « de l'association » (des salariés) et « des suggestions ». Toute entreprise qui ne serait pas encore transformée en maison de verre à de quoi broyer du noir. Eh bien, cela broie encore beaucoup.

Des réunions il y en a, des coups de fil par centaines, les fax crépitent. Mais pour dire quoi et à qui ? Classique des classiques : la désinformation. On positive le discours pour mieux « motiver », comme si les salariés étaient des sourds-muets, incapables d'identifier tout seuls comme des grands les dysfonctionnements internes. Mais surtout il y a la plaie du moment. « L'expertise ». On discute entre spécialistes, on essaie de poser le problème, d'y réfléchir, de définir un plan d'action, de le programmer dans le temps. Dans le meilleur des cas, cela s'apparente à de la stratégie. Seulement c'est après que tout se gâte, quand il s'agit de transmettre aux fantassins. Combien de managers motivent la décision prise ? L'argumentent ? Avec tous ces séminaires, ces nouvelles technologies de l'information (NTI) et les leçons du passé, on devrait répondre sans détour : beaucoup. Mauvaise pioche ! Bien sûr, il existe des exceptions. Sûrement des tas de PME. Quant aux grands groupes, on finit par bien connaître ceux où la communication est l'affaire de tous. Ce sont toujours les mêmes. Dix % des noms reviennent. Pas de surprise, et c'est bien dommage.

L'heure est

à la « transparence ».

Toute entreprise qui ne serait pas encore transformée en maison de verre à de quoi broyer du noir. Eh bien, cela broie encore beaucoup !

Faire renaître des savoir-faire et des métiers disparus

En Provence, le village de Roussillon souhaite revaloriser les ocres et pigments qui l'avaient rendu célèbre dans le monde entier

PEUT-ON relancer, à partir d'une friche industrielle, des métiers et des savoir-faire en voie de disparition dès lors qu'une demande émerge ? C'est le pari que tente aujourd'hui, dans le nord du Lubéron, la municipalité de Roussillon (Vaucluse) et l'association Okhra. Pour ce faire, un outil : une ancienne usine désaffectée de production d'ocre implantée sur la commune. Logée sous les pins d'Alep et les chênes verts, au cœur du bassin orcier du pays d'Apt que sa couleur rouge, jaune, orangée et ses cheminées de fée ont fait surnommer le « Colorado provençal », toujours propriété de la commune qui n'a jamais voulu s'en défaire, l'usine Mathieu, abandonnée au début des années 60, reprend vie. Devenue Conservatoire des ocres et pigments appliqués, elle a reçu ses premiers visiteurs l'an dernier, réalisant 2 000 entrées dont 1 600 payantes.

Ces mois-ci, des professionnels du bâtiment, des maçons, des artisans locaux, des décorateurs, des propriétaires de résidence secondaire, des amateurs, se retrouvent en ateliers d'initiation. Ils apprennent à laver, décanter, sécher, broyer les sables ocres utilisés depuis l'Antiquité dans la fabrication des pigments destinés aux peintures et badigeons intérieurs

ou extérieurs. Des produits universellement utilisés, qui se sont exportés dans le monde entier - de l'Afrique du Sud à la Finlande - pendant près de cent cinquante ans.

Au début du siècle, les carrières d'ocre du Vaucluse, en galeries ou à ciel ouvert, du gisement d'un seul tenant le plus important du monde faisaient vivre plus de 1 000 personnes dans une demi-douzaine de villages en produisant plus de 20 000 tonnes par an (40 000 en 1929, année record). Et ce, jusqu'à l'arrivée des colorants de synthèse et des produits de substitution, qui sonnèrent le glas de l'ocre naturel, considéré comme archaïque.

En 1951, il ne restait que quatorze ouvriers orriers à Roussillon. Les galeries sont transformées en champignonnières. Le maquis et les ronces envahissent les usines de transformation, dont l'usine Mathieu. Ne subsiste aujourd'hui en pays d'Apt qu'une unité de traitement qui, bon an mal an, produit 1 000 tonnes d'ocre.

Lorsqu'en 1990, Barbara et Mathieu Barrois débarquent à Roussillon et sollicitent un rendez-vous auprès du maire pour lui faire part de leur projet, ils ignorent tout des ocres. Il est archiviste indépendant spécialisé dans l'histoire des techniques industrielles, elle est consultante en organisation. Passion

commune du jeune couple : le sauvetage d'un outil de production en déclin. « Nous étions persuadés d'une chose, dit aujourd'hui Mathieu Barrois, président d'Okhra, c'est que nous ne voulions pas créer un musée figé mais faire émerger le concept d'entreprise à vocation culturelle et de relancer une dynamique ».

L'engagement communautaire obtenu, les initiateurs du projet se tournent alors vers des partenaires institutionnels. En ces temps de restrictions budgétaires, il s'agit de convaincre. Convalence que, s'il existe un intérêt culturel à produire de l'ocre, la relance de métiers en voie d'extinction va de pair. Démarrent alors les travaux de réhabilitation des deux bâtiments de l'usine, véritable capital patrimonial. Sensibilisée, la sous-préfecture d'Apt et la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) lancent un chantier d'intérêt général. Pendant un an (de février 1995 à février 1996), une dizaine de personnes en insertion débroussaillent le site et courent les bâtiments. « Cette action m'a paru exemplaire, dit le sous-préfet, Yves Luchesi, parce que l'ensemble des partenaires s'y

liens de francs. « Tout ce que nous souhaitons, ajoute le maire, c'est rentabiliser notre investissement d'ici cinq ans et créer, grâce au conservatoire, une demi-douzaine d'emplois permanents. Cette année, ajoute-t-il optimiste, nous tablons sur 10 000 visiteurs, allant de ceux qui achèteront une carte postale à ceux qui repartiront avec 15 kilos d'ocre ».

L'engagement communautaire obtenu, les initiateurs du projet se tournent alors vers des partenaires institutionnels. En ces temps de restrictions budgétaires, il s'agit de convaincre. Convalence que, s'il existe un intérêt culturel à produire de l'ocre, la relance de métiers en voie d'extinction va de pair. Démarrent alors les travaux de réhabilitation des deux bâtiments de l'usine, véritable capital patrimonial. Sensibilisée, la sous-préfecture d'Apt et la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) lancent un chantier d'intérêt général. Pendant un an (de février 1995 à février 1996), une dizaine de personnes en insertion débroussaillent le site et courent les bâtiments. « Cette action m'a paru exemplaire, dit le sous-préfet, Yves Luchesi, parce que l'ensemble des partenaires s'y

L'école d'Avignon et le patrimoine bâti

Logée dans la maison du roi René, l'école d'Avignon - partenaire du Conservatoire des ocres et pigments -, est un centre de formation à la réhabilitation du patrimoine architectural. Créée il y a dix ans et unique en son genre, l'école s'est spécialisée dans la recherche appliquée, le conseil aux villes dans leurs campagnes de ravalement (plus de 200 interventions en France), l'assistance technique auprès des entreprises, les échanges de stagiaires et de formateurs en Europe. Les activités liées au patrimoine bâti concernent trois familles de publics : les décideurs territoriaux, les architectes et concepteurs, ainsi que les métiers et entreprises qui réalisent l'ouvrage. Cette dernière famille est la plus importante. Elle représente les deux tiers du public de l'école parce que, comme le dit son directeur Gilles Nourissier « un corps de praticiens qui maintient les compétences des arts de bâtir traditionnels est indispensable pour satisfaire la qualité d'une réhabilitation ».

litation des deux bâtiments de l'usine, véritable capital patrimonial. Sensibilisée, la sous-préfecture d'Apt et la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) lancent un chantier d'intérêt général. Pendant un an (de février 1995 à février 1996), une dizaine de personnes en insertion débroussaillent le site et courent les bâtiments. « Cette action m'a paru exemplaire, dit le sous-préfet, Yves Luchesi, parce que l'ensemble des partenaires s'y

sont attelés et lui ont donné une dimension économique et sociale. » Sollicitée à son tour, la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) apporte son soutien méthodologique, dépêche un ethnologue à Roussillon, lequel procède à des interviews des rares ouvriers ocres encore en vie.

MÉMOIRE DES LIEUX

Avec un ancien contremaître âgé de plus de quatre-vingts ans, une sorte de miracle se produit : Elle lcard, qui dès l'âge de treize ans conduisait des tombereaux d'ocre, sait encore expliquer, avec une mémoire et un savoir intacts, des gestes que seule la tradition orale avait transmis. Sollicitée aussi,

d'un parc, c'est aussi d'être un outil de développement des communes, d'aider à la renaissance d'activités nobles, de participer à un développement durable en s'efforçant de maintenir ou de créer des emplois », dit Jean-Louis Joseph, président du parc.

Pour ce faire, il fallait sensibiliser l'ensemble des acteurs, former des professionnels et des artisans, organiser des rencontres. Artisan maçon implanté à Apt, peintre décorateur et stucateur spécialisé dans la recherche sur les pigments, Vincent Tripart a accepté de jouer le jeu en collaborant à un projet qui, comme il le dit, « s'autofinancera à terme et ne sera pas à la charge de la collectivité ». animateur des premiers stages d'initiation ouverts par Okhra, il se montre persuadé qu'il y a « un renouveau et une redécouverte des produits de base : les liants, les colorants, les adjuvants » ; que nombre de gens, en Provence et ailleurs, se sont lassés « des acryliques et des vinyliques, des peintures industrielles prêtes à l'emploi, qui ne coulent pas, ne sentent pas et séchent en trente minutes ».

« Pour que la filière reprenne sa cohérence, nous allons contacter les prescripteurs, explique Barbara Barrois, à savoir les architectes, les urbanistes, les peintres façadiers, les collectivités soucieuses de réhabiliter les zones-villes et les coeurs de village à vocation touristique. » Michel Laverdure, le dernier distributeur de pigments naturels (3 500 références) de la capitale, se réjouit : « Dans le sud de la France, la demande pour ces produits s'envole ».

Mathieu Barrois, quant à lui, poursuit son objectif : il a réimplanté sur le site les machines d'une ancienne usine de colorants située à Apt pour les voir tourner de nouveau à Roussillon, ce village que Jean Vilas surnomme « Delphes la rouge ».

Jean Meranteau

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

صحنات العمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996 / V

SECTEURS DE POINTE

Notre groupe industriel de dimension internationale (4,3 milliards de francs de CA, 5 800 personnes) appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan et recherche

Responsable des études informatiques

Au sein de la direction des affaires industrielles et rattaché au directeur des systèmes d'information, vous conseillez, impulsez et coordonnez la refonte ou la création des systèmes d'information pour les différentes unités opérationnelles et sites du groupe : établissement du planning des réalisations et suivi d'avancement des travaux, contrôle de l'activité de prestataires impliqués, assistance organisationnelle à la mise en place des progiciels.

De formation supérieure (école d'ingénieurs ou de gestion), vous avez une solide expérience de plusieurs années (6 à 8 ans) de la conduite de projets informatiques et, en particulier, de la mise en œuvre de progiciels de gestion intégrée d'entreprise industrielle. Vous êtes un concepteur et un organisateur apte à élaborer des solutions satisfaisant les besoins locaux dans le cadre des objectifs fixés au niveau du groupe. Le poste, basé à Paris, nécessite de fréquents mais courts déplacements en province.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 29109 à Media System, 6, Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL
français, international
recherche et développement
dans le secteur des
systèmes de production
industrielle

2 INGENIEURS DEBUTANTS

CHARGÉS DE PROJETS EN MÉCANIQUE OUEST DE LA FRANCE

Mission : en liaison avec les unités de production, vous proposez des solutions techniques en réponse aux demandes de modifications. Vous avez la responsabilité d'actions de développement technologique, menées avec des partenaires internes ou externes. Vous élaborez et faites appliquer les normes de vos domaines de compétences. Vous agissez au sein d'une équipe pluridisciplinaire d'ingénieurs et de techniciens.

Profil : • ingénieur diplômé d'une grande école : formation généraliste à dominante mécanique • aisance relationnelle • bonne aptitude au travail en équipe, sur des sujets pluridisciplinaires • curiosité technique • esprit novateur.

Nous vous offrons : • un travail passionnant au sein d'une équipe performante et innovante • une formation solide • un site d'envergure à la pointe de la technique • de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 73.3972/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

2 Chefs de Projet

Ventes Constructeurs
Ventes Equipementiers
Première Monte Automobile



18 000 personnes,
7 divisions,
55 filiales étrangères,
exerce ses activités dans
les secteurs Automobile
et Aéronautique.

Sa Division
CONNECTEURS CINCH
renforce la structure
commerciale de sa
Branche
Europe-Afrique
comptant parmi les leaders
européens sur le marché
automobile
et recherche deux Chefs de Projet.

Intégré à la Direction des Ventes première monte Automobile de la Branche, vous aurez pour objectifs prioritaires : • d'accroître le CA relevant de votre responsabilité • d'en garantir la rentabilité • de participer au succès d'un nouveau concept en développement, en ce qui concerne les constructeurs.

Vos missions : • assurer les relations commerciales avec les services Achats, Études et Développement des constructeurs ou équipementiers • coordonner les revues de projets, de la négociation des cahiers des charges jusqu'à la livraison des pièces en série • vous porter garant des coûts, plannings et respect des délais.

Vous avez environ 30 ans, êtes Ingénieur de formation (ENSAI, INSA, ESTACA, ...) et justifiez d'une première expérience réussie de la fonction de Chef de Projet à dimension commerciale acquise dans le secteur automobile. Dynamique, rigoureux, vous faites preuve de charisme, d'esprit de synthèse. Vous parlez couramment : l'anglais pour le poste Ventes Constructeurs, et l'allemand pour le poste Ventes Equipementiers. Ces deux postes sont à pourvoir à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9620, au 7 rue de Monceau 75008 Paris.

Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Responsable logistique internationale

GRAND CONSTRUCTEUR
EUROPÉEN DE
TÉLÉCOMMUNICATIONS,
nous poursuivons notre
développement à
l'international grâce à
notre avance
technologique. Nous
avons décidé de mettre
en place une logistique
du futur adaptée à la
mondialisation de nos
opérations et
recherchons un :

En liaison permanente avec les Divisions opérationnelles, vous aurez pour objectifs : • concevoir et mettre en place après audit de l'existant, une logistique adaptée à l'expansion et à la complexité de nos affaires à l'international, • être une force de proposition génératrice de plus values et réductrice de surcoût logistique.

Vos missions : • intervenir très en amont dans la construction des réponses aux appels d'offre et dans le processus de production, • optimiser les emballages et négocier au mieux avec les transporteurs et transitaires, • organiser les flux afin que les approvisionnements des chantiers se fassent à temps, au meilleur coût, et dans le respect de la qualité. Pour ce poste, vous animerez un service de 35 personnes.

Vous avez environ 40 ans, êtes diplômé d'une Grande Ecole (Gestion, Commerce ou Ingénieur) et justifiez d'une expérience confirmée dans la logistique à l'international dans un Groupe Industriel réputé à cet égard. Vous êtes bilingue Anglais, parlez couramment l'espagnol et possédez un excellent relationnel, du recul stratégique, une forte conviction et une grande résistance au stress.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9621, au 7 rue de Monceau 75008 Paris.

Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

INGENIEUR PROCESS CONTROL

ARCO Chimie France, SNC, fait partie des Opérations Européennes de ARCO Chemical Company. Filiale du groupe américain ARCO, ARCO Chemical est leader mondial des produits oxygénés (polypropylène, polyéthylène, MTBE).

En Europe, ARCO Chemical est présent en Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas. Dans le cadre de son développement, ARCO Chemical recrute un Ingénieur Process Control, expérimenté à l'optimisation de différents procédés industriels, pour le contrôle de ses unités de production.

Les candidats doivent être diplômés d'une école d'ingénieurs et disposer d'un minimum d'une expérience de 5 ans en Process Control. Un sens du développement humain est requis à travailler en équipe et à gérer des situations multiculturelles, une bonne maîtrise de l'anglais est requise pour intégrer et évoluer dans le groupe.

Des opportunités d'évolution vers nos sites de production à l'étranger existent pour des candidats de valeur. Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo, et présentations à :

ARCO Chimie France
Direction des Ressources Humaines
BP 201 - 13775 FOS SUR MER cedex.

ARCO Chimie France - snc

Choisissez les itinéraires du développement

Responsable de notre département Entretien et Maintenance (H/F)

Fin 2000, Rattaché au Directeur d'exploitation, vous avez la responsabilité de l'animation technique des équipes agissant dans les domaines des infrastructures, superstructures, bâtiments, équipements, réseaux et parc de véhicules. Votre champ d'action fonctionnelle et opérationnelle sera très large tant auprès des directions régionales que dans le cadre de la maintenance des équipements d'exploitation que dans l'administration du réseau de télécommunications et le maintien de son intégrité.

Fin 2000, Ingénieur grande école (génie électrique ou télécom), vous avez acquis une solide expérience (5 à 10 ans) dans les transmissions, automates, informatique et génie électrique. Vous savez vous faire reconnaître pour vos qualités d'analyse, de rigueur, d'organisation et votre forte aptitude aux relations humaines. Le poste implique des arrivées périodiques de nuit et de week-end.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions, sous réf. RDEM, à SAPRR, Direction du Personnel, 38, rue du Docteur Schmitt, 21650 Saint-Apollinaire.

PARIS RHIN RHONE

Société des Antennes Paris-Rhin-Rhône

Filiale française d'un groupe international poursuivant à un rythme soutenu le développement de ses implantations sur les cinq continents et souhaitant intégrer des ingénieurs capables d'assumer rapidement des responsabilités opérationnelles à l'étranger, nous recherchons

2 Ingénieurs généralistes

Pour vous permettre de vous familiariser avec le groupe, vous serez affecté pour quelques années à l'un des postes opérationnels suivants, situés dans le sud de la France :

poste référence 101 : ingénieur d'études

Vous travaillez au département d'engineering et nous vous confions des projets provenant de tous nos sites d'Europe du Sud. Vous faites les avant-projets, les budgets, la réalisation et la mise en route. Vous intervenez sur site en support des directions locales.

poste référence 102 : chef de production

Vous gérez une production complètement automatisée ISO 9001 (process continu) et en assurez la responsabilité globale : qualité, délai, sécurité environnement, animation des équipes.

A 27/30 ans, ingénieur grandes écoles (Centrale, Mines, A&M, ENSI), anglais courant, vous avez une première expérience réussie dans l'industrie lourde (ciment, pétrole, chimie) ou l'engineering. Vous disposez d'un fort potentiel et désirez vous expatrier.

Evolution intéressante pour candidat de valeur, dans un groupe à forte culture.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à notre Conseil

M.V.P. Consultant

4, rue du Rocher - 30133 Les Angles.

صكنا من الامل

VI / LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996

REPRODUCTION INTERDITE

INFORMATIQUE/RÉSEAUX/TÉLÉCOMMUNICATIONS

En conjuguant le leadership de Nortel
Telecom et de Matra Communications, NORTEL
MATRA CELLULAR a regroupé les deux plus célèbres
pour des leaders mondiaux des systèmes de
communication GSM.
Globales et ouvertes, les compétences
d'expertise de l'ingénierie des réseaux jusqu'à
l'installation complète d'infrastructures de
réseau. Le siège mondial implanté en France, à
Guyancourt (78), gère les activités développées
sur les cinq continents.

INGÉNIEUR INTEGRATION SOUS-SYSTEME RADIO

Vous assurez la Validation Système des infrastructures radio
GSM pour qualifier le fonctionnement opérationnel des produits
en laboratoire et auprès des clients opérateurs.

A partir d'un plan d'intégration et des spécifications techniques du
produit, vous rédigez les spécifications de validation des fonction-
nalités et des équipements et définissez les outils et procédures de
test à mettre en œuvre.

Votre rôle est d'être responsable d'un domaine fonctionnel ou
d'un produit, vous êtes chargé de la mise en œuvre des tests,
analyser les résultats et définir les améliorations à apporter au
produit.

Vous participez aussi aux réunions avec les opérateurs et apportez
votre expertise lors de la présentation des dossiers de qualification
et votre assistance lors des essais chez les clients.

Ingénieur confirmé, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en
développement et intégration logiciel/matériel dans un environ-
nement de grands projets de télécommunication. La maîtrise des
procédures GSM, des équipements radio et la connaissance d'UNIX
L'anglais est indispensable. (réf. SPSR/M1)

INGÉNIEUR SUPPORT PRODUIT SOUS-SYSTEME RADIO

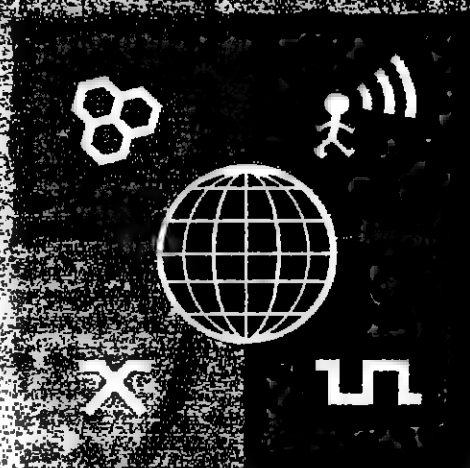
Vous apportez une assistance technique 24h sur 24 aux
représentations NORTEL à travers le monde entier ("Market
Regions") lors de la mise en service et du maintien en exploitation
de la partie Radio des réseaux GSM développés par NORTEL
MATRA CELLULAR.

Réactif, vous prenez en compte les problèmes soulevés par les
"Market Regions" et les équipes "terrain". Après analyse et
dialogue avec les ingénieurs de R&D, vous apportez des solutions
adaptées au contexte du client. A titre préventif, vous participez
au suivi d'exploitation et de qualité de service des réseaux clients.

Ingénieur confirmé, après 3 à 5 ans en R&D dans les télécom-
munications, fort d'une première expérience de support, vous
avez un excellent sens du service.

Des connaissances en radiotéléphonie cellulaire et en anglais sont
indispensables. (réf. SPSR/M1)

Building the network



for a mobile generation

COORDINATEUR INGÉNIERIE CELLULAIRE

Rattaché hiérarchiquement au Responsable du service des
coordonnateurs d'ingénierie et fonctionnellement au Project
Manager, vous êtes le représentant principal du Département
"Network Engineering" pour le ou les contrats dans lesquels vous avez la
charge. A la fois vis-à-vis du client, de Nortel Group et des autres
entités de Nortel Matra Cellular.

Vous avez pour missions :

- l'analyse du ou des schémas de la signature et/ou d'établir un
planification des activités d'ingénierie, le partage des
responsabilités, le volume des activités à fournir, en
- l'animation des réunions internes du Département afin de
faciliter les activités des différents métiers ("Network Design",
"Application Engineering", "RF Design et System Engineering")
et veiller à la bonne gestion des ressources correspondantes.

Le contrôle des dépenses du Département relatives au contrat,
ainsi que du planning et éventuellement les actions correctives.

En fonction de la taille du contrat, vous pouvez assurer tout ou
partie des activités du Network Design.

Ingénieur Télécom, vous avez 3 à 10 ans, une réelle expérience
de gestion de projet dans le domaine des télécoms ainsi qu'une
connaissance des opérations multi-médias de déploiement de
réseaux.

Vous êtes mobile pour les déplacements sur sites à l'étranger et
bien sûr votre anglais est opérationnel. (réf. CIC/M1)

INGÉNIEUR INSTALLATION PLANNING

Vous êtes chargé de l'installation et du planning de l'équipement
des réseaux GSM. Vous êtes responsable de la mise en œuvre des
plans d'installation et de la planification des ressources humaines et
matérielles.

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en installation et en planning
des réseaux GSM.

Ingénieur Télécom en Electronique, diplômé d'un cycle de première
expérience similaire, vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et la
possibilité de travailler dans des pays à forte croissance.

INGÉNIEURS SUPPORT TECHNIQUE GSM, DCS, PCS

Dans le cadre du service Client, vous assurez la maintenance et
l'assistance technique des clients.

Un Spécialiste "Network Engineering" :
Ingénieur électronique, après 2 à 5 ans d'expérience, vous avez
une formation logique et la connaissance des familles DTEI,
DTEI-MOTOROLA, DTEI-IBM.

Un Spécialiste "Radio" :
Ingénieur télécommunications, diplômé d'un cycle de première
expérience similaire, vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et la
possibilité de travailler dans des pays à forte croissance.

Pour ces deux postes, vous êtes chargé d'assurer le suivi des
problèmes de fabrication et d'exploitation depuis l'analyse des
dysfonctionnements jusqu'au suivi des actions correctives.

Dans votre profil, vous serez responsable :

- du suivi des nouveaux développements matériels/matériels
(élaboration de procédures et de logiciels de test, mise en place
de banc de test, support et formation de l'équipe)
- de la mise en place du suivi des produits radio (définition et
réalisation des bancs de tests fonctionnels, écriture des
procédures et logiciels associés et formation de l'équipe).

**NORTEL MATRA
CELLULAR**

Pour ces postes basés à Guyancourt (78), adressez votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous la référence choisie à Nortel
Matra Cellular, DRH, Armelle Commaire, 1 place des Frères Montgolfier, 78042 Guyancourt.

* Bâtir les réseaux de la génération mobile

SYSELOG ■ Ingénieurs de Développement
(logiciel, matériel),
SSII de plus
de 200 collaborateurs ■ Chefs de Projets et
recrute des ■ Consultants Télécom et Réseaux

Venez consulter notre forum permanent d'annonces détaillées sur le WEB à l'adresse :
<http://www.syselog.fr/job>
ou envoyez votre CV à :

SYSELOG Patrice GRIGNOUX - 4, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY.
SYSELOG OUEST Bernard BOUVRADE - Parc d'activités Pégase - ZI300 LANNION.

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives
Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité
Tél. : 44-43-76-13
Fax : 44-43-77-32

Telemate

N° 1 en Europe du conseil en communications mobiles.

■ Notre jeune société est reconnue comme un consultant de
haut niveau en infrastructure de réseaux mobiles. Nous fournis-
sons dans de nombreux pays des prestations d'ingénierie
et de conseil en radiocommunications pour lesquelles nous
utilisons l'ensemble des équipements de test et de mesure
disponibles sur le marché ainsi que nos propres logiciels.
Notre maîtrise technique et notre capacité à anticiper les
besoins des clients contribuent à les satisfaire par un apport
méthodologique important.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons
actuellement des

**Ingénieurs Confirmés
en Radiocommunications
Mobiles**

pour des postes à pourvoir principalement à l'étranger dans les
domaines de l'ingénierie, du déploiement, du paramétrage et
de l'optimisation de réseaux (GSM/DCS, CDMA et DECT).

■ Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés en
télécommunications, avec une expérience prouvée des
domaines précités.

L'anglais courant est indispensable.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre
manuscrite, CV et photo sous la référence YVMT à notre
conseil :

insider - 5159 rue Ledru Rollin
94853 Ivry-sur-Seine Cedex.

صحة من الامل

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1997 / 11

INFORMATIQUE/RÉSEAUX/TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ingénieurs Grandes Écoles

1 A 10 ANS D'EXPERIENCE



Pouvez-vous offrir meilleure évolution à votre carrière ?

36% de croissance.
Altran est le leader du conseil et de l'ingénierie en technologies innovantes. Partenaire de plus de 200 groupes européens dont nous accompagnons la progression, nous offrons de véritables opportunités pour qui veut dynamiser sa carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant sur l'enveloppe la référence indiquée à Marie-Pierre Rosignol, ALTRAN, 58 Bd Courville St-Oyr, 75008 Paris Cedex 17.

CONSULTANTS EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

▲ **SYSTEMES** : Systèmes d'information, Contrôle gestion, gestion commerciale, gestion RH... Ingénierie de solutions.
▲ **COMPTES** : Architecture C/S : MS-DOS, UNIPACE POWER BUILDER, SOL, WINDOWS, PHP... - SCORPION, ORACLE, VFP, INFORM, SYBASE, DB2... - Technologies Object : CORBA, J2EE, SMALLTALK, SCORPION, D2, ONTOS... - SAD et ES : HOLOS, EXPRESS... - Systèmes et Réseaux : WINDOWS-NT, NOVELL, TCP/IP - Environnements : LINUX, WINDOWS, VMS, MVS - Projets : SAP R/2 R/3
▲ **INTERVENTIONS** : Etude, Développement - Conception, Développement SAD, ES - Conduite de projets - Audit, Expertise, Conseil - Sécurité informatique
▲ **SECTEURS** : Banque, finance - Assurance - Salle de marché - Télécommunication - Industrie

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

▲ **SYSTEMES** : Composants micro-électronique, Conception de circuits, Architecture de système électronique, Process, Fabrication.
▲ **COMPTES** : Electronique numérique, Analogique (ASIC - VHDL) Traitement du signal - Puissance - Hyperfréquence, CEM
▲ **INTERVENTIONS** : Conception, Spécification, Simulation, Tests - Etude d'architecture - Design
▲ **ENVIRONNEMENTS** : Electronique micro-électronique - Télécommunication - Aéronautique - Espace, Défense

INGÉNIEURS SYSTEMES

▲ **SYSTEMES** : Informatique embarquée, Automatique, Contrôle commande, Signalisation
▲ **COMPTES** : Electronique analogique, numérique - Temps réel (VRTX, OS9, PSOS...), I-PM - Sécurité de fonctionnement : AMDEC, MARKOV... - Qualité logiciel - Méthodologie : SADT, SART, HOOD... OLETS - Modélisation de système : ASA...
▲ **INTERVENTIONS** : Etude, Conception système - Assistance à Maîtrise d'œuvre - Management d'affaires
▲ **SECTEURS** : Transport ferroviaire, automobile - Aéronautique, Espace, Défense

INGÉNIEURS RÉSEAUX/TELECOMS

▲ **SYSTEMES** : Architecture, Conception, Administration, Interconnexion, Déploiement de réseaux
▲ **COMPTES** : Réseaux hauts débits : SDH, ATM, FRAME RELAY... - Réseaux LAN : TCP/IP - Réseaux WAN : X25, RING... - INTERNET : HTML, JAVA... - Radiofréquences, Propagation - Normes : GSM, DCS 1800, DECT, CT2
▲ **INTERVENTIONS** : Analyse, Etude, Conception de produits - Spécification, Mise en œuvre de solutions - Management de projets
▲ **ENVIRONNEMENTS** : Opérateurs TELECOM - Constructeurs TELECOM - Réseaux privés d'entreprise - Télécommunications spatiales



Les ingénieurs de l'innovation

DIRECTEUR DES LOGICIELS OUEST DE LA FRANCE 450 KF + VOITURE

L'ENTREPRISE

Filiale Européenne d'un groupe international important spécialisée dans le traitement de systèmes d'information spécifiques à un secteur d'activité où son expertise est réputée.

LE POSTE

Membre du Comité de Direction, il dirige un service d'environ 30 informaticiens chargés de la conception et du développement des logiciels requis par les clients de l'entreprise, avec de fortes contraintes en matière de qualité, de flexibilité et de délais.

Il devra intégrer la double composante : maintenance des systèmes en exploitation et développement de nouveaux produits cohérents avec l'existant.

Il aura à élaborer et mettre en place des méthodes de travail et d'organisation ayant pour objectifs :

- de réaliser chaque projet en le répartissant en sous-modules à mener simultanément et de façon cohérente
- d'optimiser d'emblée les logiciels et la charge de maintenance
- de piloter et de gérer finement la performance de chacun des membres de ses équipes.

LE PROFIL RECHERCHÉ

40/45 ans environ, ingénieur ayant une expérience conséquente et réussie d'abord technique puis managériale en développement, maintenance et conduite de projets.

Compétent et expérimenté notamment en bases de données relationnelles avec LAG.

Compétent en management (motivation, lois sociales...) et en gestion (budgets, compte d'exploitation...)

Manager confirmé et de haut niveau, charismatique, proche de ses hommes, sachant capter leur confiance et leur insuffler le goût de l'excellence, l'ambition de relever des challenges de façon réactive et dynamique, le réflexe de la performance et de l'optimisation des produits qu'ils développent, et une attitude positive face aux fortes contraintes de qualité, performance et délais.

La maîtrise de l'anglais est indispensable à la dimension Européenne du poste ; d'autres compétences linguistiques seront fortement appréciées.

Disponible pour déplacements réguliers en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 6474M à BERNARD JULHIET - 11/15 Quai Dion Bouton - 92806 Puteaux Cedex.

Confidentialité assurée.

Membre du Syntec

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DÉVELOPPEMENT

ALLO, L'AVENIR ?

... OUI !

Dans l'espace
Bouygues Telecom
votre talent prend
toute sa dimension.

Quand on a du talent, pourquoi ne pas lui donner toute sa dimension ? Sur le marché le plus prometteur de la décennie, Bouygues Telecom lance la téléphonie personnelle : téléphoneur devient un statut à part. 600 collaborateurs aujourd'hui, près de 2500 d'ici 4 ans, Bouygues Telecom offre un espace professionnel, humain et technologique exceptionnel. Une aventure à vivre sous le signe de la croissance, de l'innovation et du service dans une entreprise qui ne donne les moyens de ses ambitions. Si vous voulez dire OUI à l'avenir, rejoignez-nous.

INGÉNIEUR RÉSEAU - EXPLOITATION RÉSEAU

Nous recherchons pour travailler sur le réseau DCS 1800 :

10 ingénieurs dédiés à l'Ingénierie Réseau (planification cellulaire, ingénierie déploiement, paramétrage et optimisation) et 6 ingénieurs pour l'Exploitation Réseau (administration réseau, support et analyse de performance, optimisation).

De formation supérieure universitaire ou ingénieur, diplômé en télécommunications ou équivalent, vous avez acquis une expérience significative dans les aspects radio, commutation et transmissions FH numériques, chez un opérateur, un industriel en télécom ou dans une société de services.

Ces postes sont basés en région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions salariales) sous réf. GFR/IER/LM à BOUYGUES TELECOM Département Recrutement - 51, av. de l'Europe - 78944 VELIZY CEDEX

Pour plus d'information sur notre société, réseau Internet : <http://www.supelec.fr/Bouygues>



Bouygues Telecom

ET SI NOUS GRANDISSONS ENSEMBLE ?

SECTEURS DE POINTE

Responsable du Développement Commercial Ingénieur, bilingue Allemand

350 MF, 450 personnes, 3 sites, nous sommes un des leaders de la fondation sous pression et connaissons une forte croissance en France et à l'international. Rattaché à la Direction Générale du Groupe, vous intégrez une de nos filiales (50 MF) et assurez la responsabilité de l'ensemble des relations commerciales avec ses clients (principalement équipementiers automobiles). Vous êtes l'interface entre le client et nos services techniques dans le respect des plannings et des budgets établis. Vous développez de nouvelles affaires, en particulier, sur le marché allemand.

28-30 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez acquis une expérience technique et commerciale, idéalement dans le monde de l'automobile, et souhaitez évoluer vers un poste complet et autonome. Votre sens de la négociation, votre respect des engagements pris, sont des atouts pour réussir et progresser dans un groupe dynamique et ambitieux. Le poste est basé en Alsace et implique des déplacements en Europe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre de motivation manuscrite en Français et en Allemand, CV, photo et rémunération actuelle) s/réf. 6669 D à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT.

People & People
RECRUTEMENT BY ADDIS
1, place des Cordeliers 69002 Lyon

HP : un monde d'évolution

Echographie, cardiologie, surveillance cardiaque, notre avancée technologique et la fiabilité de nos produits confèrent à la division Santé d'HP une place de leader mondial sur le marché de l'instrumentation et de l'informatique médicale.

Nous recrutons pour nos services commerciaux deux

Ingénieurs d'affaires.

Spécialiste en systèmes d'information hospitaliers,

grâce à votre connaissance de la vente de produits et services informatiques et votre esprit d'équipe, vous contribuerez à générer de nouvelles affaires en développant notre approche qualité. Ingénieur ou diplômé Bac+5, une expérience réussie (3 ans minimum) de la vente en milieu hospitalier vous permettra de réaliser vos objectifs. Réf. SI.

Spécialiste en imagerie,

vous êtes médecin ou ingénieur et bénéficiez d'une expérience de vente de produits d'échographie de 3 ans minimum dans le milieu hospitalier. Vous êtes chargé de promouvoir les applications cardiovasculaires auprès de nos clients. Des compétences dans la gestion d'images et de réseaux seraient appréciées. Réf. SI.

Pour ces deux postes basés aux Ulis, autonomie, sens du contact et une bonne maîtrise de l'anglais seront les garants de votre réussite. Merci d'adresser votre lettre de motivation avec CV et photo en précisant la réf. choisie à Hewlett Packard, Emmanuelle Greth, 3 avenue du Lac, Parc d'activités du Bois Briard, 91040 Eury cedex.



HEWLETT
PACKARD

صحنه من العمل

VIII / LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996

REPRODUCTION INTERDITE

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'ILL est un institut de recherche fondamentale financé par trois pays européens. Il met en œuvre un réseau de recherche à haut flux de neutrons, où des expériences sont effectuées dans les disciplines suivantes : structure et dynamique de la matière condensée avec des applications en physique, chimie, biologie et science des matériaux, et également en physique nucléaire et physique des particules élémentaires. Les instruments de l'ILL sont à la disposition des chercheurs invités, qui sont assistés par les scientifiques de l'institut.

Le Service Contrôle des Instruments de la Division Projets et Techniques recherche un :

Jeune Ingénieur Informaticien

Fonctions
Développement et maintenance des logiciels sur des plates-formes mini et micro-informatiques pour le contrôle des instruments de l'ILL, en utilisant des concepts modernes.

Formation et expériences
Diplôme d'ingénieur en informatique ou équivalent.

Connaissances souhaitées dans les domaines suivants :
- UNIX, Windows, OS2.

- C, C++, Visual Basic, Fortran.
- Interfaces Graphiques Utilisateur.

Rémunération
A partir de 160 KF par an selon qualification.

Observations
Contrat à durée indéterminée. La connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Un bilingue serait un plus.

Renseignements complémentaires
Monsieur Barthélemy 76 20 70 25
Monsieur Heidemann 76 20 71 89

Les candidatures pour ce poste sont à adresser à :
M. le Secrétaire Général
du Personnel - INSTITUT
LAUE-LANGEVIN - BP 156



F-38042 GRENOBLE
cedex 8.
Date limite de candidature : 15 juillet 1996.

Groupe International recherche, pour ses activités "TELECOMMUNICATIONS" dans le cadre de programmes militaires ou civils :

INGÉNIEUR EN RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS

Missions : Il participera à la définition de réseaux de communications satellites, au dimensionnement des équipements et assurera l'ingénierie des projets.

Profil : Ingénieur diplômé avec spécialisation en télécommunications, une expérience de 5 à 6 ans en réseaux de communications d'un programme important, la connaissance des réseaux satellites. Réf. RC

INGÉNIEUR D'ÉTUDE DE SYSTÈMES DE TRANSMISSIONS

Missions : Il participera au dimensionnement des réseaux de communications satellites dont l'aspect Transmission/Propagation ; il assurera la conduite des développements correspondants.

Profil : Ingénieur diplômé avec spécialisation en télécommunications, une expérience de 5 à 6 ans dans les domaines Transmission/Propagation, Satellites et réseaux civils ou militaires. Réf. ST

INGÉNIEUR ARCHITECTE RÉSEAUX NUMÉRIQUES

Missions : Il sur des réseaux de transmissions et des systèmes d'information et de commandement, il assurera les études d'architecture des réseaux numériques pour des centres informatiques distribués avec contraintes de temps réel, traitement réparti de données, administration de réseaux à haut débit d'échanges de données étherogènes, sécurité de l'information. Il conduira le développement et participera à l'intégration.

Profil : Ingénieur diplômé (électronique/informatique), une expérience de 5 à 6 ans en conception de systèmes informatiques distribués, maîtrise d'Ethernet, x 25, x 400, FDDI, ATM. Réf. ARN

Pour ces postes, basés en Région Parisienne Ouest, la pratique courante de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV + photo + pré) en indiquant la référence choisie à notre Conseil MIGADE - 27, rue Garnier 92200 Neuilly-sur-Seine. Confidentialité assurée.

MIGADE
un département de MONTAUR

Notre jeune DIRECTEUR INFORMATIQUE est un communicant

350 KF

Filiale française (150 personnes) d'une start-up en hautes technologies, ayant atteint l'équilibre et se situant sur un marché en forte croissance (doublement attendu de l'activité), notre système d'information, placé au cœur de notre métier, doit s'industrialiser.

Notre réseau de micros fait l'interface entre des utilisateurs exigeants et un progiciel géré sur minie par notre maison-mère. Vous apportez sérénité à votre équipe, clarifiez vos relations avec vos partenaires et vous attachez à l'industrialisation de notre système d'information pour lui permettre de soutenir notre croissance.

Ingénieur de formation, vous avez acquis en 7 à 10 ans, une solide culture technique (micros, réseaux, versioning de logiciel ...) dans une activité de service, voyageant par exemple, réseau de PMI Industrielles ... et avez entamé une réflexion Workflow. Enfin, si votre anglais est courant, rejoignez-nous en proche banlieue.

Notre Consultant,
Jean Thily, vous remercie de
lui écrire sous réf. 121/LM à
"Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC SA
4, RUE ROYALE - 75008 PARIS

SECTEURS DE POINTE



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Participez au développement de nos
systèmes d'information

La direction de l'administration générale (DAG) constitue l'une des 3 grandes directions qui relèvent du secrétaire général pour l'administration. Située au carrefour des compétences de l'administration centrale, la DAG exerce des activités diversifiées dans les domaines : juridique et contentieux, domaniaux, patrimonial et culturel, informatique et soutien logistique. Dans le cadre du développement de sa sous-direction informatique, la DAG recherche :

2 RESPONSABLES DE DOMAINES

INFORMATIQUE DE GESTION

Réf. 73.4123/LM

Au sein de la sous-direction informatique, votre mission consistera à : • conseiller les utilisateurs • piloter un domaine du schéma directeur • prendre en charge la réalisation d'études informatiques • mettre en place des procédures d'organisation • suivre la mise en place de systèmes d'information

2 CONSULTANTS ORGANISATEURS

INFORMATIQUE DE GESTION

Réf. 73.4124/LM

Au sein de la sous-direction informatique, vous serez en charge de missions d'organisation : • études préalables • rédaction des appels d'offre • validation des spécifications fonctionnelles • supervision des études techniques. Vous avez un rôle de conseil pour le développement des systèmes d'information. Vous encadrez les équipes d'ingénieurs dans les phases de conception, de réalisation et de mise en œuvre.

Ces postes requièrent : • une formation d'ingénieur ou équivalent • une expérience (minimum 5 ans) de la conception et de la réalisation de systèmes informatisés, avec environ 3 ans dans le conseil pour les responsables de domaine. Vous êtes reconnu pour votre pragmatisme, votre sens de l'organisation, votre aisance relationnelle et votre capacité à animer une équipe.

Pour ces postes contractuels basés à Paris 7ème, merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence choisie, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Deux ingénieurs à fort potentiel

Leader européen de notre secteur d'activité, notre groupe de dimension internationale fondé sur la notoriété sur la créativité et la qualité de ses produits. Pour renforcer notre Bureau d'Études, nous recherchons des collaborateurs à fort potentiel. Intégrés au sein d'une équipe performante dotée d'importants moyens informatiques (CAO), vous serez impliqués dans la création et l'amélioration de nos produits.

Chef de projet - bureau d'études

(réf. B6 05 02)

A 30-35 ans, Ingénieur, diplômé d'une grande école (Centrale, ENSTA, ENSI, ENSAM), vous aurez à coordonner le développement de nouveaux équipements destinés aux collectivités locales, depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'à leur industrialisation. Vous aurez la responsabilité directe d'une équipe polyvalente (8 à 12 personnes) qui vous permettra de mener à bien toutes les phases des projets. Vous possédez une expérience de 7 ans minimum au sein d'un Bureau d'Études, plus particulièrement dans les domaines de l'ingénierie et de la conception de machines spéciales. Vous maîtrisez l'anglais.

Ingénieur contrôle et assurance qualité

(réf. B6 06 01)

A 30-35 ans, Ingénieur, diplômé d'une grande école (Centrale, ENSTA, ENSI, ENSAM), une formation complémentaire en qualité serait un plus, vous aurez à promouvoir le système d'assurance qualité, élaborer, rédiger, contrôler les procédures, structurer et informatiser le service contrôle qualité (10 personnes). En outre, vous aurez la charge de missions ponctuelles de conception ou de fabrication. Vous possédez une expérience de 7 ans minimum en Bureau d'Études. Vous maîtrisez l'anglais.

Pour ces deux postes basés en banlieue Ouest de Paris, nous recherchons des candidats motivés, imaginatifs, pragmatiques et ayant un sens développé de la qualité.



**FAVAREAU
CONSULTANTS**

Votre réussite dans un de ces deux postes vous permettra de saisir, à moyen terme, de réelles opportunités de carrière au sein de notre groupe.

Votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) devra être adressé sous la référence choisie à Béatrice GALIEVSKY, FAVAREAU CONSULTANTS - 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

صكنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996 / IX

SECTEURS DE POINTE

AIR LIQUIDE

Présents à travers 60 pays, nous sommes le N°1 mondial dans les gaz et services industriels. Notre volonté constante d'anticipation et d'innovation est résolument tournée vers la satisfaction du client et la mise en place de solutions techniques adaptées à ses besoins. Aujourd'hui, notre Direction Scientifique et Technique basée en Région Parisienne recherche son

RESPONSABLE DE SERVICE GÉNIE CHIMIQUE

A la tête d'une équipe d'Ingénieurs, vous développez et améliorez des procédés industriels. Dans le cadre de partenariats, vous amenez les projets à un stade de référence industrielle.

De formation grande école, bénéficiant de 10 à 15 ans d'expérience dans un groupe chimique ou en ingénierie de procédés, vous avez acquis une grande compétence du développement de procédés de l'Industrie Chimique et du Raffinage et constitué un réseau de relations dans l'industrie mondiale.

Pratique courante de l'anglais et du français indispensable.

Si ce challenge de premier plan dans un groupe de dimension mondiale vous intéresse, merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, s/réf.65.4090/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Industrie Agro-Alimentaire

Grand groupe international dans un secteur de pointe disposant d'une implantation récente en France, cherche pour renforcer ses équipes :

DOCTEUR INGÉNIEUR

Adjoint du Directeur Qualité-Recherche et Développement

Il aura la responsabilité de projets de recherche, en collaboration avec la production et le commercial, ainsi que d'études d'applications alimentaires.

Ce poste conviendrait à un Docteur Ingénieur biochimiste ou agronome ayant, après son Doctorat, au moins deux ans d'expérience en R&D ou études d'application dans le domaine agro-alimentaire. réf. 24A 3051 6M

INGÉNIEUR

Chef de Projets Travaux Neufs

Il prendra en charge la réalisation d'investissements importants depuis la conception jusqu'à la mise en route. Ce poste conviendrait à un Ingénieur génie alimentaire ou génie chimique, ayant au moins 5 ans d'expérience procédés - travaux neufs, disposant de solides connaissances dans le domaine de la purification de milieux de fermentation. réf. 24A 3052 6M

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand vivement souhaitée.

Ces deux postes sont situés dans l'Est de la France.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

L'Entreprise mode d'emplois.

Cahiers Initiatives.
Lundi et mardi.

Le Monde

GRUPE LEADER DES SERVICES LIÉS AU DOMAINE DE L'EAU (DISTRIBUTION ET ASSAINISSEMENT), NOUS SOUHAITONS ACCENTUER FORTEMENT NOS ACTIONS SUR DEUX CONSTANTES : LA QUALITÉ DES PRODUITS LIVRÉS PAR LES EXPLOITATIONS ET LA QUALITÉ DU SERVICE À LA CLIENTÈLE. NOUS CRÉONS POUR NOTRE RÉSEAU D'EXPLOITATION LE POSTE DE

Responsable qualité

Rattaché à la Direction Générale, votre mission consistera à mettre en place et poursuivre le développement de la démarche Qualité auprès de nos Services (Production, Distribution et Equipement), afin de conduire à son terme le projet de certification.

Véritable opérationnel, vous suivrez l'avancement et l'efficacité des actions qualité dans chaque secteur concerné tout en coordonnant l'ensemble.

Dans le trentième, de formation Ecole d'Ingénieur, complétée par un 3^e cycle, vous pourrez justifier de réalisations très concrètes dans la conduite de projet de certification, de suivi de démarche Qualité, ayant impliqué de façon participative et pragmatique tous les Collaborateurs de l'Entreprise.

Un parcours dans le secteur agro-alimentaire et/ou en Cabinet de Conseil, et une expérience de production, retiendront tout particulièrement notre attention.

La qualité de votre dossier, référencé LM/459, sera appréciée par notre Conseil, Robert BOULET ORYADE - 18, avenue Roche 75008 PARIS.

oryade

Membre de Syntec Conseil en Ressources Humaines

Ingénieur acousticien

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER, 1 200 personnes en France et Outre-Mer, nous recrutons pour notre centre de Brest, situé au sein du technopôle Brest-Iroise, un Ingénieur Acousticien.

De formation supérieure en physique (Ingénieur grande école ou équivalent), vous êtes spécialisé en acoustique sous-marine. Vous justifiez, en outre, d'une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des transducteurs sous-marins acquise dans l'industrie ou dans un laboratoire de recherche et, si possible, de connaissances en électroacoustique.

Nous vous proposons de rejoindre notre Service d'Acoustique Sous-Marine. Vous serez chargé du développement de transducteurs (modélisation, réalisation de prototypes, suivi de sous-traitance, qualification) et des méthodes de mesure associées.

Nous vous remercions de nous adresser sous référence 9644 : lettre, CV et prétentions à : IFREMER - Service du Personnel Centre de Brest - BP 70 29280 PLOUZANE.

IFREMER

Lundi 17 juin*

Ne manquez pas le rendez-vous

«Spécial INGÉNIEURS»

et ses nombreuses offres d'emploi

dans

Le Monde
INITIATIVES
METIERS

* daté 18 juin

Dans le cadre de son fort développement actuel, l'un des leaders de l'ingénierie thermique, recherche un

Ingénieur d'Affaires (M/F)

Diplômé d'une Grande Ecole, (Centrale, Mines, AM, ENSC, INSA...), il possède au minimum de 3 à 8 ans d'expérience de contrats réalisés à l'export dans un environnement anglo-saxon, dans des activités pétrolières, chimiques ou thermiques. Il parle et travaille couramment en anglais et en allemand.

ALC

CONSEIL EN ORGANISATION ET EN GESTION DE VOS RESSOURCES HUMAINES

Déjà la signature d'un contrat, il en assure la responsabilité technique et financière de bon en bon tant vis à vis du client que des prestataires extérieurs avec lesquels il négocie.

Passionné par la technique, c'est avec vous un homme de contact dans les capacités de communication, de rédaction et de management lui permettront de faire avancer ses dossiers par l'écoute et la discussion.

Autonome, il a le sens des priorités et des ordres de grandeurs financières et techniques. Le poste, basé à l'ouest de Paris, est à pourvoir très rapidement.

Adresser dossier complet à : ALC Organisation 8, avenue de la République 78600 Le Mesnil le Roi.

napac

Nous confirmons notre croissance en recrutant :

1 Ingénieur expérimenté Responsable des Développements Electroniques

Rattaché au Directeur Technique et responsable de l'animation d'une équipe de 3 ingénieurs et techniciens.

Vous serez en priorité chargé de :

- Assurer la conception générale et le développement de produits électroniques.

- Suivre en aval, leur fabrication en liaison permanente avec notre service Production.

Votre profil :

- Agé de 30/40 ans, vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur en électronique de type ENSI - ISEP - ESEO.

- Vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans dans la conception et l'industrialisation électronique dont 1 an en gestion de projet.

- Vous connaissez les normes CEM. Sécurité ainsi qu'un outil CAO électronique.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV + photo + lettre manuscrite + prétentions) sous référence 31715 à notre conseil : A.J.C.R. - 10 rue Verdingbuis - 75014 Paris.

ajcr

INGÉNIEURS CONSEILS

Spécialistes des systèmes d'information dans l'Assurance

Notre métier : être le partenaire de nos clients pour la conception et la mise en œuvre des solutions organisationnelles et technologiques nécessaires au développement et à la compétitivité des compagnies d'assurance. Dans le cadre de notre important développement dans le secteur de l'assurance (IARD, Vie, Réassurance, Assistance...), nous recherchons

Directeurs de Projets

Vous prendrez en charge l'ensemble d'un projet de changement, et notamment, les aspects organisationnels et informatiques. Ingénieur Grande Ecole, vous disposez de plusieurs années de responsabilités à haut niveau au sein de compagnies d'assurance (audit interne, direction de département ou support au niveau direction générale) ou en cabinet de conseil ou d'audit (niveau manager). réf. LM04

Consultants seniors

Vous aurez la responsabilité de missions d'organisation et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage. Ingénieur Grande Ecole, vous avez plusieurs années d'expérience de projets organisationnels ou informatiques en compagnie ou en cabinet de conseil. Une spécialisation en comptabilité, réseaux de distribution, réassurance, etc... serait un plus. réf. LM05

Chefs de projet intégration de système

Vous prendrez la responsabilité de projets de conception et de réalisation de système d'information. Ingénieur Grande Ecole, vous avez plusieurs années d'expérience de management de projets dans l'assurance ou la finance au sein d'une SSII ou éventuellement d'une compagnie d'assurance. Des connaissances des environnements ouverts, des technologies orientées objet, du poste de travail (workflow, image, téléphonie), du travail en équipes internationales seraient appréciées. réf. LM06

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie portée sur lettre et enveloppe à Marie Claude Puteaux, CAP SESA Finance, 76 avenue Kléber 75784 Paris cedex 16.



Auditeur Systèmes Qualité

SGS-ICS, premier réseau d'organismes de certification privé avec plus de 10 000 certificats ISO 9000 et 14 001 émis dans le monde, recherche dans le cadre du développement de ses activités en France un Auditeur Système Qualité.

Chargé de gérer un portefeuille de clientèle, vous agissez en maître d'œuvre dans la réalisation des audits de certification de systèmes, notamment dans le domaine industriel.

Vous apportez de plus un soutien technique à la force de vente lors de l'élaboration et de la présentation d'offres commerciales.

Ingénieur de formation ou équivalent, vous avez une qualification de type ICA, IQA et vous êtes, après 5 à 10 ans d'expérience dans plusieurs secteurs d'activité, un auditeur reconnu et efficace. Ouvert et doté de réelles capacités d'adaptation, vous avez bien sûr de bonnes aptitudes à la relation commerciale.

Déplacements en France à prévoir.

Pour rejoindre notre structure de dimension humaine dans laquelle l'autonomie et le mérite individuel sont largement valorisés, merci d'adresser vos lettres manuscrites, CV et photo à SGS-ICS, 6 square Lamartine, 94237 Cachan Cedex.



SGS SGS International Certification Services

Partenaires des organismes de premier plan du secteur tertiaire (Banque, Assurance, Services Publics), le Cabinet Altair Conseil connaît un fort développement de ses activités d'Organisation, Management et Systèmes d'Informations.



Altair Conseil

Notre Cabinet recherche plusieurs Consultants, débutants et expérimentés en vue de renforcer son équipe et collaborer à des projets d'envergure : Planification d'entreprise, structuration de nouvelles activités et lancement de produits, réorganisation et fusion, migration informatique.

1° Pour notre pôle Management de Projets et Conduite du Changement, recherchons jeune diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, disposant de préférence d'une expérience professionnelle. Vous serez amenés à effectuer des travaux d'assistance à la gestion de projet : Prise en charge de planification, assistance au pilotage et accompagnement méthodologique. Une première connaissance de méthodes de conduite de projet et d'outils de gestion de projet du marché constituera un avantage déterminant (Réf. MP).

2° Pour notre pôle Stratégie d'Organisation, recherchons consultant expérimenté et diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, de Commerce ou d'un 3° Cycle Universitaire. Fort d'une expérience significative d'au moins 5 ans dans un cabinet de conseil ou dans une grande SSII, vous participerez à des missions de structuration et de réorganisation des activités de nos clients (BPR, analyse de la valeur, démarche qualité, analyse de process, services Client, ...). Vous capitaliserez sur une parfaite connaissance des problématiques commerciales, back office et managériales des activités bancaires et/ou tertiaires (Réf. SO).

3° Pour notre pôle Système d'Information, recherchons consultant expérimenté et diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur. Fort d'une expérience significative d'au moins 5 ans dans un cabinet de conseil ou dans une grande SSII, vous participerez à des missions de stratégie ou de mise en œuvre des systèmes d'informations dans le cadre d'une assistance à maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre. Vous devrez disposer d'une parfaite connaissance des problématiques informatiques actuelles dans le secteur bancaire et tertiaire (Architectures fonctionnelles et techniques, organisation des ressources informatiques, mise en œuvre des nouvelles technologies). (Réf. SI).

Vous devrez faire preuve de qualités individuelles fondées sur la rigueur, l'esprit de synthèse, la capacité d'adaptation, l'autonomie, la disponibilité et la perception des environnements inhérents aux différentes interventions de notre Cabinet. Votre sens des responsabilités et votre esprit d'initiative constitueront des atouts essentiels pour évoluer, immédiatement ou à terme, vers des fonctions de management de nos interventions. Les postes sont à pourvoir sur Paris et nécessitent une forte mobilité pour des missions, de courte et de longue durée, effectuées en province et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature et vos prétentions en indiquant la référence souhaitée à : Bruno Gourevitch - Altair Conseil 33 Rue Vivienne 75 002 Paris ou par E-Mail à l'adresse suivante : 100616.3226@compuserve.com

CONSULTANT

Vous avez la trentaine, et vous voulez devenir Consultant

Attiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aguerrie. Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntec, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comprenant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France.

La rémunération que nous vous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL (réf. 7146), 27 rue Talbot, 75009 Paris, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

SCIENCES ET SANTÉ

Le ministère du travail et des affaires sociales recrute

Les directeurs des agences régionales de l'hospitalisation

dont la création a été prévue par l'ordonnance portant réforme de l'hospitalisation publique et privée (J.O. du 25 avril 1996).

Les agences auront pour mission

- de répartir les moyens de fonctionnement des hôpitaux.
- de définir et de mettre en œuvre la politique régionale d'offre de soins hospitaliers.
- d'analyser et de coordonner l'activité des établissements de santé publics et privés.
- de conclure avec eux des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens et de déterminer leurs ressources.

Les directeurs seront nommés pendant l'été et prendront leurs fonctions au 1er septembre 1996.

Vous êtes

- cadre supérieur de l'Etat, des hôpitaux, des collectivités territoriales, du secteur public.
- cadre dirigeant d'entreprise.

Vous justifiez d'une solide expérience de gestionnaire dans des fonctions de responsabilité (15 ans environ).

Vous avez de grandes capacités de négociation et une personnalité conciliant le sens de la communication, la rigueur et l'autorité.

Vous possédez une solide culture juridique.

Une connaissance du secteur hospitalier et une sensibilisation aux enjeux de santé publique et d'économie de la santé constitueront des atouts importants.

Envoyez très rapidement votre lettre de candidature et de motivation, précisant les régions administratives dans lesquelles vous souhaitez être affecté(e) en priorité, accompagnée d'un CV

• par courrier à :

Ministère du travail et des affaires sociales,
Direction des Hôpitaux, secrétariat du directeur,
1, place Fontenoy 75000 Paris.

• par fax au :

(1) 40 56 60 66

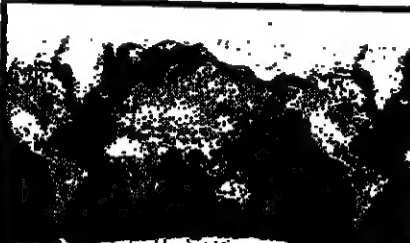
Contact Bruno Maquart ou Sandrine Pautot, tél (1) 40 56 50 93.

صكر من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 11 JUIN 1996 / XI

CARRIÈRES INTERNATIONALES



L'Ouverture Ernst & Young

Accompagner les entreprises multinationales dans l'amélioration de leurs performances et le reengineering de leurs processus en les faisant bénéficier de toutes les ressources d'innovation et d'expertise de son réseau international de consultants spécialisés, telle est la vocation d'Ernst & Young, leader mondial de l'Audit et du Conseil. Le très fort développement de nos activités au niveau Pan-Européen nous conduit à rechercher des :

Manager / Senior Manager

EXPERTS EN LOGISTIQUE INTERNATIONALE

■ A 34/38 ans, diplômés de l'enseignement supérieur et si possible titulaires d'un MBA, parfaitement bilingues Anglais, vous justifiez de 10 ans minimum d'expérience de l'organisation et de la maîtrise des processus de l'organisation internationale, dont au moins 3 ans en cabinet de conseil. Au sein d'équipes multinationales et dans différents pays, vous avez exercé des responsabilités d'organisation et de management de projets logistiques stratégiques et avez développé d'excellentes capacités de communication, écrite et orale, qui vous permettent d'imposer naturellement votre expertise tant auprès des comités de direction de filiales européennes qu'auprès des équipes de consultants. Vous êtes reconnus comme des experts dans ce domaine.

Pour ces postes basés à Paris, et nécessitant des déplacements fréquents en Europe, la maîtrise d'une seconde langue européenne est un avantage incontestable. De réelles possibilités d'enrichissement professionnel et personnel vous seront offertes au sein de notre organisation où vous ferez partie d'équipes dynamiques, enthousiastes, créatives et fortement impliquées dans le développement de leur activité.

Merci d'adresser, sans tarder, votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous la réf. EYC 966M à Monique HERBET - ERNST & YOUNG CONSEIL - Tour Manhattan - 6, Place de l'Iris - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

ERNST & YOUNG CONSEIL

■ Au sein de nos équipes internationales, vous participerez activement au développement et à la réalisation de missions diversifiées, telles que le reengineering des processus de la chaîne logistique, l'analyse et la modélisation des stratégies de logistique et de distribution, l'optimisation de la planification industrielle, l'assistance au choix et à la mise en place des systèmes informatiques ad hoc, etc., dans des sociétés multinationales de secteurs variés.

De plus, avec nos équipes basées à Londres, Milan, Munich et Amsterdam, vous serez étroitement liés au développement de notre activité de conseil en logistique au plan européen.

relationnel & communication réseaux & télécommunications

Pragniemy rozwijać naszą obecność w Polsce

Pour notre Groupe de Télécommunications la Pologne est un élément

majeur de notre

développement en

Europe de l'Est.

Les décisions politico-

économiques et les choix

technologiques qui

seront faits dans ce pays

dans un proche avenir

seront déterminants

pour le renforcement

et le développement

de nos positions.

Diplômé d'une école d'ingénieurs et si possible d'une business school, vous avez une expérience de plusieurs années de la négociation commerciale de haut niveau qui vous a rodé aux techniques de communication et de lobbying.

Ambassadeur du Groupe, vous entretenez et développez un réseau relationnel (business et politique) de très haut niveau afin de maintenir et faire progresser son image, de le positionner en amont des projets et appels d'offres.

Vos compétences techniques vous permettront d'en appréhender rapidement la faisabilité et l'intérêt économique avant de les transmettre à notre siège. Les projets retenus seront confiés pour leur réalisation à la filiale locale compétente ou à une structure ad hoc.

Pour ce poste où vous serez en relation constante avec différents acteurs du Groupe, la maîtrise parfaite du polonais, du français et de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) à notre conseil : SAGE SA - 1, avenue de Beauregard - CH 1700 Fribourg SUISSE ou par Fax : (41) 37 82 31 15

*Développer nos positions en Pologne

TAKE AN ACTIVE PART IN OUR EUROPEAN GROWTH

Distribution sales manager Primary Care Diagnostics (P.C.D.)

Becton Dickinson is a leading company worldwide in medical devices and diagnostics. Our name represents highest product quality and innovation. To strengthen our Western European presence, we offer the position of Distribution sales manager

BECTON DICKINSON

You will report to the European P.C.D. Sales & Marketing Manager, based in the European Headquarters in France and will work out of your own home-office. You will be responsible for sales and profitability in western Europe, by ensuring the development and implementation of the sales and marketing plans. You will coach, direct and motivate distributor sales teams located in this region.

The required qualifications are :
- university degree in Biological Science or equivalent,
- minimum of 4 years sales/marketing experience,
- previous experience with distributor management,
- knowledge of the European Diagnostics market,
- fluency in English, German and preferably another European language.
Entrepreneurial candidates with appropriate skills and experience will find a challenging position with attractive conditions.

Please send your application (under reference PCD 9601), with photo and salary information, in full confidence to Valérie SOULIER, BECTON DICKINSON, 5 chemin des Sources, BP 37, 38241 Meylan cedex France.

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI

Dirigeants

Organisation & gestion des entreprises

- Gestion/Finances • Conseil/Audit • Juristes/Ressources Humaines
- Marketing & Communication • Fonction Commerciale

Le Monde des Cadres
Carrières Internationales

Dont Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde

TICQA

What, who, where and when?

What?

The TICQA Database

TICQA is the European database of Conformity Assessment Services. The database contains information on more than 2,000 organisations providing Testing, Inspection, Calibration and Certification services within 18 European Countries.

Who?

YOU

The information is available to you and all those who use, are concerned with or provide Conformity Assessment Services in Europe.

European Commission

The European Commission conceived the database as a tool to contribute to a better knowledge of the quality infrastructure in Europe.

EOTC

European Organisation for Testing and Certification
The EOTC acts both as a coordinator and focal point for all matters related with the database.

When?

Now

The information is available publicly and reasonable requests are free of charge.

Where?

TICQA Help Desk

The Help Desk is a customer service, operating from the EOTC Secretariat, which will help you to make the best possible use of the database information.

If you want to have more information on the TICQA Database please contact the Help Desk:

EOTC - TICQA Help Desk

Rue d'Edmontstraat 15 • B-1000 Brussels • Belgium
Tel: +32.2.502 41 41 E-mail: ticqa@eotc.be
Fax: +32.2.502 42 38 URL: http://www.eotc.be/

NOUS RECHERCHONS
pour nos projets
de construction,
pose de pipe-lines,
exploitation pétrolière
à l'étranger :

- soudeurs - tourneurs - ajusteurs
 - électriciens - ouvriers du béton
 - maçons - préparateurs de treillis
 - conducteurs P.L. et manoeuvres
- 3200 - 6100US Dollar

Adresser votre candidature
uniquement par écrit à :

GLOBAL OIL
GmbH - B.P. 1958
L-1019 Luxembourg

SCIENCES ET SANTÉ

Directeur de clinique Grand-Ouest

Groupe d'Hospitalisation privé, recherche pour l'un de ses établissements son DIRECTEUR.

Vos missions consisteront à :

- Diriger et optimiser l'ensemble des moyens techniques et humains mis à disposition,
- Elaborer le plan de développement de l'entreprise et en assurer la mise en oeuvre,
- Elaborer et consolider les différents budgets et en assurer le suivi,
- Assurer les relations avec le Groupe,
- Assurer les relations avec les administrations de tutelle.

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de gestion), vous avez entre 38 et 45 ans et possédez une expérience de gestionnaire de 7 à 8 ans.

Excellente connaissance du milieu hospitalier et maîtrise des techniques financières, de gestion du personnel et informatiques.

Forte capacité d'organisation, d'animation et d'anticipation, votre sens de l'écoute et de la négociation sera un atout dans l'exercice de cette fonction. Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser dossier de candidature dont lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 307 à CAPFOR ATLANTIQUE BP 1507 - 44315 NANTES CEDEX 03.

CAPFOR
ATLANTIQUE



GRUPE
FOURNIER

- 3 300 personnes, 2,95 milliards de CA -
De la pharmacie à la chimie fine, de l'adjuvant chirurgical à l'adjuvant industriel et grand public : la force d'un groupe international.

Nous recherchons pour notre Direction Industrielle de Prescription :

RESPONSABLE DES LABORATOIRES PHYSICO-CHIMIE ET MICRO-BIOLOGIE

Rattaché au Directeur de production, avec une équipe d'une trentaine de collaborateurs, vous êtes chargé de la réalisation des contrôles physico-chimiques (MP, PSC, PF), micro-biologiques et des prélèvements, en veillant au respect des BPF européennes et américaines, des spécifications de dossiers d'AMM et des délais du flux produits. Votre aptitude à gérer les budgets et à optimiser les ressources humaines vous permet d'apporter à votre structure l'évolution technique permanente.

De formation pharmacien ou équivalent, complétée par un DESS de contrôle du médicament, vous justifiez d'une première expérience au sein d'un laboratoire d'analyses pharmaceutiques, de préférence de culture anglo-saxonne, au cours de laquelle vous avez démontré des qualités de manager et d'organisation.

Pour participer à de nombreux projets et entreprendre ensemble, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, délai de disponibilité) en précisant la référence LP/ML à :

Groupe Fournier, Service Recrutement, 47, rue de Longvic, 21300 Chaudry

AVIS DE CONCOURS LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'YONNE

Organisé

- Un concours sur titres avec épreuves d'assistants territoriaux qualifiés de laboratoire de classe normale (5 postes)

ouvert aux titulaires :

- Soit d'un D.U.T./B.T.S. chimie, soit d'un D.U.T. biologie appliquée (option industries alimentaires et biologiques), soit d'un diplôme Bac + 3 ou Bac + 4 en sciences biologiques et médicales (avec spécialisation en sciences vétérinaires).

Date limite de dépôt des inscriptions : 16 août 1996

Entretien à compter du 19 septembre 1996 à Auxerre

- Un concours sur titres avec épreuve de vétérinaire territoriale de 2ème classe (1 poste)

ouvert aux titulaires du diplôme d'Etat de docteur vétérinaire

Date limite de dépôt des inscriptions : 16 août 1996

Entretien le 16 septembre 1996 à Auxerre

Les demandes de dossiers d'inscriptions accompagnées d'une enveloppe grand format 33 x 26, affranchie à 6,70 F sont à adresser au Conseil Général de l'Yonne, Service du Personnel - 14, rue Michelet - 89089 AUXERRE Cedex.

☎ 86.72.87.98 où tous renseignements complémentaires pourront être fournis.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ingénieur commercial produits Grands comptes ADA France / Europe

Nous sommes filiale (450 p.) d'un groupe de dimension internationale. Notre expertise est reconnue au niveau mondial en tant que fournisseurs de solutions logicielles de haut niveau, dans les domaines du temps réel embarqué, des interfaces Homme-Machine, des technologies orientées objet et du Datawarehousing/LAG. Vous rejoignez notre équipe et commercialisez les produits ADA auprès des grands comptes industriels dans les secteurs Aéronautique-Défense-Transport-Energie..., tant en France qu'en Europe.

Proche des clients, vous savez instaurer des relations de confiance et durables. Vos qualités d'écoute, vos dispositions relationnelles, votre réactivité vous permettent d'identifier les besoins, d'élaborer et de négocier des propositions commerciales compétitives, en vous appuyant techniquement sur l'équipe avant-vente. Curieux d'esprit et très professionnel, à l'écoute des évolutions du marché, vous menez avec succès vos actions de prospection.

Dans un contexte de grands projets internationaux high tech, vous êtes amené à vous déplacer en Europe tant auprès de vos clients que de vos distributeurs.

Ingénieur grande école, vous justifiez de 5 à 8 ans d'expérience dans la vente de produits high tech auprès de grands comptes industriels. Vous êtes bilingue anglais.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 29194 à Media System, 6, impasse des Deux Cousins, 75349 Paris Cedex 17. Confidentialité assurée.

ENSEMBLE CONCEVONS LES SIÈGES DE L'AVENIR

Avec un Chiffre d'Affaires de 11 Mds de francs et quelque 12 000 collaborateurs répartis sur 35 sites, BERTRAND FAURE a su s'imposer comme l'un des leaders mondiaux de la fabrication de sièges d'automobiles. Conscient et développant sans cesse de nouveaux produits faisant appel à une technologie de pointe, BERTRAND FAURE est reconnu comme l'Expert du confort et de la sécurité. Aujourd'hui nous recrutons pour notre Direction Commerciale :

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT BILINGUE ALLEMAND

Rattaché au responsable Export, vous menez en oeuvre la politique commerciale du groupe pour les composants fabriqués en France auprès des clients existants et/ou potentiels localisés en Europe du Nord et de l'Est. Vous identifiez les opportunités de développement des marchés et en assurez la prospection : vous êtes à l'écoute du marché et du client pour promouvoir les produits et le savoir-faire du groupe.

Vous assurez l'interface entre le client et le groupe (prise en compte des besoins, formalisation et négociation des réponses aux clients).

Vous contrôlez la rentabilité des projets et participez à la préparation des budgets. Pour ce poste, nous recherchons un ingénieur mécanicien avec une première expérience en bureau d'études, méthodes ou en qualité ; l'allemand courant est indispensable et l'anglais vivement souhaité.

Merci de nous adresser vos candidatures (CV+ lettre manuscrite) en précisant la référence IC58 à BERTRAND FAURE FRANCE - Direction des Ressources Humaines - Route d'Etampes - BP89 - 91152 ETAMPES.

BERTRAND FAURE